

Cette « histoire de Madagascar » est composée d'extraits de fichiers téléchargés à partir de « l'histoire générale de l'Afrique » éditée par l'unesco

ces extraits ont été compilés par un « amoureux » de Madagascar, pour son usage personnel, mais qui trouvera plaisir à ce que d'autres en profitent

bien entendu, toute utilisation de tout ou partie de ce fichier doit mentionner la source « unesco »

<http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/general-history-of-africa/>

Madagascar

P. Vérin

Madagascar, dont les populations ont fait l'objet de nombreuses études, garde encore bien des secrets relatifs aux origines de son peuplement. Nombre d'hypothèses, souvent valables, ont cependant déjà été émises sur ce sujet. La plupart des auteurs s'accordent pour dire que si le continent africain voisin a fourni sa contribution ethnique, il convient de mettre en relief l'apport malayo-polynésien, tout aussi manifeste, surtout sur les Hautes-Terres. Cette double origine des Malgaches explique les disparités physiques des habitants qui parlent tous une langue indonésienne dont l'unité n'est pas entamée par la fragmentation en trois groupes de dialectes.

Sciences auxiliaires de l'histoire culturelle malgache

Avant que l'archéologie ne vienne, surtout à partir de 1962, apporter ses matériaux historiques arrachés à la terre, d'importants résultats avaient été acquis, grâce aux travaux effectués dans les domaines de la linguistique, de l'ethnologie, de la musicologie et de l'anthropologie physique comparées. Aussi convient-il de faire une brève rétrospective des investigations réalisées dans ces sciences auxiliaires de l'histoire culturelle malgache avant d'aborder les données sur les premiers peuplements.



Madagascar: lieux cités dans le texte. (Document fourni par l'auteur.)

Linguistique

L'appartenance du malgache au groupe linguistique malayo-polynésien, pressentie en 1603 par le Hollandais F. de Houtman qui publia des dialogues et un dictionnaire malais-malgache¹, était réaffirmée par le Portugais Luis Moriano qui reconnaissait une dizaine d'années plus tard l'existence dans le nord-ouest d'une langue « cafre » (le swahili) parlée sur les côtes du nord-ouest, distincte d'une langue « bouque » (le malgache) « dans tout l'intérieur de l'île et sur le reste des côtes [...] très semblable au malais ».

Van der Tuuk² devait établir scientifiquement cette parenté du malgache avec les langues indonésiennes par ses travaux auxquels succédèrent les recherches de Favre, Brandstetter, Marre, Richardson et surtout Dempwolf. Les constructions du proto-indonésien de Dempwolf montrent que le Merina, qu'il appelle Hova, ne diverge pas sensiblement des autres langues de la famille indonésienne. Dahl a ultérieurement fait ressortir que le malgache avait subi une influence du bantou, non pas seulement dans le vocabulaire, mais aussi dans la phonologie. Cette constatation est de première importance pour la discussion des interférences africano-indonésiennes qui seront évoquées plus loin. Hébert, dans plusieurs de ses travaux, a fait observer que, parmi les termes indonésiens à Madagascar, il y a souvent une bipartition qui traduit l'hétérogénéité des sources du Sud-Est asiatique. Dez a effectué une analyse du vocabulaire d'origine indonésienne permettant d'inférer le type de civilisation apportée par les émigrants³. Enfin, la glotto-chronologie a confirmé l'aspect profondément indonésien du vocabulaire de base (94 %) et donne une idée des temps de séparation depuis le proto-langage⁴. Le fait que l'essentiel du corpus linguistique malgache de base se rattache au sous-groupe indonésien ne peut cependant nous faire perdre de vue d'autres apports qui s'y sont greffés : indiens, arabes et africains. Les contacts qu'ils supposent aident mieux à comprendre ce que fut la diaspora indonésienne vers l'ouest dans les rencontres et les mélanges qu'elle a pu connaître.

Anthropologie physique

Les travaux dans ce domaine sont venus confirmer la double appartenance des Malgaches aux fonds mongoloïde et négroïde. Rakoto-Ratsimamanga avait tiré d'importantes conclusions sur la répartition et la nature de la tache pigmentaire, plus fréquemment rencontrée chez les sujets des Hauts-Plateaux. Il distingue quatre types morphologiques qui se partageraient la population selon les proportions suivantes :

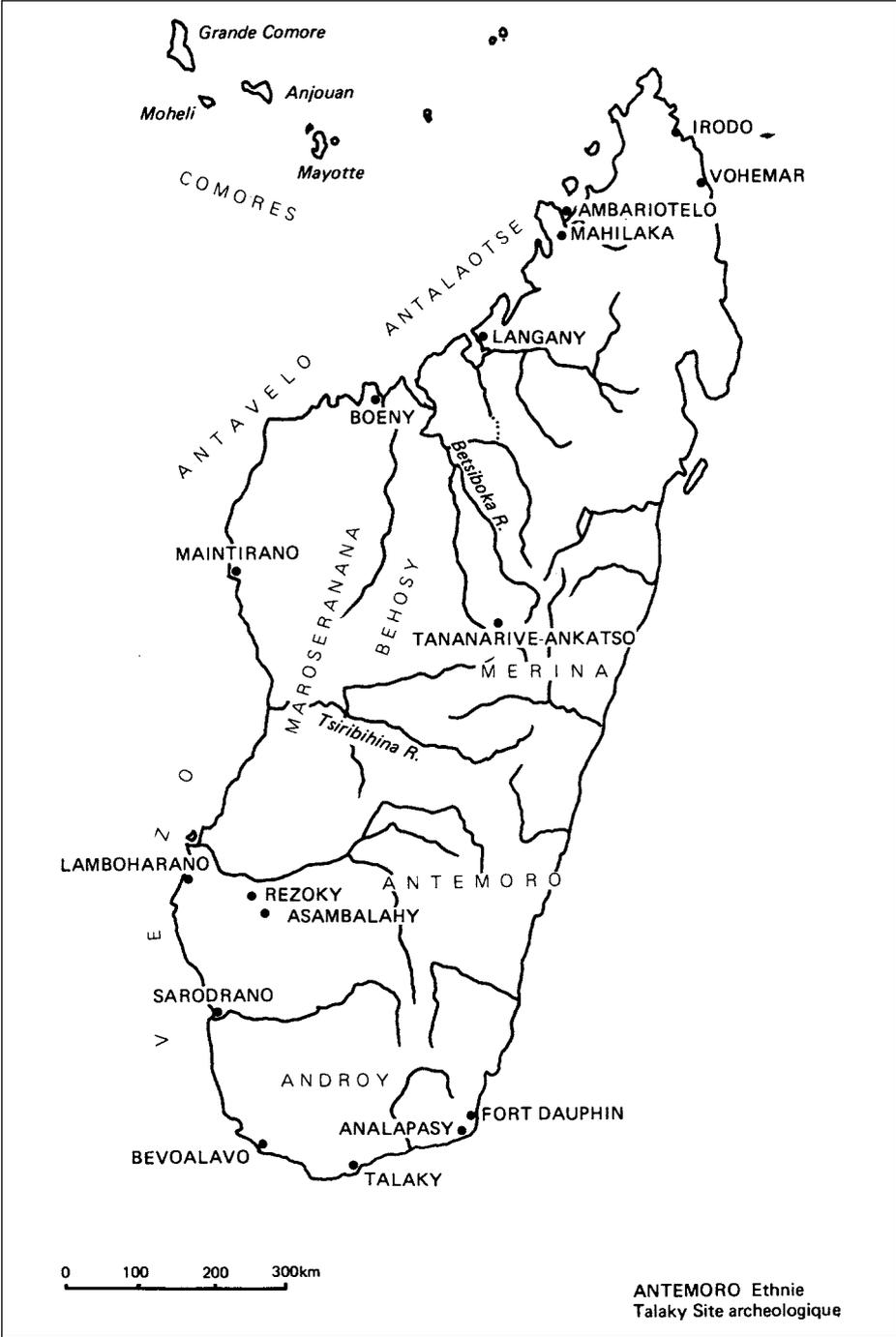
- type indonésien-mongoloïde : 37 % ;
- type négro-océanien : 52 % ;

1. R. DRURY, 1731, pp. 323-392.

2. VAN DER TUUK, 1864.

3. J. DEZ, 1965, pp. 197-214.

4. P. VERIN, C. KOTTAK et P. GORLIN, 1970 (b).



Carte de Madagascar avec indication des sites importants. (Document fourni par l'auteur.)

- type négro-africain: 2%;
- type euroïde: 9%.

On peut mettre en doute l'origine océanienne d'une grande fraction de l'élément négroïde⁵. Plus récemment, Mme Chamla, sur la base de mensurations de crânes conservés au musée de l'Homme, a proposé de distinguer trois types :

- un type brun clair, asiatique, proche des Indonésiens;
- un type noir africain plutôt que mélanésien;
- un type mixte qui, dans l'ensemble, paraît le plus fréquent.

Les recherches hématologiques de Pigache⁶ montrent très clairement que les Noirs malgaches sont d'origine africaine et non pas mélanésienne.

Le type physique indonésien est dominant parmi les individus issus des anciennes castes libres d'Imerina. En revanche, les descendants des captifs de jadis qui venaient des côtes ou de l'Afrique ont un type franchement noir. Les Indonésiens semblent avoir également contribué à l'élaboration biologique des Sihanaka, des Bezanozano, de certains Betsimisaraka et des Betsileo du Nord. On discute encore pour savoir s'ils ont aussi une participation dans la constitution du fonds biologique des autres groupes côtiers où le type négroïde est très répandu et, parfois, quasi général.

L'étude des anciens restes osseux à Madagascar devrait aider à comprendre le processus des mélanges, et en particulier le point de savoir si la fusion entre les éléments africain et indonésien s'est produite dans l'île ou ailleurs. L'absence quasi totale de squelettes obtenus dans un contexte archéologique n'a pas, jusqu'à présent, permis de recueillir des renseignements de cette nature⁷.

Ethnologie et musicologie

H. Deschamps⁸ a, le premier, cherché à départager les apports indonésiens et africains de la civilisation malgache. Parmi les traits culturels africains, on relève bien des éléments du complexe de l'élevage, le culte du serpent adressé au roi défunt dans l'Ouest et en Betsileo, des formes d'organisation socio-politique des côtes. L'organisation sociale de l'Imerina est, au contraire, franchement d'allure indonésienne.

La civilisation malgache doit encore à l'Est la plupart de ses types d'habitation, la culture du riz en terrasses inondées, des aspects de la religion ancestrale, ainsi que tout un complexe technologique comprenant le soufflet à double piston, la pirogue à balancier, le four souterrain garni de pierres volcaniques poreuses ainsi que des objets moins connus tels que le perçoir

5. A. RAKOTO-RATSIMAMANGA a été dans la définition de ses catégories fort influencé par les théories « sud-asiatiques » de A. GRANDIDIER. Il n'indique pas clairement les paramètres permettant de définir ces types.

6. J.P. PIGACHE. 1970, pp.175-177.

7. A l'exception des études faites sur les ossements des sites de Vohémar et du Nord-Ouest, qui sont des vestiges arabes postérieurs au premier peuplement.

8. H. DESCHAMPS, 1960.

rotatif à arc et la râpe sur support pour le fruit du cocotier, étudiés sur les côtes ouest de Madagascar, que l'on retrouve jusqu'en Polynésie orientale absolument identiques sous les noms de *hou* et de *'ana* (dialecte tahitien).

Hornell et Gulwick ont étudié les résonances culturelles indonésiennes sur la côte orientale d'Afrique et plus récemment G.P. Murdock a pu parler de « complexe botanique malaisien » qui, à ses yeux, inclut les plantes anciennement introduites depuis l'Asie du Sud-Est parmi lesquelles il cite : le riz (*Oryza sativa*), l'arrow-root polynésien (*Tacca pinnatifida*), le taro (*Coloca-casia antiquorum*), l'igname (*Discorea alata*, *D. bulbifera* et *D. esculenta*), le bananier (*Musa paradisiaca* et *M. sapientium*), l'arbre à pain (*Artocarpus incisa*), le cocotier (*Coco nucifera*), la canne à sucre (*Saccharum officinarum*), etc. Murdock estime que les migrations indonésiennes qui ont transporté ce complexe botanique ont pris place pendant le premier millénaire avant notre ère et ont emprunté un itinéraire le long des côtes de l'Asie méridionale avant d'atteindre celles de l'Afrique orientale.

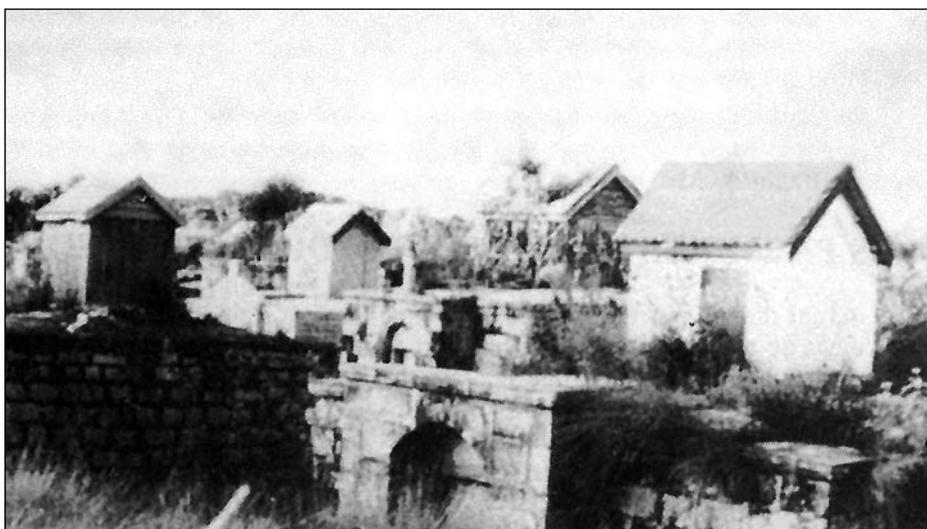
Murdock a certainement raison d'exclure l'itinéraire rectiligne sans escale à travers l'océan Indien comme voie de migration et l'époque à laquelle il situe celle-ci est vraisemblable. Cependant, en ce qui concerne les preuves d'ordre ethno-botanique, Deschamps et, plus récemment, Hébert constatent que certaines plantes importées de longue date à Madagascar portent tantôt un nom indonésien, tantôt un nom africain, tantôt les deux à la fois. Hébert insiste sur le fait que « des appellations identiques entre pays distincts n'apportent pas la preuve de l'emprunt botanique ». Pour en citer un exemple, le fait que le bananier soit désigné sur la côte ouest malgache par un nom indonésien (*fontsy*) ne nous donne pas la certitude que cette plante ait été amenée par des immigrants indonésiens. En effet, sur les Hautes-Terres, le bananier porte un nom bantou (*akondro*). Les deux origines peuvent donc être défendues, chacune avec des arguments valables. Hébert cite ensuite Haudricourt dont le point de vue est encore plus explicite. Dans son étude sur l'origine des plantes cultivées malgaches, Haudricourt écrit en effet : « L'existence d'un nom d'origine indonésienne ne signifie pas à coup sûr qu'elle [la plante] est originaire d'Indonésie, car les émigrants ont reconnu dans la flore indigène des plantes analogues à celles de leur pays natal, et leur ont donné les mêmes noms. » Il convient d'ajouter que les plantes nouvelles et inconnues ont pu recevoir des noms inspirés par les ressemblances avec les espèces du pays d'origine des immigrants.

Ces quelques arguments montrent à quel point le maniement des preuves ethno-botaniques est délicat. On pourrait en dire autant dans le domaine musicologique. C. Sachs a montré qu'à Madagascar se rejoignent diverses influences : indonésienne, africaine et arabe. Jones a été bien au-delà. Pour lui, les influences indonésiennes se sont diffusées, non seulement à Madagascar, mais à travers toute l'Afrique. Je crois que, sans rejeter certaines découvertes de Jones, il ne faut pas exclure la possibilité que des trouvailles similaires aient été faites indépendamment de part et d'autre de l'océan Indien.

La conclusion à tirer de ce qui précède quant aux origines malgaches se résume en ceci : les ancêtres sont d'origine indonésienne *et* africaine ; la nature indonésienne prédominante de la langue ne minimise pas forcément



1



2

*1. Village d'Andavadoaka au sud-ouest ;
constructions en végétal analogues à celles des
premières installations.*

*2. Cimetière d'Ambohimalaza (Imerina) ; les
« maisons froides » sur les tombeaux reproduisent
la case traditionnelle.
(Documents fournis par l'auteur.)*

le rôle de l'Afrique dans le peuplement. Le grand continent voisin est présent par une contribution physique majoritaire, par de nombreux traits de la culture et des systèmes socio-politiques. Cette situation hybride n'est pas du tout réalisée aux Comores et sur la côte d'Afrique où l'on a aussi soupçonné des venues indonésiennes.

Les diverses théories sur l'origine des Malgaches hésitent en fait entre deux pôles: celui de l'Afrique et celui de l'Indonésie avec, il est vrai, quelques points de vue aberrants comme celui de Razafintsalama qui croyait, sur la base de plusieurs milliers d'étymologies douteuses, que la Grande Ile avait été colonisée par des moines bouddhistes. A. Grandidier avait privilégié de façon exagérée l'Asie puisque pour cet auteur, mis à part les venues récentes des Makoa, tous les ancêtres des Malgaches venaient d'Asie du Sud-Est, y compris les Noirs appelés, pour les besoins de la cause, Mélanésiens. G. Ferrand⁹ relevait ce défi à la géographie, et un peu au bon sens, en insistant sur les aspects plutôt africains de l'origine des Malgaches. Ferrand distinguait les phases suivantes :

- une période pré-bantu possible;
- une période bantu antérieure à notre ère;
- une époque indonésienne prémerina, du II^e au IV^e siècle: émigration originaire de Sumatra au cours de laquelle les nouveaux venus imposèrent leur suprématie aux Bantu;
- les venues arabes du VII^e au IX^e siècle;
- une nouvelle émigration de Sumatranais au X^e siècle, parmi lesquels figuraient Ramini, ancêtre des Zafindraminia et Rakuba, ancêtre des Hova;
- enfin, des Persans et, vers 1500, les Zafikasinambo.

G. Julien¹⁰ donnait, lui aussi, une place capital à l'Afrique et, inversement, Malzac¹¹ croyait que les Hova avaient enseigné leur langue à tous les Bantu de Madagascar...

Les premiers peuplements de Madagascar

Avant d'aller plus au fond dans cet examen des origines indonésiennes et africaines du peuple malgache, il convient de faire un sort à toutes les théories qui ont voulu faire venir à une époque très reculée des migrants issus des cultures méditerranéennes.

Phéniciens, Hébreux ou gens du «Périple»?

Dans l'histoire de ces pays qui, pour les Anciens, étaient le bout du monde, Phéniciens, Egyptiens, Sabéens, Grecs et Hébreux se voient souvent attribuer un rôle dépassant nettement ce qu'il fut en réalité. C'est ainsi que

9. G. FERRAND, 1908, pp. 489-509.

10. G. JULIEN, 1908, pp. 644 et 375.

11. R.P. MALZAC, 1912.

Bent attribuait la paternité de Zimbabwe à des Phéniciens (1893) et que Ch. Poirier fait l'équation entre la région de Sofala et les pays de Pount et d'Ophir.

Des voyageurs d'une très haute antiquité, pour certains auteurs, ont touché Madagascar. F. de Many croyait avoir retrouvé des vestiges phéniciens à Majunga, ce que Ferrand et nous-mêmes ne pouvons confirmer. A. Grandidier¹² fait état de visites de Grecs et naturellement d'Arabes. Selon lui, « dès les temps anciens, cette île était connue des Grecs et des Arabes, mais les noms de Ménouthias, de Djafouna, de Chezbezat sous lesquels ils la désignaient, et la description, très courte, quoique exacte, qu'ils nous ont laissée, n'avaient pas frappé l'attention des géographes européens qui n'en ont appris l'existence que par les Portugais, en 1500 ».

En fait, le seul nom grec, celui de Menouthias, que l'on trouve dans Ptolémée et dans le *Périple*, désigne plus probablement l'île de Pemba ou peut-être Zanzibar ou Mafia. Un certain Mesgnil a cru bon de rédiger un ouvrage dont le titre, *Madagascar, Homère et la tribu mycénienne*, donne à lui tout seul une idée de la spéculation entreprise.

Plus tenaces sont les légendes sur des immigrations juives; le Père Joseph Briant¹³ dans sa plaquette *l'Hébreu à Madagascar*, croit fermement qu'il y aurait eu, non une, mais deux immigrations juives à Madagascar. Briant appuie sa démonstration par plusieurs centaines de rapprochements entre des mots malgaches et des mots hébreux. En fait, ce genre de démonstration fondée sur une linguistique facile comparant ce qui peut se ressembler est hélas trop répandue à Madagascar où J. Auber l'a développée dans de nombreux travaux, tous contestables, mais qu'on a édités à l'Imprimerie officielle.

Les recherches sur l'origine juive de certains Malgaches remontent à Flacourt¹⁴ qui croit que les premiers étrangers venus à la côte est de Madagascar sont les « Zaffe-Hibrahim, ou ceux de la lignée d'Abraham, habitants de l'Isle de Sainte-Marie, et des terres voisines », et dans son avant-propos à *l'Histoire de la Grande Isle de Madagascar*, Flacourt¹⁵ explicite son hypothèse par l'usage de noms bibliques, de la circoncision, l'interdiction du travail le samedi.

G. Ferrand conteste formellement la possibilité de ces migrations juives. Il pense que certains noms sémitiques de l'île sont imputables aux Malgaches qui s'étaient convertis à l'islam¹⁶. Quant à l'abstention du travail le samedi, il s'agit tout simplement d'un jour *fady* (interdit), fort courant dans les coutumes malgaches; sur la côte est, on trouve encore des *fady* le mardi, le jeudi et le samedi, selon les régions. En outre, il semble qu'au XVII^e siècle l'existence de la circoncision chez certains peuples exotiques ait incité des auteurs français chrétiens à rechercher une origine juive. On trouve au XVII^e

12. A. GRANDIDIER, 1885, p. 11.

13. R.P. J. BRIANT.

14. L. FLACOURT, 1661

15. L. FLACOURT, *op. cit.*

16. G. FERRAND, 1891-1902, pp.109-110.



Porte ancienne de Miandrivahiny Ambohimanga (Imerina). (Document fourni par l'auteur.)

siècle un autre exemple de cette recherche dans une autre région : le dictionnaire français-caraïbe et caraïbe-français du Père Raymond Breton.

Plus récemment, la théorie des pré-islamiques malgaches a été reprise par J. Poirier sous une autre forme. Cet auteur retrouve une dualité dans les apports musulmans à Madagascar. Alors que pour ses prédécesseurs, les survivances atténuées de l'islam malgache évoquaient des origines juives, Poirier considère qu'il s'agirait là d'une forme primitive de religion qui serait venue d'Arabie dans la Grande Ile. Cependant, les données archéologiques acquises en Afrique orientale et à Madagascar n'apportent aucune indication en ce sens. Les infiltrations massives d'Arabes qui fertilisent la culture swahili interviennent au VIII^e siècle. Au II^e siècle de notre ère, on circulait bien sur la côte d'Afrique orientale, mais le terminus de la navigation après Menouthias (qui ne peut avoir été Madagascar) était Rapta. Selon l'auteur du *Périple*, le tout dernier marché du pays d'Azania était appelé Rapta, dont le nom dérive des bateaux cousus (*raption plorarion*) ; il y avait là de l'ivoire en grande quantité et de l'écaille.

Rapta n'a pas encore été localisé, mais on pense qu'il doit se situer entre Pangani et le delta de la rivière Rufiji. Il est probable que Madagascar n'était pas intéressé par ce commerce sur les côtes, non seulement parce qu'il n'allait que jusqu'à Rapta, mais encore parce que l'île était inhabitée.

Sur la base de la documentation historique et archéologique dont on dispose, on est en droit de penser que Madagascar a été touché par des Indonésiens et des Africains entre le V^e et le VIII^e siècle, en tout cas pas plus tard que le IX^e siècle. Il convient donc d'examiner maintenant les péripéties de ce qui est connu sur ces premiers peuplements afro-asiatiques.

Les premiers immigrants indonésiens

Bien qu'il soit aventureux de fixer la date relative de la migration des premiers Indonésiens, on peut supposer, pour des raisons qui vont être exposées plus loin, que leur départ s'est effectué à partir du V^e siècle de notre ère. Les mouvements ont pu se poursuivre jusqu'au XII^e siècle comme le pense Deschamps. Les premiers migrants qui sont entrés en contact avec des Africains et se sont sans doute alliés à eux sont appelés par nous Paléo-Indonésiens. Les venues plus tardives sont celles des Néo-Indonésiens, ancêtres des Merina. Cette dernière vague, peut-être parce qu'elle a suivi un itinéraire plus direct a mieux préservé son identité biologique originelle ; mais sans doute, parce qu'elle était moins nombreuse, elle a dû s'initier à la langue des premiers venus Paléo-Indonésiens.

La dichotomie entre les Paléo-Indonésiens et les Néo-Indonésiens n'est pas seulement d'ordre chronologique et biologique, elle se reflète aussi dans l'organisation sociale. Ainsi que l'a montré Ottino, les sociétés des Hautes-Terres ont à l'origine une organisation qui se rapproche beaucoup de celle de l'Indonésie. Sous le nom de *funkun*, on retrouve à Timor une forme analogue au *foko*, unité sociale de l'Imerina, que Bloch appelle *deme*. Les sociétés malgaches côtières, au contraire, ont beaucoup de points communs avec celles de l'Afrique bantou.

Hébert qui a observé, pour un certain nombre de termes malgaches d'origine indonésienne, une bipartition est-ouest, fait des remarques d'un intérêt considérable en ce qui concerne les calendriers (1960); ceux des Sakalava contiennent peu de mots sanscrits, mais ceux des descendants des Néo-Indonésiens beaucoup plus¹⁷.

Les Néo-Indonésiens paraissent posséder des traditions, fort vagues il est vrai, sur leur origine indonésienne. Les *Tantaran'ny Andriana*, chroniques de l'histoire Merina recueillies par le Père Callet, font allusion au débarquement sur la côte est, quelque part entre Maroantsetra et le Mangoro. Ramilison, dans son *Histoire des Zafimamy*, reprend cette tradition de débarquement qu'il situe à Maroantsetra.

Le pays d'origine des Indonésiens qui émigrèrent vers l'ouest de l'océan Indien aux époques les plus anciennes ou lors de temps plus récents est encore une énigme. A mon avis, une comparaison glotto-chronologique du malgache, ou plutôt de ses divers dialectes, avec un grand nombre de langues indonésiennes de l'archipel et du continent indochinois, apporterait de précieuses indications; la langue possédant la proportion la plus élevée de termes communs avec le malgache nous ramènerait au tronc commun sud-est asiatique d'où s'est faite la divergence. O. Dahl a mis en lumière l'étroite parenté avec le Maajan de Bornéo, parenté que I. Dyen a confirmée par des calculs de glotto-chronologie, indiquant une rétenion commune plus importante pour le couple malgache-maajan que pour le couple malgache-malais. Ceci ne veut pas dire forcément que le malgache est issu de Bornéo, d'autres langues sont peut-être plus proches. Ferrand, dans ses *Notes de phonétique malgache*, croyait à une parenté étroite entre le malgache et le batak, puis il a fait des rapprochements avec le kawl et le javanais.

Les Protomalgaches du Sud-Est asiatique, auteurs de cette version océan Indien de l'épopée polynésienne, pouvaient avoir, selon Solheim¹⁸, un genre de vie bien comparable à celui des Iban de Bornéo, qui partagent leur année en une période sédentaire occupée par les défrichements sur brûlis et une autre durant laquelle ils naviguent et s'adonnent même à la piraterie. Hébert¹⁹ se demande si ces intrépides navigateurs n'étaient pas des Bougi dont le nom déformé aurait servi par la suite à désigner Madagascar dans les récits arabes et jusqu'à aujourd'hui (Swahili *Bunki* ou *Bukini*).

J'ai été frappé par la similitude des villages fortifiés à fossé des Néo-Indonésiens (16000 sites dénombrés par A. Mille en Imerina) avec ceux qui existent en Indochine et en Thaïlande. Ces sites fortifiés apparaissent en Indonésie dès le Néolithique, mais on en connaît qui datent du milieu du premier millénaire de notre ère. De toute façon, il ne serait pas absurde de rechercher aussi au nord du Sud-Est asiatique l'origine de nos Indonésiens de

17. Cet argument paraîtra contestable à ceux qui avanceront que la diffusion des calendriers peut se faire sans migration. En outre, les Sakalava ont pu subir l'influence des islamisés pour modifier leur calendrier.

18. W. SOLHEIM, 1965 pp.33-42.

19. J.C. HEBERT, 1971, pp.583-613.

Madagascar: il y a quinze siècles, l'extension des civilisations indonésiennes incluait largement la péninsule indochinoise. Les descendants de cette proto-culture à laquelle nous voudrions remonter peuvent très bien avoir eu, par la suite, un habitat insulaire, certains à Bornéo, d'autres à Madagascar.

L'incertitude dans laquelle nous nous trouvons pour préciser le ou les pays indonésiens de la protoculture ne signifie pas que nous soyons dans le domaine de la seule spéculation. A partir du V^e siècle, et sans doute bien avant, les navigations indonésiennes vers l'Inde notamment sont très actives et, dès le VII^e siècle jusqu'au XII^e siècle, de grandes puissances maritimes se développent en Indonésie, notamment les empires hindouisés de Crivijaya (VII^e au XIII^e) établis à Sumatra, des Cailendra (VIII^e), de Mataram (IX^e au XI^e) et de Modjapahit (XIII^e) à Java, de Jambi (XII^e) en pays malais.

Une datation précise des départs indonésiens n'est pas plus aisée à établir, dans l'état des connaissances actuelles, que l'aire d'origine. Ferrand, puis Dahl ont remarqué que, s'il existe bien des mots sanscrits en malgache, leur nombre est bien moins important que dans les langues étroitement apparentées (malais ou plutôt maajan). On peut en déduire que les départs vers Madagascar ont dû avoir lieu lorsque l'hindouisation de l'Indonésie était commencée²⁰. L'hindouisation, si elle est bien attestée dès le IV^e siècle de notre ère, a dû commencer avant; mais cette influence a été très inégale à l'intérieur de l'Indonésie et du Sud asiatique.

La glotto-chronologie entre le malais et le malgache et à l'intérieur des dialectes issus du protomalgache nous fournit un éventail de possibilités chronologiques un peu avant et à l'intérieur du premier millénaire de notre ère²¹. L'intérêt de l'étude de la divergence du vocabulaire de base tient aux classifications qu'on peut faire entre les dialectes et aux inférences sur les migrations à l'intérieur de Madagascar que l'on peut en tirer. La constatation de Deschamps que les itinéraires maritimes étaient à l'est de l'Inde frayés depuis longtemps et à l'ouest connus dans les premiers siècles de notre ère a, à mon avis, plus de poids que les incertitudes de la glotto-chronologie.

La présence d'objets en pierre devrait aider, si elle était vérifiée, à remonter jusqu'à l'aube de l'histoire malgache. Jusqu'ici on n'a aucun élément en ce sens, et je crois que les premiers Malgaches qui ont vécu dans l'île connaissaient le métal. Sur la côte d'Afrique, on le sait, l'Age du fer succède à l'Age de la pierre entre le I^{er} et le IV^e siècle de notre ère. En Indonésie, le bronze est bien antérieur²² et, surtout, des civilisations très différentes ont coexisté; même des groupes isolés conservaient des outils en pierre après le X^e siècle en Indonésie.

L'existence d'objets en pierre à Madagascar est sujette à controverse. Jusqu'ici, deux trouvailles d'objets ressemblant à des herminettes ont été faites: l'une dans la région d'Ambatomanoina par Bloch²³, l'autre par Marimari Kellum-Ottino à Tambazo à l'est de Malaimbady. Pour l'instant,

20. O. DAHL, 1951, p. 367.

21. P. VERIN, C. KOTTAK et P. GORLIN, 1970, pp. 26-83; DYEN, 1953.

22. H.R. VAN HEEKEREN, 1958.

23. M. BLOCH et P. VERIN, 1966, pp. 240-241.

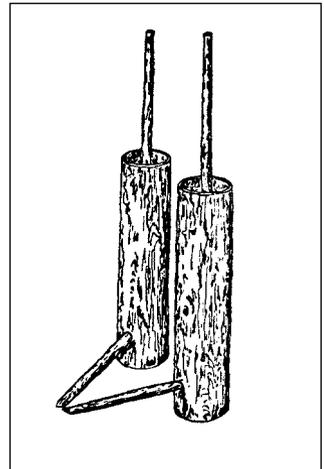


1

1. Pirogue de pêche vezo de type indonésien à balancier.

2. Soufflet de forge à deux positions de type indonésien. (Documents fournis par l'auteur.)

2



on doit rester sur la réserve, car ces deux morceaux travaillés proviennent de lieux où l'on a pu tailler des pierres à fusil; mais si apparaissait une confirmation, cela pourrait placer la venue des premiers Indonésiens au moins au milieu du premier millénaire de notre ère. L'indication de G. Grandidier (1905) que des pierres taillées ressemblant à des pierres à fusil ont été découvertes dans le gisement de subfossiles de Laboara, nous paraît du plus haut intérêt; en effet, lors de l'extinction des subfossiles, les armes à feu n'étaient pas encore introduites à Madagascar et il pourrait réellement s'agir d'industrie lithique.

La poterie malgache du centre et de l'est a beaucoup d'affinités avec les objets du complexe Bau-Kalanay, mais les poteries trouvées en Afrique à cette période archaïque sont encore trop mal connues pour départager avec précision ce qui est africain de ce qui est indonésien. La religion malgache des ancêtres, par ses monuments de pierres levées, évoque beaucoup l'Indonésie. Ferrand (1905) rattache par une étymologie solide le mot désignant la divinité (*Zanahary*) à des homologues malais et cham.

En ce qui concerne l'instrument des migrations, on s'est souvent posé la question de savoir si les Indonésiens du premier millénaire possédaient des navires capables de parcourir d'aussi longues distances. L'on sait qu'existaient à cette époque, dans l'ouest de l'océan Indien, des bateaux cousus, les *mtepe*, qui figurent parmi les ancêtres des boutres (néanmoins, leur coque était ligaturée au lieu d'être chevillée et la voilure n'était pas la même). Dans l'est de l'océan Indien, ainsi que l'a montré Deschamps, il y avait des navires capables de tenir la haute mer; l'image la plus ancienne nous est donnée par la sculpture du temple de Borobudur (Java, VIII^e siècle) représentant un navire à balancier à deux mâts et voile.

La contribution indonésienne au peuplement étant admise, il reste à découvrir les itinéraires qu'elle a pu prendre. De nombreux auteurs ont fait observer qu'il existe une première route, celle du Grand Sud équatorial qui peut théoriquement porter de Java vers Madagascar; ce courant sud-équatorial est particulièrement bien établi entre les rivages méridionaux de Java et la zone du voisinage du cap d'Ambre pendant la période d'août-septembre. Sibrée avait observé que les ponces provenant de l'explosion du Krakatau avaient ainsi voyagé suivant des trajets qui les avaient fait échouer sur les côtes malgaches.

Cette route directe Insulinde-Madagascar, sans être absolument inutilisable, reste néanmoins difficile à concevoir pour des raisons qu'a parfaitement explicitées Donque. « Un tel itinéraire direct Java-Madagascar ne rencontre donc pas, a priori, d'obstacle insurmontable au cours de l'hiver austral, saison pendant laquelle les cyclones tropicaux sont absents de cette zone. Cependant, il convient de noter des présomptions de preuves pouvant infirmer cette hypothèse », car le trajet direct représente une distance de près de 6 000 km dans un désert marin sans escale. Il faut donc envisager un relais par l'Inde du Sud et Ceylan. Deschamps²⁴ fait allusion à des références concernant des

24. H. DESCHAMPS, 1960, *op. cit.*, p. 27.

incursions de pirates de la mer dans ces régions dans la première moitié du premier millénaire de notre ère.

Le trajet Inde méridionale-Madagascar ne pose pas a priori de gros problèmes. L'itinéraire par les côtes sud de l'Asie occidentale était connu dès l'époque du *Périple* et plus tard l'abondance des monnaies chinoises que l'on trouve à Siraf atteste l'intensité des échanges entre l'Extrême-Orient et le Moyen-Orient par voie de mer. Du Moyen-Orient, la descente le long des côtes africaines a eu lieu comme au temps de la prospérité de Rapta et la découverte de Madagascar s'est, sans doute, faite par l'intermédiaire de celle des Comores. Par temps clair, lorsqu'on est au large du cap Delgado, on devine la silhouette du Kartala de la Grande Comore. Les reliefs du Moheli se voient depuis la Grande Comore et ainsi de suite jusqu'à Mayotte; faut-il imaginer qu'un navire à destination d'une de ces îles de l'archipel comorien a pu manquer celle-ci et s'est retrouvé vers Nosy-Be ou vers le cap Saint-Sébastien comme cela s'est produit souvent au XIX^e siècle pour des boutres de Zanzibar déportés par gros temps?

Effectivement, il se pourrait que le peuplement des îles Comores soit ancien. Les chroniques des écrivains locaux, en particulier celle de Said Ali, font état de la présence de populations « païennes » à l'ère des *bedja* avant la venue des musulmans. Certes, on ne sait pas s'il s'agit d'Indonésiens ou d'Africains, mais il n'y a pas moins là un indice fort intéressant. D'après certains auteurs, notamment Repiquet²⁵ et Robineau²⁶, la population des Hauts d'Anjouan, les Wamatsa, inclurait une certaine proportion de descendants de ces premiers habitants pré-islamiques. Cette supposition n'a pas encore été réellement examinée. Des éléments de la toponymie (*Antsahe* par exemple, qu'on peut rapprocher du malgache *Antsaha*) ou de la technologie traditionnelle permettraient d'envisager la possibilité de migrants protomalgaches d'origine indonésienne. A Ouani, survit une tradition potière dont la forme et la décoration des marmites évoquent singulièrement les objets similaires malgaches²⁷. Hébert a indiqué que, toujours à Anjouan, il existe des interdits sur les anguilles des lacs de montagnes, interdits très similaires à ceux que les Malgaches respectent sur la même anguille qui porte à Madagascar un nom d'étymologie indonésienne comme à Anjouan. Barraux²⁸ signale aussi une tradition originale, peut-être malayo-polynésienne de l'habitat à Vouéni. Naturellement la culture comorienne possède, comme sur la côte d'Afrique, des objets venus du Sud-Est asiatique, telles la pirogue à balancier et la râpe à coco.

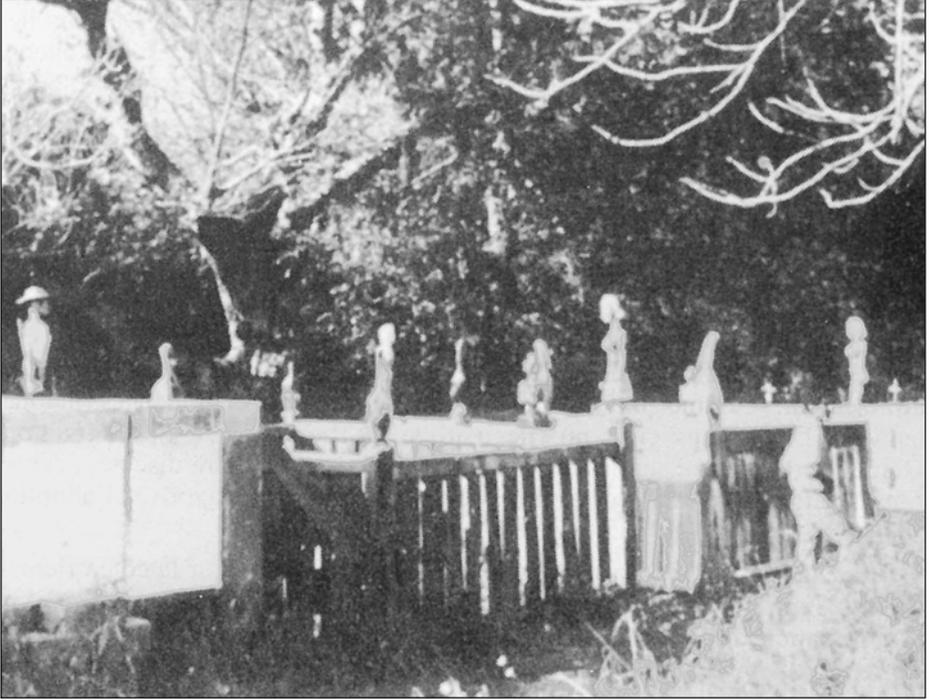
Le substrat indonésien d'Anjouan sera peut-être révélé un jour par les fouilles du Vieux Sima. Ce site, où subsiste une mosquée datant du XV^e siècle, a été traversé par une tranchée de route à la base de laquelle on note l'existence d'une couche archéologique contenant des tessons de poterie ocrée rouge et une grande abondance de coquillages marins provenant de déchets

25. J. REPIQUET, 1902.

26. C. ROBINEAU, 1966, pp. 17-34.

27. P. VERIN, 1968, pp. 111-118.

28. M. BARRAUX, 1959, pp. 93-99.



1

1. Cimetière de Marovoay près de Morondava.

*2. Statue d'Antsary: art antanosy, près de Fort-Dauphin.
(Documents fournis par l'auteur.)*



2

de cuisine. Une datation au carbone 14 faite sur un tridacne des couches profondes indique une ancienneté de 1500 années \pm 70 (laboratoire Gakushuin). Des fouilles seront naturellement nécessaires à cet endroit difficile à atteindre; les couches pré-islamiques de Sima contiennent probablement des éléments pour résoudre l'énigme des Protomalgaches.

Les Indonésiens séjournant sur la côte africaine ont peut-être formé le noyau du peuplement de Madagascar, ainsi que l'ont supposé Deschamps, puis Kent sous une forme quelque peu différente mais tout aussi hypothétique. On a exagéré les influences indonésiennes sur la côte d'Afrique. Le « complexe malayen » des plantes importées du Sud-Est asiatique en Afrique n'est pas forcément lié aux Indonésiens; d'après le récit du *Périple*, la canne à sucre et probablement le cocotier étaient venus sans eux.

L'aire de diffusion de la pirogue à balancier dans l'océan Indien est certainement, comme l'avait vu Hornell, un indice d'influences indonésiennes; Deschamps croit qu'elle marque le cheminement des migrations jusqu'à Madagascar; supposition vraisemblable, mais encore discutée, car les contacts étroits des cultures swahili et malgache ont pu favoriser l'adoption d'emprunts.

Lorsqu'on fait le bilan des influences indonésiennes sur la côte orientale d'Afrique, on s'aperçoit qu'elles sont relativement peu importantes. Or, s'il y a eu installation d'Indonésiens sur la côte orientale, on devrait en trouver des vestiges. Aucun n'a jusqu'ici été révélé. Ceci donnerait à penser que le point d'impact des Asiatiques sur la côte, s'il a existé, est relativement localisé et n'a jamais constitué une colonisation de large étendue. Dans cette discussion, il convient de faire état des renseignements que nous fournissent les premiers géographes arabes. Le texte le plus ancien et aussi le plus stimulant sur la question est sans conteste celui qui rapporte l'incursion des gens de Waqwaq sur les côtes africaines dans la deuxième moitié du X^e siècle. J. et M. Faublée²⁹ et R. Mauny³⁰ considèrent ce texte à juste titre comme fort important, mais l'interprètent de façon différente. Il est extrait du *Livre des Merveilles de l'Inde* par Bozorg ibn Chamriyar, un Persan de Ramhormoz³¹. Voici le passage en question: « Ibn Lakis m'a rapporté qu'on a vu les gens du Waqwaq faire des choses stupéfiantes. C'est ainsi qu'en 334 (945-946), ils leur arrivèrent là dans un millier d'embarcations et les combattirent avec la dernière vigueur, sans toutefois pouvoir en venir à bout, car Oambaloh est entourée d'un robuste mur d'enceinte autour duquel s'étend l'estuaire plein d'eau de la mer, si bien que Oambaloh est au milieu de cet estuaire comme une puissante citadelle. Des gens de Waqwaq ayant abordé chez eux par la suite, ils leur demandèrent pourquoi ils étaient venus précisément là et non ailleurs. Ils répondirent que c'était parce qu'ils recherchaient les Zeng, à cause de la facilité avec laquelle ils supportaient l'esclavage et à cause de leur force physique. Ils dirent qu'ils

29. J. et M. FAUBLEE, 1963.

30. R. MAUNY, 1968, pp. 19-34.

31. DEVIC, 1878; VAN DER LITH, 1883-1886; repris par G. FERRAND, 1913-1914, pp. 586-587.

étaient venus d'une distance d'une année de voyage qu'ils avaient pillé des îles situées à six jours de route de Oambaloh et s'étaient rendus maîtres d'un certain nombre de villages et de villes de Sofala des Zeng, sans parler d'autres qu'on ne connaissait pas. Si ces gens-là disaient vrai et si leur rapport était exact, à savoir qu'ils étaient venus d'une distance d'une année de route, cela confirmait ce que disait Ibn Lakis des îles du Waqwaq; qu'elles étaient situées en face de la Chine. »³²

Oambaloh est probablement l'île de Pemba; du récit de cette incursion, on peut supposer que les pirates venaient du Sud-Est asiatique, peut-être via Madagascar à « six jours de route ». Toujours est-il que, dans la première moitié du X^e siècle, les Indonésiens sont dans cette région de l'océan Indien. Pour l'instant, nous n'avons aucun élément pour affirmer que ces venues sont bien antérieures au début du X^e siècle.

En faisant usage d'autres textes arabes retrouvés et traduits par Ferrand, on se rend bien compte que ces habitants du Waqwaq sont des Noirs, mais incluent peut-être des Indonésiens et forment déjà le complexe Protomalgache biologiquement et linguistiquement mixte. De toute façon, les navigations indonésiennes semblent se poursuivre vers la côte africaine jusqu'au XII^e siècle, ainsi que l'atteste un passage d'Idrīsī: « Les Zendj n'ont point de navires dans lesquels ils puissent voyager. Mais il aborde chez eux des bâtiments du pays d'Oman et autres, destinés aux îles Zobadj (Zabedj, c'est-à-dire Sumatra) qui dépendent des Indes. Ces étrangers vendent leurs marchandises et achètent des produits du pays. Les habitants des îles Zabadj vont chez les Zendj dans de grands et de petits navires et ils leur servent pour le commerce de leurs marchandises, attendu qu'ils comprennent la langue les uns des autres. »³³

Dans un autre passage du même manuscrit d'Idrīsī, il est précisé: « Les gens de Komr et les marchands du pays de Maharadja (Djaviga) viennent chez eux [chez les Zendj], sont bien accueillis et trafiquent avec eux. »³⁴

Dans les relations arabes, une confusion semble parfois surgir entre Waqwaq et Komr; or, les routiers d'Ibn Majid et de Salaimān al-Mahrī du XV^e siècle montrent fort bien que ce terme géographique de Komr désigne Madagascar et quelquefois même les Comores et Madagascar ensemble; cette confusion est intéressante puisque ce sont probablement les Waqwaq qui ont peuplé le pays de Komr.

La fin des migrations indonésiennes vers l'ouest

Il est possible que le renforcement des Echelles islamiques au début du deuxième millénaire ait eu pour conséquence l'arrêt des voyages des Indonésiens. Un passage d'Ibn el-Mudjawir (XIII^e siècle) rapporte à ce sujet une intéressante tradition recueillie en Arabie, traduite par Ferrand³⁵

32. SAUVAGET, 1954, p. 301, cité par J. et M. FAUBLEE, 1963.

33. IDRISI, manuscrit 2222 de la Bibliothèque nationale, fol. 16, vol. L. 9-12 et aussi G. FERRAND, 1913-1914, *op. cit.*, p. 52.

34. Fol. 21, vol. L. 1-2.

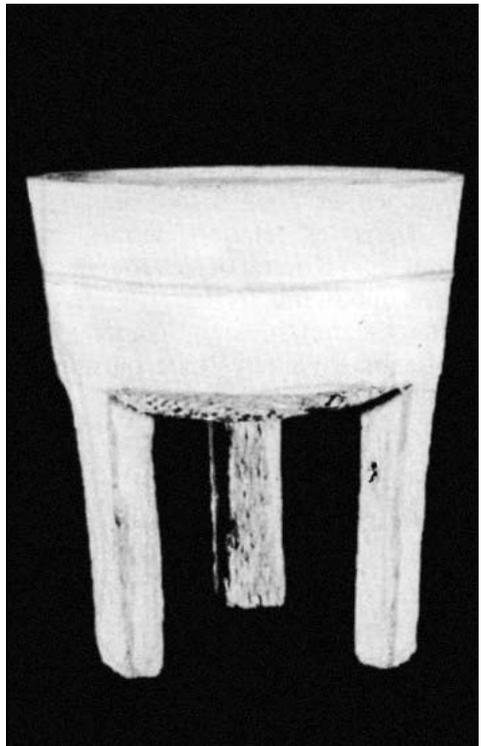
35. G. FERRAND, *op. cit.*, 1913-1914.



1

1. Céramique chinoise de Vohémar.

*2. Marmite en pierre, civilisation de Vohémar.
Photos Coll. musée d'Art et d'Archéologie de Madagascar.*



2

et que Deschamps considère à juste titre comme fondamentale: «Le site d'Aden fut habité par des pêcheurs après la chute de l'Empire des Pharaons [probablement l'Empire romain, dont le centre oriental était Alexandrie]. Une invasion des gens d'Al Komr prit possession d'Aden, en expulsa les pêcheurs, et établit des constructions de pierre sur les montagnes. Ils naviguaient ensemble en une seule mousson. Ces peuples sont morts et leurs migrations sont fermées. D'Aden à Mogadiscio, il y a une mousson, de Mogadiscio à Kiloa, une deuxième mousson, de Kiloa à Al Komr une troisième. Le peuple d'Al Komr avait réuni ces trois moussons en une seule. Un navire d'Al Komr s'était rendu à Aden par cet itinéraire en 626 de l'Hégire (1228); en se dirigeant vers Kiloa, on arriva par erreur à Aden. Leurs navires ont des balanciers, parce que les mers sont dangereuses et peu profondes. Mais les Barabar les chassèrent d'Aden. Actuellement, il n'y a personne qui connaisse les voyages maritimes de ces peuples, ni qui puisse rapporter dans quelles conditions ils ont vécu et ce qu'ils ont fait.»

Si les navigations indonésiennes s'arrêtèrent sur la côte d'Afrique assez tôt, cela ne signifie pas la suspension des relations entre l'Extrême-Orient et l'ouest de l'océan Indien. Au contraire, le grand commerce transocéanique paraît s'être développé, mais il est probable qu'il était surtout assuré par les musulmans qui devinrent de plus en plus familiers avec les itinéraires. Le routier d'Ibn Majid donne avec précision les latitudes des villes de la côte d'Afrique et celles des territoires et comptoirs indonésiens en face; la traversée de l'océan Indien pouvait alors se faire en 30 à 40 jours.

Par ailleurs, il n'est pas interdit de penser que si les Indonésiens ne fréquentaient plus la côte d'Afrique, ils n'en ont pas moins continué à se rendre directement à Madagascar, peut-être depuis les régions méridionales de l'Inde. Les Néo-Indonésiens pourraient avoir emprunté cet itinéraire. Nous savons qu'il est parfaitement praticable, puisqu'en 1930, sont arrivés sains et saufs au cap Est des pêcheurs des îles Laquedives qui avaient dérivé directement depuis leur archipel d'origine jusqu'à Madagascar. Ces Néo-Indonésiens ont appris le dialecte malgache des gens de l'Est et ont eu des contacts avec les islamisés qui possédaient alors des Echelles sur la côte est.

Si la période pionnière des Néo-Indonésiens à Madagascar paraît avoir effectivement eu lieu sur la côte est, on discute encore de la région d'installation des premiers Indonésiens. Dahl a découvert que la terminologie des points cardinaux en malgache et dans les langues indonésiennes est étroitement apparentée, mais que les termes coïncident à condition que l'on fasse pivoter la rose des vents malgache de 90 degrés. Ainsi, si en Maanjan, *barat* signifie l'ouest, et *timor* l'est, les mots malgaches correspondants, *avaratra* et *atsimo* signifient respectivement le nord et le sud. Le décalage s'explique si l'on considère que pour les peuples marins, les points cardinaux se définissent en fonction des vents; le vent du nord qui apporte les orages sur la côte nord-ouest de Madagascar correspond au vent d'ouest humide de l'Indonésie, tandis que le vent sec du sud a été identifié à l'alizé sec

de l'Est indonésien. Cette explication de Dahl ne vaut que pour la côte nord-ouest de Madagascar où, estime-t-il, les immigrants auraient abordé en premier lieu. Selon Hébert, cette hypothèse séduisante ne résiste pas à un examen critique. Si l'on s'attache plus aux caractéristiques générales des vents (de pluie, de saison sèche) qu'à leur direction, on comprend que les Protomalgaches, qui dénommaient *barat laut* le vent d'ouest porteur de pluie en Indonésie, aient appliqué à Madagascar le mot *avaratra* au nord d'où viennent les pluies, adoptant d'ailleurs une commune mesure entre l'est et l'ouest. En effet, les pluies et orages de saison chaude viennent plutôt du nord-est sur la côte est, et plutôt du nord-ouest sur la côte ouest. Rien ne permet donc de dire que les Malgaches se soient d'abord installés sur la côte nord-ouest³⁶.

Les immigrations africaines et swahili

La discussion des diverses hypothèses sur les aspects indonésiens de l'origine des Malgaches ne nous a pas fait perdre de vue qu'une contribution importante, voire majoritaire, du peuplement était d'origine africaine. Pour expliquer cette symbiose afro-asiatique, Deschamps a mis en avant deux hypothèses : celle du mélange ethnique et culturel sur la côte orientale d'Afrique d'une part, et la possibilité de razzias indonésiennes sur le littoral du continent voisin, d'autre part. Kent y voit également un impact indonésien important en Afrique et une colonisation ultérieure vers Madagascar. Dans l'état actuel d'un total manque d'informations archéologiques sur les sites côtiers africains du Sud (Tanzanie-Mozambique) antérieurs au VIII^e siècle, je me refuse à considérer ces théories autrement que comme des hypothèses. Il est d'ailleurs tout à fait possible que la symbiose africa-no-indonésienne ait commencé dans les îles Comores ou dans le nord de Madagascar.

La supposition d'un peuplement pygmée archaïque à Madagascar reprise périodiquement par des auteurs fait fi des données de la géologie (la Grande Ile est isolée depuis le tertiaire) et des navigations (les Pygmées ne sont pas navigateurs et n'ont pas participé à l'éclosion de la civilisation maritime des Swahili). Les populations que l'on a cru « résiduelles » de ce peuplement « pygmoïde », les Mikes par exemple, ne sont d'ailleurs pas de petite taille.

A mon avis, ces populations d'origine africaine à Madagascar sont bantu ; il est vraisemblable que leurs venues commencent dans l'île au plus tard à partir du IX^e siècle, comme pour les Indonésiens ; mais les migrations africaines se sont probablement poursuivies jusqu'à l'aube des temps historiques (XVI^e siècle) ; on peut supposer qu'une grande partie des Africains est venue en même temps et de la même façon que les islamisés ou les Swahili non islamisés.

L'aspect prédominant indonésien du vocabulaire malgache ne peut faire oublier la contribution des langues bantu ; elle existe comme il y a dans

36. J.C. HEBERT, 1968 (a), pp. 809-820 ; 1968 (b), pp. 159-205 ; 1971, *op. cit.*, pp. 583-613.



1

1. Rizières en terrasses près d'Ambositra. A comparer avec celles de Luçon aux Philippines.

2. Exercice de géomancie, extrême sud. (Documents fournis par l'auteur.)



2

le créole des Antilles un vocabulaire essentiellement français (95%) et des éléments africains. La contribution bantu se situe donc sur deux plans : celui du vocabulaire d'abord, mais aussi celui de la structure des mots. L'existence des mots bantu dans tous les dialectes de Madagascar nous assure que les Africains ne peuvent être considérés comme ayant joué un rôle tardif dans le peuplement. Leur participation doit se trouver aux racines même de la civilisation malgache. La langue malgache porte des traces d'une influence bantu très forte. Cette influence est si grande et d'un tel caractère qu'elle est inexplicable si l'on ne suppose pas un substrat bantu. Mais il y a plus. O. Dahl démontre très clairement qu'en malgache le changement des finales consonantiques (indonésiennes) en finales vocaliques a été causé par un substrat bantu. Et, dans ce cas, ce changement a eu lieu peu de temps après l'installation des Indonésiens parmi les Bantu, pendant la période où ceux-ci s'adaptaient à la nouvelle langue³⁷.

Il y a donc lieu de chercher la cause de la transformation du malgache en langue à finales vocaliques non pas en Indonésie, mais à Madagascar même. Si la langue parlée à Madagascar avant l'arrivée des Indonésiens était une langue bantu, cette transformation est très compréhensible. Parmi les langues bantu, celles qui tolèrent des consonnes finales sont de rares exceptions, et je n'en connais aucune dans l'Est africain. Les gens qui parlent une langue sans consonnes finales ont toujours des difficultés à prononcer les consonnes finales d'une autre langue, tout au moins sans une voyelle d'appui. Tous ceux qui ont enseigné le français à Madagascar en ont fait l'expérience !

Je suppose donc que le changement des finales consonantiques en finales vocaliques a été causé par un substrat bantu. Et, dans ce cas, ce changement a eu lieu peu de temps après l'installation des Indonésiens parmi les Bantu, pendant la période où ceux-ci s'adaptaient à la nouvelle langue. C'est donc un des premiers changements phonétiques après l'immigration à Madagascar.

On sait peu de choses de la place qu'occupait Madagascar dans l'expansion bantu. On connaît beaucoup de Bantu marins, dont les Bajun de Somalie étudiés par Grottanelli, les Mvit du Kenya, les anciens Makoa du Mozambique, mais, sans témoignages archéologiques, il est difficile d'établir des corrélations avec Madagascar. Pour Anjouan, on a récemment découvert que le fonds linguistique de l'île devait être rattaché au Pokomo de la côte kenyane (région de l'embouchure du fleuve Tana). Cette île comorienne a pu être un relais, mais aussi l'île Juan de Nova aujourd'hui fréquentée par les pêcheurs de tortues et par les boutres³⁸. Les Bantu ont dû venir à Madagascar par les îles Comores. Il est donc naturel de penser que là ou les langues bantu parlées autrefois à Madagascar, étaient étroitement apparentées à celles des îles Comores. Les vieux mots bantu et malgaches viennent à l'appui de cette hypothèse.

Par Ibn Battūta, nous savons qu'au début du XIV^e siècle, la civilisation swahili, sans être totalement islamique, était en plein essor; ces marins de la

37. O. DAHL, 1951, *op. cit.*, pp. 113-114.

38. *Instructions nautiques*, GROTTANELLI, 1969, p. 159.

civilisation swahili primitive, islamisée ou non, ont eu, à notre avis, un rôle fondamental dans les migrations africaines à Madagascar.

Il ne nous est pas possible de démêler, pour l'instant, les apports successifs, mais bien des auteurs ont ressenti l'hétérogénéité du peuplement de l'ouest et du nord de Madagascar. Mellis, tout au long de son livre sur le nord-ouest, souligne le contraste entre les gens de la mer (*antandrano*) et ceux de l'intérieur (*olo boka antety*), contraste qui se retrouve à l'occasion de certains rites funéraires.

Parmi les populations au physique africain dominant, certaines reconnaissent leur origine ultra-marine et en tirent la conséquence pour leurs coutumes : c'est le cas des Vezo-Antavelo sur tout le littoral ouest et nord-ouest. Les Kajemby ont toujours leurs cimetières sur les dunes du littoral, ils se reconnaissent apparentés aux Sangangoatsy ; ceux-ci habitent maintenant à l'intérieur, vers le lac Kinkony ; il n'en a pas toujours été ainsi, car les cartes et les récits portugais du début du XVII^e siècle indiquent la mention *Sarangaço* ou *Sangaço* (une déformation de Sandagoatsy) sur les bords de la baie de Marambitsy. Depuis trois siècles et demi, les Sandagoatsy ont tourné le dos à leurs origines marines. Il en a été de même, sans doute, pour les Vazimba du Moyen-Ouest et des Hautes-Terres.

Les déplacements de Bantu marins à partir du IX^e siècle nous rendent compte, certes, de la contribution africaine au peuplement malgache ; il reste à expliquer comment la langue indonésienne est devenue *lingua franca* ; certes, il y a eu rencontre avec les Indonésiens et on peut penser qu'entre les populations africaines parlant des langues ou dialectes différents, l'indonésien est devenu peu à peu une langue véhiculaire ; mais un damier linguistique et ethnique a dû se maintenir assez longtemps au moins sur la côte vers Baly et Maintirano (le Bambala de Moriano), sur la Tsiribihina (selon Drury) et parmi certains groupes Vazimba de l'intérieur (selon Birkeli et Hébert). Ces Vazimba de l'époque archaïque avaient un genre de vie assez primitif sur le plan économique. Ils étaient pêcheurs sur les côtes, mais dans l'intérieur ils dépendaient probablement très largement de l'exploitation brute des ressources du milieu naturel. La cueillette, la chasse et la récolte du miel suffisaient, sans doute, à leurs besoins. Selon Drury, les Vazimba de la Tsiribihina étaient des pêcheurs en rivière. On a trouvé dans les fouilles des accumulations très importantes de coquillages consommés par ces populations au genre de vie cueilleur vers Ankazoabo et vers Ankatso. La symbiose entre les Indonésiens et les Africains s'est faite dès l'aube du peuplement malgache. Quelques Bantu marins devaient être islamisés avant le X^e siècle. Je suis frappé par le fait que les personnes islamisées à Madagascar et toutes les populations des côtes ouest et nord-ouest partagent en commun le même mythe sur leur origine, celui de Mojomby ou de « l'île disparue ». J'ai d'ailleurs rapporté ce mythe sous une forme littéraire telle que me l'ont présenté les Antalaotse de la baie de Boina. Selon les informateurs, Selimany Sebany et Tonga, les ancêtres des Kajemby et ceux des Antalaotse habitaient jadis ensemble dans une île située entre la côte d'Afrique et les Comores. Ils vivaient de commerce et pratiquaient la religion musulmane. Lorsque l'impiété et la discorde s'ins-

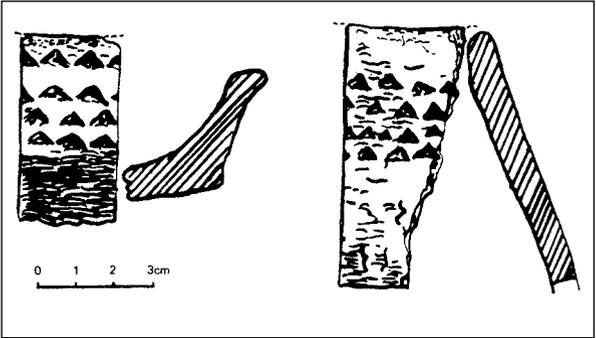


1

1. Tombeau antalaotse d'Antsoheribory.

2. Céramiques de Kingany et de Rasoky (XV^e siècle).

3. Hameçons de Talaky (XII^e siècle) (Documents fournis par l'auteur.)



2

3

tallèrent dans l'île, Allah résolut de les punir; l'île fut submergée par une mer furieuse et quelques justes échappèrent au châtement, certains disent qu'ils furent miraculeusement épargnés, d'autres prétendent que Dieu envoya une baleine pour les porter; Kajamby et Antalaotse sont descendus de ce contingent de justes. Il est donc vraisemblable que les islamisés n'ont pas participé à un phénomène superimposé, mais qu'ils ont pu jouer un rôle catalytique dans les migrations africaines à Madagascar.

Madagascar

*Bakoly Domenichini-Ramiaramanana
(avec des passages révisés par le Bureau
du Comité scientifique international)*

L'histoire de Madagascar avant 1000, parfois même avant 1500, est souvent considérée comme un domaine d'incertitude où les hypothèses se croisent et se contredisent, depuis des décennies, sans jamais emporter la conviction de manière décisive¹. En effet, les sources écrites mises à jour dans l'île remonteraient, au mieux, au XII^e siècle. L'essor de l'archéologie est trop récent² et ses moyens trop limités pour que des résultats statistiquement et chronologiquement sûrs soient d'ores et déjà atteints³, qui permettraient d'asseoir les reconstructions historiques sur des bases incontestables. La prise en compte des sources non malgaches, depuis les anciens travaux de G. Ferrand, s'est en quelque sorte limitée aux textes de langue arabe; en tout état de cause, l'utilisation de ces sources amène à recourir à nombre de langues ignorées du cursus classique des malgachisants et à maîtriser un savoir qui excède, le plus souvent, la capacité des petites équipes existantes. Sans doute y a-t-il beaucoup de témérité à écrire une histoire autocentrée de Madagascar du VII^e au XI^e siècle.

Il était tentant de commencer à utiliser les sources orales sous toutes les formes où l'on peut les retrouver aujourd'hui à Madagascar et c'est ce que nous avons notamment fait dans ce texte. Ces sources ont survécu dans des conditions très diverses. Parfois elles sont annexées, surtout dans le Sud-Est,

1. Voir Unesco, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. II, chap. 28, et bibliographie. Voir également E. Ralaimihoatra, 1971*b* et 1974.

2. J. P. Domenichini, 1981*b*.

3. Pour un intéressant état de la question, voir D. Rasamuel, 1985 et 1986.

aux textes rédigés en caractères arabico-malgaches (*volan'Onjatsy* ou *sorabe*)⁴; parfois elles sont intégrées, sous forme de vestiges assez difficilement interprétables dans des sources très remaniées⁵; parfois, ce sont des textes hautement formalisés qui servent dans des rituels toujours appliqués⁶; parfois enfin, ce sont des sources dispersées et peu textualisées que l'on recueille de plus en plus à travers le pays.

Il nous semble néanmoins intéressant de montrer comment les recherches en cours dans l'île, dégagées de la problématique coloniale comme de toute quête de légitimité fondée sur le racisme ou, pire encore, l'évolutionnisme, et faisant leur juste place aussi bien aux sources orales qu'aux riches apports de la pluridisciplinarité, ont commencé d'ouvrir de nouvelles perspectives⁷. Nous n'entrerons ici ni dans la discussion, toujours vive, entre partisans — de plus en plus rares — d'une chronologie courte⁸ et partisans d'une chronologie longue⁹ ni dans les débats, très idéologiques, sur les formes et les étapes du peuplement de l'île; nous ne chercherons ni à dire qui étaient les Vazimba, sur lesquels il reste tant à découvrir, ni à prendre en compte les récits d'installation des « Arabes », longtemps pris à la lettre comme récits d'origine d'un certain nombre de groupes malgaches. Tous ces dossiers sont à reprendre, à étudier sérieusement avant de rouvrir les débats à leur propos.

Nous souhaitons ouvrir ici d'autres discussions, à partir d'autres éléments d'information¹⁰.

La difficile lecture des sources orales

Un gros travail est en cours, à Madagascar, pour recueillir et étudier toutes les sources possibles dans ce domaine. Comme partout ailleurs, elles réclament une méthodologie aiguë; dans le cas de Madagascar, la contribution de la linguistique est déjà extrêmement importante pour faciliter l'accès à l'information historique que contiennent toujours ces sources.

4. Sur lesquels de nombreux et importants travaux sont entrepris, aujourd'hui, sous l'impulsion du professeur Ludwig Munthe, à Madagascar même.

5. C'est le cas, par exemple, d'une source récemment fixée dans la basse Mananjara par B. Domenichini-Ramiaramanana, chez les Ravoaimena Andriamanavanana, groupe très minoritaire qui se donne pour héritier de la dynastie qui avait localement précédé les Zafi (n-d) Raminia, dont on situe l'arrivée dans le nord-est de l'île vers la fin du XI^e siècle. Les traditions de ces derniers, s'appuyant sur près d'un millénaire de domination quasiment ininterrompue, ont très largement obliété celles des groupes antérieurs.

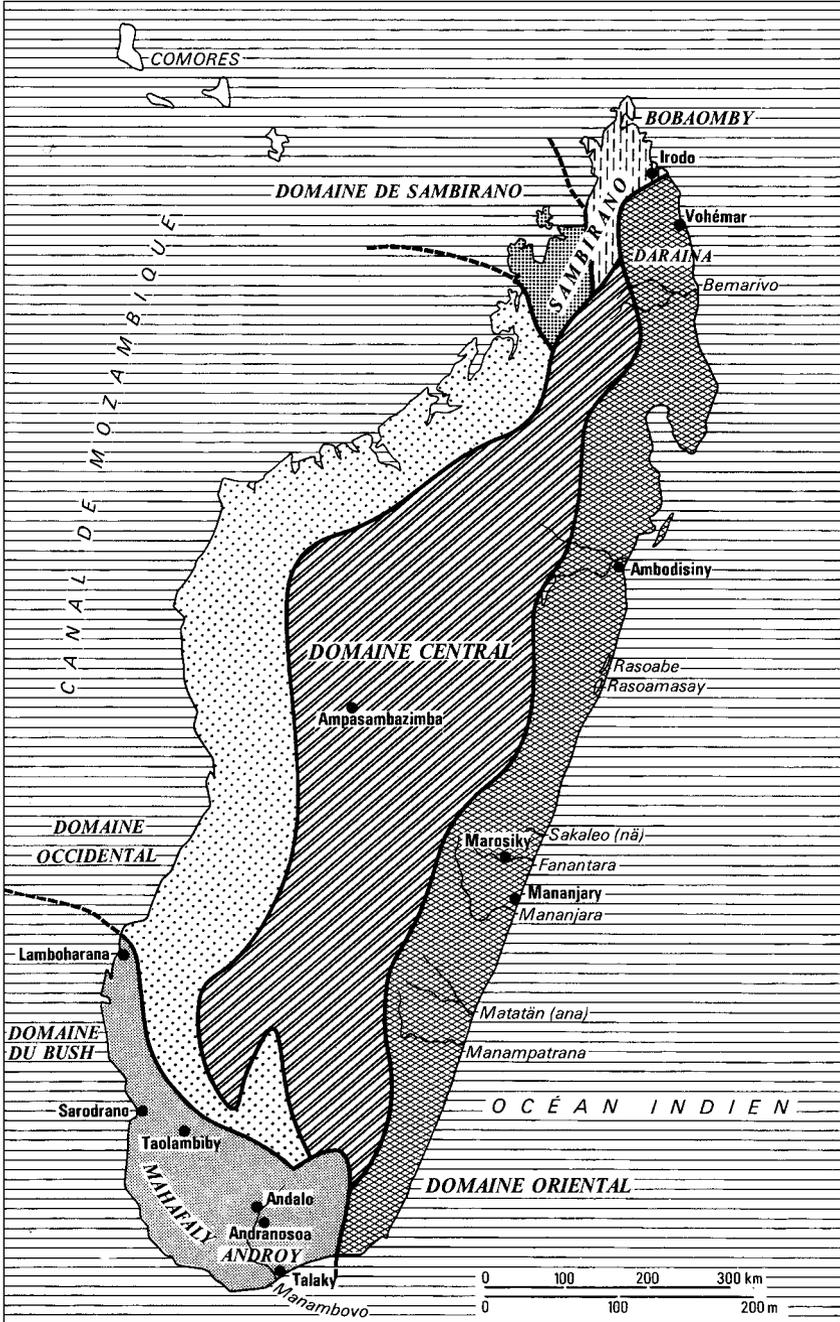
6. On en verra des exemples.

7. B. Domenichini-Ramiaramanana et J. P. Domenichini, 1979 et 1983.

8. Voir J. Poirier, 1965; P. Ottino, 1974a et P. Vérin, 1974.

9. Perrier de la Bathie (cité par H. Deschamps, 1972, p. 35) propose une fourchette de cinq siècles à quatre millénaires depuis la destruction de la forêt des hautes terres centrales, dernière région peuplée de l'île probablement.

10. B. Domenichini-Ramiaramanana et J. P. Domenichini, 1984. Le premier état de ce texte (1983), qui développe différents points de l'article cité en note 7, a fait l'objet d'une série de discussions non seulement avec des malgachisants, mais aussi des spécialistes de l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien occidental et des spécialistes de l'Asie du Sud-Est et du monde austronésien.



25.1. Madagascar et les Comores.

[Source: B. Domenichini-Ramiaramanana.]

Un manuscrit, récemment édité et translittéré par Ludwig Munthe¹¹, a attiré tout spécialement l'attention sur un véritable corpus d'informations, très dispersées, relatives à un « géant » nommé Darafify¹² et réclamant une particulière attention critique¹³. Il s'agissait d'abord de savoir si les noms que fournissait ce cycle, pour les « géants » en cause, avaient ou non une validité historique. La profonde homogénéité de la langue malgache que l'on doit à l'unité de son fonds austronésien d'origine¹⁴, et qui ne date pas, comme on a pu l'écrire, de l'expansion merina des XVIII^e et XIX^e siècles, permet non seulement de cerner assez facilement les emprunts faits à d'autres langues et de les situer chronologiquement dans l'histoire culturelle du pays, mais aussi de travailler, au moins momentanément, de la même manière, sur toute tradition transmise en malgache.

Nous disposons, grâce au manuscrit A6 d'Oslo, d'un texte en malgache apparaissant comme la version la plus complète et la plus cohérente de l'histoire de Darafify et de son intervention dans une région particulière. L'examen du texte a, à la fois, permis de déceler certaines des conditions politiques et sociales de sa transmission et de conclure que les *katibo* du Sud-Est ont pris soin d'en respecter le caractère formalisé, même s'ils n'hésitèrent pas à l'amputer de ce qui pouvait porter ombrage à la réputation de premiers « civilisateurs » de la région, courageusement reconnue à leurs ancêtres « venus d'Arabie ». Aussi était-il possible, dans un premier temps, de procéder à l'étude des noms propres, chacun de ceux-ci étant, conformément à l'usage malgache, formé selon des règles précises, parfaitement « décodables ».

La première information claire apportée par les noms des « géants » en cause était que ces noms constituaient un savant dosage de mots d'origines austronésienne, sanscrite ou persane, mais relevant tous du vocabulaire du commerce des aromates, épices, parfums et simples¹⁵. La forme prise par ces différents composants permettait de recevoir l'ensemble de ces noms comme des néologismes apparus dans l'île au cours d'une période (antérieure à l'Isiam) de contacts entre Madagascar et les régions considérées et permettait de poser

11. L. Munthe, 1982. Le manuscrit publié est celui d'un *sorabe*. Il porte la référence scientifique A6 et il est conservé à Oslo.

12. La collecte systématique des sources relatives à Darafify et à d'autres « géants » ne fait que commencer. Elle montre la richesse du souvenir, oralement transmis, dans tout l'Est et le Sud.

13. Nous nous trouvons, pour le corpus constitué, devant des textes qui furent non seulement détachés de leurs contextes mais aussi, comme bien souvent, transformés — déformés — par des transcriptions et des traductions effectuées par des hommes dont même la familiarité avec les cultures orales en général et/ou les cultures malgaches en particulier était à l'évidence insuffisante, voire absente. Et il pouvait sembler *a priori* que le traitement par l'archéologie du langage (B. Domenichini-Ramiaramanana, 1983 et 1985 [sous presse] ne pourrait plus véritablement offrir, dans ces conditions, toutes les garanties qui l'accompagnent dans le cas des traditions formalisées dans la langue maternelle du groupe concerné et méthodiquement collectées dans le cadre normal de leurs manifestations. Car, approche philologique au sens le plus large du terme, l'archéologie du langage, dans l'analyse sémantique, fait aussi bien appel à l'étymologie qu'aux comparaisons dialectales et au code symbolique de la culture, lequel se trouve mis en œuvre jusque dans les techniques traditionnelles de manipulation consciente ou inconsciente des données linguistiques.

14. B. Domenichini-Ramiaramanana, 1976.

15. *Ibid.*

l'hypothèse d'une participation des régions concernées de Madagascar à des échanges, dans l'océan Indien, antérieurement au VII^e siècle.

Darafify, Darofipy, Darafely, Fatrapaitañ(ana) sont formés à partir de mots simples qui, à l'exception de *dara*, sont encore usités en malgache et dont il convient d'étudier les emplois. *Fi(m)py* et *fify* concernent des produits alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques; probablement faut-il retrouver parmi eux ce qu'Étienne de Flacourt identifia au XVII^e siècle comme étant le *costus* de Madagascar¹⁶. A s'en rapporter à l'ethnoscience, cette première catégorie de denrées comportait, d'une part, des produits d'origine animale provenant surtout de l'opercule des murex (sorte de coquillage) et spécialement du *Murex trunculus*, qui sont encore utilisés sous forme de poudre dans le Sud-Ouest, et, d'autre part, des produits d'origine végétale provenant essentiellement de certaines myristicacées (écorce et gomme d'*Haematodendron* ou de *Mauloutchia sp.*)¹⁷, mais probablement aussi de la racine d'une plante herbacée¹⁸. A côté de cette catégorie des *fi(m)pylfify* figuraient les différentes variétés de poivres sauvages (*Piper borbonense* D. C., actuellement connu sous le nom de « poivre rose »; *Piper pachyphyllum* Baker et *Piper pyriformium* Vahl retenues dans le nom de *darafely*¹⁹. Au début du XIX^e siècle, Barthélémy Hugon²⁰ les avait identifiés comme étant « la vraie Cubèbe des Arabes », qui en furent d'abord les grands consommateurs, avant d'en être des réexportateurs.

Enfin venait le benjoin (*fatra* ou *Styrax benzoin Dryander*), mémorisé par le nom du géant Fatrapaitañ(ana), mais qui ne semble pas avoir été le principal produit d'exportation de la Matataña(na), puisqu'il apparaît à travers ce nom que la mesure (*fatra*) de benjoin (également *fatra*) était un don fait à l'acheteur à l'occasion de la conclusion d'un marché (*paitanana*). Et dans le domaine qui nous concerne ici, ce produit principal dut être le *fimpy*, dont l'abondance dans le Sud-Est a été reconnue par les botanistes. Quant au benjoin lui-même qui, en tant que fixatif des essences plus volatiles, sert principalement à valoriser ces dernières — d'où sans doute son statut dans le commerce de la Matataña(na) —, Miller²¹ a proposé de l'identifier au *can-canum* des auteurs classiques, que le *Périphe de la mer Érythrée* incluait parmi les importations de l'Arabie en provenance de Malao (en Somalie actuelle). Et le *can-canum*, d'après Miller, serait arrivé en ce port par cette « route du cinnamome » qu'il faisait passer par Madagascar et l'Afrique de l'Est, « au temps de l'Empire romain (-29/+641) ».

D'autres produits encore apparaissent dans les sources du « cycle de Darafify », mais leurs noms n'ont pas servi, comme dans les cas précédents, à créer des noms de géants. Cités en clair, les (*ha*)*ramy Canarium madagascariense*, *C. boivini* et *C. multiflorum Engler* sont connus de nos jours sous les

16. É. de Flacourt, 1661, p. 131.

17. P. Boiteau, 1976, p. 71.

18. *Ibid.*, p. 69. Voir nom du *fifnatsy* ou *Bulbostylis fringalavensis* Cherm.

19. Les poivres sont désignés en malgache par les vieux noms de *voamperifery* et *tsimperifery*, relevant des emprunts faits au sanscrit dès la période asiatique de l'histoire de la langue. Ils sont aussi désignés sous le nom plus récent de *darafilofilo*, dont l'usage est limité au Nord.

20. E. Heckel, 1903, p. 120.

21. J. I. Miller, 1969, p. 39.

dénominations d'«encens de Madagascar» ou «encens blanc d'Afrique». Quant aux cinnamomes évoqués à travers le toponyme d'*Ambodisiny*, calque probable d'un ancien *Andarasiny*, ils gardent de leur ancienne importance une trace actuelle: dans certains groupes, on plante solennellement un pied de cinnamome à la naissance d'un premier fils dans un foyer²².

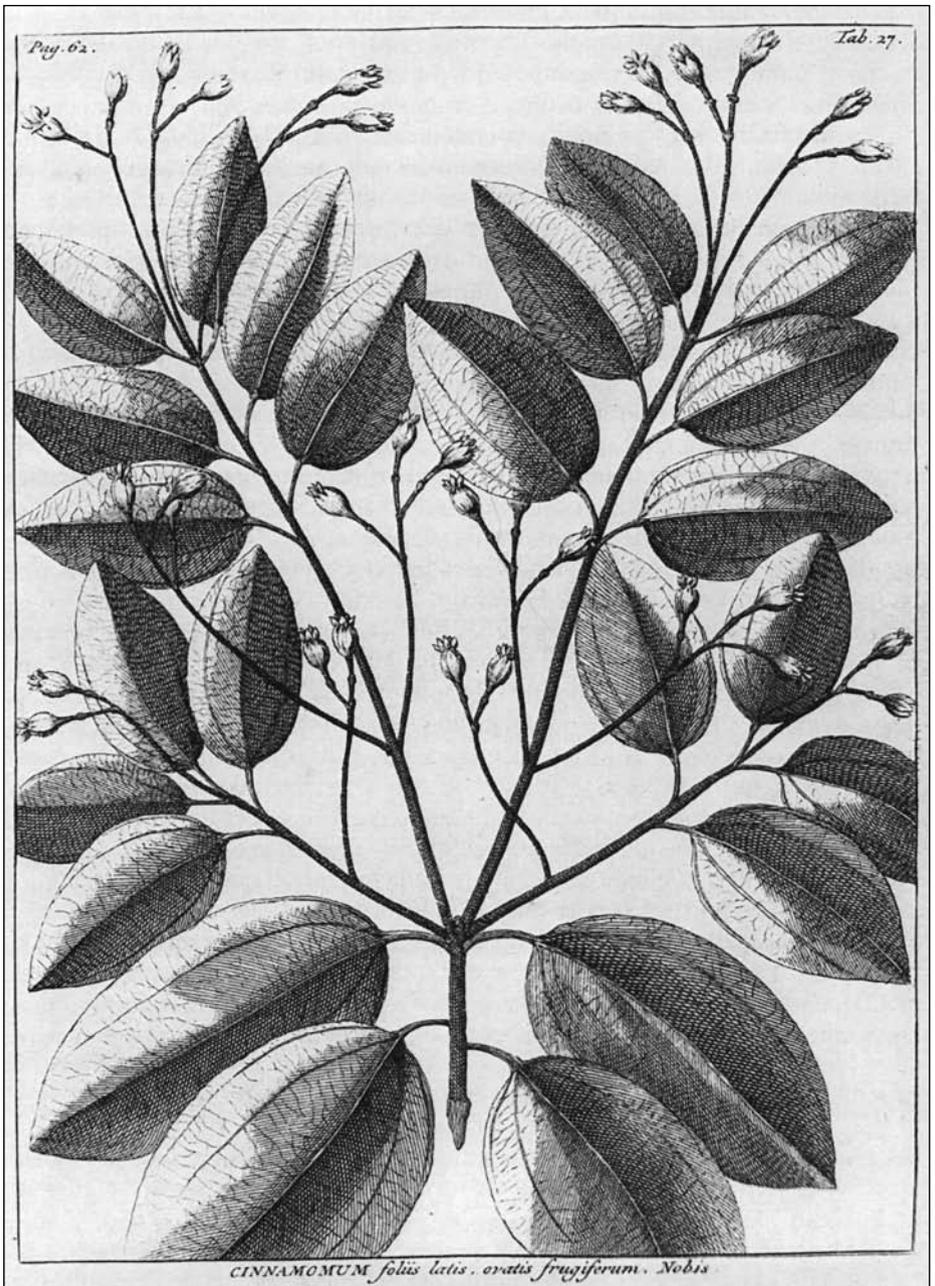
Il existe donc — la linguistique le démontre — un lien pouvant encore devenir conscient entre les noms de personnages «légendaires», porteurs d'une histoire ancienne très abstraite, et les plantes et produits précieux de Madagascar; ceci surtout dans la partie orientale de l'île.

Pour l'historien, l'étape suivante est beaucoup plus difficile encore. D'une part, il s'agit de savoir si les allusions, très indirectes, qu'il a recueillies ont une historicité réelle, et si elles sont susceptibles d'être situées dans une chronologie, même relative; et si celle-ci s'insère, à son tour, dans une chronologie sûre des échanges dans l'océan Indien. Autant de points que l'on va examiner ci-après. D'autre part — et ceci concerne davantage l'histoire intérieure de l'île —, il convient de dégager, toujours selon une chronologie vraisemblable, l'histoire des rapports de force entre groupes, pour les périodes anciennes de la vie des peuples de l'île: c'est certainement à la fois la plus redoutable des recherches et la moins spectaculaire à rapporter dans un livre comme celui-ci; aussi en ferons-nous, dans cette *Histoire générale de l'Afrique*, totalement abstraction, les résultats déjà connus et en cours de publication de cette partie de la recherche étant accessibles ailleurs. Peut-être faut-il cependant retenir quelques traits généraux, utiles en tout cas à l'historien.

Tout d'abord, les noms dont il vient d'être question sont, historiquement, difficiles à utiliser. Chacun d'eux constitue un symbole collectif et non point la dénomination individuelle d'un «héros historique»; parler des Darafify, des Darofipy et de quelques autres, c'est simplement évoquer certains épisodes de l'histoire de l'île, probablement situés avant le XI^e siècle. Mais c'est aussi désigner un groupe donné à un moment donné de son histoire, par exemple celui où il tente d'accaparer la production et l'exportation de certains produits; à d'autres moments, en d'autres occasions, le même groupe est peut-être connu sous d'autres noms.

«Géantification» aussi bien que «nanification» constituent aussi des codes dont il faut découvrir la clé, sans songer à utiliser ces faits comme des réalités historiques directes. De même que la nanification fut employée par

22. Aujourd'hui, dans l'île, les cinnamomes comprennent à la fois des *cinnamomum* introduits et des *cinnamosma*, dont l'un des célèbres «vainqueurs de toute difficulté» (*mandravasa-rotra*, *Cinnamosma fragrans* Baillon) si souvent présents par les empiriques et les devins. Quand ils ne sont pas appelés *kanely/kanelina* (en français «cannelle»), de noms diffusés sous la colonisation avec le développement de l'exploitation du *Cinnamomum zeylanicum* Breyn, les cinnamomes, dans le parler quotidien, sont généralement désignés des noms d'origine austronésienne *hazomanitra* («bois parfumé») et *hazomamy* («bois doux»), sauf dans le Nord. Là, malgré l'extrême perméabilité du parler aux emprunts faits au français, on continue de les appeler nostalgiquement *darasiny* (en persan *dār Āmī*: «cannelle», litt. «arbre/bois de Chine» ou «porte de Chine»), comme en persan et dans les langues qui lui ont emprunté ce mot, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'arabe. Et c'est pour ainsi dire de biais, sous ce dernier nom, qu'ils sont évoqués dans le cycle de Darafify à travers le toponyme d'*Ambodisiny*, «au(x)-pied(s)-de-cinnamome(s)/aux-abords-des-cinnamomes».



25.2. Arbre à cannelle: *Cinnamomum Zeylanicum*.

[Source: © Bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle, Paris.]

la tradition malgache, dans le cas des Vazimba, pour entériner en diverses régions de l'île leur condamnation politique à l'oubli, de même la géantification fut-elle sans doute employée, dans le cas des Darafify — et donc aussi de leurs adversaires — pour immortaliser des groupes qui furent si prestigieux que nombre de traditions locales se sont efforcées d'en garder la mémoire.

La réécriture des traditions, leurs contradictions, les légitimités contraaires qu'elles tentent d'accréditer sont inextricablement mêlées. Il est probablement impossible, sans de longues enquêtes où l'anthropologie et la linguistique ont un rôle dominant à jouer, de conclure trop vite, dès maintenant, à partir des quelques éléments incontestablement historiques que l'on discerne assurément dans le « cycle de Darafify » et qui ont trait à la vie intérieure de Madagascar, qu'une phase de l'histoire de l'île peut déjà être écrite à partir d'eux. Ils constituent d'irremplaçables éléments d'attente. Mais qui étaient ces Darafify venus du Nord-Est et qui auraient — à un moment difficile à préciser — cherché à sortir de leur condition initiale d'élèves (sur laquelle insistent les sources orales)? Ils se seraient alors associés, usant de diplomatique ou de force selon les lieux et les cas, à un commerce — de quelle régularité et quelle ampleur? — qui aurait emporté — par l'intermédiaire d'Austronésiens? de Persans? — de Madagascar des produits demandés par le monde du Nord. On doit encore noter que les régions de l'île concernées par ces événements mal connus sont situées dans la partie orientale côtière et au sud.

Déjà grossièrement délimitée par les lieux de collecte des traditions formant le cycle, l'aire géographique dans laquelle intervient le puissant groupe des Darafify que tenta le monopole de ce commerce est plus précisément dessinée non seulement par les lieux où sont situés les faits et événements rapportés, mais aussi par ceux où se trouvent encore des œuvres humaines qui leur sont attribuées et qui ont presque tous en commun de se rattacher au travail du chloritoschiste (carrières et produits manufacturés). Il apparaît alors clairement que ce territoire, bien qu'il ait eu un prolongement dans le Sud-Ouest mahafale, donné pour la dernière région atteinte par une migration qui choisit de couper à travers terre, en quittant la côte est, quelque part au sud de la Manampatrana²³, s'étendit essentiellement de l'extrême nord de l'île jusqu'au bassin de la Matataña(na). C'est en somme, à l'exception de l'extrême sud, toute la façade orientale de l'île, particulièrement riche en ces aromates, épices, parfums et simples, dont les conditions d'exploitation (production et commercialisation) transparaissent aussi largement grâce au décryptage des noms propres, et notamment de tous ceux qui se trouvent consignés dans le texte du manuscrit A6 d'Oslo.

Les enquêtes déjà réalisées sur la basse Mananjara ont montré l'ampleur des remaniements idéologiques qu'a subis la tradition des Ravoaimena Andriamanavanana, lorsque sont arrivés les Zadi (n-d) Raminia. La partie de l'histoire de la basse Mananjara postérieure à l'arrivée des Zafi(n-d) Raminia se situe probablement au-delà de la fin du XI^e siècle. Néanmoins, sa connaissance paraît primordiale pour qui veut comprendre l'évolution ultérieure de

23. Sur l'importance du seuil de Maropaika pour le passage d'est en ouest et vice versa, voir E. Ralaimihoatra, 1966, p. 54.

l'organisation politique et sociale en diverses régions de l'île; elle l'est tout autant pour qui veut avoir un meilleur aperçu du contexte dans lequel s'est développé le commerce d'exportation, dont les aléas marquèrent sans doute profondément la période antérieure.

Cette histoire, en révélant à la fois la communauté d'origine entre anciens princes des Darafify et Zafi(n-d) Raminia et le poids de leur solidarité sur l'histoire de Madagascar, contraint à en appeler à l'histoire prémalgache des Zafi(n-d) Raminia. Cette dernière, qui a pourtant déjà fait couler beaucoup d'encre, est certes assez mal connue jusqu'à présent. Cependant, des données relativement assurées, on peut déjà retenir que, tout en délimitant le cadre des activités de ces grands commerçants austronésiens, lequel aurait en somme compris l'essentiel de l'océan Indien parcouru de routes maritimes, les migrations successives des Zafi(n-d) Raminia, de Sumatra aux rivages de la mer Rouge, et de là en Inde (Mangalore), puis à Madagascar, pourraient aussi refléter le mouvement général du commerce maritime des Austronésiens, en lequel s'inscrit, au moins partiellement, le commerce extérieur malgache, du VII^e au XI^e siècle. Mais avant d'essayer de chercher si loin, sans doute convient-il d'abord de compléter notre aperçu de la vie à Madagascar, grâce aux apports des disciplines dont les sources principales ne doivent que peu aux sciences du langage.

Ethnobotanique et archéologie : l'exportation des produits évoqués est-elle vraisemblable ?

La végétation actuelle présente un aspect généralement considéré comme résultant de l'action directe ou indirecte de l'homme. La disparition, vers le début du présent millénaire, de certains animaux (grands lémuriers, grosses « autruches » ou *aepyornis*, grandes tortues de terre, crocodiles géants, hippopotames nains, etc.) qui vivaient dans le milieu originel, et dont les cimetières se rencontrent souvent aux alentours d'anciens points d'eau, semble au moins indiquer une modification déjà très sensible du couvert forestier, même si l'on peut également supposer une période de relative diminution des précipitations pour expliquer l'aridification de certaines régions. On peut d'ailleurs remarquer que, dans certains sites datés de notre période (Lamboharana, +730 ± 80; Taolambiby, +900 ± 150 et Ampasambazimba, +915 ± 50), des traces d'industries humaines (dents percées pour la parure, céramique, etc.) se trouvent associées aux vestiges de ces animaux subfossiles — le doute sur leur exacte contemporanéité provenant de l'ignorance ou nous sommes de leurs situations respectives dans la stratigraphie²⁴.

Qu'il s'agisse de flore ou de faune, l'action des hommes ne fut pas seulement négative, comme on tend trop souvent à la présenter. Dans le

24. J. P. Domenichini, 1981a, p. 70.

domaine de la flore, la richesse en espèces endémiques (86 %) et la pauvreté en types particuliers (moins de 8 %), qui sont les caractéristiques de la flore malgache, attestent à la fois la longueur de sa période d'isolement et l'ancienne appartenance de l'île à un grand continent, dont les fragments actuels sont couverts d'une flore primitive similaire. C'est un état qui permet de supposer que les immigrants à Madagascar, d'où qu'ils soient venus, ont trouvé sur place des plantes identiques à celles de leur(s) pays, ou proches d'elles, dont nombre de plantes commercialisées ou commercialisables en leur temps. Il suffit, pour se convaincre de ce point, d'examiner, par exemple, la liste des plantes recensées par Flacourt²⁵, qui prêta naturellement une attention particulière aux plantes commerciales, et de la comparer aux listes établies pour les importations de l'Égypte, de l'Empire romain et de la Perse.

La question qui se pose à nous est double : ces plantes et ces produits d'origine animale dont les sources orales ont gardé la trace, en particulier dans l'est de l'île, ont-elles été cueillies et vendues à des époques anciennes ? C'est ce que l'on va maintenant analyser. Ont-elles été intégrées à une zone d'échanges comprenant, avant l'Islam et après son début, tout ou partie de l'océan Indien ? C'est ce que nous verrons plus loin.

D'après le recensement de Perrier de la Bathie²⁶, 48 % des plantes malgaches non endémiques ont été importées par l'homme. Fait plus remarquable encore, et que ne pouvait s'expliquer le biogéographe — lequel s'attendait normalement à trouver beaucoup plus de plantes non endémiques dans l'Ouest, simplement séparé de l'Afrique orientale par le canal de Mozambique, que dans l'Est, séparé de tout autre continent par l'immensité de l'océan Indien —, 57,14 % de ces plantes se trouvent dans la région « Au vent » — et exceptionnellement dans le Sambirano (Nord-Ouest) —, tandis qu'il n'y en a que 14,28 % de propres à la région « Sous le vent », les 28,57 % restant étant communes aux deux régions. Perrier de la Bathie estime que l'introduction de ces plantes a eu lieu indirectement du fait de l'homme, après la rupture du continent auquel appartenait initialement Madagascar. Il en tire argument pour établir, au passage, l'ancienneté de la présence humaine dans l'île²⁷. Sans doute cette activité de plantation d'espèces précieuses et d'acclimatation de nouvelles plantes fut-elle entreprise, avant la destruction de la forêt, par des sylviculteurs ou tout au moins par de vrais essarteurs itinérants, généralement soucieux de la reconstitution du sol et des formations végétales.

Moins développées que les recherches en biogéographie, les recherches archéologiques, qui n'ont encore mis au jour qu'un seul site antérieur à notre période (Sarodrano, site de pêcheurs du Sud-Ouest, +490 ± 90)²⁸, en ont fait connaître en revanche quelques-uns qui s'inscrivent dans la période. Et, de même que les formations végétales, ces sites ont pour ainsi dire confirmé par

25. É. de Flacourt, 1661, p. 111-146.

26. H. Perrier de la Bathie, 1926.

27. *Ibid.*, p. 143-144. Récente mise au point par C. Chanudet, 1979.

28. R. Battistini et P. Vérin, 1971, et particulièrement, pour la datation, R. Battistini, 1976.

avance certains des faits récemment établis par le décryptage de la tradition orale qui, à leur tour, devraient permettre d'avancer une interprétation mieux assurée des résultats des sondages et des fouilles.

Dans la région du Nord, que la tradition donne pour le lieu d'origine des Darafify, entre Bobaomby et Daraina, au fond d'une baie protégée de la houle du large par Nosy Valasolo (« l'île-résidence-de-l'envoyé » ou « l'île-reliquaire »)²⁹, Nosy Fiherenana (« l'île-de-retour »), Nosy Komankory (« l'île-aux-cochons ») et Nosy Ankomba (« l'île-aux-lémuriens »), se trouve l'ensemble d'Irodo, du nom d'un village actuel et du fleuve qui se jette en cette baie. Aucune analyse de pollens n'ayant été faite, rien ne peut encore y confirmer l'exploitation de plantes commerciales rappelée ici par le nom de Daraina, « dont-on-faisait-des-dara »/« où-les-dara-sont-en-abondance ». Battistini a cependant relevé que la plaine côtière, où l'on a trouvé des coquilles d'oeufs *d'aepyornis* (*vorompatra*: « oiseau-des-zones-déforestées »), « est presque uniformément couverte par une savane à *satrana*, qui est certainement une formation de dégradation³⁰, et que la région située au sud d'Ampasimena porte le nom d'Ankaibe, désignant une zone qui fut soumise au feu des essarteurs et des éleveurs.

Les trois sites côtiers qui ont fait l'objet des sondages ont révélé une population de même culture caractérisée, selon Vérin, par « les styles de sa poterie (marmites, jarres, bols à pied), l'usage du chloritoschiste (marmites, bols) et la consommation des *Pyrazus palustris* ». Les archéologues estiment que ce site, fréquenté au moins jusqu'au XV^e siècle, l'était déjà au IX^e et peut-être même dès le VII^e³¹. Dès ce temps lointain, les pêcheurs connaissaient le fer et le verre et se trouvaient en relation avec une zone de commerce arabo-persane³². Parmi les coquillages (*Pyrazus palustris*, *Ostrea mytiloides*, *Turbo*, etc.), sans doute principalement destinés à la consommation et à l'artisanat (cuillers taillées dans le *turbo*), se rencontrent, mais en petite quantité, des murex qui ont pu donner du *fimpy*, ce parfum recherché aujourd'hui encore par les « Indiens » musulmans de Madagascar et dont le nom se retrouve, ainsi qu'on l'a vu, en celui de Darafify.

D'autres sites datant au moins partiellement de notre période se trouvent à l'extrême sud de l'île, dans l'actuel pays antandroy, dont on pensait naguère encore qu'il ne fut peuplé qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, aucune source européenne n'ayant jamais fait mention des traces évidentes de cette ancienne occupation, pourtant relativement dense et qui paraît s'être poursuivie jusqu'au XVI^e siècle. Ce sont essentiellement deux ensembles situés l'un et l'autre sur les bords de la Manambovo, « le-fleuve-aux-nasses/

29. Songeant à la fréquente utilisation des îles comme parcs à bœufs dans le Nord, on pourrait être tenté de traduire *Nosy Valasolo* par « l'île-substitut-d'enclos », mais cela se dirait normalement *Nosy Solovala*, puisque *solo* n'est attesté que comme substantif.

30. R. Battistini et P. Vérin, 1967, p. xixa.

31. Datations au carbone 14: Kigoshi: GAK 380: 1200 ± 140 BP; GAK 692: 1090 ± 90 BP; GAK 350 b: 980 ± 100 BP; soit une fourchette s'étendant au maximum de + 610 à + 1070.

32. R. Battistini et P. Vérin, 1967, p. xixa. P. Vérin, en 1975, reprend le texte de 1967 en remplaçant « VII^e-IX^e siècle » par « IX^e-XI^e siècle », sans autrement s'en expliquer.

trous-d'eau » : celui du site de Talaky³³, « la-bien-en-vue », à cheval sur l'embouchure, et celui du site d'Andranosoa³⁴, « à-la-bonne-eau », partiellement occupé par l'imposant Manda (n-d)Refilahatra ou « citadelle-du-Grand-qui-met-en-rang/ordre » (46 hectares), au confluent de la Manambovo avec la rivière Andranosoa. Et à ces deux ensembles peut s'ajouter en amont celui du site d'Andaro³⁵, « aux-écorses/peaux/cuir » ou « aux-pieds-de-daro », composé de Mahirane (« les clairvoyants/intelligents/habiles », 25 hectares) et Ambonifanane (« au-dessus-de-l'hydre/du-serpent/tombeau », « à-l'hydre/au-serpent/tombeau-dominant(e) », 6 hectares), ensemble qui n'a pas fait l'objet d'une datation absolue, mais appartient manifestement à la même culture à sites (inter) fluviaux et enceintes de pierres que Manda (n-d)Refilahatra-Andranosoa, et remonte à une période où se rencontraient encore, sur les lieux habités, les diverses espèces de la faune subfossile.

Tout comme les sources écrites, les sources orales, y compris le cycle de Darafify, sont restées muettes sur ces sites dont les populations, tels les occupants d'Andranosoa, appartenaient à une organisation territoriale aux cérémonies rituelles de laquelle participaient différentes agglomérations (voir la nature des restes de zébu trouvés dans la fosse à ordures d'Andranosoa)³⁶, mais ont disparu sans laisser d'autres traces dans la région. Les habitants actuels ignorent tout de leurs lointains prédécesseurs. Les datations au carbone 14 sont intéressantes³⁷ : elles indiquent une période qui va de + 940 à + 1310 comme limites extrêmes, avec une grande vraisemblance pour le XI^e siècle. Il reste à expliquer quelles richesses, éventuellement exportables par Talaky, les populations installées à l'intérieur des terres ont exploitées. Rien dans les observations actuelles ne permet de s'en faire directement une idée.

Même s'il était peut-être déjà atteint par un début de sécheresse, le Sud connaissait aux X^e/XI^e siècles d'autres conditions climatiques, qui faisaient probablement de la Manambovo un fleuve dont le débit, plus important, ne présentait pas encore les grandes variations saisonnières d'aujourd'hui. Son cours supérieur traversait alors une région boisée qui permit une vie économique reposant en partie sur la métallurgie, grosse consommatrice de combustible. Cette métallurgie concernait alors le cuivre et le fer, dont on a trouvé non seulement des minerais, mais aussi, à la différence du minerai de cuivre des environs de Bemarivo dans le Nord, les traces d'exploitation ancienne. Cependant, le cuivre, qui devait connaître dans les périodes ultérieures une grande fortune, n'y favorisa d'abord, semble-t-il, qu'une bijouterie artisanale produisant notamment les bracelets *vango vango* à anneau brisé qu'on a trouvés jusqu'à Irodo, et qu'on appelle encore, même quand ils sont en argent, du nom de *haba*. Une fois encore, les rapprochements linguistiques sont intéressants. Le cham *haban* et le čuru *saban* désignent le cuivre dans

33. R. Battistini, P. Vérin et R. Rason, 1963.

34. C. Radimilahy, 1980 et 1981.

35. C. Radimilahy, 1980.

36. D. Rasamuel, 1983.

37. GIF 4571 : 920 ± 90 BP ; GIF 4570 : 730 ± 90 BP ; pour Talaky : 840 ± 80 BP.

le domaine austronésien continental³⁸; *saba* en malgache aussi bien qu'en comorien désigne encore aujourd'hui couramment le cuivre³⁹.

Le fer fit l'objet d'une exploitation en quantité appréciable. Ici, le métal ne paraît pas avoir été travaillé sur place, car la pratique courante du réemploi, attestée par l'ethnographie, ne suffit pas à expliquer le contraste frappant entre l'abondance des traces d'exploitation du minerai (cendre, charbon, scories) et la quasi-absence d'objets de fer, les sites de la période n'ayant livré qu'un bracelet (Andranosoa), un harpon et des hameçons (Talaky), à quoi l'on peut peut-être joindre — dans un pays où l'on n'a pas encore établi l'existence d'un outillage lithique — des traces de haches et de couteaux relevées sur des os (Andaro, Andranosoa). Sans doute les produits de la fonte étaient-ils en grande partie exportés par Talaky, dont le développement, sinon la fondation, apparaît ainsi lié à son rôle de débouché sur la mer des produits d'exportation de l'intérieur, qui d'ailleurs ne se limitaient apparemment pas à la fonte.

Le toponyme d'Andaro⁴⁰ et la découverte qui y a été faite de nombreux vestiges osseux d'animaux jeunes suggère une consommation importante de ceux-ci. Il s'agissait sans doute moins de répondre aux préférences gastronomiques des habitants que d'abattre les animaux avant que leur peau (*daro*) soit trop abîmée par les ronces et les épines. Les peaux de mouton pouvaient constituer un deuxième article d'exportation. On peut aussi supposer que l'important surplus de viande ainsi obtenu était salé et fumé selon des techniques alors attestées pour la conservation. Cette viande conservée a pu naturellement constituer un troisième produit d'exportation. Mais, si le trafic maritime fut intense, sans doute cette viande servit-elle plus particulièrement à l'approvisionnement des bateaux. Et il n'est pas non plus impossible qu'une partie ait été destinée à la consommation locale. On est déjà certain que ces habitants de l'intérieur du Sud, suivant la conception traditionnelle malgache⁴¹, faisaient une cuisine raffinée basée sur la cuisson à l'eau et des méthodes très élaborées pour ce qui concerne la préparation de la viande (art de la découpe, etc.)⁴²; ils ne manquaient en tout cas pas de protéines animales.

Outre le mouton, ils élevaient aussi — mais en moins grand nombre, semble-t-il — le bœuf et la chèvre, dont la consommation est attestée par les reliefs des repas, lesquels indiquent de plus la consommation de produits de la chasse (ossements d'oiseaux, de hérissons et autres petits rongeurs) et de la pêche (arêtes de poissons, pinces de crabes, carapaces d'oursins, coquillages d'eau douce et de mer). Quant à leurs plantes alimentaires, dont nous n'avons encore ni évocation par la tradition historique ni attestation archéologique,

38. G. Ferrand, 1909.

39. M. Ahmed Chamanga et N. J. Gueunier, 1979; mais relevons que *saba* en malgache peut parfois désigner l'argent. En kiswahili, on dit *shaba* (cuivre).

40. Le toponyme peut renvoyer aux plantes exportables dont il a été question plus haut, au cours de l'examen des sources orales.

41. B. Domenichini-Ramiaramana, 1977 et 1981.

42. D. Rasamuel, 1983.

sans doute ont-elles au moins comporté des plantes les plus anciennement domestiquées dans l'île et présentes dans la région, les ignames et les taros ou assimilés qui, tout comme aujourd'hui, pouvaient aussi faire l'objet de cueillettes en forêt. Et l'on peut en un sens y joindre, outre la courge-calebasse aux multiples usages qui s'y trouve très répandue, la providentielle pervenche de Madagascar (*Catharanthus roseus* Lin.), traditionnellement connue des navigateurs malgaches, qui l'auraient de très longue date diffusée parmi les autres marins⁴³. Celle-ci n'est certes pas une plante alimentaire à proprement parler, mais les propriétés anorexiantes de ses feuilles dissipent les affres de la faim, et lui valurent dans le Sud le nom significatif de *tonga* (littéralement: « qui permet d'arriver »). Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de pénétrer dans l'intérieur pour s'en procurer, car c'est une espèce plutôt littorale, résistant même aux terrains salés. Ainsi peut-on supposer que les bateaux qui devaient fréquenter Talaky pouvaient en faire provision comme les pirogues d'aujourd'hui.

La toute petite partie explorée de Talaky, sur la rive est, n'a mis au jour qu'un habitat de pêcheurs (outre le harpon et les hameçons, des pesons de lignes ou de filets), dont les objets de la vie quotidienne, pièces plutôt simples et utilitaires, ne peuvent tenir la comparaison avec ceux des sites de l'intérieur (poteries variées et assez richement décorées, bijoux divers, etc.). On y a cependant trouvé, comme sur le site d'Irodo, des cuillers taillées dans le turbo, et, comme sur les sites d'Andaro et d'Andranosoa, la poterie locale y porte des traces de ce graphitage sans fonction utilitaire apparente que l'on n'a, semble-t-il, relevé, hors de Madagascar (poterie ancienne autant que contemporaine), que sur certaines poteries d'Afrique orientale (tradition lelesu) et méridionale (tradition gokomere-ziwa-zhizo), et sur celles de la tradition sa-huynh-kalanay (particulièrement dans l'ancien Champa), dans le domaine austronésien⁴⁴. La présence sur les sites du cours supérieur de la Manambovo de tessons de chloritoschite et de poteries imitant les modèles de pierre, de produits de la mer et de produits d'outre-mer (sgraffiato d'Arabie et autres céramiques importées non encore datées précisément, pendentif d'ivoire d'Afrique ou d'Asie) achève de confirmer que Talaky, par où tout cela dut transiter, ne fut pas un site de pêcheurs du genre de Sarodrano. D'ailleurs, sans même encore parler de sites de la rive ouest, l'ensemble des sites du plateau dominant les sites de dune où fut effectué le sondage est trop éloigné de la mer déjà pour des hommes se livrant simplement à une pêche d'autosubsistance, et sa grande étendue suffirait à elle seule à suggérer d'autres types d'activités comme, par exemple, une pêche en grand dont les produits devaient être en partie conservés et mis en vente comme la viande de mouton. Tout ceci demande évidemment confirmation.

43. P. Boiteau, 1977.

44. Voir particulièrement, pour l'Afrique orientale, R. C. Soper, 1971 ; pour l'Afrique méridionale, voir Unesco, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. II, chap. 27 ; pour l'Asie du Sud-Est continentale, W. G. Solheim II, 1965, et pour une mise en perspective des données, B. Domenichini-Ramiaramanana et J. P. Domenichini, 1983, p.12-15. On trouve le graphitage des produits de luxe aussi dans la région des Grands Laacs, mais après l'an 1450.

Cette insuffisance des données, déjà sensible au niveau d'un seul site, l'est plus encore quand on pense à l'étendue du pays. Mais de nouvelles recherches, systématiquement orientées vers l'étude des sites d'embouchure et, en amont, des zones économiquement stratégiques des bassins versants, permettraient sans doute de procéder bientôt à une reconstruction de la vie économique et sociale de l'ensemble de Madagascar à cette époque charnière de son histoire écologique et politique. Car, rapprochées de celles de l'ethnographie et de la tradition, les données de l'archéologie, dans leur état actuel, font déjà pressentir l'existence d'une remarquable unité culturelle et matérielle qui transparait autant dans des conceptions encore vécues dans la civilisation malgache actuelle que dans les éléments de la culture matérielle datés de cette époque. Certains de ceux-ci — les céramiques importées en particulier — prouvent à l'évidence l'insertion de certains groupes malgaches dans un réseau de relations qui étendait ses ramifications jusque dans des zones que n'avait pas encore fait apparaître l'étude des traditions: celle des pays continentaux riverains de la mer de Chine méridionale d'une part, celle des pays riverains du canal de Mozambique de l'autre. Et ceci doit naturellement conduire à étendre à ces « nouvelles » zones la recherche des données susceptibles d'éclairer l'histoire de Madagascar.

Madagascar dans le contexte international

Des données élaborées de la tradition aux données plus directes de l'archéologie, le terrain malgache a donc déjà fourni, pour notre période, divers indices de relations avec un outre-mer aux larges horizons, dont certains points sont tout juste évoqués, tandis que d'autres le sont avec insistance. Mais compte tenu des lacunes actuelles de cette documentation, on ne peut rien en déduire d'emblée ni quant aux véritables caractères des relations de l'île avec chacun de ces points, ni quant à leur intensité. Les indices fournis par l'étude des sources orales et par l'archéologie permettent de régler — définitivement on voudrait l'espérer — l'hypothèse de la chronologie courte, qui tendait à situer le peuplement de Madagascar à la fin du I^{er} millénaire⁴⁵, faussant, du même coup, les recherches qui en tiraient argument⁴⁶. Il ne fait plus de doute que l'homme était présent à Madagascar, au moins dans les régions sur lesquelles les enquêtes récentes ont apporté des lumières nouvelles, longtemps avant +1000. Si l'on intègre aussi l'étude des sources non malgaches, dont le maniement est bien entendu très délicat puisque Madagascar n'y est jamais cité sous un nom transparent, la période du VII^e au XI^e siècle, malgré sa part d'obscurité, ne doit plus être reçue, dans l'histoire malgache, comme étant celle des débuts du peuplement. Le moment est même venu d'abandonner définitivement, en ce qui la concerne, toutes les discussions nées de l'insuffisance des connaissances relatives au monde

45. Voir J. Poirier, 1965; P. Ottino, 1974a et P. Vérin, 1974.

46. Voir, par exemple, J. Bernard, 1983.

austronésien. L'île semble bien pouvoir être située, sans solliciter l'ensemble des informations dont nous disposons, dans un contexte océanique large.

L'histoire de la navigation dans l'océan Indien reste à écrire; elle n'est faite, pour le moment, que d'approches partielles et il est difficile de tirer de celles-ci une synthèse incontestable. L'expansion maritime du monde arabo-musulman à partir du XI^e siècle au moins a probablement masqué, sous l'abondance des sources et des études, la part d'autres peuples et d'autres zones dans les navigations plus anciennes. Peut-être faut-il prêter plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'à présent au degré de perfectionnement atteint, dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, par les techniques de navigation de ceux que les chinois du I^{er} millénaire regroupèrent sous le nom de *Kun-lun*, et parmi lesquels les Austronésiens furent sans doute majoritaires et en tout cas fort nombreux. Mais il s'agissait, semble-t-il, principalement de peuples marins d'Asie du Sud-Est continentale et insulaire⁴⁷. Et ce sont d'abord ces Austronésiens que l'on a reconnus comme étant les constructeurs des grands bateaux cousus destinés à la navigation hauturière, que les auteurs chinois du III^e au IX^e siècle décrivirent sous le nom de *kun-lun bo*, les présentant comme des navires à voiles tressées mesurant en moyenne 50 mètres de long et pouvant transporter de 500 à 1 000 personnes et une cargaison de 250 à 1 000 tonnes⁴⁸. Des radeaux et des pirogues à balancier(s) ont peut-être pu continuer à conduire certains immigrants austronésiens de la fin du I^{er} millénaire jusqu'à Madagascar — la pauvreté et le courage, comme le goût de l'aventure, sont de tous les temps. Toutefois, il n'est plus possible, pour les périodes postérieures au III^e siècle — et peut-être même dès avant ce temps⁴⁹ — de soumettre la date du peuplement de l'île aux conditions de la navigation sur ces « frères esquifs », que certains partisans de la chronologie courte — ignorant même aussi bien la mise en garde de Donque⁵⁰ que l'itinéraire rapide vers la côte est malgache par Ceylan, les Maldives et les Chagos qu'avait établi Paul Adam⁵¹ — voient encore arriver obligatoirement au terme d'une progression multiséculaire, ponctuée d'établissements plus ou moins durables au long des rivages de l'océan Indien. De tels établissements on peut-être existé; mais, très tôt, bien plus que d'une nécessité inéluctable découlant de l'état des connaissances techniques,

47. Les mieux connus des Chinois étaient certainement les fondateurs du futur royaume austronésien indianisé du Champa, qui naquit d'une victoire *kun-lun* sur la province chinoise du Je-Nan en + 137 et qui, plus tard, manifesta fréquemment sa turbulence et son esprit conquérant, y compris contre la Chine, dont il était pourtant devenu théoriquement tributaire.

48. P. Y. Manguin, 1979.

49. De même que les moines missionnaires chinois voyageaient, jusqu'au milieu du VIII^e siècle (voir G. Ferrand, 1919, p. 245-246), sur les bateaux des *Kun-lun*, de même les envoyés chinois dans les mers du Sud, à partir de l'empereur Wu (-140/-86), voyageaient-ils déjà sur les bateaux marchands des « Barbares ».

50. Voir G. Donque (1965, p. 58) apportant « la preuve que le déterminisme géographique n'existe pas ».

51. P. Adam, 1979.

leur création aurait pu être le fruit du choix et de la stratégie des usagers d'un espace océanique dont les routes avaient été reconnues de longue date, et dont on connaissait la géographie économique et politique. Nous pensons aujourd'hui que le peuplement de Madagascar, sinon forcément sa découverte, s'inscrit très probablement déjà, pour les Austronésiens de l'Antiquité, dans une démarche où la part du hasard avait cessé d'être prépondérante.

Si on admet que les Austronésiens ont, les premiers, navigué en direction de Madagascar — dont le peuplement, la langue et la culture gardent leurs traces (sur ce point, nul doute ne s'est développé au cours des recherches récentes) — il est permis d'examiner avec attention, compte tenu des indices étudiés plus haut, l'hypothèse d'une insertion de l'île à un commerce inter-régional, demandeur de certains produits précieux⁵². Bois d'œuvre, gomme à calfater, aromates et épices ont pu être, très tôt, fournis par la cueillette dans l'île; et parmi eux la cannelle qui paraît avoir été l'un des produits les plus lucratifs de ce commerce et dont l'exploitation en cueillette protégée était une spécialité de l'ancien Champa⁵³.

Il ne faut pas se dissimuler que cette hypothèse heurte beaucoup d'idées reçues; qu'elle contient des éléments plus solidement établis, d'autres encore très fragiles. Elle repose d'abord sur la probable participation d'Austronésiens au transport des personnes et des marchandises dans l'ouest de l'océan Indien au début du I^{er} millénaire. Divers indices conduisent à estimer possible la présence des «bateaux des hommes noirs»⁵⁴, les *kun-lun-bo*, près de l'Afrique: l'allusion faite par le *Périple de la mer Erythrée* aux bateaux cousus à voiles tressées de la côte septentrionale d'Azanie⁵⁵; les grands «Éthiopiens anthropophages» de ses côtes méridionales évoquées par Ptolémée⁵⁶; et les bateaux cousus à gouvernail unique appartenant probablement aux Cham⁵⁷, présents dans la mer Rouge au VI^e siècle⁵⁸. On peut compléter la liste des faits relevés par Miller. L'ancienneté de la culture de bananiers de l'Asie du Sud-Est en Afrique orientale, l'exportation d'huile de coco par Rhapta

52. B. Domenichini-Ramiaramanana et J. P. Domenichini, 1983 et 1984.

53. Communication personnelle de G. Condominas se fondant sur la documentation réunie par Louis Condominas sur «les Moï du haut Son-Tran».

54. Voir l'expression *Kolando phonta* qui, dans le *Périple*, «désigne les bateaux naviguant entre l'Inde et l'Asie du Sud-Est (Chrysé)» (P. Y. Manguin, 1979). Dans cette expression, que certains auteurs ont déjà rapprochée de *kun-lun bo*, le premier élément serait à rapprocher de *Kuladan* ou *Koladya* qui, selon Xu Yun-qiao se fondant notamment sur un article de Chen Ching-ho consacré aux ancêtres fondateurs du royaume du Lin-Yi (ancien nom du Champa), signifierait «pays des hommes noirs» et serait à mettre en relation avec les migrations des Kun-lun.

55. Ceux-ci pourraient cependant aussi dériver des bateaux égyptiens.

56. Voir H. N. Chittick, 1968b, p. 103. *Le livre des merveilles de l'Inde*, au X^e siècle, parlera encore des «Zandj mangeurs d'hommes» du pays de Sofala (voir A. Miquel, 1975, p. 172). Mais l'anthropophagie, selon Pierre Alexandre, ne concerne qu'une minorité de groupes africains et se rencontrerait plutôt en Afrique centrale.

57. P. Y. Manguin (1979) dit «aux continentaux», mais le même auteur (1972, p. 44) précisait que les Vietnamiens «n'ont jamais été un peuple de marins».

58. Voir H. N. Chittick, 1979b.

au temps du *Périple*, la présence d'éléphants de guerre conduits par des Sères⁵⁹ dans l'armée « éthiopienne » dès avant le III^e siècle⁶⁰, la participation des marchands navigateurs cham à la traite des esclaves zandj⁶¹ aussi bien vers l'Asie que vers le Moyen-Orient⁶² et la conscience aiguë de l'unité et du poids du monde noir attribuée aux Noirs par al-Djāhiz⁶³, sont autant d'éléments témoignant de l'ancienneté et de la permanence des contacts.

Deuxième série d'éléments dont il faudra mesurer, à l'avenir, l'importance qualitative et quantitative : la part de Madagascar dans ce trafic éventuel des navires austronésiens vers l'ouest. Miller, dans un ouvrage qui a soulevé beaucoup de critiques, situait très tôt l'insertion de l'île dans ce commerce⁶⁴.

Pour nous, en fonction des indices retrouvés dans les sources orales et l'archéologie, Madagascar n'a pas été seulement, comme le croyait Miller, un paravent servant à la sauvegarde du secret commercial concernant le pays de la cannelle et de la casse, mensongèrement situé dans la corne de l'Afrique.

59. Bien que ce nom désigne couramment les Chinois et que J. H. Needham (1974, p. 140), suivant Pelliot et prenant quelque peu abusivement en compte la Chine du Sud et du Sud-Est, n'exclut pas qu'il ait pu y avoir dans l'Antiquité une navigation océanique « chinoise » atteignant le port d'Adoulis, ces Sères ne sont pas des Chinois. En effet, ceux-ci, dont l'empereur recevait des éléphants domestiques ou dressés, au même titre de tribut des Barbares du Sud que les tissus de soie, aromates, épices, etc., n'avaient pas d'éléphants de guerre ; et ceux des Cham, que l'on peut d'ailleurs soupçonner derrière ces Sères et qui usaient de ces « chars d'assaut » autant que les Indiens, semaient encore la terreur dans l'armée chinoise jusqu'en plein milieu du V^e siècle (voir G. Maspéro, 1928, p. 72).

60. Voir Héliodore, 1960, vol. III, p. 59-61. Sur ce commerce des éléphants, voir Unesco, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. II, p. 185.

61. « La plupart des Cham, relève G. Maspéro (1928, p. 34) traduisant le *Ling W(a)i Tai Ta (Lin Wai Dai Da* en pin-yin) (vol. II, p. 11), exercent la profession de marchands d'esclaves ; leurs jonques transportent des hommes au lieu de marchandises. » Les esclaves dont les Cham faisaient la traite, les razziant ou les achetant à prix d'or ou en échange de « bois de senteur » — voir le *Tchou Fan Tche (Zhu Fan Zhi)* de Tchao Jou-Koua (Chau Ju-Kua) cité à la même page de Maspéro —, venaient en partie des îles austronésiennes de l'Est (Molouques, etc.) ; mais le même *Ling Wai Dai Da*, publié en 1178 par Zhou Qu-Fei, atteste que certains provenaient du Kun-lun Zengqi, ou « pays zandj de Kun-lun », « dans la mer du Sud-Ouest ».

62. Beaucoup de ces esclaves zandj dont la présence en Chine est attestée dès 724 (tribut offert à la cour par des princes nousantariens de Śrīvijāya) étaient destinés aux Arabes qui, d'après Zhou Qu-fei, en donnaient un prix élevé et en faisaient spécialement des portiers (voir la traduction de G. Ferrand, mars-avril 1919, p. 253).

63. *Livre de la supériorité des Noirs sur les Blancs*, traduction inédite aimablement communiquée par Jean Devisse. Le monde noir invoqué dans cet ouvrage va des Zandj d'Afrique aux « Chinois » de la Chine du Sud-Est, en passant par les Austronésiens de Zābadj qui y apparaissent comme des Nousantariens (voir à ce propos A. Miquel, 1975, p. 78, qui, recevant al-Zābadj comme doublet de Djāvaga, y voit lui aussi l'ensemble Sumatra-Java ou Sumatra seule). Mais Zābadj, qui correspondit au Suvarnadvipa du sanscrit (voir al-Bīrūnī cité par G. Coedès, 1964, p. 264), désignant parfois des parties du continent (voir G. Coedès, 1964, p. 160), est peut-être à rapprocher du Za Bai de Ptolémée, en lequel certains auteurs ont cru reconnaître le Champa (voir G. Maspéro, 1928, p. 2).

64. J. I. Miller, qui situe (1969, p. 171) le peuplement de Madagascar au II^e millénaire avant l'ère chrétienne, n'est cependant pas seul à envisager une époque aussi reculée, les dates les plus anciennes se rencontrant chez les chercheurs en anthropologie physique, de A. Rakoto-Ratsimamanga (1940), qui le situe vers 2500 avant l'ère chrétienne, à R. Fourquet et ses collaborateurs de l'Institut Pasteur (1974), qui posent l'hypothèse d'une « origine proto-australaloïde prédravidiennne ». Voir également note 9. Miller n'étudie pas, dans son ouvrage, la période dont il est question dans ce volume.

Pays encore riche en nombre de grands produits du commerce international de l'Antiquité et du haut Moyen Âge — y compris notamment le bois d'aigle⁶⁵ que Miller identifie avec le *tarum* arrivant par la « route du cinnamome » — et ayant de surcroît l'avantage d'être non seulement à l'écart des zones sillonnées par des marines rivales, mais aussi proche des principaux débouchés, et particulièrement des ports africains contribuant à l'approvisionnement de l'Égypte comme du monde méditerranéen par son intermédiaire⁶⁶, la côte de Madagascar a sans aucun doute apporté ses productions pendant la période qui nous intéresse ici. L'absence de certaines plantes, de grande importance culturelle, comme le *Calophyllum inophyllum* sur la côte d'Afrique⁶⁷, nous conduit même à penser que Madagascar, où cette plante est présente, a été plus anciennement visitée par les Austronésiens que l'Afrique orientale. Ceux-ci y apportaient à la fois de nouveaux immigrants et les produits faisant défaut à Madagascar, soit pour la consommation locale, soit pour le commerce extérieur.

Tout ce qui précède s'enracine, bien évidemment, dans la période antérieure à celle qu'étudie ce volume. Si nous pensons que c'est à cette lointaine époque que Madagascar a participé, intensément déjà, au commerce de l'océan Indien, c'est évidemment à tenter de suivre les épisodes de cette participation situés entre le VII^e et le XI^e siècle qu'il faut maintenant en venir. Sans nous dissimuler et sans dissimuler au lecteur que cette grille chronologique repose sur un postulat de départ: notre certitude, fondée sur les enquêtes réalisées à Madagascar, que l'île était partie prenante au commerce océanique dès le début du I^{er} millénaire.

Les premières difficultés rencontrées par les marchands de Madagascar semblent pouvoir être mises en relation avec l'inefficacité d'Axum et de Byzance contre la Perse sassanide. Cette dernière, grâce à la conquête de l'Arabie du Sud (570) dont elle resta maîtresse jusqu'à la conversion du dernier gouverneur à l'islam en 628⁶⁸, parvint sans doute à annexer partiellement l'héritage des Sud-Arabes dans le commerce maritime de l'océan Indien occidental, mer Rouge comprise. Puis vint une certaine intégration de la Perse vaincue, et rapidement convertie à la politique d'expansion du monde arabo-islamique, dont la conquête de l'Égypte paracheva la prise de contrôle des routes commerciales de l'ouest par les Arabo-Persans.

Active ou passive, la première adaptation de la grande île à cette situation consista manifestement à entrer en relation avec les importateurs de langue persane, dont on s'explique ainsi cette influence qui est perceptible à travers

65. É. de Flacourt, 1661, p. 131.

66. Voir par exemple J. Leclant (1976, p. 270), qui cite la cannelle parmi les produits arrivant d'Afrique orientale, et que l'Égypte réexportait vers la Méditerranée sous la XXV^e dynastie (-664/-525).

67. Le *Calophyllum inophyllum* Linn. est présent sur tout le pourtour du bassin indo-pacifique, sauf en Afrique. Cette absence a conduit Perrier de la Bathie à situer sa migration océanique en des temps très anciens (voir Y. Cabanis *et al.*, 1969-1970, p. 280). Mais l'arbre, qui fournit d'autre part du bois de charpente marine et de la gomme à calfater, faisait partie des plantes systématiquement cultivées par les groupes indianisés pour les besoins du rituel religieux et de la pompe royale (voir A. G. Haudricourt et L. Hédin, 1953, p. 541). Sur la très grande place qu'il occupe dans la culture malgache, voir B. Domenichini-Ramiaramanana, 1983, p. 483-486.

68. Voir J. I. Miller, 1969, p. 220.

les données du terrain malgache, et dont certains se trouvaient d'ailleurs probablement sur la côte africaine. Mais le changement, au moins partiel, d'interlocuteurs et l'interruption des routes terrestres, qui furent à l'origine non seulement du déclin du commerce de l'encens, mais sans doute aussi de celui d'autres produits se heurtant à la concurrence de ceux du monde arabo-persan, ont peut-être aussi gêné celui du cinnamome, déjà concurrencé par Ceylan, encouragé par les Sassanides depuis le IV^e siècle. Et quand, à la faveur des troubles de la fin du VII^e et du début du VIII^e siècle en Arabie du Sud, semble-t-il⁶⁹, les gens d'al-Ḳumr (Comores et Madagascar) se lancent à la conquête d'Aden sur leurs navires à balancier, peut-être faut-il y voir partiellement une tentative réussie de redressement de la situation, car ces conquérants, dont certains firent souche au Yémen, et qui avaient fait d'Aden un port d'attache d'où ils partaient saisonnièrement, « navigu(ant) ensemble en une seule mousson », avaient réussi à établir une navigation directe entre leur pays d'origine et l'Arabie du Sud; un voyage que les Arabo-Persans du XIII^e siècle, selon le témoignage d'Ibn al-Mudjāwir, faisaient encore en trois moussons. Ainsi ont-ils pu, malgré tout, concurrencer leurs rivaux, puisque les navigateurs arabo-persans, qui paraissent avoir ignoré l'ensemble Comores-Madagascar jusqu'au X^e siècle — et ne s'en firent une idée assez juste qu'à partir du XII^e siècle —, continuaient de recevoir les produits malgaches sur la côte est-africaine, qu'ils parcouraient en faisant du cabotage.

De grands troubles ont affecté la vie de l'océan Indien occidental au IX^e siècle. Il est difficile, pour le moment, de connaître en détail la situation des échanges pendant ce siècle. Pour lui et pour ceux qui le suivent immédiatement, tels que les laissent supposer les sources arabes, les voyages des navigateurs « malgaches » ont probablement le plus souvent Aden pour terminus. Leur longue fréquentation des pays musulmans a entraîné la conversion de certains Malgaches à l'islam, et l'on peut même se demander si certains voyages d'al-Ḳumr à Aden et aux portes du golfe Persique n'ont pas fini par s'inscrire dans l'organisation du commerce arabo-persan. Un fait en tout cas paraît quasiment certain, c'est que ce sont les navigateurs malgaches convertis à l'islam qui ont pu être les incitateurs des marins de l'Oman et de Sīrāf à la navigation directe vers le nord de l'île, où se rencontrent encore les premières installations d'Onjatsy⁷⁰. Et aussi vers l'île de Ḳanbalū, qu'al-Mas'ūdī disait « habitée par une population mélangée de musulmans et de Zandj idolâtres », et dont on ne peut encore exclure qu'elle puisse se situer quelque part à al-Ḳumr, où elle serait à rechercher dans le Nord-Ouest⁷¹. Mais, quoi qu'il en soit de la situation exacte de Ḳanbalū, ceci donne clairement à entendre que c'est au plus tard dès le début du X^e siècle que la rivalité avec les Arabo-

69. Nous suivons O. C. Dahl (1951) et H. Deschamps (1972), qui reçurent « empire des pharaons » au sens de « domination romaine en Égypte ».

70. Les Onjatsy, dont l'histoire est obscure et qui, dans les moments de tension, étaient rejetés comme « non arabes » et qualifiés alors de « gens venus des sables de La Mecque », peuvent cependant être arrivés dans le Nord avant les Zafi(n-d) Raminia. L'étymologie rattachant ce nom à celui des Azd, qui donnaient les marins d'Oman, reste actuellement la plus convaincante.

71. A. Miquel (1975, p.171-172) n'a écarté la possibilité de situer Ḳanbalū à Madagascar — mais nous disons plutôt al-Ḳumr, en y incluant l'archipel des Comores — que faute d'avoir pu reconnaître un intérêt économique à un tel voyage.

Persans n'a plus été vécue aussi intensément par tous les Malgaches. Et ceci se passant au moment où, profitant de la situation créée par le massacre des musulmans de Canton (878) comme de l'accroissement de puissance de Śrīvijāya, le monde kun-lun, par le contrôle des détroits, venait de prendre un réel avantage sur les marines rivales (arabo-persane et indienne d'un côté, chinoise de l'autre), les choses n'allaient pas en rester là.

S'étendant peut-être à celui de la Sonde, ce contrôle des détroits réussit à faire de la presqu'île de Malacca, dans le royaume de Śrīvijāya, le terminus de toute navigation en direction ou en provenance de la Chine. Car celle-ci était devenue l'un des plus gros marchés de l'époque, et c'est vers elle que s'est largement tourné le commerce de l'ensemble des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien coupés de la Méditerranée. Madagascar, dont au moins la zone orientale continuait de s'inscrire dans l'espace kun-lun, participa évidemment à ce commerce. Dans l'épisode de l'attaque de Ḳanbalū (945), on admet parfois que les assaillants appelés Wāk-Wāk par les sources arabes venaient de Madagascar⁷². On reçoit comme satisfaisante l'explication que donne Ibn Lākīs de ce raid, dans *Les merveilles de l'Inde* : l'expédition recherchait des Zandj à emmener en esclavage, des produits convenant à leur pays et à la Chine (ivoire, écaille, peaux de panthère et ambre gris). De fait, sans qu'il y ait à récuser ces motifs avoués et dont l'intérêt est de mettre en évidence qu'il existait en cette île un marché alimenté par des échanges avec le continent, d'où venaient l'ivoire et les peaux de léopard — ainsi probablement que des captifs zandj —, une telle expédition s'expliquerait bien moins dans le cadre du développement des échanges malgaches avec la Chine que dans celui d'une rivalité entre le monde musulman et le monde kun-lun qu'Ibn Lākīs appelait wāk-wāk⁷³. Cependant, bien que la piraterie et la razzia aient été fréquentes tout au long de cette période, et que l'histoire malgache des périodes plus récentes en donne également des exemples patents, l'expédition comptant un « millier d'embarcations » venues du Sud pour attaquer Ḳanbalū ne fut pas seulement menée par des Malgaches de la côte orientale, mais comptait des Wāk-Wāk d'Extrême-Orient, dont les expéditions en ces régions de l'extrême sud, attestées par ailleurs⁷⁴, ne pouvaient avoir pour motif que la quête de produits dont ils pouvaient laisser le soin à leurs alliés de Madagascar. Ceux-ci abondaient en leurs régions et faisaient l'objet de leur commerce multiséculaire avec la Chine. Tout nous donne à penser qu'il s'agissait plutôt pour ces Kun-lun ou Wāk-Wāk de s'opposer à l'avance musulmane vers le sud, favorisée par les Malgaches islamisés, et de protéger l'accès aux mines d'or et d'autres métaux. Peut-être peut-on admettre que le fer du sud de Madagascar, qui était si bien protégé par ses exploitants, pouvait déjà à lui seul constituer une richesse méritant que l'on se batte pour en conserver le monopole⁷⁵.

72. *Ibid.*, p. 173. Contre cette interprétation : R. Mauny, 1965.

73. Pour un examen détaillé de ce qui suit, voir B. Domenichini-Ramiaramanana et J. P. Domenichini, 1983 et 1984.

74. A. Miquel, 1975, p. 173.

75. Un tribut offert en 974 par les Cham comportait « quarante livres de fer » (voir G. Maspéro, 1928, p. 121).

Des expéditions comme celle de 945 semblent bien avoir ralenti la progression de la marine musulmane pour un assez long temps. Mais l'homogénéité du monde kun-lun était déjà entamée par le prosélytisme de l'Islam. On peut penser que c'est à ce moment que des migrations telles que celle des Zafi(n-d) Raminia quittent les bords de la mer Rouge. Dans le même temps, l'île développe ses relations avec l'Afrique orientale — peut-être autrement mais également islamisée —, y exportant probablement, comme tendraient à le suggérer les importations de Kilwa à partir du X^e siècle, les objets de chloritoschiste qu'elle produisait⁷⁶.

Cette nouvelle appréciation des rapports économiques et navals entre Madagascar et le monde kun-lun d'une part, entre l'île et le monde arabo-persan d'autre part, conduit à de nouvelles interrogations relatives, cette fois, à la vie intérieure de l'île. Les observations convergentes, à six siècles de distance, du *Hudūd al-Ālam*⁷⁷ et de l'amiral Sīdī 'Alī Ālebī semblent montrer que les vieilles structures politiques et sociales du Sud ont bien résisté aux nouvelles influences. Ceci devrait conduire les malgachisants à reprendre l'examen de la question de l'influence « arabe », par laquelle on a trop systématiquement expliqué divers traits de l'ancienne culture malgache. Mais un tel examen relève plutôt de l'étude des périodes postérieures au XI^e siècle. Les seuls faits qui doivent encore retenir notre attention sont alors que le renversement d'optique auquel nous nous trouvons conviés en ce domaine, et qui n'est pas des moindres, est le fruit de la synthèse de l'ensemble des sources actuellement disponibles pour écrire l'histoire de la période du VII^e au XI^e siècle. Il y a là matière à réfléchir, quand on songe non seulement aux nombreuses lacunes que présente encore l'ensemble des témoignages pour cette période, mais aussi à l'étendue de notre ignorance au sujet de la période antérieure.

De même que la trop grande importance que l'on reconnaissait jusqu'ici à l'influence arabe se voit aujourd'hui remise en cause, de même peut-on prévoir que bien des points de l'histoire de Madagascar dans l'océan Indien du VII^e au XI^e siècle, telle qu'elle peut ressortir de nos trois aperçus, seront l'objet de révisions ultérieures. La tentation est alors grande de dire — et ce sera notre conclusion — que l'essentiel, dans l'immédiat, se trouve peut-être moins dans la reconnaissance d'un tournant important dans le passé de l'île et dans les faits qui paraissent historiquement établis, ou près de l'être, que dans le fait d'avoir « expérimentalement » établi l'égle importance, rarement reconnue, des diverses catégories de sources, et la nécessité de les exploiter aussi systématiquement les unes que les autres.

76. Voir P. Vérin (1975, p. 937), qui se trouve en accord avec l'opinion maintes fois exprimée par J. Devisse dans la discussion de l'hypothèse de H. N. Chittick. Ce dernier envisageait seulement une importation en provenance d'Arabie du Sud.

77. *Hudūd al-Ālam* [Les limites du monde de l'est jusqu'à l'ouest], 372/982-983.

Madagascar et les îles avoisinantes du XII^e au XVI^e siècle

Faranirina Esoavelomandroso

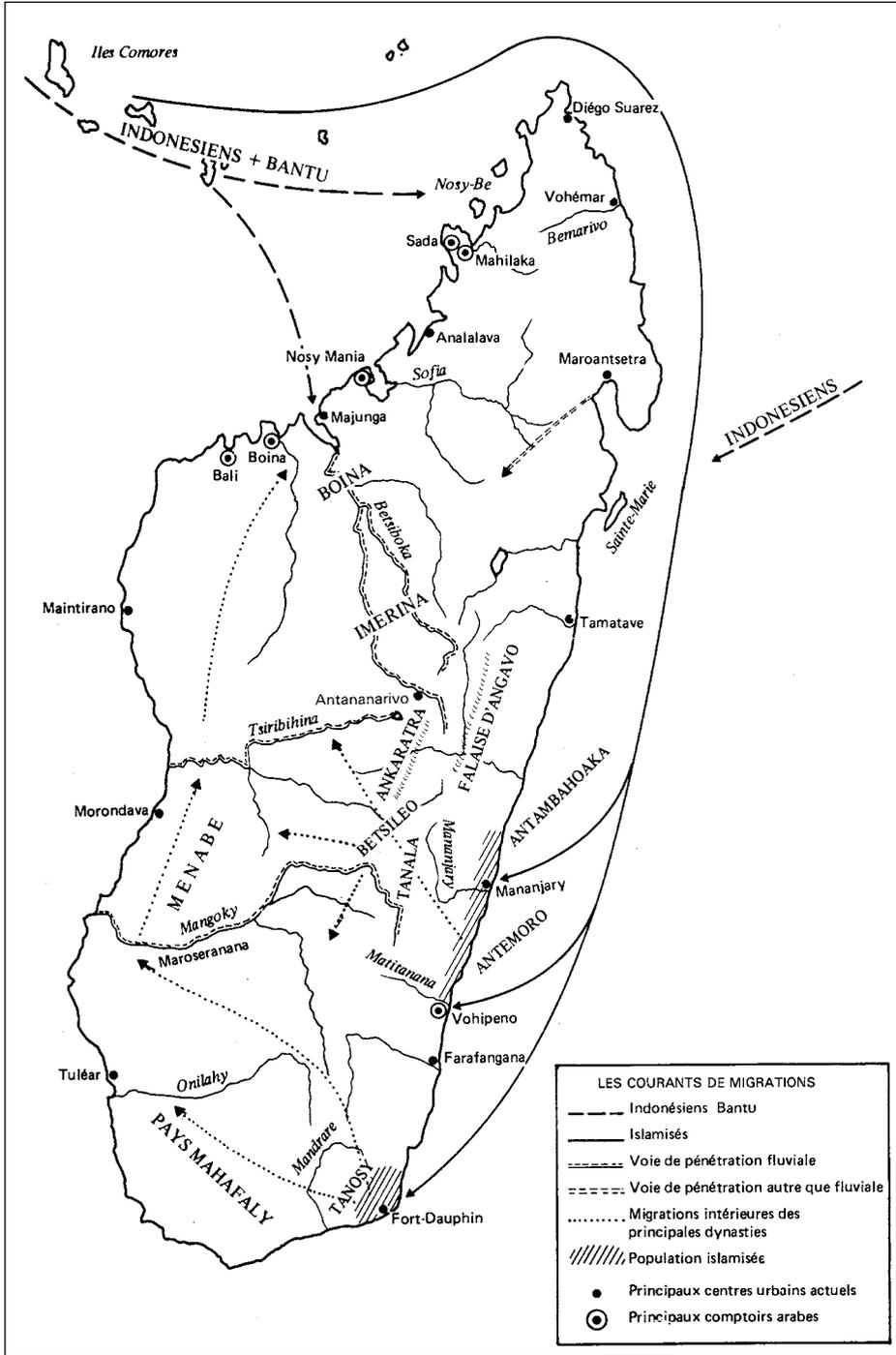
Les composantes essentielles de la population de Madagascar sont en place à la fin du XII^e siècle, même si d'autres vagues de migrations suivent entre le XII^e et le XVI^e siècle. Le peuplement de Madagascar prend place dans le vaste cadre des relations entre l'Asie du Sud-Est et l'Afrique à travers l'océan Indien. L'importance de cette question s'est imposée aux promoteurs de cet ouvrage. C'est aussi sous l'égide de l'UNESCO que le Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique a organisé, du 15 au 19 juillet 1974, une réunion d'experts à Port-Louis (Maurice) sur le thème: « Relations historiques à travers l'océan Indien¹. »

Le problème du peuplement de Madagascar est l'objet du chapitre 25 du volume III. Bien des problèmes restent encore en suspens; par exemple, la détermination de l'apport africain, arabe, indien et indonésien dans le peuplement et la culture soulève beaucoup de discussions entre les chercheurs².

Dans le présent chapitre, il s'agira moins de présenter une synthèse définitive sur la civilisation et l'histoire de Madagascar entre les XII^e et XVI^e siècles que de tenter de saisir le lent et complexe brassage ethnique et culturel qui, au début du XVI^e siècle, donne une identité originale à la grande île.

1. UNESCO. *Les contacts historiques entre l'Afrique de l'Est, Madagascar et l'Asie du Sud-Est par les voies de l'océan Indien*, coll. « Histoire générale de l'Afrique. Études et documents », n° 3, 1980.

2. Voir vol. III, chap. 25; R. Kent, 1970: cet auteur, se fondant sur la linguistique, a tenté d'appréhender l'apport africain sur le plan tant politique que culturel.



Madagascar. Voies de migrations et peuplement de Madagascar (carte de F. Escoffier et mandroso avec la collaboration de T. Rajaona d'après l'Atlas de Madagascar de S. Ayache et l'Atlas du peuplement de Madagascar de F. Ramitandrasoa).

Note : - Les dernières vagues d'Indonésiens arrivèrent entre les XII^e et XIII^e siècles.

- Les peuples islamisés (Swahili et Arabes) eurent pour base principale les Comores d'où ils contournèrent l'île en passant par le nord.

Il semble bien établi qu'après le XII^e siècle Madagascar a encore accueilli des Arabes, des Indonésiens et des Africains. À ce propos, les traditions orales de l'Imerina et du Betsileo évoquent les guerres que des rois, à la tête des nouveaux venus, auraient soutenues contre des populations désignées par le terme de « Vazimba »; ces derniers auraient été vaincus et repoussés à l'intérieur³. Ces traditions comportent même des listes généalogiques pouvant remonter jusqu'au XIV^e siècle, voire au XIII^e.

Cependant, plusieurs savants pensent que les migrations néo-indonésiennes des XIII^e et XIV^e siècles ne concerneraient que les Merina; toutefois, on émet beaucoup de doute sur l'existence des « Vazimba », leurs adversaires, d'après les traditions. En effet, pour certains, *vazimba* signifie ancêtres et ne désigne pas par conséquent un peuple; le terme servirait à désigner, de façon vague, les populations sans doute noires qui précéderent les Indonésiens sur les hauts plateaux⁴.

Sur le peuplement de l'île, nous avons également comme source les *sorabe*⁵ conservés précieusement par les Antemoro, population du Sud-Est; cette source parle de l'arrivée et de l'installation d'Arabes de La Mecque.

Les migrations les plus récentes semblent avoir joué un rôle déterminant dans la formation d'ensembles politiques très structurés, même si, antérieurement, elles trouvèrent en place les populations déjà regroupées dans le cadre de royaumes. Mais quand situer l'arrivée des dernières vagues?

Il y a lieu de procéder à une étude critique des différentes traditions écrites ou orales, surtout quand elles sont produites par les dynasties qui ont une tendance toute naturelle à poser l'ancienneté de leur établissement.

Dès le XV^e et le début du XVI^e siècle, les sources portugaises décrivent peuples et royaumes de l'île. Les royaumes sont en plein essor quand les Portugais abordent l'île, mais le problème est de savoir quand se sont formés ces royaumes. Sont-ils antérieurs au XII^e siècle? Comment se sont-ils formés? Plusieurs thèses sont en présence et, disons-le d'emblée, l'état des connaissances et l'insuffisance des recherches dans ce domaine ne permettent pas de se prononcer.

3. Pour l'Imerina, voir R. P. Callet, 1908. Les *Tantara* constituent l'un des plus importants recueils de traditions orales du pays merina. Ces renseignements recueillis par R. P. Callet entre 1868 et 1883 forment des indications précieuses sur les Merina. Une étude critique des *Tantara* a été faite par A. Delivré, 1974. Pour le pays betsileo, voir J. Rainihifina, 1975; voir également P. Ratsimbazafimahefa, 1971, 146 pages dactylographiées.

4. Les discussions sur les Vazimba se sont fondées au départ sur des arguments d'ordre linguistique; voir G. Ferrand, 1908. Les anciennes populations que ce terme désigne semblent n'avoir pas connu certaines techniques (métallurgie, élevage du gros bétail); voir P. Boiteau, 1958. Pour l'étude la plus récente sur le peuplement de l'île, voir C. Ravoajanahary, UNESCO, *op. cit.*

5. Les *sorabe* sont des manuscrits en langue antemoro rédigés au moyen de caractères arabes. Ce sont les traditions des *katibo* (secrétaires, gardiens de traditions). Ces manuscrits sont conservés dans des bibliothèques en France, en Norvège, en Angleterre; voir L. Munthe, *BSOAS*, 1977, pp. 96-109.

Sont-ce les Noirs, premiers occupants probables, qui ont jeté les bases des royaumes, ou bien les immigrants venus de l'Indonésie en ont-ils été les fondateurs ? L'élément musulman ayant joué un grand rôle très tôt, et vu l'étendue et la profondeur de l'influence arabe, la thèse d'une origine arabe ou musulmane des royaumes n'a pas été écartée par certains savants, comme on le verra.

De l'origine des royaumes à Madagascar

Il n'existe pas un peuple «vazimba» ; probablement les traditions qui le mentionnent attestent l'antériorité de certaines populations, difficiles à identifier. Les traditions sur les «Vazimba» ont servi de point de départ pour affirmer qu'il n'existait pas d'institutions royales avant l'arrivée des dernières vagues d'immigrants ; dans le pays betsileo également, les traditions vont dans le même sens : les populations autochtones n'avaient pas de roi ; c'est seulement en cas de guerre qu'elles nommaient un chef.

Les traditions et les hypothèses

Ottino estime que les populations provenant de l'Indonésie se distinguent par des traits de culture, et non par un décalage chronologique dans l'ordre d'arrivée. Selon cet auteur, on distingue des immigrants porteurs d'une culture populaire, «renvoyant aux traditions malayopolynésiennes», et des immigrants issus d'une culture aristocratique, «carac-téristique de l'hindouisme indonésien touchant au domaine d'un État et d'une royauté divisés» ; les fêtes dynastiques de l'Imerina rappellent d'ailleurs ce que l'on trouve dans des régions hindouisées de l'archipel de l'Insulinde. En réalité, beaucoup de traditions insistent sur le caractère récent de cette vague d'immigrants et la distinguent des autres. Ottino place au XII^e siècle l'arrivée de cette aristocratie⁶. L'aristocratie de l'Imeina se distingue donc, selon cette thèse, par sa culture hindoue.

J. Lombard souligne, quant à lui, que «la constitution des grandes unités politiques dans le Sud et dans l'Ouest est due à l'arrivée de groupes arabisés⁷». Cette thèse de l'origine «arabe» des institutions royales ou monarchiques a la faveur de plusieurs auteurs qui insistent tous sur les innovations apportées par les musulmans dans les sociétés du Sud-Est, où seul était connu le regroupement par «clan».

Faisons remarquer qu'il a pu exister plusieurs foyers de rayonnement et que, de toute façon, nous sommes en présence d'une symbiose sur le plan aussi bien biologique que culturel et politique. Par exemple, on retrouve l'influence musulmane dans les institutions politiques en pays merina, alors qu'on perçoit mal quand il y a eu des rapports entre Andriana et les immi-

6. P. Ottino, 1974.

7. J. Lombard, 1973.

grants établis dans le Sud-Est. Domenichini fait remarquer à juste titre⁸ qu'il ne faut point perdre de vue les apports africains; il soutient aussi que c'est bien à tort qu'on a lié l'origine des royaumes à l'arrivée des musulmans; il faudrait analyser les institutions dans chaque région.

Trois des quatorze *sampy* royaux seulement viennent du sud-est. S'appuyant sur les récits de l'invention des autres *sampy* et sur la nature même de ces « charmes » (magie), l'auteur conclut que « l'institution du *sampy* est antérieure à la diffusion de la culture et de la religion musulmane à Madagascar, même si, plus tard, cette institution a subi cette influence ».

Dans l'Ouest, Ottino situe avant l'arrivée des Maroserana l'apparition des premiers royaumes « de faible extension territoriale et sans doute sans doctrine de succession politique nettement définie ». Il rattache ces royaumes présakalava aux premiers immigrants « bantu matrilinéaires », populations vivant d'agriculture, alors que les royaumes sakalava relèvent de groupes d'éleveurs (Bantu patrilinéaires)⁹.

Ces différentes études invitent à la prudence, elles nous incitent surtout à chercher les composantes d'une culture en essayant de mettre en lumière les différents apports et le mécanisme de leur combinaison; tout laisse croire que l'apparition des royaumes est postérieure au XII^e siècle; avant cette date, il a pu exister ici et là des « clans » fort bien structurés qui constituaient les cellules de base des royaumes. Le royaume ne fut rien d'autre que le regroupement de ces « clans » dans des entités larges et fortement hiérarchisées.

Il reste que Raminia, le fondateur du royaume islamisé du Sud-Est, et ses descendants ont eu un grand rayonnement. Selon Ottino, le fondateur de ce royaume serait originaire du Sud-Ouest indien. Étudiant les dynasties de l'Ouest apparentées les unes aux autres (Maroserana, Andrevola), Fagereng leur attribue une origine commune indo-arabe, reprenant en partie l'hypothèse de Grandidier que critique Kent¹⁰. Les traditions de ces dynasties les rattachent à des étrangers ayant débarqué à une époque tardive dans la partie sud de l'île; ces derniers auraient émigré par la suite vers l'ouest.

L'écheveau des migrations internes est encore plus difficile à démêler; il ressort qu'une fois dans l'île les nouveaux venus ont connu d'autres déplacements. Même si les entités ethniques se sont maintenues, le brassage a été évident, l'unité culturelle de l'île en porte témoignage.

L'arrivée des Mérina et l'occupation de l'Imerina: naissance du royaume mérina

Les hauts plateaux sont aujourd'hui occupés par les Merina, les Sihanaka, Betsileo, Bezanozano; certaines traditions leur donnent la même origine, bien que les Merina forment, au sein d'eux, une aristocratie dont l'ancêtre, Andriantomaza, conduisit l'expédition qui débarqua dans la baie d'Antongil.

8. J.-P. Domenichini, 1971.

9. P. Ottino, 1974.

10. Voir E. Fagereng, 1971; P. Ottino, 1974.

De là, les nouveaux venus gagnèrent de proche en proche les hautes terres¹¹. Qu'ils soient venus directement de l'Asie du Sud-Est à Madagascar ou en faisant étape sur le continent africain et les Comores, le point de débarquement semble avoir été la baie d'Antongil.

On peut placer entre les XIII^e et XV^e siècles l'arrivée des derniers immigrants en provenance d'Asie. Il est probable qu'à la fin de cette période les nouveaux venus, arrivés peut-être par petites vagues, s'étaient répandus dans l'île par une route jalonnée de sites aujourd'hui reconnus et étudiés. De Maroansetra, ils gagnèrent l'intérieur en s'arrêtant aux sources de la Varahina, sur le bord occidental de la falaise de l'Angavo. Vohidrazana au nord de Tamatave, Ambatomasina Vohidrazana de Noramanga furent quelques étapes de cette marche¹².

Les récits des voyageurs arabes du XIII^e siècle et même des Européens au début du XVI^e siècle corroborent l'hypothèse d'une arrivée tardive d'immigrants indonésiens sur la côte est¹³.

Les traditions des Betsileo également évoquent le même cheminement de la côte aux sources de la Mahatasiatra d'immigrants conduits par Iarivo, fondateur des dynasties locales. C'est une pénétration lente qui n'a rien d'une invasion brutale et massive; en tout, l'analyse des traditions le montre clairement.

En effet, les nouveaux venus n'entreprennent pas, dès leur installation, des luttes contre les premiers occupants. Les Tantara ny Andriana commencent par évoquer la longue cohabitation en Imerina entre les deux communautés. C'est seulement après deux règnes (d'Andrianaponga et d'Andriamanelo) que les nouveaux venus auraient, selon la tradition, déclenché la guerre contre leurs hôtes.

Dans un pays très vaste, probablement recouvert en grande partie par la forêt et peu peuplé, des groupes humains dispersés peuvent vivre assez longtemps, isolés les uns des autres, sans concurrence, tant qu'aucun d'eux ne manifeste de préventions territoriales et politiques précises. Cependant, les contacts s'établirent progressivement et des alliances matrimoniales eurent lieu entre les nouveaux venus et les autochtones. Même si des traditions orales distinguent nettement Merina, Betsileo et Sihanaka des « Vazimba », dans d'autres récits, on passe sans rupture d'une généalogie de rois dite « vazimba » à celle des rois merina. Ces derniers ne se présentent-ils pas ainsi comme les héritiers et successeurs légitimes des premiers rois ? Il n'est donc pas exclu que les derniers venus aient trouvé un cadre étatique dans lequel ils ont été impliqués et qu'ils confisqueront et rénoveront par la suite. Les conflits qui opposent plus tard les *tampon tany* (les maîtres du sol) et les nouveaux venus ont été aigus. Dans une tradition citée par Callet¹⁴, il

11. E. Ramilison, 1951.

12. A. Mille, 1970.

13. E. Ralaimihoatra, *BAM*, t. XLIX n° 1, 1971, pp.29-33; voir le même auteur, *BLPHGAM*, n° 1, 1971.

14. Voir R. P. Callet, 1908.

est question des ambitions politiques des Merina, supportant difficilement le partage des bonnes terres avec les premiers occupants, maîtres du sol. Le vainqueur, le roi Andriamanelo, l'aurait emporté sur les autochtones grâce à la supériorité de l'armement de fer de ses soldats, les « maîtres du sol » ignorant l'usage de ce métal. Question importante : quand et comment le fer a-t-il été introduit dans l'île¹⁵ ? Selon l'hypothèse admise, le fer a été introduit à Madagascar avant la fin du premier millénaire de l'ère chrétienne. Le problème, c'est de voir les derniers migrants s'attribuer cette invention capitale.

Pour ma part, je souscrirais volontiers à la théorie fort ingénieuse que propose Hébert : selon lui, les « Vazimba » seraient tout simplement des populations de l'intérieur avec lesquelles les derniers venus (les Merina) et aussi les Sakalava ont établi des alliances à plaisanterie (*ziva*), « qui supposent des privilèges dont le moins curieux n'est pas l'insulte gratuite (aujourd'hui encore, insulter se dit *manazimba*)¹⁶ ». Ainsi, « Vazimba » pourrait désigner un ensemble de populations noire et indonésienne métissées, antérieures au Merina sur les hauts plateaux.

Les traditions merina et betsileo évoquent pour la plupart une fuite des vaincus vers l'ouest — jusque dans le Menabe. Chassés par les rois des hautes terres, ceux-ci s'installent en pays sakalava et le souvenir de ce déplacement reste vivace dans la mémoire de leurs descendants. Interrogés sur leur origine, des Mikea, population vivant dans la forêt de Befandriana-Sud (région de Tuléar), affirment descendre de « Vazimba » refoulés par les rois merina¹⁷. On ne peut cependant admettre sans discussion l'hypothèse d'une fuite généralisée des autochtones, dont seules des tombes à la fois craintes et vénérées attesteraient l'ancienne existence¹⁸. D'ailleurs, la présence du « clan » des Antehiroka, descendants de « Vazimba », au cœur même de l'Imerina, à l'ouest-nord-ouest d'Antananarivo, permet de réfuter l'hypothèse d'une éviction totale des premières populations. Si certaines d'entre elles quittent l'Imerina, le Betsileo ou le Menabe — les Zafisoro, ancienne population de l'Ouest, auraient émigré vers l'est après la conquête sakalava —, la plupart restent. Les derniers immigrants ont en

15. Voir vol. III, chap. 25.

16. L'hypothèse est séduisante. En Afrique occidentale, la parenté à plaisanterie joue un rôle important ; elle atténue la tension sociale dans biens des cas. Dans les Républiques du Sénégal, du Mali, de Guinée et de Côte-d'Ivoire, les Manden (« Mandingues ») et les Fulbe (« Peuls ») ont des fêtes spéciales où les parents à plaisanterie échangent des cadeaux et des injures dans une ambiance où n'existe plus la barrière qui sépare les riches et les pauvres, les grands et les petits (note du directeur de volume) ; J.-C. Hébert, *BM*, mars 1958, pp. 175-217 ; avril 1958, pp. 268-336.

17. Enquête de septembre 1974 organisée par le Centre universitaire de Tuléar. Des enquêtes menées avant ou après celle-là nous apportent d'autres éléments de réponse sur l'origine de ces populations. Les Mikea se présentent comme des réfugiés, ayant fui soit l'autorité de la dynastie royale maroserana, soit celle des colonisateurs. Voir J. Dina et J.-M. Hoerner, *Omalysy anio*, n° 3-4, 1970, pp. 269 à 286.

18. Selon une tradition betsileo rapportée par H. Dubois, on ne trouve aucune trace de « Vazimba » dans les familles royales et dans celles de leurs sujets. Les « Vazimba » se seraient tous retirés dans l'Ouest. Voir H. Dubois, 1938.

effet intérêt à s'entendre avec les groupes considérés comme maîtres du sol (*tampon tany*) en raison de leur antériorité. Les alliances matrimoniales se multiplient et un *modus vivendi* s'établit peu à peu, entre vainqueurs et vaincus. Les premiers s'assurent ainsi l'adhésion des anciens habitants et la faveur des divinités de la terre¹⁹. Par leur soumission, les seconds espèrent un traitement moins rigoureux. Dans l'Ouest, « l'alliance entre les immigrants et le groupe *tampon tany* des Andrambe donne naissance au premier personnage historique de la dynastie des Andriambolamena²⁰. Ainsi naît un royaume, celui du Menabe, créé par les Andrambe et où s'instaure un rituel de prières adressées aux ancêtres du roi par un officiant appelé *mpitoka*²¹.

Ainsi les nouveaux venus, merina, betsileo et autres, deviendront de proche en proche les maîtres du pays et organiseront des royaumes. Ces derniers vont se renforcer aussi de l'apport économique et culturel des musulmans qui, on le sait, fréquentent dès avant le IX^e siècle les Comores et Madagascar. C'est surtout aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles que l'influence arabe ou musulmane devient très forte dans la grande île et les îles environnantes, rayonnement à la fois politique, économique et culturel.

La pénétration de l'islam à Madagascar et aux Comores

Avec l'essor des comptoirs de la côte de l'Afrique orientale²², l'épanouissement de la culture maritime swahili, des groupes de musulmans venus de cette côte orientale d'Afrique fréquentent les Comores et Madagascar. Des échanges suivis s'établissent alors entre les deux rives du canal de Mozambique, relations d'autant mieux entretenues que des « colonies » de populations musulmanes s'installent dans l'archipel des Comores et dans certaines régions de Madagascar. Occupant des îles, étapes entre les comptoirs swahili de la côte orientale d'Afrique et Madagascar, les Comoriens ont mieux conservé les traditions culturelles de leur pays d'origine. À Madagascar même, il est nécessaire d'apporter des nuances. Le Sud-Est, région plus éloignée des foyers de rayonnement de la civilisation swahili, a été progressivement intégré par l'ensemble malgache tout en gardant quelques traits originaux. En revanche, dans le Nord-Ouest, les descendants des groupes islamisés, restés en contact étroit avec leurs coreligionnaires commerçants des Comores ou des comptoirs d'Afrique, gardent jusqu'à maintenant une réelle originalité que leur confèrent leur ascendance, leurs mœurs et leurs traditions de gens de la mer.

19. J.-C. Hébert, *BM*, 1958. Hébert rapproche le mot *vazimba* de *ziza*, terme qui désigne le parent à plaisanterie. Il formule l'hypothèse d'une alliance « type *fizivana* » entre les « maîtres du sol » et les nouveaux venus.

20. Voir J. Lombard, 1973.

21. *Ibid.*

22. D'après Chittick, l'islamisation de cette bande côtière, qui s'étend de Mogadiscio à Sofala, a commencé seulement vers le X^e siècle avec les établissements musulmans de Pemba et Zanzibar; au XII^e siècle encore, bien des villes sont restées « païennes » — H. N. Chittick, 1967, pp. 21-38, dans *Zamani* (nouvelle éd. annotée par B. A. Ogot, 1974, pp. 98-114).

Des traditions comoriennes et malgaches parlent d'ancêtres d'origine arabe, obligés, par surcroît, de quitter leur pays à cause de leurs convictions religieuses. Les *sorabe* antemoro relatent ainsi l'arrivée vers le XV^e siècle de Ralitavaratra, ancêtre des Antemoro-Anakara²³, détenteur d'objets sacrés, légués par Moïse et sa famille et convoités par le sultan de La Mecque, Ali-Tawarath, qui cherche refuge ailleurs, suivi par une trentaine de fidèles; après bien des péripéties, il trouve sur les rives du fleuve Matitanana la « terre promise ». Des traditions conservées chez les Antambohoaka et les Antanosy (populations du Sud-Est malgache) évoquent aussi la venue de La Mecque d'un ancêtre commun, Raminia²⁴. Une tradition comorienne signale l'arrivée à Anjouan vers le XIV^e siècle de sunnites qui ont dû quitter la Perse dominée par les zéidites²⁵. Ces récits reflètent nettement la volonté des uns et des autres de se rattacher aux plus célèbres foyers de l'islam pour pouvoir s'imposer et mieux faire ressortir leur ascendance à la fois musulmane et arabe²⁶.

Si les traditions insistent sur les causes religieuses pour expliquer le départ de groupes d'Arabes, bien vite un très fort attrait des Comores et de Madagascar s'exercera sur eux. De plus en plus nombreux furent les migrants intéressés par le commerce du monde swahili. Or, l'étude des navigateurs arabes dans l'ouest de l'océan Indien, la connaissance des comptoirs d'Afrique orientale, l'existence aux Comores et dans le nord-ouest de Madagascar de traditions culturelles très proches de celles du monde swahili, la découverte dans des sites du nord-est et du sud-est de l'île d'objets témoignant clairement de relations commerciales entre ce pays et les échelles africaines obligent à poser autrement le problème de ces migrations d'islamisés.

Le relais du monde swahili

Les villes et les îles du littoral africain qui s'échelonnent de Mogadiscio à Sofala connaîtront, avant même l'installation de colonies musulmanes, une activité commerciale intense²⁷. Tournées plutôt vers la mer que vers l'intérieur, ces « échelles », dont la prospérité s'affirme à partir des XII^e-XIII^e siècles, étendent leur influence bien au-delà de la côte. Les comptoirs serviront de relais entre l'Arabie — et peut-être même l'Inde —, d'une part, Madagascar et les Comores, d'autre part. De plus, bien des immigrants islamisés qui arriveront dans ces pays sont fortement imprégnés de la culture swahili et leur rôle sera essentiel dans la diffusion de l'islam dans l'île.

Cependant, bien que la documentation écrite soit avare en renseignements, il y a lieu de croire que l'influence africaine a été grande. L'archéologie

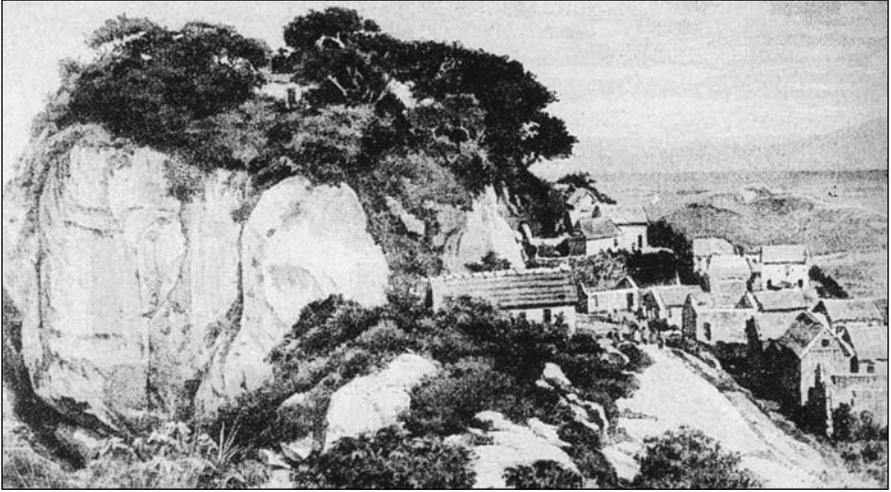
23. *Antemoro-Anakara*: caste noble antemoro dont les attributions sont religieuses.

24. E. de Flacourt, 1961.

25. C. Robineau, 1967.

26. On retrouve cette tendance à se donner une origine arabe chez presque toutes les dynasties islamisées de l'Afrique de l'Est et du Soudan.

27. H. N. Chittick, 1974.



*Site d'Antongona (XV^e-XVIII^e siècle). D'après une gravure de la fin du XIX^e siècle. Au sommet, entouré des *aviaxy* et d'*amontana* (*figus*), le *rova* est le lieu de résidence des princes ; l'entrée est ouverte dans une fortification de pierres sèches.*

Antsoheribory, dans la baie du Boina. L'architecture de cette porte de corail taillé d'un tombeau anta-laotse rend manifeste la communauté de culture de la côte orientale d'Afrique (photo P. Vérin).

a prouvé que les villes de la côte n'ont pas été fondées par les Arabes, mais bien par les Africains. Il y a lieu aussi de nuancer quand on parle d'influence musulmane; il ne s'agit pas forcément des Arabes. Il n'y a aucune raison de refuser d'admettre que de vieilles relations ont existé entre les populations nègres de l'île et ceux du continent.

Des comptoirs commerciaux

Les comptoirs du Nord-Ouest malgache et ceux des Comores présentent bien des ressemblances avec les villes de la côte est-africaine tant par leur configuration que par le genre de vie de leurs habitants. Les ruines d'enceintes fortifiées, les vestiges de mosquées, les vieilles maisons aux portes richement sculptées qui existent encore à Anjouan témoignent d'une vie profondément marquée par l'islam et la civilisation arabe dans les comptoirs de Mutsamudu, Ouani, Domoni ou Sima²⁸. Malgré leurs préjugés, les Portugais ont laissé d'intéressantes descriptions de la vie des « échelles » du nord-ouest de Madagascar au début du XVI^e siècle. Parlant d'un des plus importants comptoirs, celui de Nosy Langany, ils écrivent: « Sa population (celle de Lulangane) était composée de musulmans plus civilisés et plus riches que ceux qui habitent tous les autres points de la côte, car leurs mosquées et la plupart des maisons étaient en pierre à chaux avec des terrasses à la manière de Kiloa et de Monabza²⁹. » Des restes de fortifications, comparables à celles de la côte orientale d'Afrique, ont été découverts dans le site de Mahilaka³⁰. Les profondes baies qui échancrent le littoral nord-ouest de l'île, celles d'Ampasindava, de Mahajamba, de Boina, abritent une série d'établissements (Mahilaka, Sada, Nosy, Langany, Nosy Boina...) qui entretiennent d'étroites relations avec les Comores et l'Afrique et qui participent à la culture maritime swahili.

Les boutres embarquent sur les côtes malgaches du riz, des objets en chloritoschiste (des récipients à usage funéraire: coupes à pied, marmites tripodes), dont le principal centre de fabrication se trouve à Iharana (sur la côte nord-ouest de Madagascar)³¹. Les comptoirs malgaches reçoivent diverses perles indiennes, des tissus, de la céramique chinoise — plats et bols fréquemment présents dans le mobilier funéraire. Les « échelles » du Nord-Ouest assurent la redistribution des produits importés; les fouilles de Rezoky et d'Asambalahy ont mis en évidence des objets caractéristiques de sites swahili³². Malgré la concurrence européenne à partir du XVI^e siècle, les colonies d'islamisés continuent d'exercer leurs activités si lucratives.

Peuplement des Comores et le groupe des « Antalaotse »

Si les Comores, et en particulier l'île d'Anjouan, ont probablement reçu des immigrants indonésiens et bantu, ceux-ci ont été submergés par des

28. P. Vérin, 1967, *BAM*, t. XLV.

29. Cité par C. Poirier, *BAM*, 1954, pp. 71-87.

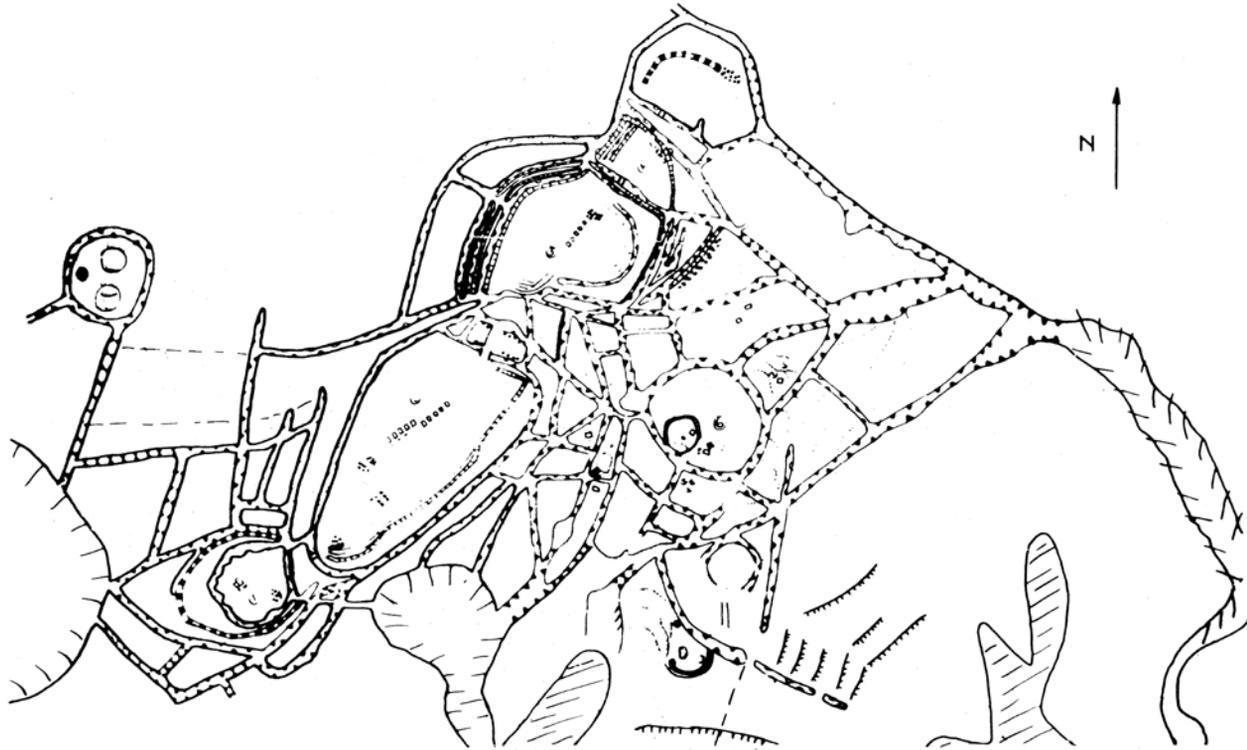
30. L. Millot, *BAM*, 1912, vol. X, pp. 283-288. P. Vérin, *Taloha*, n° 5, numéro spécial, 1973.

31. E. Vernier et J. Millot, 1971.

32. P. Vérin, dans UNESCO, *op. cit.*

AMBOHITRIKANJAKA (Imerina)

0 50 100 m



Ambohitrikanjaka (Imerina). Réseau complexe des fortifications (fossés parfois doublés de murs de pierres sèches) d'un site perché du XV^e siècle environ. Levé effectué par J. P. Domenichini et D. Rasamuel.

vagues successives de populations islamisées, originaires de la côte orientale d'Afrique. Selon un processus classique, les derniers arrivés s'imposent par la force et prétendent retenir la vraie foi dans un pays « où les croyants, loin des sources de l'islam, ont tendance à relâcher leurs habitudes religieuses³³ ». Tout en cherchant à établir leur domination politique sur les premières populations, les nouveaux venus redonnent de la vigueur à leur religion³⁴.

Les colonies de musulmans du nord-ouest de Madagascar forment le groupe des *Antalaotse*, groupe économiquement prépondérant, à l'image d'une puissante « bourgeoisie » commerçante organisée en véritables cités-États, dirigées par des chefs à la fois politiques et religieux³⁵.

La civilisation malgache du XII^e au XVI^e siècle

Commençons par dire que nous savons peu de chose de l'époque dite « vazimba », sinon ce qu'en disent les traditions de ceux qui refoulèrent les premières populations et jetèrent les bases des royaumes.

Il faut attendre beaucoup de l'archéologie ; les travaux ne sont qu'à leurs débuts ; les campagnes de fouilles, sous l'égide du Musée et du Centre d'art et d'archéologie de l'Université d'Antananarivo, deviennent systématiques ; d'importants travaux sont en cours dans l'Androy³⁶. Le lecteur se reportera au volume III, où l'on traite du premier peuplement de l'île et de la culture trouvée en place par les immigrants postérieurs au XII^e siècle.

Entre les XII^e et XV^e siècles, à mesure que de nouveaux venus débarquent dans l'île, ils s'intégreront dans les ensembles existants ou s'organiseront sur le modèle classique des autochtones ; le brassage entre ethnies africaines et asiatiques s'est opéré selon un processus qui nous échappe ; en revanche les documents écrits nous montrent les musulmans swahili s'installant aux Comores et dans l'île et gardant le contact avec la côte swahili.

Culture matérielle

Des recherches effectuées sur le terrain par les archéologues, il ressort que l'agriculture est antérieure à notre période. Après le XII^e siècle, la culture du riz, de l'igname, de la banane et du cacao se répand dans toute l'île. Les animaux domestiques, les bœufs et la volaille sont d'origine africaine. Il serait hasardeux de vouloir, à cette époque, déceler une division, sociale

33. C. Robineau, 1967.

34. En faisant construire par exemple des mosquées. C'est le cas du « Chirazien » Hassani ben Mohammed, qui fit bâtir au XV^e siècle la mosquée de Sima.

35. Cités-États, répliques de celles de la côte est-africaine et symboles de la culture maritime swahili ; voir M. Mollat, dans UNESCO, *op. cit.*

36. G. Heurtebize et P. Vérin, *JSA*, t. XLIV, 1974 ; voir J.-P. Domenichini, *Ambario*, n° 1-2, 1978 ; voir T. Wright, 1977.



*Reconstitution d'une écuelle
trouvée à Milangana, dans le Vakinesisaoony.
Céramique graphitée, typique des fabrications
de l'Imerina du XV^e siècle. D'après un dessin de J. P. Domenichini
mis au net par Rambeloarison.*

très poussée³⁷. À mesure que l'île se peuple, les villages se multiplient et les « clans » s'organisent. La pêche est très importante et la pirogue à balancier donne une grande maîtrise de la mer à ces insulaires. La culture du riz est importante et donne la base de l'alimentation.

La culture matérielle des régions du Sud, de l'Ouest et d'une partie du Nord est, semble-t-il, à dominante africaine. Selon Ravoajanahary, la culture du riz inondée est une technique indonésienne, tandis que l'élevage du zébu et la culture de l'igname constituent un apport typiquement africain³⁸. Selon cet auteur, ce sont les dernières vagues du XIV^e siècle « qui introduisirent des modèles politiques et rituels qui, à partir du XV^e siècle, ont favorisé la formation des premiers royaumes malgaches, d'abord dans le Sud-Est, puis parallèlement dans le Sud, l'Ouest et les hautes terres ».

On peut supposer qu'au XV^e siècle les structures de base sont déjà en place : familles regroupées en « clans » eux-mêmes groupés en villages plus ou moins autonomes.

Les travaux archéologiques ont mis au jour beaucoup de poteries, mais on ne peut encore tirer de conclusions valables ; tout au plus peut-on définir des styles céramiques apparentés au style indonésien et d'autres au style africain. Il faut attendre de nombreuses datations au carbone 14 pour combler les lacunes³⁹.

La royauté et ses institutions

Du « clan » au royaume. Organisés autour de chefs ou patriarches, les « clans » semblent avoir pris corps très tôt. Les termes de *foko*, *troki*, *firazana* désignent le « clan » avec ses principales caractéristiques : l'aspect communautaire (*foko*, communauté ; une même ascendance pour les individus la composant — *firazana*, ascendance, *troki*, sein maternel). Le « clan » constitue la cellule de base du royaume, tout comme le « clan » s'appuie sur les villages ou sur le terroir. La plupart des traditions mettent l'accent sur les luttes interclaniques à la phase de formation des royaumes. À l'intérieur du « clan », l'autorité appartient aux anciens dont le porte-parole est le patriarche, le plus âgé.

La culture, les rites religieux constituent un ciment en plus de l'unité linguistique.

Les premiers royaumes, leur évolution. Si l'origine arabe des princes qui remplacent aux Comores les *fani* (premiers chefs islamisés ayant succédé aux *beja* de la période préislamique) ne semble pas soulever de problème, celle des dynasties conquérantes malgaches en pose quelques-uns. Bien des traditions évoquent les liens de parenté qui unissent les dynasties de l'Ouest et du Sud (Maroseranana, Sakalava et Mahafaly, Zafiramanara de l'Androy...) à celles du Sud-Est (ainsi les Zafiraminia de l'Anosy). Cette zone d'implantation de groupes arabisés apparaît comme le berceau d'un

37. P. Boiteau, 1974.

38. Voir C. Ravoajanahary, dans UNESCO, *op. cit.*, pp. 91-92.

39. Voir P. Vérin, dans UNESCO, *op. cit.*, pp. 116-117.

grand nombre de dynasties malgaches. La tradition retient le souvenir de migrations est-ouest à partir du pays antemoro, d'une part (migration des Zafiramba Tanala), de l'Anosy, d'autre part (migration des Moroseranana). La route empruntée par les futurs souverains du Menabe suit le fleuve Itomampy, passe au nord de l'Onilahy, traverse le Fiherenana et le Mangoky pour aboutir à Bengy⁴⁰.

Essayer alors de voir ce qui, dans les conceptions monarchiques, serait un héritage exclusivement africain ou indonésien — dans la mesure où les institutions de la royauté résulteraient en partie d'un dynamisme propre aux premières sociétés — permettrait de mieux définir le rôle joué par les arabisés ou musulmans dans la constitution des royaumes malgaches. C'est ainsi que l'étude des aspects africains de la culture malgache conduit des historiens à trouver sur le continent les origines de certaines institutions fondamentales, telles que le culte des reliques des rois défunts (culte des *dady* en pays sakalava)⁴¹. Kent fait un rapprochement entre le célèbre empire de Monomotapa et le royaume des Maroseranana Volamena, sans conclure toutefois à l'origine africaine de ces derniers. Après une sévère critique du « mythe des rois blancs » d'origine asiatique, défendu par Grandidier, Kent avance d'ailleurs l'hypothèse d'une origine très métissée des Andriana merina. Selon lui, ceux-ci descendraient des *tampon tany*, de nouveaux immigrants d'origine inconnue et peut-être même d'arabisés zafiraminia. Les institutions politiques sont une symbiose entre l'apport nègre, l'apport asiatique et l'apport musulman de nouveaux immigrants inconnus, peut-être des Zafiraminia arabisés. Les institutions politiques reflètent plusieurs influences; les auteurs sont d'accord aujourd'hui pour que soit bien mis en lumière le rôle important des Arabes dans l'histoire politique et sociale de l'île. Les textes établissent clairement qu'au XIV^e siècle de nouvelles conceptions sont introduites dans le domaine du pouvoir politique, notamment dans la division du royaume en « unités territoriales homogènes ». Nous avons vu nous-mêmes l'importance que les traditions accordent aux dynasties de Zafiraminia d'origine arabo-indienne, de même que celle d'autres groupes antemoro, dont certains éléments venaient directement de La Mecque — les Antanpansemac (ceux du sable de La Mecque)⁴².

Sur cette question, il reste encore beaucoup à faire pour mieux connaître le fondement du pouvoir à Madagascar; ce qui est sûr, c'est le fait que cette royauté prend force, au XV^e siècle, avec une influence islamique très marquée.

La religion

Elle est une symbiose entre les éléments africains et les éléments indonésiens, sans exclure l'influence de l'islam, qui est resté prépondérant, surtout dans les Comores. Il est souvent difficile de faire la part des différents

40. Voir J. Lombard, 1973.

41. Voir R. Kent, 1970.

42. E. Flacourt, 1961.

groupes de migrants, l'important, c'est la symbiose réalisée, qui donne une grande originalité à Madagascar.

Le panthéon. Dans le panthéon malgache, la première place revient au dieu principal originaire d'Indonésie: «Zanahary, Andrianahary, dans les régions côtières, Andriananitra (Seigneur parfumé) dans l'intérieur. Il est la divinité la plus puissante, c'est lui qui a créé le monde, formé la société et donné les coutumes. C'est la première divinité qu'on invoque dans les prières, mais ce dieu est trop éloigné; pour l'atteindre, les hommes passent par les divinités secondaires ou génies: le génie des eaux, le génie de la forêt. L'esprit des ancêtres est également invoqué; les prières évoquent les «Vazimba», maîtres de la terre. Les forêts, les rochers, les grands arbres peuvent être des lieux de culte.

Les offrandes. On sacrifie aux divinités; le sacrifice du buffle est très fréquent, cependant moins que celui du bœuf, qui se pratique partout et à propos de divers événements de la vie⁴³.

Le sorcier. Dans les croyances, il faut signaler le sorcier, redouté dans la société. Il est difficile de décider si le sorcier est d'origine asiatique ou africaine; le nom qu'on lui donne, *impamosary*, est asiatique, mais on trouve en Afrique le sorcier avec les mêmes caractéristiques qu'à Madagascar.

Les funérailles. À Madagascar, on pratique les doubles funérailles, tout comme en Indonésie; chez les Betsileo, ceux qui portent le mort dansent comme des possédés, progressant vers la tombe en zigzag.

Tous ces éléments qu'on peut analyser aujourd'hui remontent probablement à cette époque de synthèse entre XII^e et XVI^e siècle.

Conclusion

Il reste beaucoup à faire pour mieux appréhender cette période de l'histoire de la grande île, période essentielle pour la formation du peuple malgache, qui jouit d'une unité linguistique incontestable et qui ne laisse pas de poser des problèmes.

Nous savons gré à l'UNESCO qui, en organisant la réunion d'experts à Maurice, a donné un regain d'intérêt au problème général des relations historiques à travers l'océan Indien⁴⁴. Madagascar est impliqué dans ces relations au point que sa culture, son histoire ne seront élucidées que dans la mesure où nos connaissances sur ces relations s'affineront. Fouilles archéologiques et collectes de traditions orales plus diversifiées, et plus systématiques sur le plan régional, aideront à comprendre la diversité des éléments constitutifs de la culture malgache.

43. F. Sornas, p. 115.

44. D'où vient le sacrifice du bœuf? On pense que les bœufs ont été introduits dans l'île par les Noirs. C'est une pratique qui remonterait à un passé très lointain.

La présente étude comporte forcément de nombreuses lacunes. Des zones d'ombre subsistent; encore faut-il pouvoir lever certains *fady* (tabous) relatifs en particulier aux fameuses tombes des « Vazimba ».

Madagascar présente un cas de symbiose dont l'étude dépasse l'intérêt que peut susciter l'histoire de l'Afrique. L'Arabie, l'Inde, l'Afrique et l'Indonésie se sont donné rendez-vous dans cette île, offrant au monde un exemple éloquent de métissage biologique et culturel aux fruits si beaux⁴⁵.

45. UNESCO, *op. cit.*

Madagascar et les îles de l'océan Indien

R. K. Kent

Madagascar

Le profil moderne de Madagascar fut façonné essentiellement pendant le XIX^e siècle, lorsque les Merina, peuple de l'intérieur de l'île, établirent leur suprématie politique et imposèrent à de nombreuses autres populations un mélange de caractéristiques qui leur étaient propres ou qu'ils avaient importées d'Europe, devenant ainsi virtuellement les seuls Malgaches aux yeux des étrangers. La période coloniale, qui débuta par une défaite militaire des Merina, devait renforcer encore leur présence au XX^e siècle. Cependant, par-delà l'impact d'événements relativement récents, l'histoire de Madagascar comporte aussi un autre passé, dont la portée est plus large et dans lequel les trois siècles qui se sont terminés en 1800 se détachent tout particulièrement. Il est presque certain que la plupart des habitants de Madagascar se sont rassemblés au cours de cette période pour former les groupes sociaux, économiques, religieux, culturels et politiques qui composent le peuple malgache actuel: les Antankara, les Antandroy, les Antambahoaka, les Antanosy, les Antemoro, les Antesaka, les Antefasy, les Bara, les Betsimisaraka, les Betsileo, les Bezanozano, les Merina, les Mahafaly, les Sakalava, les Sihanaka, les Tanala et les Tsimihety¹.

1. Comme les noms ethniques n'ont jamais été normalisés, d'autres orthographes sont également usitées. En général le préfixe *an-* (ou *ant-*) signifie «peuple de», mais il est escamoté dans le parler usuel (ainsi Antanosy = «Tanus» car «o» se prononce «ou» en malgache); *bé-* et *-bé* signifient «nombreux» ou «grands» et dénotent donc l'importance; *tsi-* ou *-tsi* marque la négation. Les

L'arrivée dans le pays d'immigrants qui, en se mêlant aux autochtones, formaient des populations nouvelles, cessa à partir du milieu du XVI^e siècle. Certains habitants de Madagascar étaient déjà entrés en contact avec des Européens, notamment des Portugais, et au moins une des plus grandes et des plus influentes familles royales, celle des Maroserana, avait commencé de se former. Au début du XVII^e siècle, Madagascar était une mosaïque de royaumes, petits pour la plupart et vivant en autarcie. Avant 1700, la majeure partie de l'ouest de l'île se rallia à l'Empire sakalava, tandis que plusieurs royaumes apparaissaient sur les hauts plateaux où vivaient des peuples comme les Betsileo et les Merina, dans le Sud-Est où vivaient les Antemoro, les Antesaka, les Antefasy et les Antanosy, dans l'extrême Sud où vivaient les Antandroy, dans le Sud-Ouest où vivaient les Mahafaly et dans la partie méridionale de l'intérieur où vivaient les Bara. Au cours de ce même siècle, les contacts avec les Européens commencèrent à se multiplier en différents points de l'île et les échanges s'intensifièrent, les compagnies des Indes orientales hollandaise, anglaise et française s'intéressant de plus en plus à la grande île africaine. L'exportation des esclaves qui, jusqu'alors, ne s'effectuait que vers l'Afrique orientale et l'Arabie à partir de trois points d'embarquement voisins situés dans le Nord-Ouest, se tourna vers Le Cap, les Mascareignes et le Nouveau Monde, les points d'embarquement s'accrurent le long des côtes étendues de Madagascar. Les armes à feu commencèrent à se répandre et ne furent pas, bien que leur nombre demeurât relativement faible, sans avoir certaines répercussions sur le plan politique. L'Empire sakalava et, en particulier, le Royaume iboina², qui en constituait l'élément septentrional, atteignirent leur apogée au XVIII^e siècle, tandis qu'une partie de la côte orientale, située à l'opposé, s'unissait pour la première fois au sein de la Confédération betsimisaraka. Avant la fin du siècle, la puissance des Sakalava du Nord et des Betsimisaraka avait irrémédiablement décliné à la suite d'événements survenus à Madagascar même et à l'extérieur. Au contraire, l'Imerina, qui était faible et désuni, parvint à augmenter sa production alimentaire, à accroître sa population et à mener à bien une renaissance politique qui offrit aux Merina une base solide pour leur expansion future.

Les nouveaux venus et les coalitions

Avant le XIX^e siècle, les Antemoro avaient acquis un certain prestige car ils formaient le seul groupe capable d'écrire le malgache (en utilisant l'alphabet arabe) et avaient des dons particuliers dans les domaines de la magie et de la religion. Les spécialistes ne sont pas encore pleinement d'accord sur la date et le lieu de débarquement de leurs ancêtres à

Makua, dont le nombre s'élève à environ 70 000 et qui sont des descendants d'Africains importés *via* le Mozambique durant la première moitié du XIX^e siècle, ne figurent pas sur la liste ci-dessus. Il a été avancé, mais à tort, que certains des principaux noms d'ethnies se sont formés sous l'hégémonie des Merina.

2. Le préfixe *i-* signifie « lieu de » dans les toponymes. On le rencontre également comme particule dans les noms propres d'individus ou de groupes. C'est une survivance africaine.

Madagascar, leur origine, leur degré d'islamisation et leur influence dans l'île. Les auteurs les plus anciens tendaient à situer leur arrivée dans le nord-est de l'île vers 1400, et à les considérer comme des Arabes venus d'Arabie³. Plus récemment, l'influence réelle de l'islam dans la culture passée et présente des Antemoro a été entièrement remise en question⁴. Gustave Julien fut le premier spécialiste à penser qu'ils étaient originaires d'Afrique orientale⁵, thèse qui, depuis une dizaine d'années, est étayée par plusieurs considérations. Il semble également que les premiers Antemoro aient eu une formation religieuse et une organisation islamique, mais qu'ils n'aient pu les conserver parce qu'ils étaient totalement isolés du monde musulman⁶. Un point ne devrait pas être contesté : les Antemoro ne formèrent ni une société ni un État à Madagascar avant l'arrivée de leurs ancêtres sur les rives de la Matitana, dans le sud-est du pays. C'est seulement lorsqu'ils se furent mêlés aux *tompon-tany* (les maîtres de la terre, les premiers habitants de l'île) que cette société et cet État émergèrent. Il est toutefois possible de dater avec assez de précision leur établissement sur les rives de la Matitana, parce que trois navigateurs portugais visitèrent la région au bon moment, entre 1507 et 1514. Les deux premiers, à un an d'intervalle, ne parlent pas de « Maures », mais notent que la population locale a l'habitude de commercer avec eux⁷. Quant au troisième, il fut envoyé directement dans la région en 1514 pour y implanter une fabrique. À cette époque, il existait dans la vallée de la Matitana « une cité peuplée de nombreux Maures ». Après avoir manifesté pendant environ six mois leur opposition à une présence commerciale portugaise, les *tompon-tany* le contraignirent à quitter la Matitana pour de bon⁸. Comme les ancêtres des Antemoro sont, dans ce cas précis, les seuls candidats sérieux au nom de « Maures », leur établissement le long de la Matitana a dû avoir lieu entre 1509 et 1513.

Les documents écrits des Antemoro relatifs à la période de formation de leur société (« quand la Matitana ne comptait pas encore sept villages ») et aux siècles suivants ne se bornent pas à rapporter des événements du passé, ils constituent aussi des éléments d'un processus d'introspection. Ils nous relatent d'une manière générale les rencontres des Antemoro avec les communautés qui habitaient le littoral Sud-Est avant leur arrivée, ils

3. A. Grandidier (1908-1928, vol. IV, partie I, p. 156) suppose que certains des ancêtres des Antemoro avaient séjourné en Afrique orientale, mais n'a constaté aucune influence culturelle africaine l'amenant à modifier ses idées sur leur origine arabe initiale.

4. J. Faublée (1958, p. 71) suit A. van Gennepe (1904, p. 4-11) qui s'interroge sur les faits attestant leurs origines islamiques. É. de Flacourt (1661, p. 171) a donné des indications sur la hiérarchie musulmane dans le sud-est de l'île.

5. G. Julien, 1929, p. 75.

6. R. K. Kent, 1970, p. 108-114.

7. Voir A. Grandidier *et al.* (1903-1920, vol. I, p. 18-19 et p. 48-49) au sujet des visites de Ruy Pereira et Diego Lopes de Sequeira (qui était beaucoup plus qu'un simple navigateur) en 1507 et 1508.

8. *Ibid.*, p. 53; *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique et na Africa central, 1497-1840*, 1962-1975, vol. III, p. 508, pour le voyage de Luis Figueira.

évoquent l'opposition entre les conceptions patrilineaires des nouveaux venus et les conceptions matrilineaires des autochtones, ils mentionnent non pas une mais plusieurs arrivées de « proto-Antemoro » dans la Matitana, ils décrivent de nombreux conflits entre les nouveaux venus eux-mêmes⁹. Seul le premier ancêtre, Ramakararube, resta au-dessus de ces conflits puisqu'il retourna à « Maka » (La Mecque)¹⁰. Plus précisément, ce fut au cours des trois premiers quarts du XVI^e siècle que les Antemoro évitèrent d'être incorporés dans un ou plusieurs groupes de *tompon-tany* et formèrent une société qui s'articulait autour de quatre clans aristocratiques et de quatre clans sacerdotaux. En effet, la majeure partie de ce que nous savons de l'histoire interne des Antemoro jusque bien après 1800 se résume à des conflits entre les clans aristocratiques anteoni, antemahazo, anteisambo et zafikazimambo, dont chacun disposait, dans le royaume, de son propre territoire¹¹. L'*andrianoni*, ou roi suprême de tous les Antemoro, pouvait provenir de n'importe lequel de ces quatre clans (auxquels on donnait parfois le nom collectif d'Anteoni). En même temps, les clans sacerdotaux rivalisaient pour occuper le premier rang dans les fonctions religieuses et culturelles. Ainsi, les Tsimeto, les Zafimbolazi, les Anakara et les Anterotri cherchaient à être les gardiens des manuscrits sacrés (*sorabe*) des Antemoro, à devenir les grands prêtres du royaume ou à être les plus proches d'un *andrianoni* et de son clan¹². Comme on pouvait s'y attendre, les aristocrates n'étaient pas sans nourrir l'ambition de contrôler les aspects religieux de la société antemoro, tandis que les Antalaotra briguaient également le pouvoir temporel. Ces divisions s'estompèrent au XIX^e siècle, lorsque le clan des Anakara monopolisa à son profit le pouvoir religieux et politique. Sa suprématie demeura incontestée jusqu'à ce que des révoltes populaires commençassent, bien qu'elles eussent été réprimées par des troupes étrangères venues de l'Imerina, à la battre en brèche¹³.

Quand les Antemoro s'établirent sur la côte orientale de Madagascar, ils y trouvèrent, outre plusieurs groupes de *tompon-tany*, d'autres communautés qui étaient venues d'ailleurs avant eux¹⁴. Se retrouvant surtout parmi les Antambahoaka, voisins des Antemoro au nord, les descendants de Raminia, les Zafindraminia, étaient également disséminés au centre et au sud de la

9. G. Julien, 1929, p. 1-23, et 1933, p. 57-83; G. Mondain, 1910, p. 50-191 (textes arabomalgaches et traductions françaises).

10. G. Mondain, 1910, p. 51; G. Ferrand, 1891-1902, vol. II, p. 57.

11. Ces territoires furent ramenés à trois au XVII^e siècle. Les Anteoni et les Antemahazo occupaient la basse et moyenne Matitana. Ivato était la capitale de l'*andrianoni*. Les clans sacerdotaux, connus sous le nom collectif d'Antalaotra, avaient leur centre à Vohipeno. H. Deschamps, 1961, p. 93 et carte p. 110.

12. G. Ferrand, 1891-1902, vol. I, p. 1-41 et vol. II, p. 69-72; H. Deschamps et S. Vianès, 1959, p. 41-45.

13. G. Huet, 1901.

14. Treize noms de groupes de *tompon-tany* sont cités dans les textes antemoro, parmi lesquels les Antemanampatra et les Manankarunga sont les plus importants. Un petit nombre d'immigrants plus anciens que les Antemoro, connus sous le nom d'Onjatsy (phon. *ound-zatse*), conservèrent quelques privilèges sous le règne des nouveaux maîtres, dont certains épousèrent des femmes onjatsy.

côte orientale. Leurs grands ancêtres étaient eux aussi censés être venus de « Maka ». Diverses origines ont été attribuées à Raminia et ses compagnons¹⁵, mais on s'accorde à considérer qu'ils sont arrivés à Madagascar avant le XV^e siècle au plus tard. L'une des rares traditions zafindraminia qui aient survécu autrement que dans des textes antemoro donne à entendre que, quel que soit le pays d'origine de Raminia, l'Afrique orientale a été une importante escale sur sa route vers Madagascar¹⁶. Au moment où les Antemoro arrivèrent, les Zafindraminia jouissaient, dans l'ensemble, de positions privilégiées parmi les *tompon-tany*, en grande partie grâce à la coutume en vigueur à l'époque (*sombili*), suivant laquelle seul un descendant de Raminia devait abattre les animaux domestiques. Comme on pouvait s'y attendre (d'ailleurs, leurs propres textes le confirment), les ancêtres des Antemoro cherchèrent à épouser des femmes zafindraminia. Il y eut même des rivalités au sujet de ces femmes, mais ces unions demeurèrent « stériles »¹⁷. Finalement, les conflits se polarisèrent entre les deux vagues successives de nouveaux venus. Ils provoquèrent une grande insécurité et on en trouve l'écho dans certaines traditions orales des *tompon-tany*, sous la forme d'un combat entre deux « géants » (Darafify et Fatrapaitanana)¹⁸. La phase la plus aiguë de ce conflit généralisé coïncida avec l'émergence des aristocrates zafikazimambo devenus, aux alentours de 1550, les nouveaux et puissants maîtres de la région. En dépit de certaines difficultés, les textes antemoro font descendre le fondateur des Zafikazimambo (Zafikazimambo) de Ramarohala, l'ancêtre immédiat des aristocraties anteoni, qui représente la troisième génération autochtone et dont deux fils (sur dix-sept) fondèrent les aristocraties antemahazo et anteisambo¹⁹. Ces textes généalogiques montrent que le processus d'assimilation linguistique et culturelle s'est étendu sur plusieurs générations mais ils attestent également le souci d'assurer la cohésion de la société puisqu'ils font descendre les Zafikazimambo des Anteoni et leur donnent une origine aristocratique et locale appropriée. Nous savons néanmoins, grâce à un observateur indépendant du milieu du XVII^e siècle qui connaissait bien le sud-est de Madagascar, que les Zafikazimambo furent les derniers immigrants d'outre-mer à s'installer sur les rives de la Matitana et que leur nom provient de celui d'une femme *tompon-tany* épousée par l'un d'eux²⁰. On les considérait tous comme des prêtres (*ombiasa*) et comme des scribes envoyés de La Mecque un siècle et demi avant le récit de De Flacourt (1658) afin d'instruire les habitants du pays²¹. Les Zafikazimambo exercèrent sur la société antemoro, à partir de 1550, une influence qui fut décisive à certains égards. Ils s'arrogèrent, au détriment des Zafindraminia, le monopole rituel du *sombili* et l'utilisèrent avec rigidité comme instrument économique et

15. Entre autres, javanaise, *shīrāzī* et indienne.

16. G. Ferrand, 1902, p. 219-222.

17. G. Mondain, 1910, p. 52-55. L'« absence de progéniture » est une affirmation symbolique.

18. Cette tradition est évoquée par A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 135 et note 1.

19. G. Mondain, 1910, p. 56-59. Les autres fils fondèrent de petits groupements locaux.

20. É. de Flacourt, 1661, p. 17. Il est à noter que *mambo* et *kazi* sont des titres qu'on trouve dans le centre sud-est de l'Afrique.

21. *Ibid.*

politique; ils réduisirent les libertés du peuple; ils firent de la religion le centre de la vie politique. Ils réglèrent également les conflits entre Antemoro et Zafindraminia en mettant à mort autant de descendants mâles de Raminia que possible et en enfermant leurs femmes et leurs enfants dans des ghettos²². On peut dire que les Zafikazimambo créèrent le premier royaume fort des Antemoro sur la Matitana et lui donnèrent deux *andrianoni* qui firent preuve de réelles capacités: Rabesirana (vers 1580-1615) et Andriapanolaha (vers 1630-1660)²³.

L'effervescence que connut le pays des Antemoro eut des répercussions au-delà de ses frontières. Elle suscita, par exemple, une tendance à l'expatriation qui devint une caractéristique permanente de cette société²⁴. Comme les clans sacerdotaux engendraient plus de spécialistes que les diverses subdivisions du Royaume d'Antemoro ne pouvaient en absorber, ils prirent l'habitude d'essaimer parmi d'autres peuples et d'offrir leurs talents particuliers à ceux qui en avaient besoin²⁵. Ces *ombiasa*²⁶ devenaient ainsi itinérants ou se fixaient quelque part, généralement pour servir un chef. Il n'existe pas d'estimation chronologique satisfaisante permettant de mesurer l'influence des expatriés antemoro sur les autres communautés entre le milieu du XVI^e siècle et la fin du XVIII^e. Néanmoins, il ne fait guère de doute que, tous ensemble, ils concouraient à un processus primordial d'évolution politique: le passage d'une mosaïque de petits territoires soumis à un chef, vivant en vase clos, qui ne cherchaient pas à s'étendre et ignoraient souvent jusqu'à l'existence de leurs voisins, à des unions politiques plus larges et plus ambitieuses. En ce sens, ils ont peut-être été les premiers promalgaches. De Flacourt rapporte que les *ombiasa* de la Matitana (il ne connaissait pas le mot antemoro) non seulement étaient les « maîtres » des *ombiasa* d'autres régions du Sud-Est mais également formaient des spécialistes religieux étrangers, dont certains jouèrent peut-être un rôle central dans leurs propres sociétés. Le fait que la Matitana fût constamment en effervescence poussa également quelques membres de l'aristocratie à s'exiler et le pogrom organisé par les Zafikazimambo contre les Zafindraminia adultes de sexe masculin dut chasser vers l'intérieur de Madagascar un assez grand nombre de migrants involontaires. Les Zafirambo, chefs des Tanala ou Ikongo²⁷, descendaient peut-être de ces exilés, ainsi que certains des ancêtres des nobles de la future Imerina²⁸ ou que les Zafindraminia chez les Antanosy.

22. *Ibid.* De Flacourt situe ce pogrom pendant les années 1630.

23. R. K. Kent, 1970, p. 98-99.

24. B. F. Leguével de Lacombe, 1823-1830, vol. II, p. 187.

25. Voir G. A. Shaw, 1893, p. 109, pour un exemple d'expatriation antemoro.

26. Phonétiquement, *ombiasa* (pluriel et singulier) est souvent traduit par prêtre, sorcier, docteur. Les *ombiasa* remplissaient plusieurs fonctions et se subdivisaient, chez les Malgaches, en plusieurs catégories.

27. H. Deschamps, 1965 (2^e éd.), p. 55 (manuscrit 13, Bibliothèque nationale, Paris).

28. Un texte antemoro quelque peu suspect (ou plutôt un texte d'influence antemoro) semble indiquer, au XIX^e siècle (alors que les Merina étaient victorieux dans la majeure partie de Madagascar), que certains des premiers Zafindraminia avaient émigré en Imerina.

D'après de Flacourt, les Zafindraminia se fixèrent chez les Antanosy à la fin du XVI^e siècle²⁹. D'autres auteurs soutiennent que ce fut beaucoup plus tard, aux alentours de 1625³⁰. C'est la première date qui semble la meilleure et, de plus, il est probable qu'aux Zafindraminia récemment arrivés chez les Antanosy soient venus s'ajouter leurs cousins fuyant la Matitana. Une généalogie zafindraminia-antanosy, qui est loin d'être digne de foi du point de vue chronologique, indique qu'« une lignée royale » existait depuis dix-sept générations³¹. En fait, des récits écrits par des résidents européens entre 1614 et 1680 ainsi qu'une étude³² montrent clairement que les Zafindraminia ne purent s'imposer chez les Antanosy. Ils introduisirent le *sombili* dans la région, ils excellaient dans la construction de cases en bois, ils amassaient le bétail qui était la source de richesse principale même dans une société essentiellement agricole, ils avaient un certain sens des liens de parenté et une volonté de pouvoir, et ils parvinrent à s'assurer une position privilégiée chez les Antanosy. Mais leur instinct de possession, leurs rivalités internes et leur incapacité de trouver des symboles transcendant les besoins d'un *rohandrian* déterminé (nom qui désignait le rang le plus élevé chez les Zafindraminia) et unissant tous les Antanosy militaient contre la création d'un seul État gouverné par les rois zafindraminia. Au lieu de cela, deux sociétés parallèles se développèrent, les Zafindraminia copiant la hiérarchie *tompon-tany*. Lorsque les Français fondèrent Fort-Dauphin en pays Antanosy, en 1643, les deux sociétés s'étaient mélangées, non seulement du fait de la pratique de l'exogamie mais aussi parce que, des deux côtés, les échelons supérieurs évoluaient vers la centralisation politique. Ses trente années d'existence (1643-1674) suffirent à Fort-Dauphin pour arrêter complètement ce processus et l'unité politique resta hors d'atteinte³³.

Les Zafindraminia n'étaient pas des bâtisseurs de royaumes, les Antemoro constituent un rare exemple de nouveaux venus qui fondèrent leur propre société et leur propre État, mais les Maroserana se détachent comme la famille pandynastique la plus importante de l'histoire politique de Madagascar. Finalement, les Maroserana donnèrent des rois aux Mahafaly, aux Sakalava du Menabe et du Boina, à une partie des Antandroy et des Bara. Une fois leur groupe formé, les Maroserana (comme les Rafindraminia et les Antemoro) n'étaient plus des étrangers à Madagascar, des non-assimilés ayant conservé une langue et une culture propres. Comme pour d'autres nouveaux venus, leur origine et la phase de gestation du groupe restent controversées. Tout d'abord, les traditions orales mahafaly et sakalava ne concordent ni au sujet du premier ancêtre maroserana, ni au sujet du lieu d'origine des « proto-Maroserana ». Les récits oraux recueillis alors que la plupart des

29. É. de Flacourt, 1661, p. 5. Dans sa préface, de Flacourt situe l'arrivée des Zafindraminia à Madagascar quelque 500 ans avant sa propre époque.

30. A. Grandidier, par exemple, hésitait entre les deux dates.

31. Bibliothèque nationale, Paris, Fonds français, manuscrit 20181, f. 146v-147; É. de Flacourt, 1661, p. 48-53; L. Mariano, *Relations*, 1613-1614, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 49.

32. R. K. Kent, s.d.

33. *Ibid.* Voir également ci-après.

Sakalava étaient encore indépendants leur donnent simultanément deux origines très différentes: Andrianalimbe, venu de l'intérieur de Madagascar, et Andriamandazoala, venu d'outre-mer³⁴. La question est encore obscurcie par le fait que selon certaines traditions, le fondateur des Maroserana fut Rabaravavokoka³⁵. Les Mahafaly du sud-ouest de Madagascar, au sein desquels les Maroserana apparurent au XVI^e siècle, indiquent que leur famille royale fut fondée par Olembetsitoto³⁶.

Ces contradictions contribuent à expliquer les thèses de certains auteurs selon lesquelles les Maroserana provenaient, par exemple, du sud-est de Madagascar, qu'ils étaient les Indiens qui avaient débarqué près de l'actuel Fort-Dauphin vers l'an 1300 pour se diriger vers le nord et fonder la famille royale des Antesaka, les Zarabehava. De là, ils seraient partis vers l'ouest, donnant des familles royales aux Antandroy de l'extrême Sud (les Zafy Manara), aux Bara du Centre-Sud (les Zafy Manely) et, plus tard, aux Mahafaly et aux Sakalava³⁷. On a interprété le terme *maroserana* comme « ceux qui avaient de nombreux ports » — « nom donné surtout aux princes du sang que Radama I^{er} envoya comme gouverneurs aux divers ports de mer où il établit des douanes³⁸ » —, ce qui donne à penser que le contrôle du littoral était l'objectif d'une stratégie ancienne. Plusieurs rectifications ont été apportées à toutes ces thèses au cours des dernières années, en se fondant surtout sur les toutes premières sources dont on dispose³⁹. Comme l'indiquent les traditions royales antesaka, les rois zarabehava étaient une branche des Sakalava de la côte Ouest qui traversèrent Madagascar entre 1620 et 1650⁴⁰. Ce déplacement est aussi confirmé par d'autres preuves⁴¹. Par conséquent, la dynastie maroserana ne s'est pas déplacée d'est en ouest et il ne fait plus aucun doute que cette famille s'est constituée dans le sud-ouest de Madagascar. Les Zafy Manely, famille royale de l'Ibara, partirent du sud-ouest pour se diriger vers l'intérieur méridional (et non pas l'inverse), et rien ne confirme la soi-disant origine indienne: même sur le plan linguistique, on n'a jamais relevé de survivances indiennes dans le vocabulaire des rois maroserana. Le fait qu'environ 250 ans se soient écoulés entre la date d'arrivée supposée (1300) et l'apparition des Maroserana (vers 1550) contredit aussi l'idée d'une influence politique indienne. Enfin, Charles Guillain a démontré sur place, il y a environ 135 ans,

34. C. Guillain, 1845, p. 10-11.

35. L. Thomassin, 1900, p. 397, où ce nom est écrit Rabavavavokoka. D'autres traditions lui donnent même un père.

36. C. Poirier, 1953, p. 34-35. En fait, « Andriamaroserana » est le nom générique du premier souverain maroserana dont le crâne, appelé Andriamaro, devint le protecteur de tous les Mahafaly (voir ci-après). Les difficultés que soulèvent les généalogies mahafaly tiennent à un facteur politique: quatre États ont été créés dans ce groupe du Sud-Ouest, ce qui rend les versions du premier arbre généalogique royal compliquées.

37. A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 127-128 (note 1), p. 168, 212, 214, 278-280 (note 4).

38. A. Abinal et V. Malzac, 1888, p. 557.

39. R. K. Kent, 1969.

40. Marchand, 1901, p. 485-486; H. Deschamps, 1936, p. 162-164, *passim*, et 1965, p. 94.

41. J. Boto, 1923, p. 252-253. De plus, les Sakalava menèrent un certain nombre de guerres lors de leur voyage à travers l'intérieur du pays, guerres qui ont marqué les mémoires.

qu'un titre créé au début du XIX^e siècle par le roi merina Radama I^{er} (1810-1828), pour affermir son contrôle sur les ports, n'avait pas du tout la même signification dans le sud-ouest de Madagascar vers 1840⁴².

Les deux traditions divergentes des Sakalava ne sont nullement contradictoires. Andriamandazoala et Rabaratavokoka signifient respectivement « le Seigneur qui a flétri la forêt » et « Noble Roseau Penché ». Comme les Mahafaly et les Sakalava donnaient des noms posthumes à leurs monarques et comme leurs idiomes interdisaient l'usage du mot « mort » pour les rois disparus (ce tabou linguistique était appelé *anaratahina* pour les Mahafaly et *fitahina* par les Sakalava), l'idée d'un roseau « penché » (le terme roseau représentant un concept analogue à l'*uthlanga* des Zulu)⁴³ donne à penser que Rabaratavokoka est vraisemblablement un *fitahina* pour Andriamandazoala. L'absence de tout tombeau pour ce dernier et l'affirmation qu'Andriamandazoala en a toujours eu un (bien qu'il ait été trouvé vide quand il a été ouvert)⁴⁴ militent également en faveur de cette thèse. Le tombeau d'Olembetsitoto se trouve en pays Mahafaly⁴⁵. Par ailleurs, des nouveaux venus originaires de l'intérieur (peut-être chassés par d'autres nouveaux venus), que représentait le Grand Seigneur 'Alī (Andrianalimbe)⁴⁶, et ceux qui étaient venus d'outremer, que représentait Andriamandazoala, se rapprochèrent les uns des autres par un processus de coalitions et de conflits, suivant un schéma classique pour les nouveaux venus à Madagascar. Il est très probable que certains des ancêtres des Maroserana arrivèrent au sud-ouest de Madagascar par voie maritime. La branche des Maroserana qui régnait chez les Sakalava était connue sous le nom de Zafivolamena (Fils de l'or), alors que les tombeaux des rois maroserana en pays Mahafaly s'appellent toujours *volamena* (or — littéralement « argent rouge »). Il existe bien des traditions selon lesquelles une grande quantité d'or fut débarquée par les ancêtres des Sakalava-Maroserana à proximité de l'actuelle Tuléar⁴⁷. Étant donné qu'on ne trouvait ni or ni mines d'or dans toute la moitié sud de Madagascar (des marins portugais qui exhibèrent de l'or furent, au XVI^e siècle, observés avec indifférence par les habitants du littoral), les traditions indiquant que ce métal fut importé ne peuvent être erronées quant au fond. Le fait que le *volamena* devint un métal sacré (*fady*, *faly*) reflète également la vocation pandynastique de ceux qui l'on apporté. Quand on considère la proximité des importantes mines d'or

42. C. Guillain, 1845, p. 11, note 1. On lui a dit, près de Tuléar, que le terme *maroserana* signifiait « nombreuses pistes » en raison de la coutume selon laquelle les premiers rois maroserana dans le Mahafaly plaçaient leurs résidences au centre des autres demeures et faisaient rayonner des pistes tout autour menant aux divers villages avoisinants. Cependant, Guillain ne fut pas satisfait par cette explication. Il connaissait aussi la signification de ce terme dans l'Imerina.

43. C. Callaway, 1870, p. 2-3 et note.

44. Selon E. Birkeli, 1926, p. 32.

45. M. A. Marion, 1971.

46. Andrianalimbe : une meilleure traduction serait tout simplement « nobles par dizaines de milliers » (*andriana* = seigneurs, nobles + *ali*, d'*alina* = 10 000, et *mbelbe* dans le sens de nombreux, plusieurs). Andriana ne doit pas être interprété comme un titre fonctionnel applicable aux titulaires de certains postes.

47. Tovonkery, 1915, p. 7.

de Rhodésie, l'existence d'hommes capables d'en apporter à Madagascar en une seule traversée (les commerçants afro-arabes ou même des exilés volontaires portugais qui détenaient de grandes quantités d'or mais ne savaient où aller), la présence de plusieurs mots et coutumes similaires à Madagascar et en Rhodésie, on peut difficilement écarter la probabilité de liens entre Maroserana et Mwene Mutapa⁴⁸.

Certaines traditions extrêmement intéressantes, recueillies et publiées par un Sakalava au début du XX^e siècle, éclairent les débuts de l'histoire des Maroserana. Elles indiquent que les premières tentatives de ces nouveaux venus dans le Sud-Ouest pour s'affirmer politiquement ont été infructueuses : les nombreuses initiatives qu'ils ont prises alors ne les ont menés nulle part. Elles révèlent que leurs premiers succès politiques ne furent possibles que lorsque des liens de parenté s'établirent entre eux et les familles de chefs locaux, qui portaient le nom d'une forêt voisine, les Analamahavelona⁴⁹. Elles montrent aussi que leur aptitude à innover fut un atout important des premiers Maroserana : ils avaient le sens de l'expansion territoriale, ils commencèrent à construire les premières fortifications et à bâtir sur des hauteurs ; ils utilisaient des troupes de mercenaires ; ils arbitraient les disputes ; ils savaient attirer des partisans en redistribuant nourriture et bétail (leur première capitale s'appelait Itsororobola, nom qui suggère un flux abondant et constant de biens) ; ils commencèrent à consulter les devins qu'ils avaient trouvés sur place sur les affaires de l'État⁵⁰. Ils procédèrent de manière analogue chez les Mahafaly où des alliances avec les familles des chefs, les Andriantsileliky, brisées par plusieurs années de conflit, leur assurèrent la suprématie politique. Cependant, les familles des chefs conservèrent de nombreux privilèges importants et ne furent pas dépossédées de leurs biens⁵¹. Il semble que l'effet conjugué d'un taux de natalité élevé chez les Maroserana et de la volonté d'appliquer le principe de la primogéniture lors des successions royales ait produit un nombre illimité de branches collatérales et de princes n'ayant pas le droit de régner. Les textes sakalava (parfois en « faisant remonter » la généalogie des Maroserana dans le temps) ont donné à cette bifurcation de l'arbre généalogique en rois légitimes et collatéraux le nom de phase des *volamena* et des *volafotsy* (« argent blanc »). C'est probablement pour résoudre ce problème que l'on commença à rechercher activement de nouvelles terres (*orin-tany*), ce qui contribua à élargir la sphère d'influence des Maroserana, des villages étant donnés à gouverner aux membres de la famille royale. Cependant, le problème se posait encore au XIX^e siècle, de sorte qu'il arrivait de temps à autre que des collatéraux s'exilassent volontairement (on les appelait alors *longon'mpanilo* ou *vohitsy mananila*), qu'ils s'alliassent avec des opposants aux

48. R. K. Kent, 1970, *passim*. Néanmoins, ces liens ne sont peut-être pas directs au niveau des coutumes et l'origine rhodésienne de certains ancêtres des Maroserana restera controversée tant que de nouvelles recherches, menées des deux côtés du canal de Mozambique, n'auront pas mis en évidence suffisamment de parallélisme pour dissiper tous les doutes.

49. L'Analavelona est une crête dans la vallée de la Fiherenana, partiellement parallèle à la côte Ouest, entre les rivières Fiherenana et Mangoky.

50. Firinga, 1901, p. 664-669.

51. E. Mamelomana, s.d., p. 1-3.

Maroserana ou même qu'ils constituassent des dynasties rivales comme les Andrevola, rois de la vallée de la Fiherenana qui devaient donner beaucoup de fil à retordre aux Maroserana.

Les étrangers et leur influence

Les récits des Européens qui visitèrent Madagascar avant la période coloniale ont le mérite cumulatif et durable de contribuer de manière inestimable à la connaissance du passé de l'île⁵². On ne peut cependant se référer à une vision monolinéaire en ce qui concerne l'influence que l'Europe pouvait avoir sur place vers 1800⁵³. D'une manière générale, les Portugais eurent, au XVI^e siècle, une influence négative sur le commerce dominé par les musulmans et sur ses débouchés au bord de l'océan Indien⁵⁴ qui, à l'aube du XVI^e siècle, étaient au nombre de quatre à Madagascar: un près de la ville de Vohemar, au nord-est, et trois dans le Nord-Ouest, non loin de l'actuelle Majunga. Les comptoirs du Nord-Ouest se trouvaient sur de petits îlots dans les baies de Mahajamba, Boina et Bombetock. Ils étaient contrôlés et habités par des communautés de langue kiswahili qui exportaient essentiellement du riz et des esclaves vers l'Afrique de l'Est et l'Arabie. Quant à celui du Nord-Est, appelé Iharana, il était différent à plusieurs égards. Les Iharaniens vivaient sur la grande île, ils exportaient beaucoup moins de céréales et d'hommes que les comptoirs du Nord-Ouest et leur culture, d'origine locale, était ancienne et centrée sur le polissage de la pierre et les techniques de construction⁵⁵. D'après des sources portugaises du début du XVI^e siècle, Iharana aurait été fondée par des «Maures» de Malindi. Il ne fait guère de doute que son déclin n'a commencé qu'au moment où l'Europe s'est ingérée dans le commerce des musulmans à travers l'océan Indien. Dès 1700, elle n'était plus que l'ombre d'elle-même et sa culture disparut sans laisser la moindre trace tangible dans l'île. En 1506, les Portugais attaquèrent le principal comptoir swahili du Nord-Ouest, Lulangane, situé sur l'îlot de Nosy Manja dans la baie de Mahajamba. Ils tentèrent de détruire Boina sans y parvenir vraiment et épargnèrent totalement Bombetock, dont le *shaykh* avait adopté une attitude amicale à leur égard⁵⁶. Ils découvrirent également une dense colonie d'Africains plus au nord, dans la baie d'Anorontsanga, forte de près de 2 000 hommes. Ces derniers se massèrent sur la plage, armés d'arcs et de flèches (armes qui disparurent de Madagascar

52. Un grand nombre de ces récits figurent dans les *Collections des ouvrages anciens concernant Madagascar* (1903-1920), œuvre lancée sous l'égide de ses deux principaux directeurs de publication, Alfred et Guillaume Grandidier. La série ne va pas au-delà de 1800 et il n'existe encore aucune collection comparable pour le XIX^e siècle.

53. La condamnation la plus dure et la plus radicale de tous les Européens qui sont venus avant 1800 à Madagascar ou aux alentours a été formulée par les Grandidier qui furent sans nul doute les plus importants spécialistes de Madagascar. Voir A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie II, p. 106-108.

54. J. Strandes, éd. de 1961, p. 12-155.

55. Pour un récapitulatif des ouvrages existants sur Iharana, voir P. Vérin, 1971, p. 225-229; P. Gaudebout et E. Vernier, 1941, demeurent la référence de base de tous les travaux.

56. Albuquerque et de Barros, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 15, 20-21 et 24-31.

après cela), de lances et de boucliers. Mais ils changèrent d'avis avant la bataille et s'évanouirent dans l'intérieur de l'île. Leurs huttes furent brûlées et ce fut comme si « toute la montagne était en flammes ». Cependant, cette colonie particulière ne faisait pas partie du réseau commercial musulman. Il s'agissait d'esclaves qui avaient fui Malindi, Mombasa et Mogadiscio⁵⁷.

Toutefois, après cette prise de contact belliqueuse, les Portugais installés au Mozambique changèrent d'attitude et se mirent à envoyer chaque année dans le nord-ouest de Madagascar un bateau qui en rapportait du bétail, de l'ambre gris, du tissu de raphia et des esclaves⁵⁸. Do Couto rapporte même qu'au milieu du XVI^e siècle, ses compatriotes étaient devenus les acheteurs d'esclaves les plus actifs de tous les intermédiaires du Nord-Ouest⁵⁹. En faisant augmenter la demande de produits d'exportation, les Portugais contribuèrent à l'émergence de plusieurs petites unions politiques au nord-ouest de l'île, non loin des comptoirs swahili. Cinq groupements de ce type se constituèrent le long du littoral et partiellement à l'intérieur des terres entre les 14^e et 16^e degrés de latitude sud⁶⁰. L'un d'eux prit rapidement de l'importance sous la conduite d'un chef portant le titre de *tingimaro* et appelé non sans exagération « le roi le plus puissant de l'île ». Il était « continuellement en guerre avec ses voisins⁶¹ ». Un demi-siècle plus tard, en juin 1614, le Tingimaro reçut la visite du père Luis Mariano, de l'ordre de Jésus au Mozambique. Ce dernier fit trois fois le voyage aller et retour jusqu'à Cuala, capitale du Tingimaro, distante de près de 25 kilomètres de la côte, dans l'espoir d'obtenir que des religieux (et les laïques portugais) puissent implanter un premier établissement dans un État que les intermédiaires du littoral commençaient à craindre⁶². Après que l'un des sujets du Tingimaro eut subi l'épreuve du poison pour connaître les intentions du père Mariano, celui-ci fut bien reçu, mais le Tingimaro refusa de signer un traité avec les Portugais et n'accepta aucune activité missionnaire à l'intérieur des terres⁶³. C'était un Buque (du kiswahili *wa-Buque*), nom adopté par les Portugais pour distinguer ceux qui parlaient malgache des Cafres de Madagascar qui utilisaient des idiomes bantu mais utilisé par la communauté de langue kiswahili pour désigner tous les habitants de la grande île⁶⁴. Comme le Tingimaro finit par contrôler aussi la baie d'Anorontsonga, il semble que la colonie d'esclaves qui avait fui la côte swahili de l'Afrique ait été absorbée par les Buque en l'espace de cinq générations environ.

57. *Ibid.*, p. 22.

58. J. dos Santos, 1609 (éd. de 1891), vol. II, chap. 19, p. 332-333, et 1901, p. 332.

59. Do Couto, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 100.

60. *Ibid.*

61. *Ibid.* Les prisonniers de guerre étaient vendus aux intermédiaires du littoral.

62. Samamo, roi swahili du Nouveau Mazalagem, dit à Paulo Rodrigues da Costa en 1613 que le Tingimaro le força, ainsi que son oncle, à abandonner le Vieux Mazalagem et qu'il craignait qu'il ne tente de s'emparer également du Nouveau Mazalagem.

63. A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 66-70.

64. C'est au nord-ouest seulement que Madagascar était appelée Ubuque et la distinction entre Buque et Cafres dans le « Diário » de P. R. da Costa (1613) et les récits de Mariano était délibérée.

À la fin des années 1580, les Maures de Mazalagem (les noms de « Vieux » et de « Nouveau » Mazalagem furent donnés aux comptoirs des baies de Mahajamba et de Boïna par les Européens, avec des orthographes diverses) refusèrent de commercer avec les Portugais et un dominicain qui voulait convertir des autochtones fut tué⁶⁵. La guerre ne fut évitée qu'à la suite d'ordres venus de Lisbonne⁶⁶, après une démonstration de force et des représailles contre les Maures hors de Madagascar⁶⁷. En 1590, le nord-ouest de Madagascar fut intégré dans la zone commerciale de l'île de Mozambique⁶⁸. Entre 1614 et 1620, plusieurs tentatives furent faites, en particulier par le dynamique père Mariano, pour construire une église au nord-ouest de Madagascar. Comme l'atteste un journal intime, cela ne servit pas la cause de la chrétienté. Les musulmans locaux, relativement laxistes et qui allaient rarement à la mosquée, furent ainsi amenés à devenir plus rigoureux et à resserrer leurs liens avec les musulmans sunnites venus d'Afrique orientale et d'Arabie⁶⁹. Environ un demi-siècle plus tard, en 1667, le père Manuel Barreto devait écrire qu'il avait « souvent entendu Bartholomew Lopes, homme de grand jugement [...] et ayant une grande expérience des voyages à Madagascar, dire que si le roi [du Portugal] voulait lui donner six navires armés à rames, avec des soldats portugais à bord, il irait dans l'île avec son canot et plusieurs bateaux où prendraient place des Kaffir d'une autre race, et empêcherait tout navire des Maures en provenance de La Mecque, de Brava et de Magadoxo de faire escale dans l'île pour y pratiquer la traite des Buque dont ils faisaient des Maures, à raison de plus de trois mille cinq cents par an, car des cheiks qui résident dans divers ports à cette fin les achètent et les endoctrinent tout au long de l'année au grand déshonneur des chrétiens⁷⁰ ».

Les Portugais signèrent également, en 1613, plusieurs traités avec les rois du littoral occidental de Madagascar et une mission jésuite fut envoyée dans le Royaume de Sadia, près de la rivière Manambolo, en 1616 et en 1617. Cette mission déclencha une guerre civile qui couvrait déjà depuis un certain temps⁷¹ et qui devait avoir d'importantes conséquences dans la fondation du royaume sakalava du Menabe. En 1641, les Portugais annexèrent officiellement l'ouest de Madagascar aux termes d'un traité lusitano-hollandais⁷², mais ce n'était guère là que l'expression d'un désir du principal partenaire commercial de Madagascar au Mozambique. Vers 1700, en effet, le nord-ouest de Madagascar était sous la domination des Sakalava-Maroserana et, un siècle

65. J. dos Santos, 1609 (éd. de 1895), vol. I, p. 286.

66. *King to Meneses*, 6/2/1589, *BFUP*, I, 302.

67. J. dos Santos, 1609 (éd. de 1895), vol. I, p. 286-287.

68. Faisant partie de la zone commerciale de Goa.

69. P. R. da Costa, 1613 (éd. de 1970), p. 61-72, à comparer avec la lettre de Mariano à de Medeiros, 24 août 1619, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 303-311.

70. M. Barreto, 1899, p. 503-504 (supplément).

71. L. Mariano, « Letter », 24 mai 1617, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 236.

72. G. M. Theal, 1898-1903, vol. I, p. 407. Le traité fut ratifié au Portugal et en Hollande en 1641 et 1642.

plus tard exactement, les Malgaches devaient s'attaquer non seulement aux navires portugais qui se trouvaient dans le canal de Mozambique mais aussi à leurs bases dans les îles Querimba et Ibo⁷³. Il est sûr que quelques Portugais naufragés étaient allés dans le sud de Madagascar entre 1510 et 1550 et des histoires où ils sont associés à de grandes quantités d'or ont été rapportées par de Flacourt⁷⁴. Un groupe de ces Portugais s'établit à Antanosy où l'on a trouvé un petit fort de pierre (*trano-vato*) portant des inscriptions. Certains Zafindraminia affirmèrent que des mariages avaient uni leur famille et des Portugais, qui furent assimilés, ne laissant presque aucune marque de leur présence dans cette partie de l'île⁷⁵.

Il semble que les Portugais prirent moins d'esclaves à Madagascar, au début du XVII^e siècle, que leurs concurrents d'Afrique et d'Arabie. En outre, ils les achetaient à un prix beaucoup plus élevé qu'eux. Pendant cette même période, les îles Comores devinrent la plaque tournante où étaient rassemblés les esclaves et les marchandises de Madagascar que l'on embarquait ensuite pour Malindi, Mombasa, Mogadiscio et l'Arabie (surtout le golfe d'Aden). Par exemple, des commerçants de Domoni obtinrent « beaucoup » d'esclaves dans le nord-ouest de Madagascar « du fait de guerres civiles incessantes » qui sévissaient entre les rois de cette région. En 1614, un esclave s'achetait à Madagascar pour 9 ou 10 piastres et se revendait aux Portugais pour 100 piastres⁷⁶. Comme bon nombre de marchands de Domoni parlaient assez bien le portugais à cette époque, il semble que ceux-là s'orientèrent alors commercialement vers les Comores. Toujours en 1614, il a été rapporté qu'Anjouan regorgeait d'esclaves des deux sexes amenés de Madagascar en attendant d'être expédiés en Arabie en échange de coton indien et d'opium⁷⁷. Une trentaine d'années plus tard, on vit à Anjouan un boutre en provenance de la baie de Boïna (Nouveau Mazalagem) et transportant 500 esclaves, en majorité des enfants et des jeunes, achetés à raison de « 2 à 4 pièces d'un huitième de real ». À Anjouan, leur prix avait déjà quadruplé. Il avait décuplé à Malindi et ce dernier chiffre doublait encore lorsqu'ils atteignaient les rives de la mer Rouge⁷⁸. Des boutres de *Shihir*, dans le golfe d'Aden, allaient aussi directement à Madagascar acheter du riz, du millet et des jeunes gens des deux sexes⁷⁹. Il est clair que les Portugais étaient en train de perdre pied à Madagascar au profit des acheteurs traditionnels. Après 1620 environ, il semble qu'ils s'en désintéressèrent complètement.

Au début de la seconde moitié du XVII^e siècle, de nouveaux acheteurs, qui ne limitèrent pas leurs activités au nord-ouest de l'île, apparurent à

73. E. de Froberville, 1845.

74. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 32-33.

75. L. Mariano, « Relation », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 41-48; É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 32-34.

76. Visite de Walter Peyton à Mohéli, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 84.

77. Visite de Pieter van den Broecke aux Comores, *ibid.*, p. 93.

78. Smart à Kynnaston, 23 juin 1646, *id.*, vol. V, p. 515 et 518.

79. P. van den Broecke (1614).

Madagascar. On sait que huit navires au moins approvisionnèrent les Hollandais de l'île Maurice en riz et en esclaves de Madagascar de 1639 à 1647. Ils opéraient surtout à partir de la baie d'Antongil⁸⁰. Un traité conclu avec le roi d'Antongil en mars 1642 l'obligeait à ne fournir des esclaves qu'à la Compagnie hollandaise des Indes orientales. En 1646, le troisième gouverneur de l'île Maurice envisagea de faire construire et d'équiper un fort dans cette baie mais des ordres de Batavia mirent fin aux efforts d'implantation partant de Maurice⁸¹. Des affrontements fréquents (parfois très violents) opposèrent les Hollandais aux habitants de l'est de Madagascar jusqu'en 1655, date à laquelle les premiers commencèrent à se rendre dans l'île en partant du Cap. Ils participèrent également à des conflits locaux. Mais la côte orientale était dans l'ensemble désunie et l'on ne peut pas dire que la présence commerciale des Hollandais ou leur participation occasionnelle à des guerres civiles ait eu un impact durable. Au XVIII^e siècle, toutefois, les Hollandais se joignirent à d'autres Européens pour exercer une influence commerciale considérable dans plusieurs régions de Madagascar, notamment sur la côte Ouest.

Des navires anglais accostèrent à Madagascar des centaines de fois entre 1600 et 1800, généralement sur la côte Ouest et notamment dans la baie de Saint-Augustin où, parfois, on en dénombrait huit simultanément. Le pidgin anglais, la langue du commerce, s'imposa dans la région et certains autochtones adoptèrent des noms et des titres anglais⁸². En 1645, des puritains anglais furent envoyés dans cette baie pour fonder une colonie. Cinq ans plus tard, une autre tentative d'implantation coloniale fut faite à Nosy Be, îlot du nord-ouest. Ce furent deux échecs et le nombre des victimes fut d'autant plus considérable que Madagascar avait été présentée aux futurs colons comme un paradis terrestre⁸³. Contrairement aux Portugais et aux Hollandais, les Anglais ne créèrent pas de base autour de Madagascar mais ils n'en devinrent pas moins les exportateurs les plus actifs d'esclaves malgaches vers le Nouveau Monde, en particulier vers la Barbade et la Jamaïque. Selon un recensement effectué à la Barbade à la fin du XVII^e siècle, cette île comptait 32 473 esclaves dont la moitié venait de Madagascar⁸⁴. Bon nombre de pirates américains et anglais participèrent à la traite des esclaves entre 1688 et 1724. Ils visitèrent toutes les zones de traite de Madagascar mais ils avaient également des colonies à Diego-Suárez, dans la baie d'Antongil et dans l'îlot oriental de Sainte-Marie. Des pirates participèrent à des guerres locales et contribuèrent ainsi à l'état d'insécurité en assu-

80. Voir le tableau provisoire établi par G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 208.

81. Pour le texte du traité, voir *Corpus Diplomaticum Neerlandico-Indicum*, erste deel (1596-1650), La Haye, 1907, p. 360-362; traduction française dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. VI, p. 19-21.

82. Voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 255, à titre d'exemple.

83. *Id.*, vol. III, p. 44-64, 69-183, 184-187 et 221-258. Il existe également un certain nombre d'essais consacrés à ce sujet.

84. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 213.

rant un approvisionnement constant en esclaves destinés à l'exportation⁸⁵. Ce fut au cours de cette « ère des pirates » que s'opèrent deux grands changements au niveau du commerce et des marchandises. Tout d'abord, comme plusieurs Européens entrèrent en concurrence vis-à-vis des mêmes fournisseurs, les chefs côtiers tendirent, la plupart du temps, à augmenter de plus en plus leurs prix. Ensuite, et peut-être par voie de conséquence, les Européens se mirent à échanger les esclaves qu'ils convoitaient contre des armes défectueuses ou mises au rebut. Comme le dit un médecin anglais en 1754, les armes vendues aux résidents de Saint-Augustin étaient de si mauvaise qualité qu'elles explosaient souvent, mutilant et tuant leurs utilisateurs⁸⁶.

La France fut le seul des pays européen désirant s'établir durablement à Madagascar à obtenir un modeste succès avec Fort-Dauphin, comptoir fortifié au sud-est de Madagascar, dont elle fut maître pendant tout juste un peu plus de trente ans, de 1643 à 1674. Parfois, les Français semblaient même occuper une position intermédiaire entre « étrangers » et « nouveaux venus ». À Fort-Dauphin, beaucoup d'hommes épousèrent des femmes du pays. Parmi les cas les mieux connus figurent celui de Pronis, le premier gouverneur de Fort-Dauphin, qui épousa une *rohandrian* zafindraminia, et celui du soldat français surnommé « La Case », qui arriva à Fort-Dauphin en 1656, épousa une héritière présomptive de la partie septentrionale du pays Antanosy et y devint un héros militaire⁸⁷. Des Français mirent également leurs armes à feu, qui leur conféraient un grand avantage puisque les autochtones en détenaient peu, au service de divers rois. Étienne de Flacourt, qui fut le gouverneur de Fort-Dauphin le plus instruit et au mandat le plus long (1648-1658), et qui écrivit deux ouvrages fondamentaux sur Madagascar⁸⁸, devint un potentat local, obligé de se défendre lui-même sans grand soutien de la France. En fait, pendant la moitié du temps où il occupa le poste de gouverneur, aucun navire n'accosta à Fort-Dauphin.

On a, en général, sous-estimé l'influence de Fort-Dauphin. Elle est sensible non seulement au niveau local mais à un niveau plus large. Les Antanosy, par exemple, étaient sur le point de parvenir enfin à l'union politique avec les Zafindraminia sous la houlette de Dian Ramack, ancien prince de la subdivision des Matikassi qui était allée à Goa. Fort-Dauphin y fit obstacle. À l'époque où aucun navire n'y accostait (1650-1654), une lutte acharnée pour la suprématie éclata au grand jour avec, d'un côté, les *rohandrian* nouvellement venus et, de l'autre, les soldats français, tandis que la majorité des simples cultivateurs fuyaient dans la forêt pour échapper à l'escalade de la violence. En 1653, Dian Ramack et de nombreux *rohandrian* étaient morts et divers chefs firent acte d'allégeance (*mifaly*) devant de Flacourt qui ne cherchait pas à fonder un État local. La situation empira après son départ mais la deuxième Compagnie française des Indes orientales n'en

85. H. Deschamps, éd. de 1972, demeure l'ouvrage de référence dans ce domaine.

86. Rapport du docteur Edward Yves, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 256.

87. E. F. Gautier et H. Froidevaux, 1907, *passim*.

88. É. de Flacourt, 1658 (éd. de 1913) et 1661 (éd. de 1920); A. Malotet, 1898.



28.2. Étienne de Flacourt, gouverneur de Fort-Dauphin (Madagascar) de 1648 à 1658.
[Source : *Madagascar au début du XX^e siècle*, Paris, Société d'éditions scientifiques littéraires, 1902, p. 319. © Royal Commonwealth Society Library, Londres]

accentua pas moins son effort d'implantation coloniale à Madagascar. Des avant-postes furent créés en 1665 à Antongil, sur la Matitana et à Sainte-Marie. En 1667, environ 2 000 colons et soldats français débarquèrent de 10 navires à Fort-Dauphin. Cela provoqua une série de *mifaly* des chefs antanosy qui abandonnèrent totalement la lutte. Hors du pays Antanosy, la présence française à Fort-Dauphin accéléra la fondation de Menabe par le roi maroserana, Andriandahifotsy, qui voulut conclure une alliance avec Fort-Dauphin⁸⁹. Les campagnes menées par La Case sur la Matitana où il mit fin à la suprématie politique des Zafikazimambo constituent un autre exemple de l'influence française à l'extérieur du territoire que contrôlaient les Antanosy. Fort-Dauphin fut abandonné en 1674 et ses derniers habitants furent évacués au Mozambique, en Inde et à l'île Bourbon (l'actuelle Réunion), mais le contrecoup de cette présence de trente ans se fit sentir jusqu'en Ibara, chez les Betsileo du Sud, en pays Antandroy et Mahafaly et dans tout le sud-est de Madagascar.

Les plantations des îles Mascareignes voisines, île Bourbon et île de France (île Maurice abandonnée par les Hollandais en 1710 et occupée à partir de l'île Bourbon entre 1715 et 1721), étaient destinées, en tant que système économique, à avoir au cours du XVIII^e siècle une influence négative sur Madagascar, en particulier sur sa côte Est. En 1744, l'île Bourbon exportait 1 140 tonnes de café et comptait 10 338 esclaves et 2 358 Blancs. En 1797, elle avait une population de 56 800 habitants, dont plus de 80 % étaient des esclaves. En 1788, l'île Maurice avait une population de moins de 43 000 habitants, dont près de 36 000 esclaves. En 1797, plus de 83 % des 59 000 habitants de l'île étaient des esclaves⁹⁰. Il est généralement admis que la majorité des esclaves importés dans les deux îles Mascareignes entre 1664 et 1766 venait de Madagascar mais que l'administration royale française (qui acheta ces îles à la Compagnie française des Indes pour plus de 7,5 millions de livres sterling) remplaça progressivement les Malgaches par des esclaves venus d'Afrique⁹¹. Il ne faut pas oublier, cependant, que les importations d'esclaves doublèrent en 1766 et 1788 — première « génération » du gouvernement royal — et que Madagascar ne fut presque jamais laissée à l'écart par les Mascareignes après 1766. En 1784, un agent du roi fut établi à Foulpointe, la principale tête de pont des Mascareignes à Madagascar. Deux ans plus tard, un noble libertin polono-hongrois, nommé de Benyowsky, prit des initiatives qui portèrent atteinte aux intérêts commerciaux des Mascareignes à l'est de Madagascar. Il fut tué par des soldats venus de l'île de France (Maurice). En fait, le nord-est de Madagascar, de Tamatave à Foulpointe, était en train de devenir une plantation satellite pour les entrepreneurs des Mascareignes.

89. R. K. Kent, 1970, p. 199.

90. A. Toussaint, 1972, p. 335-336.

91. La décision officielle fut prise en 1740 mais, dès avant cette date, des esclaves étaient déjà recherchés au Mozambique. Ce changement tient au fait que des esclaves malgaches qui s'étaient enfuis avaient fondé des colonies qui ne pouvaient être démantelées. Voir C. Grant, 1801, p. 75-78.

Les États du Nord et de l'Ouest : Mahafaly, Sakalava, Antankara, Tsimehity

Lorsque les premiers Maroserana se furent imposés politiquement dans le Sud-Ouest, une nouvelle société se constitua entre les rivières Menarandra et Onilahy. Son nom, Mahafaly (rendre sacré), est lié à la différenciation sociale et au cérémonial royal. Selon la tradition, le premier Maroserana, conseillé et protégé par l'*ombiasa* du roi, se retira dans un isolement total. N'étant plus vu, il devint sacré (*faly*) et, par extension, il fit du pays et de ses habitants des *Maha-Faly*⁹². La principale divinité maroserana, le crâne andriamaro, ne pouvait pas être vue non plus parce qu'elle résidait sur un mont caché par la brume et ne manifestait sa volonté que par le truchement d'un médium (*vaha*). Dans cette société au long passé pastoral et qui n'aimait guère l'autorité, Andriamaro semble avoir réussi à imposer un code moral fondé sur la crainte⁹³. Après l'arrivée au pouvoir des Maroserana, la société mahafaly se composa de privilégiés (*renilemy*), de roturiers (*valohazomanga*) et de personnes venues d'ailleurs (*folahazomanga*). Les descendants du chef qui était le plus puissant au moment de la constitution des Maroserana, Tsileliki (l'Invincible), ses anciens sujets qui jouissaient d'un statut spécial, tous ceux qui arrivèrent avec les proto-Maroserana et des individus ou familles que l'on tenait, de temps à autre, à récompenser formèrent la nouvelle élite⁹⁴. Certains des nombreux clans mahafaly détenaient des charges qui leur permettaient de s'approcher du *mpanjaka* (roi, chef, souverain) tels, par exemple, les forgerons du roi ou les fournisseurs en miel de la cour. Chaque clan élisait lui-même son chef qui était ensuite confirmé en tant qu'« ami du roi » (*rainitsy ny mpanjaka*) et qui était assisté de ses propres hauts conseillers (*ondaty-bé*). Les rois mahafaly avaient un grand prêtre, le *mpisoro*, qui présidait les cérémonies organisées autour de l'autel collectif, le *hazomanga-lava*, où l'on immolait des animaux⁹⁵.

L'histoire du Mahafaly jusqu'en 1800 est marquée par des conflits avec ses voisins, par une scission en quatre royaumes distincts et indépendants (Sakatovo, Menarandra, Linta et Onilahy) et par l'annexion des territoires appartenant à la branche la plus occidentale des Antandroy (Karimbola). De Flacourt fournit quelques indications sur ces conflits. Il mentionne une ambassade de 12 Mahafales (Mahafaly) qui vinrent de la part de Dian Manhelle à Fort-Dauphin en juin 1649. Ils demandèrent l'aide de mercenaires français pour lutter contre l'un des rois machicores (terme générique désignant les peuples de la partie méridionale de l'intérieur, dont l'orthographe courante est Machicoro) qui s'était emparé d'une bonne partie du bétail de leur propre roi. De Flacourt accepta, étant entendu qu'il recevrait

92. Récit fait à A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, section 1, p. 213, note 1.

93. D. Jakobsen, 1902.

94. E. Mamelomana, *s.d. passim*; *Enquête sur les... Mahafaly*, s.d., Centre d'étude des coutumes, Université de Madagascar, p. 1-3. Ces deux ouvrages datent très probablement du début des années 60.

95. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. IV, partie III, section 1, appendice 31, p. 235-236.

la rémunération habituelle: la moitié du bétail capturé avec l'aide de ses hommes⁹⁶. Au milieu de 1653, à la veille de la mort de Dian Manhelle, les peuples de la partie méridionale de l'intérieur étaient complètement désorganisés après avoir perdu successivement deux rois dans des guerres contre lui⁹⁷. Il semble que les Mahafaly étaient aussi en train de se scinder pendant les années 1650, date approximative à laquelle se formèrent les deux premiers royaumes distincts, le Menarandra et le Sakatovo. Un peu plus tard, le Menarandra donna naissance à deux autres royaumes, le Linta (vers 1670) et l'Onilahy (vers 1750), qui fut le plus septentrional des États mahafaly gouvernés par les Maroserana⁹⁸. C'est l'un des rois menarandra qui conquiert les terres des Karimbola-Antandroy de l'Ouest pendant la première moitié du XVIII^e siècle⁹⁹. On décèle une influence antemoro sur le Royaume onilahy, dont le premier roi avait fait du titre antemoro d'*andrianoni* son propre nom. Il y eut, avant 1800, six rois à Sakatovo, sept à Linta, trois à Menarandra (après la scission de 1750 environ) et deux à Onilahy. Ces divisions reflètent de nombreuses dissensions internes chez les Maroserana mais l'histoire intérieure des Mahafaly est encore mal connue jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Si les Maroserana ont obtenu leurs premiers succès politiques chez les *tompon-tany* qui vivaient au sud de l'Onilahy, la plus grande voie navigable du Sud-Ouest, cette dynastie maroserana n'acquiert une réelle importance politique qu'à partir du moment où certains de ses membres eurent franchi le fleuve et gagné, au nord, la vallée de la Fiherenana, entre l'Onilahy et le Mangoky. C'est là que naquirent les Maroserana-Volamena et c'est en partant de là qu'ils franchirent le Mangoky pour former la dynastie des États sakalava — le Menabe et l'Iboina. Il est certain qu'Andriandahifotsy a fondé la dynastie du Menabe ainsi que, très probablement, sa branche volamena. Selon son *fitahina*, il était « le seigneur qui humilia des milliers de personnes » (Andrianihananiariyo). D'après la carte de De Flacourt, le sud du Menabe était, avant 1660, le pays des Lahe Fonti (*lahe/dahe* signifie homme et *fontil/foutil/foutchyl/fotsy* blanc). La fondation des dynasties volamena et menabe a des aspects religieux et séculiers. Un *moasy* (prêtre) royal associé aux crocodiles, Ndriamboay (noble crocodile), aurait introduit le culte des ancêtres (*dady*) chez les Maroserana, de sorte qu'ils devinrent les *ampagnito-bé* (grands ancêtres royaux, pères du peuple). À son tour, en guise de récompense, il fut inclus parmi les *dady* maroserana soit en tant que père (idée de soumission) d'Andriandahifotsy, soit en tant que son oncle et reçut le nom posthume d'Andriamisara (*Umaruishara* signifie « deviner »

96. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1920), p. 263. Il fallut une douzaine de jours à 15 Français et à 2 000 Mahafaly pour atteindre les Machicores et capturer 10 000 têtes de bétail et 500 esclaves.

97. É. de Flacourt, 1661, p. 74-75.

98. Les généalogies mahafaly et maroserana et les dates de leur histoire ont été établies par Speyer, un Autrichien qui passa 30 ans chez les Mahafaly et fut conseiller de leur dernier roi, Tsiampondy (1890-1911). Les dates sont sujettes à révision.

99. E. Defoort (1913, p. 168 et 172) situe l'événement aux alentours de 1750.

en arabe)¹⁰⁰. Selon d'autres traditions, c'est Ndriamboay qui sacrifia la femme d'Andriandahifotsy dont le sang donna les Volamena (argent qui devint rouge) et le nom de Menabe (Grand Rouge)¹⁰¹. On sait qu'il y eut des sacrifices humains lors de certaines funérailles maroserana mais, selon une tradition plus crédible, la femme d'Andriandahifotsy (qui faisait partie des nombreux Sakoambe, dont les tombes se trouvent toujours près de Morondava) réussit à lui apporter les premières armes à feu pendant une bataille décisive¹⁰². Les dix armes furent incorporées au trésor royal¹⁰³ et ses fils devinrent les Volamena.

Quand les Maroserana entrèrent en contact avec les peuples du Menabe, ils ne se trouvaient plus sur les terres des pasteurs du Sud-Ouest et les *tompon-tany* du Menabe étaient également bien différents. La zone côtière qui s'étend approximativement de Majunga à Morondava, sur quelque 640 kilomètres de long, était occupée par des pêcheurs et des agriculteurs élevant peu de bétail. À l'exception du Sadia, densément peuplé (sa capitale avait 10 000 habitants en 1614), la plupart des résidents vivaient en petites communautés et n'avaient pas d'armes, ce qui surprenait toujours da Costa¹⁰⁴. Cette zone s'appelait la Bambala. Ses occupants ne parlaient pas malgache mais des idiomes bantu. C'étaient des Cafres et non des Buque. Leur langue s'était « enrichie » d'emprunts au malgache en nombre relativement limité toutefois¹⁰⁵. On a indûment compliqué le problème de l'origine des Sakalava en recourant surtout à des arguments linguistiques : ils venaient du Bambala, et plus précisément du Sadia, et entrèrent en relation avec les Maroserana aux alentours du Mangoky, probablement au niveau d'un de ses petits affluents appelé Sakalava. Toutes les traditions s'accordent pour indiquer que les Sakalava étaient les guerriers les plus remarquables de leur temps et le témoignage de Mariano confirme cette fonction chez les Suculamba de Sadia qui avaient fait sécession en 1616 et qui, selon les témoignages, effectuaient de grands raids dès 1620¹⁰⁶. De plus le culte des *dady*, décrit par Mariano pendant son séjour dans le Sadia¹⁰⁷, fut adopté comme modèle par les Maroserana-Volamena. Les Sakalava furent le fer de lance de l'autorité politique des rois volamena, mais le culte des *dady* lui donna un fondement religieux qui survécut aux terribles guerriers et à leurs descendants directs. La formule consistant à donner aux rois des noms posthumes comportant le préfixe *andria* (seigneur, noble) et le suffixe

100. Académie malgache, Antananarivo, manuscrit anonyme 2238/2, vers 1908, *Niandohan'ny Ficavahan'ny* (Origines de la religion des Sakalava), f. 1-7.

101. C. Betoto, 1950 *b*, p. 3.

102. E. Birkeli, 1926, p. 33.

103. R. K. Kent, 1970, p. 200 et note 163.

104. P. R. da Costa, 1613 (éd. de 1970), p. 72-126.

105. L. Mariano, dans sa « Relation » et ses « Letters », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 225, 241, 256 et 315 (en petits caractères au sujet de « l'enrichissement »).

106. Cela est clairement indiqué par Mariano dans sa « Letter » du 24 août 1619, dans A. Grandidier *et al.*, *op. cit.*

107. L. Mariano, « Letter », 22 octobre 1616, dans A. Grandidier *et al.*, *op. cit.*, p. 226-229 et 232-233.

arivo (mille, milliers) fut introduite au Menabe de l'extérieur probablement mais non directement avec les Maroserana¹⁰⁸. Si l'infixe variable évoquait généralement l'image que le monarque avait laissée dans la mémoire de ses sujets, cette formule reflète une idée politique : un vrai roi doit avoir de nombreux sujets.

Le sud du Menabe (région s'étendant approximativement entre les rivières Mangoky et Manambovo) était sous la domination d'Andriandahifotsy vers le début des années 1670, quand ce monarque reçut la visite d'un Français de Fort-Dauphin, un marchand de bétail qui vit une armée disciplinée d'environ 12 000 hommes et qui reçut 50 jeunes taureaux comme présent à remettre au gouverneur du fort¹⁰⁹. Selon les meilleures estimations, Andriandahifotsy mourut vers 1685. À l'issue des conflits auxquels donnèrent lieu sa succession, un de ses fils, Trimonongarivo (mort vers 1718/1719 et devenu Andriamanetriarivo), prit le contrôle du Menabe, qu'il élargit¹¹⁰ et peupla de nombreux sujets nouveaux recrutés parmi les pasteurs du Sud-Ouest¹¹¹. Son frère cadet, Tsimanatona (devenu, par *fitahina*, Andriamandisoarivo), franchit la rivière Tsiribihina et se dirigea vers le nord avec moins de 1 000 guerriers sakalava pour fonder l'Iboina dans la dernière décennie du XVII^e siècle. Étant donné que certains noms royaux figurant dans les traditions orales et dans les témoignages européens contemporains ne concordent pas, il est difficile de dire si le Menabe eut quatre ou six rois entre 1720 et 1800¹¹². Cependant, il demeura stable pendant cette période, à l'exception d'un seul cas de régicide rapporté dans les années 1730. Au cours de la décennie qui suivit, une importante alliance fut conclue avec les rois andrevola de la vallée de la Fiherenana. Il s'agissait d'un pacte de sang royal (le *fatidra*) qui rendit beaucoup plus sûres les frontières méridionales du Menabe. Il y eut aussi une alliance par mariage avec un puissant monarque de l'ouest de l'Imerina, ce qui poussa son rival de l'Imerina central à chercher en vain à soumettre le Menabe vers la fin du XVIII^e siècle¹¹³. Dans l'Iboina, protégé au sud par l'État frère du Menabe, les comptoirs et les négociants musulmans furent placés de force sous la protection du roi volamena. Analalava et Anorontsangana (qui avaient été antérieurement sous la domination du Tingimaro) furent incorporés au royaume, ainsi que de nouveaux sujets. Majunga s'agrandit et devint la capitale commerciale du pays, tandis que ses rois et leur cour, établie à Marovoay, atteignaient une splendeur sans pareille dans toute l'île. À l'époque d'Andrianinevenarivo (connu sous le nom d'Andrianbaga, mort en 1752), l'Iboina était à

108. La formule pourrait avoir été antemoro puisque certains de leurs *sorabe* l'appliquent.

109. Du Bois, 1674, p. 105-108.

110. À son apogée, le Menabe couvrait, du sud au nord, la zone qui s'étend entre les rivières Fiherenana et Manambao, s'avancant en dents de scie à l'intérieur vers les massifs d'Isalo, de Midongy, de Lava, de Tsara et de Bongo; voir L. Thomassin, 1900, p. 397.

111. R. Drury, 1729/1890, p. 274-275.

112. E. Fagering (1971, p. 22-24) essaie de résoudre ce problème.

113. C. Guillain, 1845, p. 16 et suiv.; F. Callet, 1878-1902, p. 659-661; E. Fagering, 1971, p. 23-24.

son apogée. De même que des éleveurs du Sud avaient, en y affluant, virtuellement remplacé les agriculteurs du Menabe au moment de l'ascension des Maroserana, des immigrants venus du Nord et se dirigeant vers le Sud avec leurs troupeaux absorbèrent progressivement la plupart des Bambala restants¹¹⁴. Cela entraîna non seulement la disparition du bantou qui parlaient les *tompon-tany* mais aussi une évolution défavorable de l'économie à un moment où les États sakalava avaient besoin d'un nombre accru et non réduit d'agriculteurs. Comme il devint finalement de plus en plus difficile de trouver de la main-d'œuvre agricole dans les autres régions de Madagascar, les Sakalava commencèrent à faire des razzias dans les îles Comores et même dans le sud-est de l'Afrique¹¹⁵.

Pendant le dernier tiers du XVIII^e siècle, l'Iboina n'eut qu'un seul monarque: la reine Ravahiny (vers 1767-1808) qui, dit-on généralement, assura à son pays un gouvernement stable et une économie prospère¹¹⁶. Cependant, le déclin du pays s'amorça sous son règne. Les Volamena n'eurent plus de rois dynamiques à partir des années 1750 et les musulmans de l'Iboina qui s'étaient joints aux Sakalava constituèrent l'élément le plus dynamique de cet État. Étant donné que les Iboina-Sakalava respectaient la règle normale de succession royale et qu'ils acceptèrent (non sans agitation périodique) trois reines successives (Ravahiny étant la troisième), les musulmans cherchèrent à s'emparer du trône. Le fils et héritier présomptif de Ravahiny, par exemple, s'était converti à l'islam et les frictions entre les *silamos* (d'*islam/islam*) et les élites traditionalistes sakalava ne servirent pas la cause de l'Iboina. Une autre cause de faiblesse, indirecte cette fois, vint de la côte Est où le comte de Benyowsky avait persuadé un certain nombre des chefs betsimisaraka de ne plus payer de tribut à l'Iboina. Des guerriers y furent envoyés en 1776 pour châtier ces anciens tributaires et éliminer de Benyowsky. Leur échec et le fait que certains Sakalava allèrent même jusqu'à se ranger du côté de De Benyowsky¹¹⁷ révélèrent aux peuples de l'intérieur que l'Iboina n'était plus tout-puissant. Enfin, Ravahiny fit, en politique étrangère, une erreur qui devait avoir d'importantes conséquences à long terme en décidant d'appuyer le roi de l'Imerina central, Andrianam/poinimerina, contre d'autres rivaux locaux.

Les rois sakalava étaient à la fois despotiques et fastueux. Leur vie quotidienne était réglée par les *moasy* (prêtres) royaux et rien ne pouvait se faire sans avis préalable de ces derniers¹¹⁸. Il y avait un conseil royal composé de six anciens qui vivaient à la cour. Le premier ministre (*manantany*) traitait directement avec les nombreux conseillers du roi. Son pouvoir était, en général, inversement proportionnel à l'implication directe du roi dans les

114. E. Birkeli, 1926, p. 9-48; R. K. Kent, 1968.

115. E. de Froberville, 1845, p. 194-208; R. K. Kent, 1970, p. 203-204 et 296-298.

116. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 101 et 104; M. A. de Benyowsky, 1790, vol. II.

117. Pour les dates, consulter J. Vansina, 1962a.

118. Cela servait aussi à protéger les rois maroserana qui pouvaient toujours rendre leurs *moasy* responsables de leurs erreurs de jugement quand une de leurs entreprises se soldait par un échec. On sait que plusieurs *moasy* royaux tombés en disgrâce ont été exécutés au Menabe.

affaires de l'État. Son assistant, le *fahatelo*, était habituellement choisi pour sa connaissance des clans et des lignages, ainsi que des coutumes sakalava. Tout village, quelle que soit sa taille, avait son propre fonctionnaire royal (appelé souvent *fahatelo* lui aussi) qui veillait à ce que la population travaillât quatre jours par semaine dans les rizières royales et à ce que le troupeau du roi fût constamment renouvelé au moyen de présents. Ce système compensait l'absence d'un impôt régulier et les quotas étaient calculés d'après la position sociale et la capacité de contribuer. D'autres fonctionnaires, appelés *talempihitry* et *hanimboay* supervisaient le culte *dady* pratiqué par tous les Sakalava. Aucun monarque ne pouvait régner sans détenir le *dady* royal (reliques ancestrales volamena), d'autant plus que le nouveau roi devenait automatiquement le seul intermédiaire entre les vivants et les ancêtres royaux (*ampagnito-bé*). La coutume régissant encore plus que le *dady* royal la vie des Sakalava, ses interprètes jouissaient d'une grande considération et chaque village avait son conseil des anciens constitué à l'image du conseil royal. C'était le *sojabe* qui réglait tous les aspects de la vie sociale¹¹⁹. Les membres de la famille royale devenaient souvent des chefs mineurs (*mpanjaka*) : ils se voyaient attribuer des *fehitra* (mot qu'on pourrait traduire par fief villageois, faute d'un meilleur terme) qui leur assuraient des ressources suffisantes pour vivre mais ne leur donnaient guère d'influence politique. Cette organisation servit de modèle à l'Iboina et au Menabe au XVIII^e siècle. Les gouverneurs de province avaient souvent beaucoup de pouvoirs et tendaient parfois à se déclarer indépendants. Certains monarques se souciaient peu d'utiliser la voie hiérarchique et le pouvoir royal était souvent utilisé de manière différente dans les ports, par où entraient les richesses extérieures destinées directement à la Couronne.

Des groupes de réfugiés sans chef, venus de la côte Est, donnèrent naissance aux Tsimihety. Il s'agissait d'hommes et de femmes qui avaient fui les guerres entreprises pour se procurer des esclaves et s'étaient installés avec leurs troupeaux dans la grande plaine de Mandritsara, à laquelle on pouvait accéder sans avoir à franchir les pentes abruptes qui séparent la majeure partie du littoral oriental de l'intérieur¹²⁰. En revanche, les Antankara étaient les *tompon-tany* de l'extrême nord de Madagascar, les peuples des rochers (*ant-ankara*) qui caractérisent cette partie de la grande île. Aucun de ces deux peuples n'avait créé son propre État¹²¹ et ils finirent l'un et l'autre par accepter d'être gouvernés par des collatéraux des Maroserana (les Volafotsy, descendants de « l'argent blanc », nés de l'union de Maroserana avec des femmes n'appartenant pas à cette famille) qui, n'ayant pu régner chez les Sakalava, avaient émigré vers la partie septentrionale de

119. C. Betoto, 1950a; R. K. Kent, « Field notes », 1966.

120. L'origine exacte des « proto-Tsimihety » est controversée. Voir B. Magnès, 1953, p. 13-14; A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 227.

121. Il semble qu'une partie de la côte antankara ait été contrôlée à un moment donné par un puissant chef venu de l'îlot de Nosy Be, qui s'était opposé aux musulmans et était en train d'étendre son influence politique lorsqu'il fut tué, avec toute sa famille, par l'explosion d'un baril de poudre: N. Mayeur, 1912, p. 128 et 148-149.

l'intérieur en quête d'un royaume. Cependant, les Tsimihety rejetèrent vite les Volafotsy (ou les Volamena) et choisirent délibérément leur nom collectif (*tsimihety*) pour indiquer, en refusant de couper leurs cheveux, qu'ils ne se soumettaient pas aux Maroserana. Comme ils ne constituèrent pas un royaume centralisé, leur histoire au XVIII^e siècle demeure virtuellement inconnue. Ils épousèrent des Iboina-Sakalava et des Antankara mais, bien que leur nombre eût considérablement augmenté avant 1800, aucune tentative sérieuse ne fut faite de l'extérieur pour les contrôler politiquement — ce qui est d'autant plus surprenant qu'ils n'avaient pas de guerriers, ne payaient aucun tribut et encombraient souvent, avec leurs troupeaux, la vallée de la haute Sofia, grand axe par lequel les Iboina assurèrent leur suprématie politique sur les Betsimisaraka de la côte Est jusque vers 1780.

Les réactions des Antankara furent bien différentes. Certains d'entre eux vinrent se soumettre au fondateur de l'Iboina et les Sakalava les contrôlèrent en partie, à un moment ou à un autre, jusqu'à ce que le XIX^e siècle soit bien avancé¹²². Néanmoins, une lignée royale remontant à un Volafotsy appelé Kazobe s'imposa chez eux. Mais il fallut attendre le règne de son petit-neveu, Andriantsiroto, pour que se constitue un royaume pleinement centralisé chez les Antankara. Andriantsiroto régna, selon les textes, de 1697 environ à 1710 ou de 1710 à 1750 environ¹²³. Après avoir été en exil chez les Betsimisaraka de Maroantsetra et contraint, pour régner, à payer tribut aux Boïna, il construisit la nécropole royale d'Ambatosahana (endroit où, fuyant le roi boïna, Andrianbaga, il avait précédemment trouvé refuge). En l'absence d'un culte *dady* royal, il introduisit le symbole unificateur de la royauté antankara, le *saina*, drapeau frappé d'un croissant¹²⁴ et d'une étoile qu'il avait ramené de Maroantsetra. Il lia son pouvoir à une impressionnante *moasy* (prêtresse), qui fabriquait les amulettes royales (*mandresirafy*) conférant l'invincibilité et transmises en tant qu'objets sacrés d'un roi à l'autre. Il devint le conseiller de deux de ses successeurs et vécut plus de cent ans¹²⁵. Le fils et successeur d'Andriantsiroto, Lamboina (en dépit du « télescopage de dates » probable), eut l'un des plus longs règnes de Madagascar (de 1710 à 1790 ou d'environ 1750 à 1802, selon les textes). La tradition lui attribue plus de trente fils et la caractéristique marquante de son règne est qu'il fut exempt de guerres. Lamboina n'essaya qu'une fois de se soustraire à l'obligation de payer à l'Iboina un tribut consistant en une cinquantaine de chargements de carapaces de tortues par an et il conclut, en 1775, un traité avec l'envoyé et interprète de De Benyowsky, Nicolas Mayeur. Dix ans plus tard, de Benyowsky persuada Lamboina de transférer son allégeance à la France et de ne plus payer tribut aux rois boïna. Mais ce conseil ne fut pas suivi pendant longtemps car le

122. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 153-156.

123. M. Vial, 1954, p. 5; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 154-156 et 232-233 (appendice 25).

124. Bien que la famille royale antankara se soit convertie à l'islam vers 1840 (alors qu'elle était en exil), le drapeau lui-même et son croissant n'avaient aucun lien autre que visuel (copie du croissant) avec cette religion.

125. M. Vial, 1954, p. 19-22.

comte de Benyowsky fut assassiné en 1786¹²⁶. Les Antankara empruntèrent leur organisation politique aux Boina-Sakalava mais n'adoptèrent pas le culte *dady*. Les homologues des *fahatelo* de l'Iboina s'appelaient *rangahy* à Ambilobe (plus tard capitale antankara); le Conseil royal, appelé *famoriana*, était probablement plus puissant chez les Antankara qui, comme les Boina-Sakalava, n'avaient pas de fiscalité régulière et pratiquaient le système de la « perception périodique » (*tatibato*) pour alimenter les finances de l'État.

Les États de l'intérieur :

Betsileo, Imerina, Sihanaka, Bezanozano, Tanala et Bara

Les Betsileo doivent leur nom à un chef appelé Besilau qui, semble-t-il, s'opposa avec succès à l'expansion des Sakalava du Menabe dans les hauts plateaux de l'intérieur pendant les années 1670 (*silau/tsileo* : l'invincible)¹²⁷. En général, toutefois, la population que l'on devait appeler plus tard les Betsileo n'appuya pas les initiatives prises à l'intérieur pour parvenir à l'unité politique et n'adopta un gouvernement unique, au XIX^e siècle, que sous la pression de forces extérieures¹²⁸. Un mélange du *tompon-tany* et de nouveaux venus, migrant en groupes ou séparément pour tenter d'assurer leur fortune politique, subdivisa les Betsileo en quatre principaux États : au sud et fusionnant avec l'Ibara, l'Arindrano; au centre-ouest, face aux Sakalava, l'Isandra; au centre-est, avec les Tanala pour voisins, le Lalangina; au nord, le Manandriana, qui était le plus proche de l'Imerina, fut le dernier à se constituer et le premier à se soumettre à la domination des Merina à la fin du XVIII^e siècle. Des arbres généalogiques complexes pourraient être établis en remontant jusqu'au XVI^e siècle, mais il est douteux que les Betsileo aient formé des royaumes avant le milieu du XVII^e siècle. L'Isandra et l'Arindrano (nom donné également au Betsileo du Sud qui avait sollicité les services de mercenaires français à Fort-Dauphin) étaient encore dirigés, en 1648, par une foule de petits chefs indépendants. Le Lalangina ne formait encore qu'un État peu puissant en 1667, date à laquelle La Case, à la tête d'une petite troupe, se saisit d'une grande quantité de bétail¹²⁹. Les difficultés internes que connaissait le Lalangina à cette époque sont confirmées par la tradition orale. Son fondateur, Rasahamanarivo, fut obligé d'abdiquer en faveur de son frère (parce qu'il était atteint de la lèpre, maladie qui semble avoir frappé plus d'un monarque) mais alla en Arindrano vers 1680 et y fut accepté comme chef par les Betsileo du Sud¹³⁰. Des luttes de succession et des guerres avec des voisins arrêtaient la croissance du Lalangina qui, à la suite d'un

126. N. Mayeur, 1912, p. 119-124; C. Guillain, 1845, p. 369-370.

127. F. Martin, « Mémoire », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1020, vol. IX, p. 480 et 620.

128. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 12-13 et 16-19.

129. É. de Flacourt, « Histoire » et « Relation », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1020, vol. VIII, p. 23 et vol. IX, p. 41-42, 85 et 376.

130. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 11; H. M. Dubois, 1938, chapitres sur le Lalangina et sur le début de l'histoire de l'Arindrano, p. 169-206 et 218-219.

régicide, éclata en quatre provinces ayant chacune son chef¹³¹. Cependant, la branche usurpatrice de la famille royale du Lalangina donna au moins trois puissants chefs au XVIII^e siècle : Raonimanalina qui, grâce aux armes à feu obtenues des Sakalava (« 3 000 fusils à platine de silex en échange de 3 000 esclaves »), réunifia le royaume et créa une milice nationale pour mater les révoltes ; Andrianonindranarivo, qui réalisa plusieurs réformes économiques et sociales importantes qui entraînèrent une forte augmentation de la production du riz, un accroissement de la population et apportèrent une ère de paix au pays ; Ramaharo, son fils et successeur, qui transforma la milice en un agent économique de l'État pour accroître encore la production de riz (c'est effectivement au XVIII^e siècle que les Betsileo devinrent les premiers producteurs de riz de Madagascar). Les chefs qui gouvernèrent le Lalangina au XVIII^e siècle ne connurent pas les mêmes succès dans le domaine des relations extérieures, mais Ramaharo refusa, vers la fin de ce siècle, de se soumettre aux Merina¹³².

Selon des traditions contradictoires, l'ancêtre de la famille royale de l'Isandra, le Zafimanarivo, était soit une femme antemoro, soit un prince maroserana en exil¹³³. Du point de vue géographique, un ancêtre maroserana est certainement plus probable. Un des premiers Zafimanarivo est associé au terme *volamena* (or). De plus, les corps des rois défunts de l'Isandra, comme ceux des monarques maroserana du Menabe, étaient « vidés de leurs humeurs » avant d'accéder au repos éternel. Mais, contrairement aux Sakalava du Menabe, les Betsileo de l'Ouest en vinrent à croire que ces « humeurs » royales se transformaient en grands serpents (*fanane*), objets d'un culte antérieur mais de moindre importance¹³⁴. Il est également fort possible qu'un prêtre venu du sud-est de Madagascar ait été intégré dans la généalogie royale en raison des services qu'il avait rendus, comme cela avait été le cas pour le célèbre prêtre des Maroserana du Menabe. L'Isandra ne peut guère être considéré comme un État betsileo remarquable avant le milieu du XVIII^e siècle, date à laquelle il commença à être gouverné par un grand monarque, Andriamanalina I^{er}. Appelé parfois « le Roi bouffon » à cause de son aptitude à convaincre politiquement par l'humour, il fut le premier Betsileo à concevoir et à constituer un seul État unifié. Quand la diplomatie échouait, par exemple, pour soumettre certaines parties du Lalangina et de l'Arindrano (qui fut longtemps éclipsé par le premier au XVIII^e siècle), Andriamanalina I^{er} s'imposait par les armes. Il étendit également son royaume vers l'ouest, installa ses Betsileo dans le massif de Midongy et, s'avancant vers le sud, entra dans l'Ibara où il s'assura un important vassal, le chef bara Andriamanely II. Tout en préservant les structures traditionnelles de chaque région, Andriamanalina I^{er} plaça ses fils à la tête de quatre nouvelles provinces dans lesquelles vivaient la plupart des Betsileo. À sa mort en 1790, les Betsileo

131. G. Grandidier et R. Decary, 1958, vol. V, partie III, section 1, p. 11 et note 8.

132. *Ibid.*, p. 10.

133. H. M. Dubois, 1938, chapitres sur les débuts de l'Isandra, p. 112-139; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 4 et 5 et note 3.

134. F. Callet, éd. de 1958, vol. III, p. 234-237; R. K. Kent, 1970, p. 294-295 (appendice).

avaient atteint leur apogée politique¹³⁵. Quant au Manandriana, il ne constitua que pendant un bref laps de temps un État indépendant puisqu'il fut fondé après 1750 environ et que son second chef se soumit volontairement aux Merina vers 1800¹³⁶.

L'histoire des Merina commence, à proprement parler, avec le règne de Ralambo, chef auquel un grand nombre de traditions orales attribuent non seulement la première utilisation de ce nom collectif¹³⁷ mais également l'introduction de nouvelles institutions et d'une hiérarchie. Avant son règne, que plusieurs estimations différentes situent entre 1610 et 1640¹³⁸, l'Imerina n'était pas un État organisé. Il comprenait de nombreuses chefferies villageoises peuplées de Vazimba, leurs *tompon-tany*, ou de Hova¹³⁹, dont les clans émigrèrent en Imerina en deux grandes vagues — probablement au plus tard vers 1500¹⁴⁰. Des conflits sporadiques semblent avoir éclaté régulièrement au XVI^e siècle mais ont parfois été résolus par des moyens pacifiques. Les différends étaient également soumis à l'arbitrage des sages et d'astrologues locaux, les anciens des Ampandrana, qui s'étaient installés chez les Vazimba avant l'arrivée des Hova¹⁴¹. Comme ni les Hova, ni les Vazimba de l'époque n'étaient des groupes ethniques ou des peuples rassemblés autour d'une autorité politique centrale, les Ampandrana assumèrent progressivement un rôle dirigeant qui conduisit à la formation de la dynastie des Andriana, dont le premier représentant fut Andriamanelo, le père de Ralambo. C'est lui qui fit construire les premières fortifications à Alosara et qui étendit à la guerre l'utilisation du fer, qui ne servait jusqu'alors qu'à des fins domestiques limitées. Bien que ses lances à pointe de fer lui aient donné une supériorité absolue face aux lances à pointe d'argile, il s'allia en outre par mariage à la famille du puissant chef vazimba d'Ambohitrabiby¹⁴².

Avec Ralambo apparaissent le premier des douze *sampy*, gardiens d'amulettes de l'Imerina, la pratique royale de la circoncision et de l'inceste, le *fandroana* ou cérémonie annuelle du bain royal¹⁴³, la divinisation des monarques défunts, les classes nobles (*andriana*), les unités d'orfèvres et de forgerons au service de l'État, la capitation, la consommation de la viande de bœuf et une armée peu nombreuse mais permanente¹⁴⁴. Son fils et successeur, Andrianjaka, entreprit une action décisive contre les Vazimba en se servant d'armes à feu acquises auprès de négociants de la côte Ouest

135. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 5-6.

136. *Ibid.*, p. 3; H. M. Dubois, 1938, p. 102-104.

137. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 284-285.

138. M. Cheffaud, 1936, p. 46-47; A. Jully, 1898, p. 890-898; A. Grandidier, 1908-1928, vol. IV, partie I, p. 83-85; R. K. Kent, 1970, p. 229 et note.

139. Bien qu'encore utilisé pour la période initiale de l'histoire locale, le terme Hova ne correspondait pas à une ethnie; après Ralambo et jusqu'à la fin de l'État merina, ce terme (souvent employé à la place de Merina et vice-versa) désignait les gens du commun.

140. C. Savaron, 1928, p. 63; R. K. Kent, 1970, p. 220.

141. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 18, 28-29, 540; C. Savaron, 1928, p. 65-66; R. K. Kent, 1970, p. 227-228, (note 112) et 233-235.

142. R. K. Kent, 1970, p. 308-309, appendice; F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 27 et 126.

143. Le meilleur ouvrage consacré à ce sujet est celui de G. Razafimino, 1924.

144. R. K. Kent, 1970, p. 235; H. Deschamps, éd. de 1965, p. 116.

qui bénéficiaient de la protection royale¹⁴⁵. Sous le règne d'Andrianjaka, la monarchie merina devint plus hautaine et plus éloignée de ses sujets et prit certaines mesures de politique intérieure qui leur inspirèrent de la crainte. Mais Andrianjaka fonda Antananarivo et mit en valeur les marais pour faire considérablement augmenter la production de riz, élément qui, comme le constate Hubert Deschamps, donna suffisamment tôt aux Merina une assise économique qui leur permit de devenir le peuple le plus important de Madagascar¹⁴⁶.

La croissance démographique de l'Imerina multiplia également les risques de famine (*tsimiompy*) et obligea les chefs à augmenter continuellement les surfaces irriguées — pratique suivie sans exception par les trois successeurs d'Andrianjaka jusqu'à ce que le XVIII^e siècle soit déjà bien avancé. Mais alors que ses fils et petits-fils se distinguèrent essentiellement par l'allongement de leurs noms royaux (Seigneur des Seigneurs, Suprême Seigneur des Seigneurs, soit 33 lettres en malgache), son arrière-petit-fils, Andriamasinavalona, fut un autre grand monarque. Grâce surtout à l'aide d'un conseiller avisé, Andriamampiany, il déposa un frère aîné qui s'enfuit chez les Sakalava et demanda même leur aide militaire¹⁴⁷. Andriamasinavalona poursuivit une politique d'expansion agressive et n'accorda que peu d'indépendance aux nombreux chefs qu'il soumit. Il porta le nombre des clans nobles de quatre à six et récompensa les nobles les plus méritants en leur concédant les fiefs villageois et le titre de *tompon-menakely* (maîtres des fiefs)¹⁴⁸. À cause de son âge avancé, il dut également se pencher sur le problème de la succession quand il était encore au pouvoir. Passant outre aux conseils d'Andriamampiany, il divisa l'Imerina en quatre provinces dirigées chacune par un de ses fils et, très vite, il se trouva face à quatre royaumes indépendants : deux au nord, près d'Ambohitrabiby et de la nécropole d'Ambohimanga (où, selon la légende, « aucun sanglier, chien ou étranger ne pouvait mettre le pied »), un au sud, gouverné à partir d'Antananarivo, et le dernier à l'ouest, avec pour capitale Ambohidratrimo. Il subit également l'humiliation d'être emprisonné (pendant « sept ans ») par son fils Andriantomponimerina, qui régnait sur la zone occidentale (Marovatana)¹⁴⁹. Le vieux monarque mourut vers 1750¹⁵⁰. L'Imerina devint alors le théâtre de guerres civiles auxquelles participèrent même des étrangers. En 1770, toutefois, Ambohimanga l'avait emporté sur Ambohitrabiby et semblait puissante sous la conduite de son chef, Andriambelomasina. Bien que son fils, Andrianjafy, ait hérité du trône, ce fut son neveu, Ramboasalama, qui devint roi à Ambohimanga vers 1777-1778. Il devait être considéré par la suite comme le plus important des rois merina.

145. F. Callet, éd. de 1953, vol. I, p. 461; R. K. Kent, 1970, p. 241-242.

146. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 117.

147. C. Guillain, 1845, p. 42; V. Malzac, 1912, p. 54-65.

148. Cette institution remontait à l'époque d'Andrianjaka et de son frère, Andriantompo-koindrindra, au cours de laquelle douze *menakely* furent créés. J. Rasamimanana et L. Razafindrazaka, 1909 (éd. de 1957), p. 37.

149. G. Grandidier, 1942, vol. V, partie I, p. 62 et 64.

150. A. Tacchi, 1892, p. 474.

Prenant le nom d'Andrianampoinimerina, il réussit tout d'abord à faire la paix avec ses rivaux et frères royaux, puis consolida les frontières de son royaume en les peuplant de sujets qui s'engageaient à les défendre et, enfin, se procura un nombre considérable d'armes à feu en provenance de l'ouest de Madagascar. Antananarivo vers 1797¹⁵¹ et Ambohidratrimo peu de temps après tombèrent sous sa domination ainsi que, avant la fin du siècle, plusieurs régions moins bien définies de l'Imerina. Il ne se borna pas à chercher à unifier l'Imerina et commença à envoyer des émissaires soigneusement choisis pour proposer aux chefs d'autres régions de Madagascar de devenir ses vassaux et de conserver ainsi leur autonomie, sous peine, s'ils refusaient, de voir leurs territoires conquis par les Merina. Ce genre de diplomatie lui valut parfois des succès, par exemple avec les Betsileo du Manandriana, les Andriantsay du Betafo (un mélange d'Antandrano qui avaient fui l'ouest de Madagascar devant l'expansion sakalava, de Betsileo et de quelques Merina assimilés) ou l'Imamo occidental. Mais il connut aussi des revers, par exemple au Menabe ou dans certaines parties du Lalangina et de l'Isandra. Il ne fait guère de doute, toutefois, que sous Andrianampoinimerina, l'Imerina avait cessé de payer un tribut aux Sakalava et devenait une puissance dont il fallait tenir compte, en dépit de ses dimensions géographiques réduites¹⁵². Andrianampoinimerina était un monarque énergique et on raconte que grâce à son action, non seulement le vol mais aussi la consommation d'alcool et de tabac disparurent de l'Imerina sous son règne. En dernière analyse, il concentra le pouvoir entre ses mains, à tous les niveaux — développant ainsi des idées qui avaient déjà été appliquées dans une certaine mesure par Andriamasinavalona —, mais il l'exerça en sollicitant constamment l'avis d'anciens renommés, celui des assemblées publiques (*kabary*) et celui du Conseil des soixante-dix où toutes les grandes communautés du Royaume étaient représentées¹⁵³. En unifiant et en restructurant l'Imerina, il jeta les fondements de l'empire qui allait en émerger au XIX^e siècle.

Bien que ni les Sihanaka ni les Bezanozano n'aient pu constituer de structures étatiques puissantes, leur histoire n'en demeure pas moins fort intéressante. Le groupe des Sihanaka se constitua autour du lac Alaotra (le plus grand de Madagascar), tandis que les Bezanozano se fixèrent dans une région comprise entre la forêt humide tropicale du littoral oriental et les pentes du plateau. Ils jouissaient donc les uns et les autres d'une situation géographique idéale — les Bezanozano le long de la principale route commerciale reliant l'Imerina à la côte orientale et les Sihanaka le long de celle qui le reliait aux entrepôts du Nord-Ouest. Il est presque certain que les premiers « Ova » (Hova) vendus comme esclaves en 1614, selon le père Mariano, arrivèrent aux entrepôts en passant par des intermédiaires sihanaka¹⁵⁴. De leur côté, les Bezanozano furent, dans l'est de Madagascar, les principaux

151. G. Grandidier, 1942, p. 91, note 2, et p. 92; H. Deschamps, 1965, p. 121-122.

152. Environ 33 kilomètres de diamètre. Voir la carte établie grâce aux travaux détaillés de Savaron dans H. Deschamps, éd. de 1965, p. 118.

153. Pour une description schématique de ces changements, voir H. Deschamps, éd. de 1965, p. 121-127, ou la version française de F. Callet, éd. de 1953, vol. II et III.

154. L. Mariano, « Relation », dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 12-13.

fournisseurs des commerçants des Mascareignes en esclaves provenant de l'Imerina¹⁵⁵. De fait, les deux groupes possédaient tant d'esclaves qu'ils durent, en 1768, faire appel aux Européens pour mater ceux qui s'étaient révoltés¹⁵⁶. En 1667, quand François Martin pénétra dans le territoire des Sihanaka par l'est (après dix-huit jours de voyage), il observa qu'ils habitaient des villages fortifiés, perchés au sommet des collines, ceints de hautes murailles en pierres (cimentées par un mortier rougeâtre) et de fossés larges et profonds. Ils étaient d'excellents potiers et avaient construit l'unique pont que les Européens aient vu jusqu'alors à Madagascar. Ils étaient aussi très bien armés et, avec leurs arcs et leurs flèches, ils mirent en déroute les quelque 3 000 Betsimisaraka conduits par Martin et 44 de ses compatriotes¹⁵⁷. Martin confirme également que les Sihanaka étaient l'un des plus importants groupes de commerçants de l'île, ce qui implique une certaine organisation politique. Mais rien ne prouve qu'ils aient jamais eu une autorité centrale. Rabenifananina, qui était probablement d'origine betsileo, essaya d'établir une dynastie chez les *tompon-tany* du lac Alaotra mais, s'il laissa derrière lui le nom collectif d'Antsihanaka, il n'eut pas de successeur politique¹⁵⁸. En fait, les Sihanaka payaient un tribut à l'Iboina, au XVIII^e siècle, mais non sans avoir tenté au moins une fois de s'en libérer par une puissante attaque qui se solda par une défaite¹⁵⁹. Les Bezanozano, dont le nom collectif même indiquait l'absence d'une autorité centrale, selon William Ellis¹⁶⁰, et dont le pays était, à l'origine, connu sous le nom d'Ankay, étaient également gouvernés par des chefs locaux (*mpifehy*) et vivaient dans des villages fortifiés. Mais, contrairement aux Sihanaka, ils avaient au moins une institution unificatrice qui regroupait des amulettes représentant onze divinités protectrices qui seraient venues du pays des Sakalava. Comme plusieurs d'entre elles portaient des noms sakalava¹⁶¹, il semble hors de doute qu'elles étaient originaires de la côte Ouest, bien qu'il soit également probable que les *ombiasa* bezanozano en aient fabriqué quelques-unes. Vers la fin du XVIII^e siècle, toujours contrairement aux Sihanaka, les Bezanozano semblaient avoir accepté l'autorité de Randrianjomoina, leur premier roi, mais celui-ci ne devait pas régner longtemps car les Merina exigèrent et obtinrent sa soumission¹⁶².

Coincés entre les montagnards betsileo et les Antemoro du littoral, les Tanala se donnèrent le nom de leur milieu, celui de « peuple de la forêt » (Antanala), qui était utilisé dans d'autres régions de Madagascar mais sans avoir pris une valeur ethnique aussi durable. En effet, les Tanala devinrent bientôt un

155. N. Mayeur, 1806, p. 123.

156. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 120, 121 et note 1, et p. 132.

157. F. Martin, « Mémoire », décembre 1667, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. IX, p. 552-559.

158. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 117, note 3.

159. C. Guillaïn, 1845, p. 24; N. Mayeur, 1912, p. 70.

160. W. Ellis, 1838, vol. I, p. 131. Mayeur avait donné au groupement des Bezanozano le nom de « république ».

161. Vallier, 1898, p. 80-81.

162. F. Callet, éd. de 1908, vol. I, p. 77-84, et éd. de 1909, vol. II, p. 527; V. Malzac, 1912, p. 92; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 133-134.

peuple très mélangé puisque jusqu'à vingt-trois de leurs clans se réclamaient d'une ascendance betsileo. Mais ils ne formèrent jamais un État. Certains d'entre eux, cependant, occupèrent une place privilégiée dans l'histoire de la région, tels les Tanala de l'Ikongo, énorme roc auquel on n'accédait que par des passages artificiels¹⁶³. Alors qu'elle était entièrement isolée des montagnes betsileo, la région des Tanala-Ikongo constituait l'arrière-pays naturel de la région côtière (distante seulement de 45 kilomètres environ), que l'on ne pouvait atteindre (sauf à partir du roc lui-même) que par des voies d'eau comme la Sandrananta, le Faraony et la Matitana, rivière des Antemoro¹⁶⁴. Il n'est donc pas surprenant que les Tanala de l'Ikongo aient accepté en leur sein des immigrants de la côte orientale et que l'un de ces derniers, Rambo, qui aurait été un Anteony-Antemoro, ait donné naissance à la dynastie locale des Zafirambo, mentionnée pour la première fois par des étrangers en 1668¹⁶⁵. D'après les traditions tanala recueillies par Ardant du Picq vers 1900, Rambo devint roi de l'Ikongo grâce à sa connaissance des amulettes curatives (*fanafody*) et des *sorabe*. Il a également marqué les esprits par son rôle de « législateur ». Plusieurs de ses successeurs fabriquaient aussi des amulettes destinées à protéger les Tanala de l'Ikongo et avaient acquis une certaine réputation dans la prédiction des phénomènes naturels. Les chefs prédynastiques (les Anakandriana et les Andriambaventy) conservèrent un certain nombre de privilèges et bien que les Zafirambo pratiquassent le *sombili* (prérogative d'abattre les animaux domestiques), ils ne l'exerçaient que pour eux-mêmes. Ils étaient également connus sous le nom de Zanaka-Isandrananta (enfants de la Sandrananta) parce que, après Rambo, les viscères des rois défunts étaient jetés dans cette rivière où ils auraient donné naissance aux crocodiles¹⁶⁶. La plus grande partie du XVIII^e siècle fut marquée par des conflits entre les Tanala de l'Ikongo et les Antemoro, les premiers finissant par envahir et dévaster les basses terres vers la fin du siècle. Au début du XIX^e siècle, l'un des Zafirambo, Andriamamohotra, s'allia à Andrianampoinimerina¹⁶⁷.

Les Bara, principaux pasteurs de Madagascar auxquels on a souvent prêté une origine africaine¹⁶⁸, semblent être venus d'une zone située dans la région méridionale du pays Arindrano, le long de la rivière Ihosy. De Flacourt mentionne le site de Varabei¹⁶⁹, nom que l'on retrouve dans Bara-be (*varabei* et *beilbe*: grand, nombreux), l'un des trois grands clans bara. Les Bara-be s'installèrent sur le plateau d'Horombe, avec les Bara Iantsantsa à l'est et les Bara Imamono à l'ouest, du côté des Sakalava. Deux clans bara importants, mais plus petits, à savoir les Vinda de l'Ibara du Sud-Ouest et les Antivondro installés à l'est du fleuve Ionaivo, sont d'origine plus récente, la constitution du clan vinda datant seulement du début du XIX^e siècle¹⁷⁰.

163. A. du Picq, 1905, p. 541-542.

164. *Ibid.*, p. 543.

165. R. K. Kent, 1970, p. 92 et note 14. Deschamps situe l'exil de Rambo au XVI^e siècle.

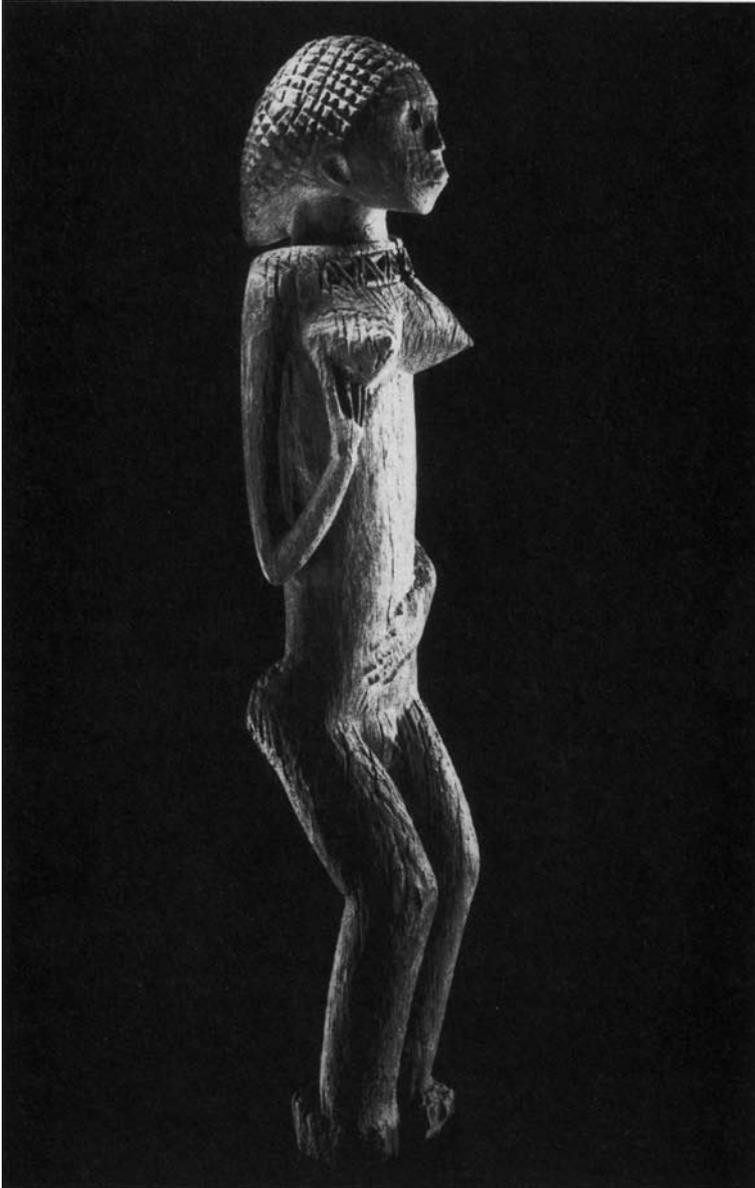
166. A. du Picq, 1933, p. 27-39.

167. *Ibid.*, p. 39.

168. R. K. Kent, 1970, p. 116-120 et notes sur ce sujet.

169. É. de Flacourt, 1661 (éd. de 1913), p. 33.

170. R. K. Kent, 1970, p. 124.



28.3. Groupe ethnique bara d'Ambutsira (sud-est de Madagascar): statue commémorative dite *alualu*, érigée à la mort d'une personne sans progéniture masculine ou lorsque sa dépouille n'est pas inhumée dans le tombeau familial. La statue était entourée d'une clôture de poteaux surmontés de cornes de zébus sacrifiés lors des funérailles. La règle était de faire d'une figure féminine le substitut d'un mort de sexe masculin, comme symbole de l'élément chargé d'assurer la descendance. Cœur de camphrier. Hauteur: 107 cm.

[© G. Berjonneau, ART 135, Boulogne-Billancourt.]

D'une manière générale, il semble que les Bara se soient étendus jusqu'à ce qu'ils eussent atteint des frontières plus ou moins naturelles avec les Sakalava, les Mahafaly, les Antandroy, les Antanosy, les Antesaka et les Antefasy. Il y eut deux périodes dynastiques distinctes dans la partie méridionale de l'intérieur (dont l'Ibara occupe de loin la plus vaste superficie). L'une de ces périodes coïncide avec celle des proto-Maroserana, mais elle demeura vraisemblablement mal connue¹⁷¹, tandis que la plus récente, celle des Zafimanely, commence vers 1650. L'absence totale de lois de succession et la facilité avec laquelle les dissidents pouvaient émigrer avec leurs troupeaux vers des pâturages encore meilleurs facilitèrent certainement le processus de désintégration de l'autorité à partir de 1640, lorsque le roi Dian Manhelle envahit l'intérieur de cette région et commença à y installer des rois locaux choisis dans sa famille. Après sa mort, en 1653, ses descendants, les Zafimanely, assirent progressivement leur autorité dans l'Ibara, sans d'ailleurs que celui-ci en bénéficiât nécessairement. Entre 1650 et 1680, l'histoire de l'Ibara est dominée par les rivalités entre roitelets zafimanely (*mpanjaka-kely* par opposition à *mpanjaka-bé*, titre de roi attribué seulement aux chefs des grands clans bara) qui se multiplièrent, enrichissant la famille bara d'innombrables sous-groupes (*tariki*). Leur rivalité interne était plus économique que politique. Ne disposant pas d'un système de tributs réguliers, les Zafimanely purent maintenir leur pouvoir de seigneurs locaux en protégeant une partie de leur fortune par des décisions juridiques¹⁷² et, surtout, en razziant du bétail, principale source de richesse. Comme ils ne pouvaient s'attaquer aux bêtes de leurs propres sujets ou risquer des guerres à l'extérieur, ils s'en prenaient aux enclos les uns des autres, presque continuellement et sans la moindre vision politique. Ce cycle de tensions artificielles ne fut brisé qu'après 1800, par Raikitroka, roi extrêmement intéressant qui mérite une étude approfondie¹⁷³. En fait, les rois bara ne gouvernaient pas leurs clans en chefs absolus et ils ne pouvaient déclarer la guerre sans l'approbation de leurs conseils des ministres (appelés *tandonaka* chez les Imamono) et leurs gouverneurs provinciaux (*mamandranomay*), nommés par le *mpanjaka-bé* mais contrôlés aussi par les conseils locaux d'anciens (les *ionaka* chez les Imamono)¹⁷⁴.

Les États de l'Est et du Sud : Betsimisaraka, Antemoro, Antambahoaka, Antefasy, Antesaka, Antanosy, Antandroy

Les Betsimisaraka, souvent divisés en « septentrionaux » (*antavaratra*) et « méridionaux » (*antatsimo*), et les Betanimena, établis entre les deux, vivaient sur la côte orientale de Madagascar, grosso modo entre la baie d'Antongil et Vatondry. D'après de nombreuses sources, les *tompon-*

171. *Ibid.*, p. 123-137.

172. C'est peut-être la raison pour laquelle le système judiciaire des Bara comprenait une grande variété d'ordalies.

173. J. Rabemanana, *Le pays des Kimoso et son histoire depuis les origines jusqu'à l'an 1820*, 1911-1912, manuscrit des archives de l'Académie malgache, Antananarivo, p. 98; R. K. Kent, 1970, p. 124, note 44, et p. 129, note 65.

174. L. Michel, 1957, p. 34-51; C. Le Barbier, 1916-1917, p. 97-100.

tany de cette région sont restés en dehors des grandes unions politiques jusqu'au début du XVIII^e siècle, sous l'autorité de chefs (*filohany*) dont le pouvoir s'étendait rarement sur plus d'un ou de deux villages. Il semble cependant qu'autour de l'immense baie d'Antongil, les chefs étaient mieux organisés et qu'ils avaient des insignes royaux, au moins depuis la fin du XVI^e siècle¹⁷⁵. Les Antavaratra étaient également favorisés par la nature, puisqu'ils possédaient tous les ports (Antongil, Titingue, Foulpointe, Fenerive et Tamatave), alors qu'il n'y en avait aucun sur le littoral des Betanimena. À mesure que les Mascareignes dépendaient davantage des régions orientales de Madagascar, d'où elles importaient du riz, du bétail et des esclaves, la maîtrise de ces ports non seulement faisait la fortune des *filohany* mais aussi assurait une puissance de feu pour la défense ou l'attaque. C'était aussi la partie de Madagascar qui, de 1680 à 1720 environ, comptait la plus forte colonie de pirates européens, surtout anglais et américains. Nombreux furent ceux qui épousèrent des femmes antavaratra, donnant ainsi naissance à des métis qui devinrent les Zana Malata, souvent alliés aux *filohany* dont les filles étaient leurs mères. C'est de l'une de ces unions que naquit, vers 1694, un Zana Malata appelé Ratsimilahoe¹⁷⁶, que son père emmena avec lui en Angleterre et en Inde pour de brefs séjours¹⁷⁷. Un changement politique survenu chez les Betanimena (alors connus sous le nom de Sicoua, ou Tsikoa en malgache moderne) devait lui fournir l'occasion de se lancer sur la scène politique. Vers 1700, les Sicoua commencèrent à s'unir autour de chefs forts. Vers 1710, ils élurent le dirigeant de Vatomandry chef suprême pour les conduire à la conquête des ports du Nord. Ce fut pour résister à l'invasion de ces ports que Ratsimilahoe parvint à unir la majeure partie des Antavaratra en dépit de son jeune âge.

Ratsimilahoe reconquit Fenerive en 1712 et la retraite précipitée des Sicoua à travers les champs lourds d'argile rouge qui collait aux pieds leur valut le nom de *Be-tani-mena* (les nombreux de terre rouge)¹⁷⁸. Ratsimilahoe forgea le nom de Betsimisaraka (les nombreux indivisibles) pour souligner le caractère durable de l'union politique et pour se distinguer des Betanimena. Il conclut également la paix avec ces derniers en cédant le port de Tamatave à leur roi. Enfin, il fut élu roi (*mpanjaka-bê*) de tous les Betsimisaraka sous le nom de Ramaroumanompou (en malgache moderne, Ramaromanompo, « le Seigneur aux Nombreux Sujets ») dans sa capitale de Foulpointe¹⁷⁹. Mais la paix ne dura que six mois et Ratsimilahoe reprit Tamatave et repoussa le roi betanimena vers une région inaccessible du Sud¹⁸⁰. Il conclut une alliance avec les Antatismo (méridionaux) et les

175. Dans les années 1590, les Hollandais ont vu un chef qui s'était réservé l'usage de la couleur rouge et qui portait une sorte de couronne à deux cornes.

176. N. Mayeur, *Ratsimilahoe*, 1806, copie dactylographiée du manuscrit, p. 132.

177. *Ibid.*, p. 11; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 28, note 1.

178. N. Mayeur, *op. cit.*, p. 28-36.

179. *Ibid.*, p. 36-48.

180. *Ibid.*, p. 64-77.

Bezanozano¹⁸¹. Vers 1730, c'était l'un des plus puissants rois de Madagascar, à la tête d'une confédération de clans et de familles de caractère assez indépendant dont il maintenait la cohésion. Il parvint à ce résultat en laissant leur autonomie aux chefs traditionnels et en leur permettant de fixer eux-mêmes le tribut qu'ils jugeaient bon de lui remettre en esclaves, bétail et riz. Il indemnisa également les parents de divers *filohany* tombés lors des batailles contre les Betanimena en leur offrant des présents royaux (*vilipate*) et permit aux Betanimena de racheter leurs parents faits prisonniers pendant les hostilités. Il garda les fils des grands et petits *filohany* en otages à la cour, mais les employa utilement comme *ompanghalalan*, messagers du roi qui portaient ses ordres aux Betsimisaraka. Enfin, il administrait la haute justice, permettant à n'importe quel Betsimisaraka de s'adresser directement à lui sans passer par son propre chef¹⁸². Très conscient des tendances centrifuges qui menaçaient son royaume, Ratsimilahoe épousa Matave, la fille unique du roi de l'Iboina (Andrianbaga), pour se lier aux Volamena et à l'Empire sakalava¹⁸³. Il mourut en 1754, après avoir régné près de quarante ans sur les Betsimisaraka dont il avait été l'unificateur. Trois rois lui succédèrent entre 1755 et 1803. Le premier perdit la vie en razziant des esclaves, le troisième fut tué par ses propres sujets à coups de lance, tandis que le deuxième, Iavy, n'acquiesça sa notoriété qu'en devenant le plus grand trafiquant d'esclaves de Madagascar. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le pays Betsimisaraka finit même par ressembler à l'Angola aux pires moments des tragédies esclavagistes du début du XVII^e siècle.

Il ne fait plus de doute désormais que les clans antesaka et antefasy du sud-est de Madagascar ont été l'un et l'autre fondés par des immigrants venus de l'ouest. Des différends surgis entre le roi du Sakalava-Menabe, Andriandahifotsy, et son frère (ou oncle), Andriamandresi, obligèrent ce dernier à quitter le Menabe pour le Centre-Sud avec ses partisans. Il traversa le plateau d'Horombe et il est même probable qu'il atteignit la passe de Bara-Tanala (qui donne accès au littoral oriental). Mais ce n'est qu'après l'avènement de son petit-fils, Behava, que les Antesaka atteignirent Nosipandra (future Vangaindrano) et en firent leur capitale, cité des rois zarabehava et grenier à riz de leur royaume¹⁸⁴. D'après des informateurs antesaka, le nom de ce groupe reflète ses origines sakalava¹⁸⁵. D'après la carte de De Flacourt, il semble que la migration des Antesaka ait été achevée vers 1650. Quant aux Antefasy, leurs traditions indiquent que leur premier ancêtre, Ndretsileo, arriva du continent africain au fleuve Menarandra à une époque où les Maroserana étaient déjà établis chez les Mahafaly, au Menabe et dans certaines régions de l'Ibara. Avec un compagnon appelé Isoro (qui devait se séparer de lui par la suite pour fonder les Zafisoro), Ndretsileo s'établit dans l'Ibara. Mais les difficultés avec les Zafimanely s'aggravèrent à l'époque de son petit-fils,

181. *Ibid.*, p. 83-90.

182. *Ibid.*, p. 116-124.

183. *Ibid.*, p. 124-130.

184. H. Deschamps, 1936, p. 166.

185. *Ibid.*, p. 162-164; Marchand, 1901, p. 485-486.

Ndrembolanony. Il s'enfonça donc vers l'est où il prit le parti du roi antevato-tobe dans une guerre locale. La fille de ce roi épousa Ndrembolanony. Ce fut l'un des trois fils de Ndremsileo, Marofela, qui forgea le nom d'Antefasy (les gens du sable), voulant dire par là que son royaume serait densément peuplé, par analogie avec le sable¹⁸⁶.

Avant le début du XIX^e siècle, le roi antefasy le plus important fut sans nul doute Ifara, qui résidait à Ambaky (l'ancien nom de Farafangana). Il obtint le monopole du commerce avec les premiers navires européens qui relâchaient sur son littoral et il devint si puissant qu'il fut un moment considéré comme le seul « propriétaire » du fleuve Manampatra¹⁸⁷. Le souvenir d'un autre roi zarabehava, Maseba, est demeuré particulièrement vivace. Ce fut lui, en effet, qui arracha les Antefasy à une brève domination antemoro. En fait, Ifara succéda à Maseba, mais il est difficile d'établir les dates. Les Antefasy (qui se prévalent parfois de liens de parenté avec les Zarabehava) étaient un clan dont la formation fut certainement postérieure à celle des Antesaka et qui datait peut-être de la période 1670-1680, et Maseba aurait été le dernier roi du XVII^e siècle. Si l'on se fie à des sources antemoro, les conflits qui opposèrent Antemoro et Antefasy auraient eu lieu pendant les années 1680¹⁸⁸. Ils se poursuivirent au XVIII^e siècle mais sans résultats concluants. Les Antesaka étaient plus renfermés sur eux-mêmes que les Antefasy et ils connurent de nombreuses difficultés de succession. La tradition a gardé le souvenir d'un de leurs rois zarabehava, Ratongalaza, qui aurait « tué ou chassé tous ses frères ». Son petit-fils, Lengoabo, fut le dernier roi du XVIII^e siècle et il étendit les frontières des Antesaka à leurs limites extrêmes¹⁸⁹. L'histoire des Antambahoaka et des Antemoro au XVIII^e siècle reste inconnue, bien que les relations des Européens citent la Matitana comme l'un des principaux exportateurs de riz et d'esclaves, surtout après 1724¹⁹⁰. Cette période se caractérise par un autre aspect qui revêt une grande importance, surtout après 1750, à savoir le malaise général qui régnait chez les sujets des rois zafindraminia et anteony, malaise qui devait atteindre son point culminant au XIX^e siècle et obliger les Anteony à demander l'aide des Merina contre leurs propres sujets.

Des quelque 4 000 colons et soldats envoyés de France à Fort-Dauphin en 1674, les deux tiers moururent de paludisme, de famine, ou de mort violente¹⁹¹. Vingt-quatre ans plus tard, parmi les ruines de ce fort, en pays Antanosy, un capitaine de navire hollandais découvrit que le « roi » local était un pirate martiniquais du nom de Samuel. Il avait sous ses ordres une vingtaine d'Européens et environ 300 Antanosy, plus une flotte de 15 pirogues à balancier, et il était continuellement en guerre avec le roi traditionnel,

186. M. Fontoynt et E. Raomandahy, 1939, p. 1-5.

187. *Ibid.*, p. 6-7.

188. G. Mondain, 1910, p. 73; R. K. Kent, 1970, p. 98 et 157.

189. H. Deschamps, 1936, p. 166-167.

190. C. Grant, 1801, p. 167-171, d'après un rapport de 1763.

191. G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 103, note 2.

Diamarang Diamera¹⁹². La présence européenne en pays Antanosy reposait sur des liens antérieurs noués par l'intermédiaire de Fort-Dauphin, mais s'explique aussi par l'essor des plantations aux Mascareignes après 1720, qui avaient de gros besoins en esclaves, en riz et en bétail. Le comte de Modave, gouverneur du second établissement français de Fort-Dauphin (1767-1770), ne découvrit pas moins de 35 rois entre la vallée de l'Ambolo et le Mandrare. Ils guerroyaient les uns contre les autres pour se procurer du bétail et des esclaves, poussant leurs propres sujets (surtout chez les Antondroy) à de fréquentes migrations. Le plus puissant de ces rois locaux avait moins de 3 000 villageois sous son autorité¹⁹³. De Modave, qui était ardemment opposé à la traite des esclaves et qui était venu pour la remplacer par un commerce légitime, fut abandonné par la France (tout comme de Flacourt avant lui) et finit par se faire marchand d'esclaves afin de rembourser ses dettes et d'être en mesure de réapprovisionner ses propres plantations de l'île de France (Maurice)¹⁹⁴. Il convient de rappeler que Fort-Dauphin avait été construit à un moment où le pays Antanosy était déjà l'une des régions les plus peuplées de Madagascar, dont la production agricole était largement excédentaire et qui avait même des chances sérieuses de s'unifier et de devenir un État d'une certaine importance. Peu de temps après l'échec de la mission de De Modave, un voyageur français considérait le pays Antanosy comme le « plus pauvre » et le « plus triste » de l'île, très peu peuplé et presque « sans ressources » ; même les esclaves et le bétail étaient peu nombreux et il fallait aller les chercher au loin¹⁹⁵.

L'Antandroy, à l'extrême sud de Madagascar, se divisait en deux parties très différentes. Les Karimbola qui avaient été les *tompon-tany* de l'Antandroy occidental, entre les fleuves Manarandra et Manambovo, n'ont pas gardé le souvenir d'une migration. L'Antandroy oriental (que de Flacourt appelle le pays des Ampatres), situé entre le Manambovo et le Mandrare, fut jadis occupé principalement par les Mahandrovato qui furent ensuite submergés par une grande vague d'immigrants venus de l'Ibara et d'Antanosy, fuyant l'instabilité politique qui y régnait pour chercher un asile dans les zones arides du Sud¹⁹⁶. La dynastie régnante des Zafimanara semble descendre des Mahandrovato (qui accueillirent les premiers groupes d'immigrés), et leur domination fut peu à peu tolérée par les Karimbola également. Ce sont les Zafimanara qui ont donné le nom collectif d'Antandroy à tous les peuples qui vivaient entre les fleuves Manarandra et Mandrare. Ce nom traduisait un sentiment d'unité politique, impliquait l'existence d'une « Confédération zafimanara ». Les Karimbola, dont les chefs vivaient à Ambahy et qui préser-

192. J. Coin, « Voyage », 1698, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. VI, p. 41-47.

193. Modave, « Journal », 1768, dans G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 10. Il y eut une révolte en pays Antanosy après 1730 contre les Zafindraminia qui furent dépossédés de leur bétail, d'après Le Gentil, 1779-1781, vol. II, p. 511-522 ; mais cette révolte se serait peut-être produite entre 1770 et 1780, d'après A. Grandidier, *Notes*, manuscrit, f. 316, 410, 561 ; G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 104, note 5.

194. H. Deschamps, éd. de 1965, p. 80-81.

195. M. de la Haye, 1774, dans G. Grandidier et R. Decary, 1958, p. 10, note 1 (a).

196. E. Defoort, 1913, p. 161-172, expose à grands traits ces différentes migrations.

vèrent leur autonomie, acceptèrent les rois zafimanara, concluant avec eux des alliances matrimoniales, pour faire face à un danger réel et permanent : l'expansion des Maroserana-Mahafaly vers l'est¹⁹⁷. Avec le temps, les Zafimanara, qui réussirent à contenir les Mahafaly sur la Menarandra jusque vers 1750 seulement¹⁹⁸, cessèrent d'être utiles aux Karimbola. Presque à la même époque, des migrations répétées de l'intérieur et de l'Antanosy diluèrent l'autorité des Zafimanara dans l'Antandroy oriental. Vers 1790, les Zafimanara, débordés et incapables de faire face aux changements qui s'opéraient dans leur ancien habitat, durent se réfugier sur le plateau de Manombo. Comme pour beaucoup d'autres peuples malgaches, la fin du XVIII^e siècle n'augurait rien de bon pour les Antandroy.

Les îles Comores : Grande Comore, Anjouan, Mohéli, Mayotte¹⁹⁹

Les Comores sont un groupe d'îles situées approximativement à mi-chemin entre Madagascar et l'Afrique. La Grande Comore est la plus proche du continent africain, Mayotte fait face à Madagascar, Anjouan et Mohéli étant situées au centre de l'archipel. Leur passé peut être à juste titre considéré, entre autres choses, comme le reflet de cette situation géographique. De l'avis général, les Comores ont été peuplées par des continentaux parlant bantu, sans liens apparents avec l'islam, cette grande religion ayant été importée par les Afro-Shīrāzī, et la suprématie durable de l'islam sunnite chez les Comoriens est également due aux succès politiques de musulmans venus d'Afrique à une date plus récente. Selon les traditions recueillies par Ṣaʿīd Aḥmad ʿAlī²⁰⁰, les périodes préislamiques et shīrāzī sont associées aux chefs anciens, les *bēdja*, et leurs successeurs *fani*, dont les filles (*jumbe*) allaient épouser les nouveaux venus sunnites²⁰¹. On ne sait pratiquement rien des *bēdja* et il ne faut pas délimiter trop stricte-

197. *Ibid.*, p. 162 et 166.

198. *Ibid.*, p. 168.

199. Les noms des quatre îles Comores varient infiniment dans les sources anciennes. Mais leurs appellations locales étaient : Ngazija, Anzuani, Muali (parfois M'héli) et M'samburu (du nom du plus grand groupe de langue bantu de Mayotte, M'Chambara), parfois aussi M' Ayata. J. Repiquet, 1902, p. 110; A. Gevrey, 1972, p. 74. Les noms figurant dans cet essai sont les plus usités.

200. *Essai sur l'histoire d'Anjouan*, 29 décembre 1927, manuscrit dactylographié, p. 1-45, Bibliothèque Grandidier, Tsimbazaza-Tananarive (actuelle Antananarivo), République malgache; nous suivons la pagination du manuscrit dactylographié. Des fragments de l'*Essai* de S. A. ʿAlī ont été très mal reproduits dans une revue locale éphémère, *Promo Al-Camar*, en mai 1971. En dépit de nombreux passages prêtant à confusion, l'*Essai* de 1927 reste la tentative la plus intéressante et la plus précieuse d'histoire locale. Il est dédié au gouverneur général de Madagascar et de ses dépendances. Les Comores ont été rattachées à Madagascar de 1914 à 1946. Mayotte est devenue un protectorat français en 1843. Les autres Comores tombèrent sous la domination française en 1886.

201. S. A. ʿAlī, 1927, p. 3-7.

ment les deux périodes²⁰², mais on attribue la technique de construction en pierres et l'édification de la première mosquée comorienne aux *fani*²⁰³. Bien que cette segmentation tende à recouper celle que l'on utilise souvent pour l'histoire de l'Afrique de l'Est²⁰⁴, il n'est pas encore possible d'établir une chronologie pour les *bēdja* et les *fani* en l'absence d'études archéologiques, linguistiques et historiques approfondies. Ces études ne se font pas seulement attendre. Elles pourraient largement contribuer à faire mieux comprendre trois événements majeurs : les migrations des peuples de langue bantou, les migrations indonésiennes vers l'Afrique et Madagascar, et l'apparition de la culture swahili elle-même²⁰⁵.

Avec les dernières migrations musulmanes apparut clairement un concept politique. Pour la première fois, les quatre îles Comores étaient perçues comme une entité unique que l'on a tenté de rassembler sous l'autorité d'un seul monarque (le sultan), résidant à Anjouan, île située au centre de l'archipel. Le début de « l'ère des sultans » pourrait remonter à 1506 ou même avant 1400, selon l'interprétation des rares sources dont nous disposons²⁰⁶. Une ou plusieurs îles pourraient bien avoir été sous l'autorité de commerçants du Mozambique et des Kilwa²⁰⁷ avant l'arrivée, à la Grande Comore, des « Ara-

202. Les *bēdja* apparaissent parfois comme les premiers chefs *shīrāzī*. C'est ainsi que M. Fontoyonnt et E. Raomandahy (1937, p. 12) ont recueilli la tradition orale suivante : « Grâce à leurs connaissances botaniques, pharmaceutiques et médicales, ces chiraziens échappèrent aux maladies et ils se multiplièrent rapidement, puis se dispersèrent, se choisissant des chefs auxquels ils donnèrent le nom *Bedja*, que l'on retrouve ensuite chez plusieurs sultans, tels *Fabedja* » (les italiques sont ajoutées par nous). Les réserves, assez bien exprimées par James Kerkman sur l'Afrique de l'Est, dans sa note sur « Les Perses » à Justus Strandes (p. 309-310 de la traduction anglaise, éd. de 1971), s'appliquent aux différences marquées entre *Shīrāzī* et Arabes, ainsi que les périodes *fani* et sunnite, utilisées pour des raisons de simple commodité.

203. La mosquée la plus ancienne est située à Chingoni, à Mayotte. Selon A. Gevrey (1972, p. 207), qui se fonde sur son interprétation de la date gravée, elle daterait de l'an 944 de l'hégire, alors que selon S. A. 'Alī (1927, p. 4), elle daterait de 844 (soit 1566 et 1441 de l'ère chrétienne).

204. Voir l'étude de H. N. Chittick, 1971, p. 100-117.

205. S'il apparaissait que la présence des continentaux sur les îles Comores remonte à une date reculée, il faudrait probablement réviser la quasi-totalité des nombreuses théories et hypothèses sur les vagues migratoires des peuples de langue bantou et leurs différentes phases. Il est également possible que les colons venus du continent eussent été des métis d'origine afro-indonésienne, les *Wamatsaha* — premiers occupants des Comores —, aient eu un certain nombre de traits physiques, ethnographiques et même linguistiques qui confirmeraient cette hypothèse. Voir J. Repiquet, 1902, p. 51 et photo; S. A. 'Alī, 1927, p. 1; et les études comparatives de James Hornell (1934) sur les pirogues à balancier de Madagascar, des Comores et de l'Afrique de l'Est. Les vocabulaires comoriens les plus anciens dont nous disposons sont déjà en *kiswahili* : par exemple, pour les 14 mots cités par Walter Peyton en 1613 voir S. Purchas, 1613; *His pilgrims*, British Library, Londres, manuscrit n° 6115, vol. I, f. 488-490; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 491 et note; L. Aujas, 1920, p. 51-59.

206. A. Gevrey, éd. de 1972, p. 78-79, 148, 184, 206-207; S. A. 'Alī, 1927, p. 2-5; J. Repiquet, 1902, p. 111-112. Gevrey donne, p. 227, une liste de 18 sultans de Mayotte (dont le dernier venait de Madagascar) qui auraient régné de 1530 à 1843. D'après lui, certaines des dates sont exactes et d'autres sont approximatives. Malheureusement, la date qu'il donne pour le voyage de Lancaster aux Comores, 1561, comporte une erreur de trente ans, il a eu lieu en 1591, et *il ne s'agit pas* d'une simple inversion du 6 en 9.

207. J. Strandes, réimpression, 1971, p. 85; J. de Barros, 1552-1613, vol. I, p. 214-215; A. Gevrey, 1972, p. 123.

bes musulmans appartenant à la tribu qui fonda Malindi²⁰⁸ ». Du continent africain, depuis des temps immémoriaux, on pouvait voir la Grande Comore à chaque éruption volcanique du mont Kartala.

D'après les traditions de sources diverses et celles dites fonctionnelles, la première dynastie comorienne serait originaire d'Anjouan, bien que le premier ancêtre ait d'abord émigré à la Grande Comore²⁰⁹. Cela n'est peut-être pas aussi illogique qu'il y paraît. La Grande Comore est la plus vaste des îles, mais elle n'a pas d'eau douce et sa terre est en général ingrate. En 1727, Alexander Hamilton la présentait encore comme une île ne fournissant que le strict nécessaire à une poignée d'habitants²¹⁰. Le deuxième ancêtre, Ḥasan/Ḥasanī, véritable fondateur de la dynastie, est également présenté comme un grand constructeur de mosquées à Anjouan — d'abord à Sima, ensuite à Domoni. Il est aussi considéré comme le principal propagateur du rite *shāfiʿite*, et il semble même difficile d'imaginer qu'il n'a pas autorisé l'adoption de l'islam sunnite par les Anjouanais. Ses fils portaient deux noms : l'un bantu et l'autre arabe. Ils étendirent le pouvoir de la dynastie hassanite aux autres îles Comores, très probablement en même temps qu'ils y introduisirent la nouvelle foi religieuse²¹¹. Après cette période, l'histoire des Comores est marquée par des rivalités internes qui sévissaient, même à l'échelle des microscopiques sultanats des différentes îles. Ainsi, alors que l'islam sunnite s'implantait dans toutes les Comores et y entraînait la mise en place d'un nouveau système judiciaire avec ses *kādī*, ses *nāʾib* (juges de village) et ses *madjelisse* (corps de juristes), des rivalités politiques entre membres d'une même ethnie et entre certains des anciens *fani* et les nouveaux sultans devinrent à la fois une constante et un facteur dynamique de la société comorienne.

Les récits des Européens qui visitèrent les îles Comores sont rarement confirmés par les traditions locales ou, tout au moins, par celles qui ont pu être transcrites jusqu'à présent. Cependant, ces deux sources — interne et externe — révèlent une rivalité constante et montrent que ce ne furent pas la Grande Comore et Mayotte qui dominèrent l'histoire des Comores mais que les chefs de file en étaient Anjouan et Mohéli. À l'aube du XVII^e siècle, des voyageurs indépendants de différentes régions d'Europe confirmèrent qu'Anjouan avait en effet un monarque — une reine — considéré comme le chef suprême des quatre Comores²¹². Il ressort également de ces mêmes sources que chaque île avait son propre chef, qui détenait un pouvoir de

208. Do Couto, chap. 5, p. 310-318; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 103.

209. Le fait que la plus ancienne mosquée soit à Mayotte et non à Anjouan (et d'autant plus que sa construction est attribuée à Haïssa, fils de Ḥasanī) semble confirmer l'aspect fonctionnaliste. Mais l'on ne saurait être catégorique car, à proprement parler, il n'existe pas d'histoire scientifique des Comores avant le XIX^e siècle.

210. A. Hamilton, 1727, vol. I, p. 16-22; *Antananarivo annuel*, vol. IV (1892), p. 498 (de la seconde édition de 1744).

211. S. A. 'Alī, 1927, p. 3. Leurs noms bantu étaient Machinda et Chivampe.

212. Notamment les Hollandais en 1599, 1601-1602 et François-Martin de Vitry en 1602 également; voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 256, 272 et 317.

fait et révérait la reine d'Anjouan en tant que chef dynastique²¹³ et non pas nécessairement en tant qu'autorité militaire et administrative redoutable. En 1602, par exemple, Mohéli était gouvernée par un roi musulman indépendant et imposant, qui stupéfiait les voyageurs européens par son étonnante compétence en matière de navigation, par ses cartes marines de la région s'étendant de la mer Rouge aux Indes orientales, par sa connaissance directe de l'Afrique et de l'Arabie et — ce qui n'était pas le moins étonnant — par sa maîtrise de la langue portugaise²¹⁴. Ce Comorien extrêmement intéressant mourut en 1613, un jour exactement avant l'arrivée de Christophe Newport qui put faire observer que seule la mort du roi pouvait apporter une trêve momentanée aux fréquentes opérations menées par les embarcations mohéliennes contre Anjouan et d'« autres » Comores²¹⁵. Un an plus tard, d'autres voyageurs anglais constatèrent que la Grande Comore était partagée entre dix « seigneurs », que la reine d'Anjouan (la « Vieille Sultane ») avait « délégué » son pouvoir sur Mohéli à ses deux fils, Amar-Adel, sultan, et son frère, vice-sultan et *shārīf* (principale personnalité religieuse), qui vivaient tous deux à l'intérieur de l'île, près de Fombony, et, enfin, que la partie principale du port de Mohéli était placée sous l'autorité du gouverneur de Fombony, personnage très influent²¹⁶. Toujours en 1614, le vieux *fani* de M'samudu se proclama sultan indépendant et maître du nord d'Anjouan, la vénérable reine ayant perdu toute autorité sur son île²¹⁷. Martin Pring rencontra aussi un puissant *fani* à Mohéli en 1616²¹⁸. Vers 1626, il y eut deux prétendants au sultanat de Mohéli : un descendant du *fani* (probablement mort à l'époque) et un « Arabe ». Tous deux devaient leur « fortune » et, apparemment, l'essentiel de leur rivalité à leurs épouses, filles du « dernier sultan »²¹⁹.

À quelques exceptions près²²⁰, les chefs comoriens ont cherché à établir de bons rapports avec les Européens qui visitaient leurs îles. Les capitaines des

213. De nombreux récits mentionnent des « reines » du sultan, qui sont parfois ses épouses et parfois sa mère. La reine mère (d'un sultan) semble avoir été un personnage très respecté : voir le récit de John Saris sur Mohéli en 1661, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 497.

214. Rapport de l'amiral G. Spilberg sur sa visite de 1602, traduit du néerlandais dans de Constantin, 1725, vol. IV, p. 29-30 et 42-60; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol I, p. 312-313.

215. A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 490.

216. Relations de Walter Peyton et Thomas Roe, 1614, dans S. Purchas, *His pilgrims*, 1613, British Library, Londres, manuscrit n° 6115, vol. I, f. 529 et 536 et suiv.; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 83-89.

217. A. Gevrey, 1870, p. 185; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 90 et suivantes. Gevrey et Grandidier affirment l'un et l'autre que *Magné-fané* (*fani*) était le nom du sultan « rebelle » de M'samudu et ils citent tous les deux Pieter van den Broecke, observateur avisé et officier de la flotte hollandaise sous les ordres du général Reynst, qui visita les Comores en 1614. Mais P. van den Broecke ne mentionne pas ce nom.

218. A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 100. Le nom est cité par M. Pring dans *Fanno Mary O Fannadill*.

219. Relation de Thomas Herbert, dans A. Grandidier *et al.*, *op. cit.*, p. 394-399.

220. Par exemple, 35 marins sous le commandement de J. Lancaster furent tués dans une embuscade à la Grande Comore en 1591 (acte qui devait donner une mauvaise réputation à cette île pendant des décennies et même pendant un siècle). Voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 161.

navires européens prirent l'habitude d'envoyer, à leur arrivée, des épées et des pistolets somptueux aux chefs locaux²²¹. De leur côté, les sultans et leurs gouverneurs de « ports » se faisaient remettre des lettres de recommandation par ces capitaines au moment de leur départ. Ces lettres étaient ensuite présentées — comme preuve d'amitié internationale — aux capitaines qui arrivaient aux Comores²²². Presque tous « les navires anglais à destination de Mocha, de la Perse ou de Surat », écrivait Hamilton, relâchaient à « Johanna » (Anjouan) pour se « rafraîchir », tissant ainsi les liens d'une longue amitié anglo-anjouanaise à laquelle les sultans locaux firent de temps à autre appel. Les commerçants comoriens avaient longtemps servi d'intermédiaires entre Madagascar, l'Afrique et l'Arabie, mais cela ne signifie pas (comme on le lit parfois) que les quatre îles n'avaient rien à exporter elles-mêmes. Les guerres qui sévissaient sur une île, comme à la Grande Comore en 1620²²³, et les fréquents raids d'une île à l'autre dépassaient les tensions purement politiques. Dans bien des cas, il s'agissait simplement de capturer des esclaves à exporter moyennant un profit élevé. Cette dualité d'objectifs fut encore plus nette lorsque M'samudu eut construit sa grande mosquée en 1670, mais moins qu'à l'époque des pirates de l'ouest de l'océan Indien (1680-1720), quand les sultans des Comores utilisaient d'aussi grands pirates que Mission et Caraccioli, avant d'en être eux-mêmes les victimes, et quand le pillage et la destruction des villes comoriennes étaient chose courante²²⁴. Ce fut précisément entre 1700 et 1720 que des escadres de la marine britannique sous le commandement du capitaine Cornwall et du commodore Littleton abandonnèrent la neutralité de leur pavillon et apportèrent une aide active à Anjouan et à son sultan²²⁵. Cette assistance militaire et navale traduisait le désir d'étendre l'autorité effective d'Anjouan aux autres Comores et d'obtenir en compensation le refus catégorique d'héberger les pirates. La suprématie de ces derniers prit fin vers 1720, mais non les interventions armées des Britanniques au nom d'Anjouan.

En 1736, selon Şa'īd Aḥmad 'Alī, Anjouan eut un nouveau monarque, le sultan Aḥmad, qui estimait — comme les premiers Hassanites — que toutes les Comores devaient relever d'un chef suprême. Son règne dura longtemps, « plus de quarante ans », mais il fut marqué, en 1743, par une

221. En 1608, quand Alexander Sharpy envoya quelques colifichets et deux couteaux au chef local en débarquant à la Grande Comore, son présent fut « rejeté avec dédain ». Voir A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 419.

222. Par exemple, en 1620, des lettres écrites en anglais et en néerlandais, et datées respectivement du 16 août 1616 et du 8 août 1618, ont été présentées au général de Beaulieu en tant qu'« attestations » (A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 358). La pratique des lettres internationales de recommandation est certainement empruntée à la culture scripturale swahili locale, puisqu'on sait que les chefs mayotte au moins communiquaient par lettres avec le sultan d'Anjouan. En 1599, par exemple, le sultan de Mayotte remit aux Hollandais une lettre de recommandation pour la reine d'Anjouan (A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. I, p. 256); en 1646, John Smart emporta des « lettres » du « roi de Mayotte » à Anjouan (Smart à Kynnaston, 26 juin 1646, dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 514-517).

223. A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. II, p. 365.

224. *Ibid.*, vol. III, p. 480-514.

225. *Ibid.*, vol. V, p. 53, 156, 159. (En 1790, le capitaine français Péron soutint Anjouan contre Mayotte, qui allait devenir un protectorat français cinquante-trois ans plus tard.)

tentative de coup d'État, dirigé contre la dynastie, qui faillit réussir, par une guerre politique ouverte avec Mayotte quelques années plus tard (qui se termina par la défaite humiliante d'Anjouan) et, surtout, par une grande révolte interne. En effet, les descendants des premiers occupants d'Anjouan (les Wamatsaha), conduits par un homme du commun au pouvoir charismatique, Tumpa (qui prétendait descendre d'un *fani*), se soulevèrent en 1775 contre l'élément dominant arabe, exigeant une pleine égalité et « le droit d'épouser les femmes arabes ». La ville de Domoni opposa une faible résistance aux rebelles qui y trouvèrent assez d'armes à feu pour pouvoir assiéger la ville de M'samudu elle-même. Heureusement pour les Hassanites, ils avaient engagé une section de fusiliers marins britanniques qui n'eurent aucun mal à abattre Tumpa qui se tenait sur une plate-forme élevée et s'abritait sous un grand parapluie rouge²²⁶. Sa mort mit fin à un mouvement qui aurait pu avoir des conséquences d'une portée considérable pour Anjouan et les autres îles Comores. Cependant, tandis que le XVIII^e siècle touchait à sa fin, les vrais problèmes qui allaient se poser aux Comores ne faisaient que commencer. En effet, des flottes de pirogues à balancier malgaches, conduites par les Sakalava et les Betsimisaraka, commencèrent à faire des incursions dans les quatre îles à la recherche d'esclaves et terrorisèrent pendant longtemps la population locale. Ces expéditions maritimes cessèrent vers 1825, en raison principalement d'interventions britanniques²²⁷. De plus, les bouleversements provoqués par l'expansion merina à Madagascar eurent au moins une conséquence inattendue. Mayotte devint un pays de langue malgache à cause des vagues massives de Sakalava qui s'enfuirent de l'Iboina et l'île eut des sultans malgaches (Ramanetaka, parent de Radama I^{er} et Andriantsoli, dernier chef sakalava-boina)²²⁸. La situation des Comores, à mi-chemin entre l'Afrique et Madagascar, n'était pas des plus confortables.

Les îles Mascareignes : Réunion, Maurice, Rodrigues²²⁹

Contrairement à Madagascar et aux Comores, les trois îles Mascareignes demeurèrent inhabitées jusqu'à l'arrivée des Européens dans l'océan Indien²³⁰. Leur situation géographique, à l'est de Madagascar, contribua à faire de la Réunion (île Bourbon) et de l'île Maurice (île de France) des

226. S. A. 'Alī, 1927, p. 12-14.

227. Sur les expéditions maritimes des Malgaches, voir la note 109 ci-dessus, ainsi que le récit d'Austin Bissel (novembre 1798), dans A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 415-416; voir aussi M. Fontoynt et E. Raomandahy, 1937, p. 15-21.

228. A. Gevrey (1870, p. 217-225) traite brièvement de Ramanetaka et d'Andriantsoli.

229. Il ne sera pas question ici de Rodrigues, rocher volcanique de 155 km² environ situé à plusieurs centaines de milles marins de la Réunion et de l'île Maurice. Voir, pour cette île, J. F. Dupon, 1969; A. J. Bertuchi, 1923. Les trois îles ont reçu leur nom collectif actuel dans les années 1820 et A. Toussaint (1972) est l'ouvrage de référence à ce sujet. La Réunion s'est jadis appelée Bourbon et les Français ont rebaptisé Maurice l'île de France. Nous avons conservé les noms actuels.

230. Cette donnée de fait permet aussi d'écarter la thèse des mouvements directs de population de l'Indonésie à Madagascar à travers l'océan Pacifique, mouvements qui auraient donné aux Mascareignes leurs propres *tompon-tany*.

bases navales stratégiques contrôlées par les grandes compagnies maritimes. Les deux plus grandes îles du groupe connurent elles aussi une économie de plantation de type classique, comme celle qui avait gagné, à des moments et à des degrés différents, non seulement la région orientale de Madagascar mais aussi l'Afrique de l'Est et du Sud-Est et même le littoral indien. Après 1638, les Hollandais concentrèrent leurs efforts sur l'île Maurice pour en exploiter le bois et faire le commerce des esclaves avec Madagascar, mais ils l'abandonnèrent en 1710²³¹. Quant à la Réunion, elle reçut ses premiers colons de Fort-Dauphin en 1646 puis en 1654; ils comprenaient un nombre à peu près égal de Français et de Malgaches qui s'étaient « rebellés » contre la première Compagnie française des Indes orientales. Cette dernière devait néanmoins réussir à faire de l'île Bourbon une chasse gardée de 1664 à 1719²³². Les Français colonisèrent l'île Maurice à partir de la Réunion vers 1721 et les deux îles relevèrent de l'autorité de la seconde Compagnie des Indes orientales jusqu'en 1767, date à laquelle les Mascareignes passèrent sous le contrôle de l'administration royale²³³. Instruits par l'exemple de la Révolution française en 1790, les planteurs de la Réunion et de l'île Maurice commencèrent à revendiquer une forme de nationalisme local pour s'opposer à certaines mesures prises par la métropole telles que l'abolition de l'esclavage en 1794 et les tentatives faites par la Convention pour dépêcher ses agents, dont deux furent expulsés en 1796. Les guerres napoléoniennes portèrent préjudice aux Mascareignes françaises. L'île Maurice passa définitivement sous l'autorité britannique et l'approvisionnement en esclaves fut provisoirement tari. Malgré les changements politiques, cependant, la Réunion et l'île Maurice étaient à la veille d'une période de grande prospérité économique.

Vers 1710, ces deux îles regroupaient près de 2 000 habitants, dont un tiers d'esclaves. Vers la moitié du siècle, la population s'était accrue de 300% mais les esclaves entraient pour plus des deux tiers dans cette augmentation et vers la fin du siècle, les deux îles comptaient 120 000 habitants, dont 94 000 esclaves²³⁴. Dès le début du XVIII^e siècle, on pouvait déjà discerner cinq groupes sociaux : les Blancs descendant des premières familles de colons, les créoles blancs, les créoles mulâtres, les étrangers blancs (dont de nombreux anciens pirates anglais et quelques réfugiés hollandais qui avaient fui leur propre Compagnie des Indes orientales) et les esclaves qui se subdivisaient en créoles noirs et esclaves qui n'étaient pas nés dans les îles²³⁵. Il y avait peu

231. Sur les Hollandais à l'île Maurice, voir A. Pitot, 1905.

232. J. Barassin, 1953.

233. On trouvera un excellent résumé des périodes postérieures à 1719 dans A. Toussaint, 1972, p. 38-106 (sur la Compagnie et l'administration royale). Pour plus de détails, voir A. Pitot, 1899; C. Grant, 1801; A. Lougnon, 1956 et 1958.

234. A. Toussaint, 1972, tableaux statistiques, p. 335-338.

235. D'après le rapport de 1714: voir J. Barassin, 1953, p. 309; A. Toussaint, 1972, p. 32. Citant un rapport rédigé en 1763 par un officier de la marine britannique, Grant estimait que les premiers colons n'avaient eu des enfants qu'avec des femmes malgaches, qu'il n'y avait pas un créole sur cinquante qui ne reflétait cette union et que les créoles autochtones avaient à peu près les mêmes privilèges que la petite noblesse en France. C. Grant, 1801, p. 163-171; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 303.

d'esclaves affranchis avant 1797 (en 1788, par exemple, il n'y en avait que 950 à la Réunion qui comptait alors 45 800 habitants et 2 456 sur 42 828 habitants à l'île Maurice²³⁶). Cependant, la population servile se modifia sensiblement quand les acheteurs des Mascareignes se désintéressèrent progressivement de Madagascar pour se tourner vers l'Afrique et l'Inde à la recherche de nouveaux travailleurs. Ce changement s'explique notamment par la croyance que les Malgaches étaient particulièrement enclins à former des colonies d'esclaves fugitifs. Selon un rapport de 1758, « les esclaves de Madagascar ont fortement tendance à s'évader. Nombre d'entre eux, épris de liberté, se sont enfuis dans les montagnes, au milieu de forêts inaccessibles, pour revenir en groupes attaquer les plantations où ils avaient été esclaves²³⁷ ». En fait, le marronnage était à la Réunion et à l'île Maurice, comme partout ailleurs, une réaction à l'esclavage favorisée par l'environnement et il resta un problème chronique jusqu'à une époque récente, alors qu'il n'y avait presque plus d'esclaves malgaches.

La canne à sucre était cultivée à l'île Maurice depuis 1639, mais la première usine sucrière fut construite sous l'administration de Mahé de Labourdonnais (1735-1746), qui réorganisa aussi les Mascareignes en en faisant une base dirigée contre les Britanniques de l'Inde²³⁸. Mais l'île Maurice n'exporta réellement du sucre qu'après l'avènement de l'administration royale française qui abrogea les mesures restrictives imposées par la Compagnie des Indes orientales et ouvrit les îles à tous les ressortissants français à la fin des années 1760²³⁹. Le café, introduit à la Réunion en 1715 et qui en devint la culture principale, battit son dernier record de production au début des années 1740. Vers 1767, son déclin était tel (à cause de la concurrence des Antilles) que les planteurs réunionnais durent se rabattre sur les épices²⁴⁰. Pendant les trente années qui suivirent, les îles Mascareignes, à mesure que « le commerce délaissait l'océan Atlantique en faveur de l'océan Indien », devinrent « le point de convergence d'une véritable "route des îles"²⁴¹ ». L'île Maurice qui, du temps de la Compagnie, accueillait environ 30 navires par an, vit ce nombre décupler vers 1803. La plupart de ces navires appartenaient à des marchands étrangers, surtout des États-Unis après la guerre d'indépendance. On pourrait dire que les minorités privilégiées des îles Mascareignes avaient un niveau de vie égal ou supérieur à celui de tous les autres territoires coloniaux vers 1800.

236. A. Toussaint, 1972, tableaux statistiques, p. 335-338.

237. C. Grant, 1801, p. 75-78; A. Grandidier *et al.*, 1903-1920, vol. V, p. 316-317.

238. Sur Mahé de Labourdonnais, certainement la personnalité la plus novatrice, voir son *Mémoire des îles de France et de Bourbon*, édité et annoté en 1937 par A. Lougnon et A. Toussaint. Sur l'industrie sucrière, voir A. North-Coombes, 1937.

239. A. Toussaint, 1967, p. 94.

240. *Id.*, 1971, p. 35-36.

241. *Id.*, 1967, p. 94.

Madagascar, 1800-1880

Phares M. Mutibwa
avec une contribution
de Faranirina V. Esoavelomandroso

L'histoire de Madagascar entre 1800 et 1880 est caractérisée par deux traits majeurs qui fourniront les axes de notre étude. Le premier est l'évolution politique du pays et l'interaction diplomatique entre Madagascar et les puissances étrangères, en particulier la Grande-Bretagne et la France. Le second est constitué par les changements qui ont eu lieu dans l'organisation sociale de Madagascar, notamment dans les domaines religieux, administratif et économique. L'évolution politique concerne essentiellement la consolidation de la monarchie merina et l'expansion de son autorité sur le reste de l'île. Les relations diplomatiques que cette monarchie a maintenues avec la France et la Grande-Bretagne sont devenues la pierre angulaire du développement du pays. Les changements introduits dans l'administration, surtout dans l'instauration de la loi et de l'ordre, ont facilité le développement économique, facteur essentiel dans les efforts de Madagascar pour se moderniser et résister aux puissances étrangères. Le fait d'embrasser des religions étrangères est considéré comme partie intégrante de ce processus de modernisation.

Il sera nécessaire de procéder ici à une brève description du pays et de son peuple. Il existe près de dix-huit groupes ethniques à Madagascar, dont le principal, devenu le plus important au XIX^e siècle, est celui des Merina qui vivent sur le plateau central de l'île. Ce plateau central, appelé Imerina (« le pays qu'on voit de loin ») constituait le foyer du peuple merina, chez qui une classe de privilégiés contrôlait la majeure partie de l'île avant la colonisation française. Il est difficile de dire combien il y avait d'habitants à Madagascar pendant la période que nous allons étudier; selon le consul de Grande-Bretagne à Madagascar, la population s'élevait à cinq millions en

1865, dont environ 800 000 Merina¹. Tous les groupes malgaches parlaient la même langue et avaient, à quelques exceptions près, des coutumes et des traditions religieuses analogues. Ainsi, malgré l'existence de différences régionales, les Malgaches formaient et forment encore aujourd'hui un seul peuple qui se caractérise par une profonde unité culturelle et ethnique².

Les dirigeants d'Imerina s'installèrent à Antananarivo, et c'est de là qu'une lignée de monarques, compétents et souvent populaires, dirigeait la plus grande partie de l'île. L'expression « gouvernement du royaume de Madagascar », telle que nous l'employons ici, se réfère au gouvernement installé à Antananarivo, qui, en 1880, contrôlait les deux tiers de l'île, malgré des rébellions sporadiques ici et là. C'est pourquoi, malgré l'importance historique de chaque province et région³, l'étude de l'évolution politique, sociale, économique et administrative de Madagascar s'articule essentiellement autour de l'histoire du plateau central, qui constitue le grand pôle d'activité ou le cœur de l'île.

L'ère d'Andrianampoinimerina (1792-1810)

Il est difficile de comprendre l'histoire de Madagascar au XIX^e siècle sans examiner comment Andrianampoinimerina, fondateur du royaume merina, arriva au pouvoir et consolida sa position sur le plateau central. Il réunifia le royaume merina et l'étendit. Il renforça en outre la cohésion nationale, facteur essentiel d'une politique expansionniste.

Vers 1780, il n'existait dans l'Imerina central que trois ou quatre petits royaumes qui se livraient entre eux à des luttes sanglantes. Vers 1785, Ramboasalama, le neveu du roi d'Ambohimanga, l'un de ces petits royaumes, chassa son oncle et se proclama roi sous le nom d'Andrianampoinimerina⁴. Il commença alors à consolider sa position à Imerina, utilisant aussi bien des moyens militaires que des voies diplomatiques. Il liquida les rois d'Antananarivo et d'Ambohidratrimo qui, bien qu'ils eussent conclu la paix avec lui, avaient continué à le défier⁵. En 1791 ou en 1792, Andrianampoinimerina transféra sa capitale à Antananarivo et commença à édifier les structures politiques et sociales du nouveau royaume. Cette ville est depuis restée la capitale d'Imerina et de Madagascar.

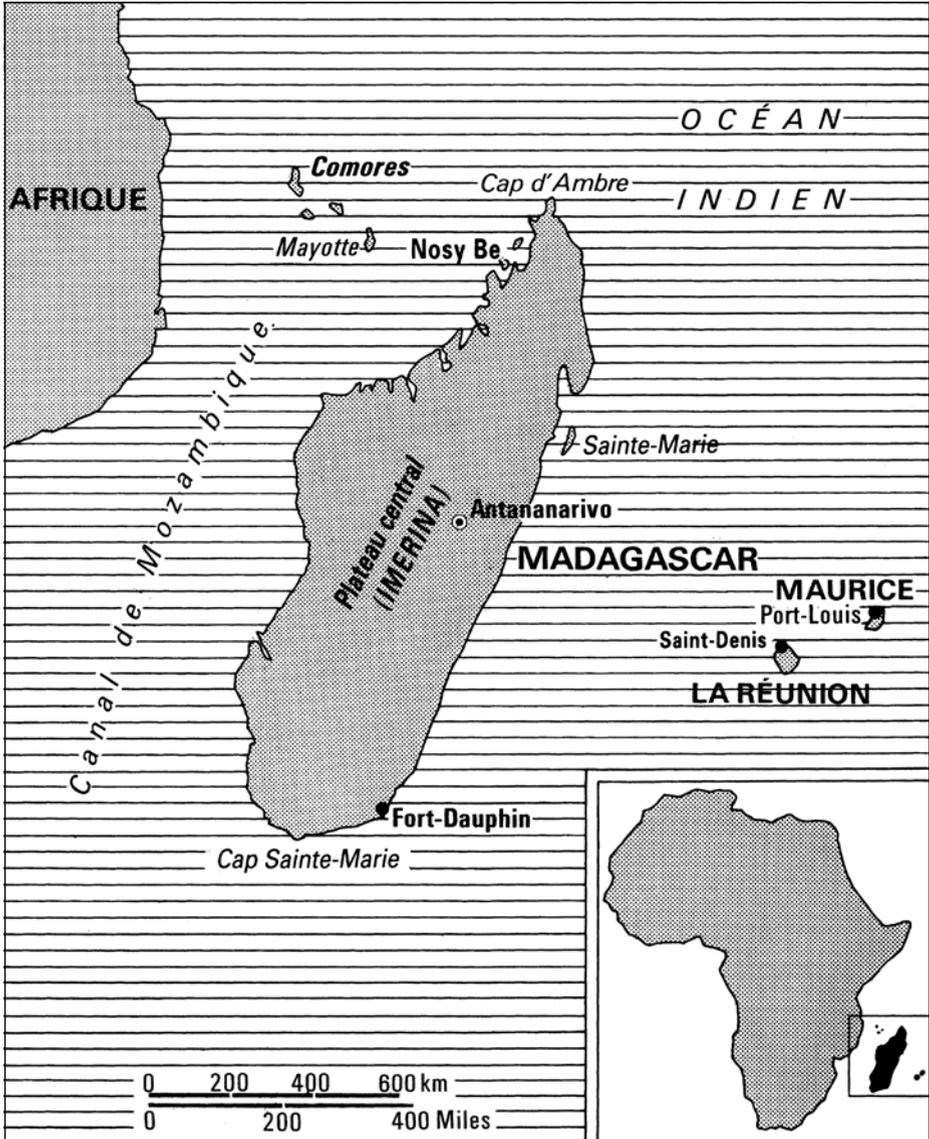
1. Pakenham à Russell, 31 janvier 1865 : Foreign Office, Public Record Office, Londres (noté en abrégé FO infra) 48/10.

2. H. Deschamps note que « l'unité linguistique malgache est remarquable. D'un bout à l'autre de l'île, on retrouve la même grammaire, la même syntaxe et, dans l'ensemble, les mêmes mots ». Voir H. Deschamps, 1951, p. 53.

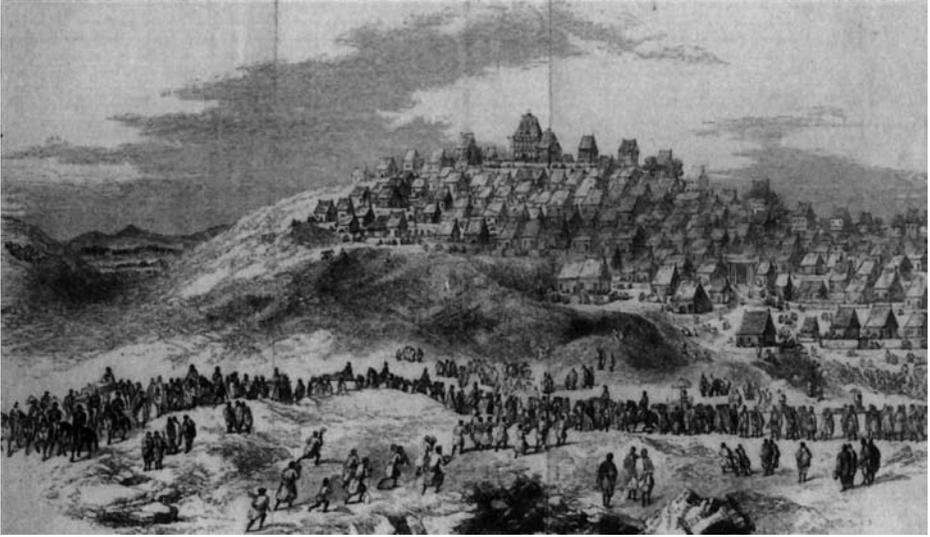
3. Le département d'histoire de l'Université de Madagascar mène des études novatrices sur l'histoire des régions; on commence ainsi à mieux connaître l'histoire intérieure de Madagascar.

4. Pour un bref portrait du roi Andrianampoinimerina, voir H. Deschamps, 1967; voir aussi A. Délivré, 1974.

5. R. W. Rabemananjara, 1952, p. 32.



16.1. *Madagascar et ses voisins* (d'après P. M. Mutibwa).



16.2. Une vue d'Antananarivo dans les années 1850.

[Source : W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, John Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library, Londres.]

La seconde partie du règne d'Andrianampoinimerina, peu après 1800, vit le royaume s'étendre au-delà des limites d'Imerina : la tâche longue et difficile qu'était l'unification des quelque 18 groupes ethniques de Madagascar avait démarré. Le nouveau roi tenait à conquérir le reste de l'île et, sur son lit de mort, il aurait dit à Radama, son fils et successeur, « la mer est ma frontière »⁶.

Tout d'abord, il conquiert des portions de territoires traditionnellement merina, alors occupés par des peuples voisins, comme les Bezanozano et les Sihanaka à l'est⁷. Bien qu'il eût imposé sa suzeraineté à ces peuples, certains d'entre eux, et particulièrement les Bezanozano, continuèrent à résister. Andrianampoinimerina employa la force pour consolider son pouvoir à Imerina ; mais il essaya également de se présenter face à ses adversaires comme un chef dont le seul désir était la paix et l'unité.

L'expansion vers le sud eut d'abord pour objectif essentiel de protéger les Merina qui y avaient émigré. Les Betsileo étaient déjà dominés par les Merina, et les troupes merina n'eurent guère de peine à avancer plus au sud jusqu'au massif de l'Ankaratra et à la région de Faratsiho⁸. À l'ouest, cependant, Andrianampoinimerina rencontra — comme ses successeurs —

6. Littéralement « la mer est la limite de mon champ de riz ». Il associait la riziculture à la lutte contre la faim et donna des directives pour la mise en valeur des plaines de Betsimitatatra.

7. Voir J. Valette, 1971, p. 327 et suiv.

8. *Ibid.*, p. 328. Voir aussi J. Rainihifina, 1975. Sur les migrations merina vers Andratsay et Voro-mahery (limite nord du pays betsileo), voir D. Rasamuel, 1980 ; E. Fauroux, 1970 ; J. Y. Marchal, 1967, p. 241-280 ; J. Dez, 1967.

la résistance opiniâtre des Sakalava. De fait, toutes les tentatives pour les soumettre échouèrent totalement. Il est vrai qu'il parvint parfois à établir des relations amicales avec eux; mais, très souvent, les Sakalava envahirent Imerina, poussant leurs incursions jusqu'à Antananarivo ou presque. Les royaumes sakalava les plus importants étaient Menabe et Boina, qui, à eux deux, constituaient une barrière infranchissable pour l'expansion merina vers l'ouest. Cependant, l'opposition la plus acharnée était celle des Ambongo. Il faut préciser, par ailleurs, que la seule solution de remplacement des chefs merina était la dynastie sakalava des Maroseranana, qui avaient étendu leur hégémonie à la partie occidentale de l'île, avant le XIX^e siècle, et conclu des alliances avec certains royaumes de la partie orientale — notamment celui de Betsimisaraka⁹. Il n'empêche qu'à sa mort, en 1810, Andrianampoinimerina avait fait d'Imerina une force avec laquelle il fallait compter dans tout Madagascar.

Le grand modernisateur: le roi Radama I^{er} (1810-1828)

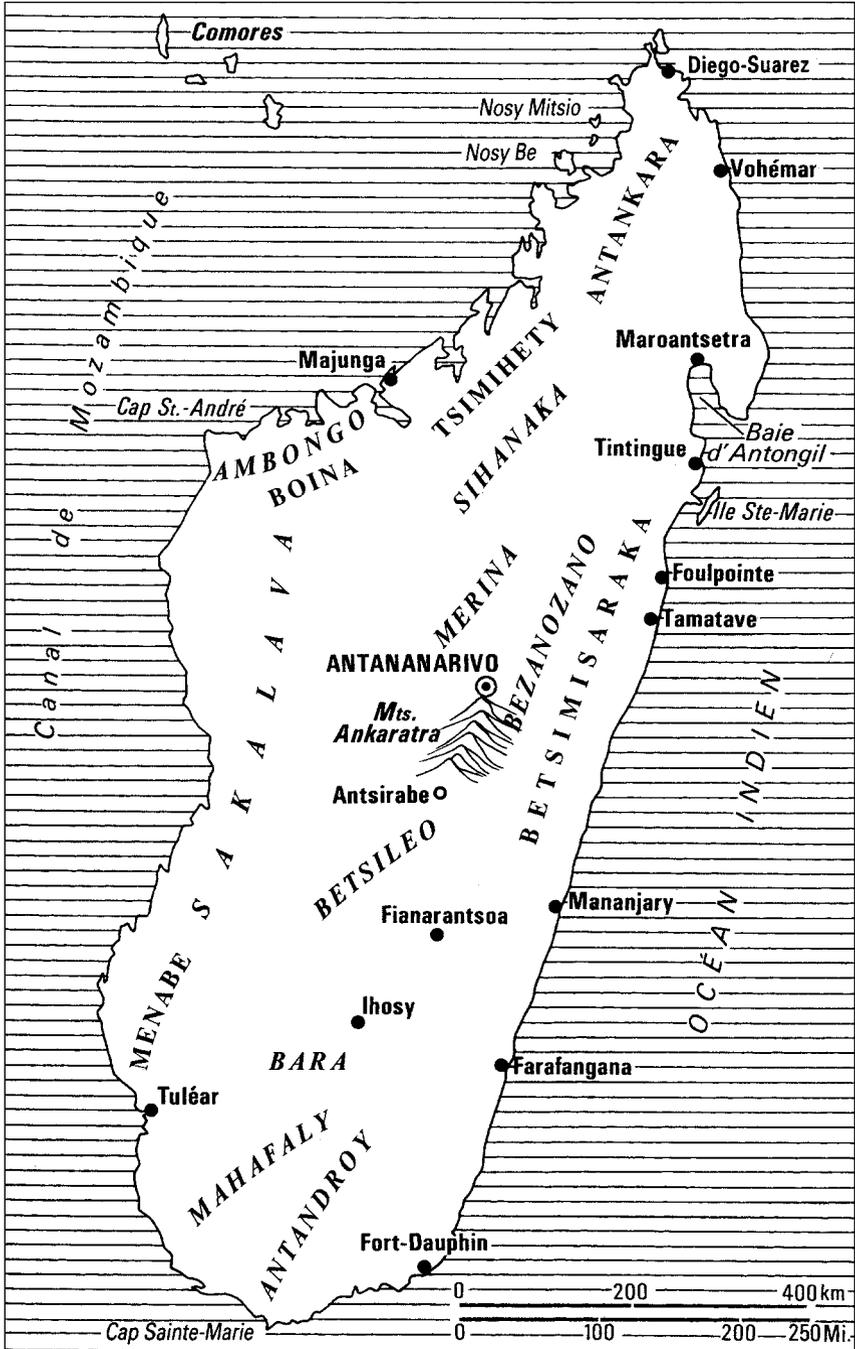
Peu de dirigeants, dans l'histoire de Madagascar, sont devenus aussi légendaires que Radama I^{er} qui succéda à son père en 1810 à l'âge d'environ dix-huit ans. Il est considéré comme le « Napoléon » de Madagascar, et c'est bien ainsi qu'il se considérait lui-même.

À l'annonce de la mort d'Andrianampoinimerina, certains des peuples qu'il avait conquis se révoltèrent. La première tâche de Radama fut donc de soumettre les rebelles, et notamment les Bezanozano d'Ambotomanga, dont beaucoup s'enfuirent à l'est. Bien que Radama fût parvenu à consolider sa position à Imerina, il désirait surtout atteindre la mer, comme son père le lui avait demandé sur son lit de mort. Sans accès direct à la mer, les Merina se sentaient opprimés par leurs voisins qui faisaient même des incursions chez eux pour y chercher des esclaves. De plus en plus désireux de commercer directement avec les Européens dans les ports de Tamatave et de Majunga, et surtout avec les Anglais des îles Mascareignes, les négociants merina étaient cependant obligés de passer par des intermédiaires bezanozano, sihanaka et sakalava pour échanger des produits artisanaux et agricoles — riz et viande de bœuf notamment — contre du sel et des munitions d'origine européenne. Radama considérait l'expansion territoriale comme une part de l'héritage des Maroseranana dont il s'était emparé; mais, pour lui, c'était surtout par piété filiale qu'il devait accomplir les dernières volontés de ses aïeux et réaliser les prédictions des devins¹⁰.

Ce fut vers l'est que Radama fit porter d'abord ses efforts, vers le port de Tamatave, qui devenait de plus en plus important. Cependant, la situation politique de la région voisine de Betsimisaraka appelait une intervention. En effet, la confédération organisée au XVIII^e siècle par Ratsimilaho avait

9. C. Guillain, 1845, p.376.

10. H. Deschamps, 1960, p.154. Voir aussi J. M. Filliot, 1974, p.273.



16.3. Madagascar, 1800-1880 (d'après P. M. Mutibwa).

éclaté en une multitude de principautés rivales, en guerre les unes contre les autres, dont les *filoha* [chefs], voyant leur autorité menacée aussi de l'intérieur, invitaient Radama à rétablir l'ordre. Profitant de ce chaos politique, un Métis, Jean René, s'était emparé de Tamatave en 1812¹¹. Ce fut essentiellement le désir de Radama d'établir une route vers ce port oriental qui l'amena à prendre contact diplomatiquement avec sir Robert Townsend Farquhar, le gouverneur de l'île Maurice. Ce désir coïncidait avec celui de Farquhar — et de la Grande-Bretagne — de contrôler Madagascar, ou du moins d'influencer ce qui s'y passait puisque Madagascar était la seule source de bétail et de riz de l'île Maurice et consommait aussi une grande partie de ses produits manufacturés. En outre, Madagascar représentait un intérêt stratégique et politique. Les Britanniques voulaient, en particulier, s'assurer l'appui de son chef pour abolir le trafic des esclaves, Madagascar constituant l'une des principales sources d'esclaves de la région. Sir Robert tenait donc à exercer un rôle politique actif dans le pays. Cette politique, qui coïncidait avec le désir de Radama de poursuivre son expansion vers l'est, eut, comme on l'a souligné, « d'importantes conséquences pour l'avenir de Madagascar »¹².

Après plusieurs contacts amicaux, Farquhar envoya une mission diplomatique dirigée par le capitaine Le Sage, qui arriva à Antananarivo le 21 décembre 1816. Un traité d'amitié et de commerce fut finalement signé le 4 février 1817 entre Radama et le capitaine Le Sage. Mais ce traité ne satisfaisait pas le gouverneur de l'île Maurice, parce qu'il ne mentionnait pas le commerce des esclaves, question essentielle pour sir Robert. Le gouverneur envoya donc une autre mission dans la capitale de Radama, conduite cette fois par James Hastie, un ancien huissier d'armes aux Indes, qui avait davantage l'expérience des négociations avec les dirigeants orientaux¹³. James Hastie apporta avec lui un certain nombre de cadeaux pour le roi, dont des chevaux, un compas, une carte du monde et une pendule à carillon, qui impressionnèrent fort le jeune roi et aidèrent Hastie à gagner son amitié et sa confiance. Les négociations, cependant, piétinèrent parce que les Britanniques insistaient pour que Radama déclare illégal le commerce des esclaves à Madagascar. Quand le roi annonça qu'en agissant ainsi il commettrait un véritable suicide économique puisque le commerce des esclaves était sa plus grande source de revenus, Hastie eut une réponse toute prête : en compensation, les Britanniques paieraient au chef malgache une somme annuelle de 1 000 dollars en or et de 1 000 dollars en argent, lui fourniraient 100 barils de poudre, 100 mousquets anglais avec 100 pierres à fusil, 400 uniformes de soldats, 12 épées de sergents, 600 pièces de draps,

11. R. Decary, 1939.

12. J. Valette, 1971, p. 331.

13. H. Deschamps, 1960, p. 154. Le premier contact entre Radama I^{er} et les autorités de l'île Maurice fut établi au début de 1816, quand sir Robert Farquhar envoya Jacques Chardenous, un ancien marchand d'esclaves français installé à l'île Maurice, rendre une visite de courtoisie au roi, à Antananarivo, et rassembler le plus d'informations possible sur le pays, sa population et ses ressources. Voir M. Brown, 1978, p. 137.

un uniforme de cérémonie pour lui et deux chevaux¹⁴. L'offre parut d'autant plus honnête à Radama que le traité le reconnaissait comme roi de tout Madagascar. Le traité d'amitié et de commerce anglo-malgache fut signé à Tamatave, le 23 octobre 1817. James Hastie, l'heureux négociateur, fut nommé en 1820 résident britannique dans la capitale malgache. Mais alors que Farquhar était en congé en Angleterre, son successeur, le Major General Gage John Hall refusa de payer les subsides stipulés par le traité. Cela conduisit à une rupture des relations entre les Anglais et la cour merina, qui permit aux Français de mettre un pied dans la capitale malgache à une époque où la puissance anglaise était dominante¹⁵. Radama fut évidemment choqué par le refus des Britanniques de respecter les clauses du traité de 1817; mais il fut très vite persuadé d'oublier le passé pour défendre ses intérêts à long terme qui, à son sens, exigeaient manifestement une alliance avec la Grande-Bretagne. Il accepta donc les excuses de Hastie pour les bévues du général Hall (qui fut rappelé à Londres) et renouvela le traité le 11 octobre 1820. Dans un document séparé, Radama permit également aux missionnaires anglais de travailler à Madagascar.

Conformément à cet accord, David Jones, de la London Missionary Society (LMS), arriva à Antananarivo le 3 décembre 1820. Radama accueillit très bien les missionnaires anglais; ils apportaient avec eux l'éducation (même si elle était liée au christianisme), mais aussi une aide technique¹⁶. Radama écrivit à la LMS, lui demandant d'envoyer autant de missions qu'elle le pouvait, à condition que celles-ci comprennent non seulement des hommes de religion, mais aussi des artisans, tels que tisserands et charpentiers¹⁷. Les missionnaires ouvrirent leur première école à Antananarivo, le 8 décembre 1820, avec trois élèves, de jeunes neveux du roi; grâce aux énormes encouragements personnels que Radama donna aux missionnaires, la LMS pouvait se vanter, en 1829, d'avoir 23 écoles, et près de 2 300 élèves. Les missionnaires utilisèrent l'alphabet latin pour transcrire le malgache et traduisirent la Bible dans cette langue.

Plusieurs missionnaires, Jones, Bevan et Griffiths notamment, se distinguèrent dans cette entreprise, avec le concours de Malgaches convertis. Les missions s'attachèrent en particulier à imprimer et publier des ouvrages. À travers les écoles, les cours de catéchisme et la diffusion d'imprimés, cette action pédagogique non seulement fit des prosélytes, mais favorisa l'alphabétisation ainsi que l'évolution de la langue et de la littérature malgaches, forgeant ainsi l'unité nationale de tous les insulaires. En 1827, plus de 4 000 Malgaches savaient lire et écrire dans leur propre langue¹⁸. Dans le domaine de l'éducation technique, les missionnaires britanniques

14. M. Brown, 1978, p. 143, note 10. Sur les sources malgaches, voir L. Munthe, C. Ravoajanahary et S. Ayache, 1976.

15. M. Brown, 1978, p. 144.

16. V. Belrose-Huyghes, 1978*b*.

17. M. Brown, 1978, p. 155. Voir aussi V. Belrose-Huyghes, 1978*b*, et J. Valette, 1962. Sur l'influence étrangère en architecture, voir V. Belrose-Huyghes, 1975.

18. H. Deschamps, 1960, p. 161 et suiv.; V. Belrose-Huyghes, 1977; L. Munthe, 1969, p. 244; F. Raison, 1977.

apportèrent également d'importantes contributions. Ils envoyèrent certains jeunes Malgaches soit en Angleterre, soit à l'île Maurice, pour leur donner une formation technique; ils introduisirent dans le pays de nombreuses techniques, comme la menuiserie, la maçonnerie, la tannerie, l'art de l'étagage et du tissage moderne. Un homme, James Cameron, joua un rôle particulièrement important dans ce domaine: arrivé à Antananarivo en 1826, il y resta jusqu'à sa mort en 1875, à l'exception de quelques années d'exil. L'une des raisons du succès des missionnaires fut l'activité déployée par leurs épouses, qui facilitaient leurs contacts avec les ménages malgaches, en particulier avec les dames de l'aristocratie, auxquelles elles inculquaient les rudiments de l'enseignement ménager et offraient divers services, ceux de couturière par exemple¹⁹.

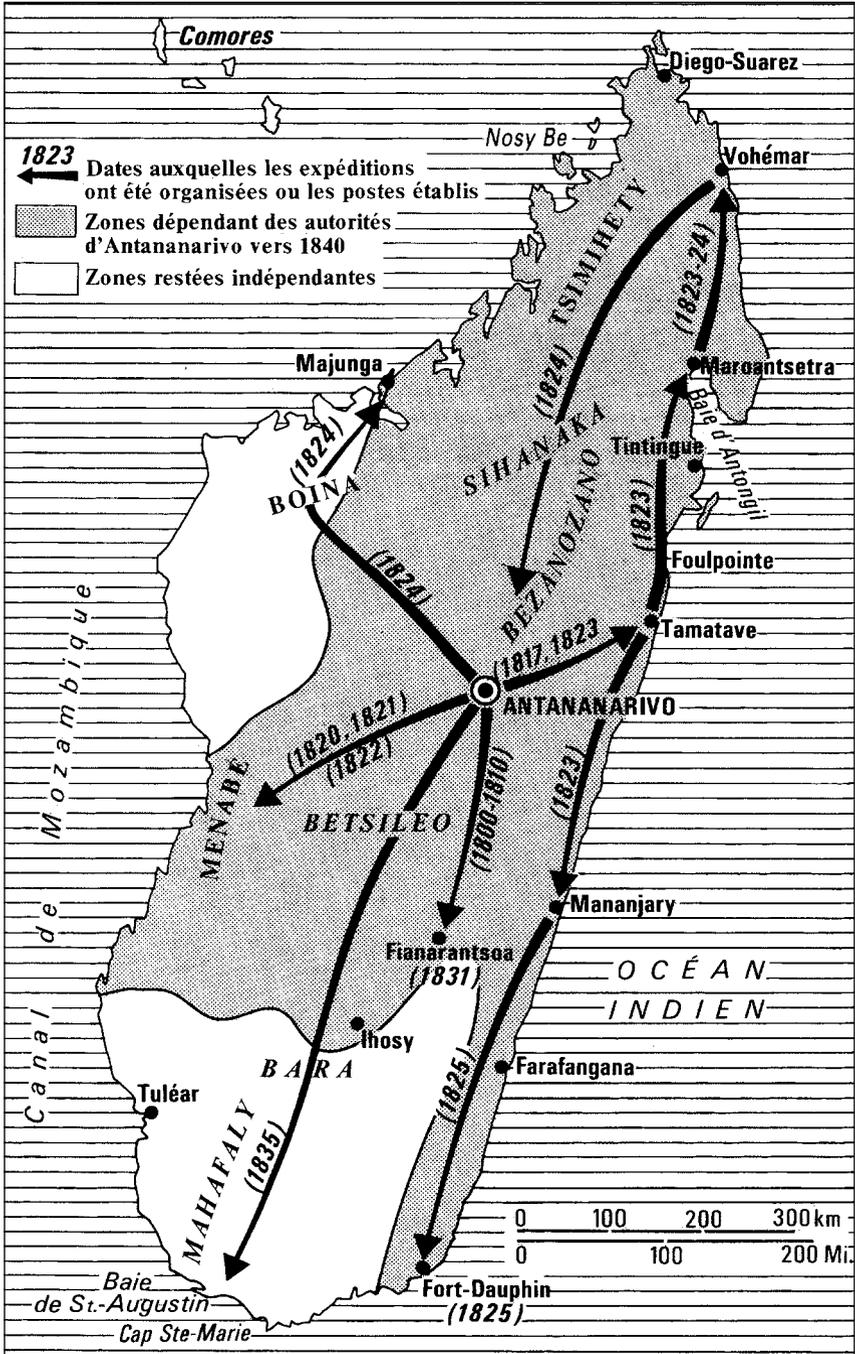
Mais c'est surtout pour se doter d'une armée moderne et permanente, sur le modèle britannique, que Radama avait besoin d'une aide technique. Il recruta environ 15 000 hommes équipés de bons fusils anglais de l'époque des guerres napoléoniennes et même de quelques pièces d'artillerie légère. Ces hommes furent entraînés essentiellement par des instructeurs anglais, dont les principaux furent Hastie et Brady. L'armée de Radama devint en conséquence bien meilleure et plus efficace que celle de ses adversaires dans l'île. Pour maintenir l'esprit professionnel dans l'armée, Radama I^{er} introduisit un système de grades reposant sur un certain nombre d'« honneurs »: un honneur pour le simple soldat, dix pour un général, etc. L'armée se transforma en un instrument essentiel non seulement de la conquête d'autres territoires dans l'île, mais aussi du maintien de la loi et de l'ordre dans ces territoires conquis.

La soumission des peuples côtiers de l'Est commença en 1817 quand Radama descendit, à la tête de 30 000 hommes, sur Tamatave, obtenant au passage la reddition des Bezanozano. Il conclut un pacte de paix avec Jean René, qui tenait la ville, ce qui ouvrit le royaume sur le monde extérieur. Radama revint à Tamatave, en 1823, avec une armée encore plus importante; il obtint alors des Betsimisaraka qu'ils reconnaissent son autorité, et atteignit d'autres territoires sur la côte est, comme Foulpointe, la baie d'Antongil, Vohemar et Antankara. Sur le chemin du retour à la capitale, en 1824, il traversa le pays tsimihety, où il installa un poste à Mandritsara, et le pays sihanaka, qui reconnurent l'un et l'autre son autorité. Entre-temps, Jean René, devenu l'agent de Radama à Tamatave, menait une campagne semblable au sud de la ville. Fort-Dauphin, à l'extrême sud-est de l'île, fut atteint, en 1825, ce qui renforça la prétention qu'avait Radama de tenir toute la côte est de Madagascar²⁰.

Ce fut à l'ouest, en pays sakalava, que Radama, comme son prédécesseur, rencontra les plus grandes difficultés. En 1820, il envoya une grande armée contre le roi de Menabe, sans succès. En 1821, accompagné par Hastie, Radama retourna à Menabe, à la tête d'une armée de près de 70 000 soldats, dont près de 1 000 professionnels. Mais il échoua une fois de plus. En 1822,

19. V. Belrose-Huyghes, 1978a.

20. Pour plus de détails, voir H. Deschamps, 1960, p. 156-161, dont ce texte s'inspire.



16.4. L'expansion du royaume merina, 1810-1840 (d'après P. M. Mutibwa).

après s'être soigneusement préparé, il lança une nouvelle expédition de 13 000 hommes bien armés contre le Menabe, qu'il put enfin conquérir, et installa quelques postes militaires en pays ennemi. Mais cette victoire n'eut qu'un temps dans la mesure où, dans le Nord, les Sakalava continuaient à défier son autorité. En 1824, le roi déclencha une offensive contre le Boina, au nord-ouest; et, cette fois-ci, il fut plus chanceux. Le chef du Boina, Andriantsoli, fit la paix, et Radama put atteindre la ville nord occidentale de Majunga, où un poste merina fut installé. Mais ce succès fut, lui aussi, de courte durée.

Ces campagnes illustrent la force et les faiblesses de l'armée merina, engagée dans une lutte dont l'enjeu était l'unité nationale. Sur le champ de bataille, elle parvenait généralement à battre les troupes adverses. Il fallait ensuite asseoir l'autorité merina; ce que Radama avait coutume de faire en implantant des postes administratifs, avec des colons merina (*voanjo*) dans une aire fortifiée (*rova*), construite sur le modèle du palais royal, et symbolisant la présence merina. Souvent aussi, Radama s'assurait des alliances grâce à des mariages arrangés — comme sa propre union avec Rosalimo, fille de Ramitraho, roi du Menabe²¹. Toutefois, l'armée avait beaucoup de difficultés à se ravitailler lorsqu'elle était très éloignée d'Imerina. Avant que les colons soient à même de produire suffisamment, les régions conquises devaient nourrir les troupes; ce qui provoqua souvent des révoltes. Dès que Radama eut le dos tourné et fut rentré à Antananarivo, les Sakalava du Boina et du Menabe s'insurgèrent à nouveau.

Les Sakalava étaient résolus à défendre leur indépendance contre Antananarivo. De même, au Boina, le groupe des négociants antalaotra constituait un obstacle supplémentaire à toute intégration. Ces hommes, de confession musulmane, étaient considérés par les Malgaches comme des étrangers²². Cela posa de graves problèmes au gouvernement malgache, d'autant que les Français étaient prêts à utiliser quelques chefs rebelles sakalava pour contester la souveraineté des chefs merina sur certains territoires de l'ouest et du nord-ouest de l'île.

Malgré ces échecs, les campagnes de Radama I^{er} lui avaient permis d'étendre l'hégémonie merina sur la majeure partie de l'île. En 1828, les deux tiers de celle-ci étaient sous contrôle merina; et seules les plaines lointaines et désolées des Antandroy et Mahafaly, au sud-ouest, et le pays bara (où il n'y avait qu'un précaire avant-poste merina à Ihosy) échappaient à cette hégémonie. En territoire sakalava, comme nous l'avons noté, Radama avait conquis le Menabe et le Boina, et établi quelques postes, mais les Sakalava restaient, dans l'ensemble, indépendants de la souveraineté merina, en particulier dans la partie nord du Boina, Ambongo. Mais même si Radama ne dominait pas toute l'île, personne ne pouvait lui disputer le titre de roi de Madagascar²³. Toutes ces campagnes avaient cependant épuisé le roi et menacé sa santé, déjà compromise par la boisson et une vie licencieuse. Le

21. C. Guillain, 1845.

22. G. Rantoandro, 1981; M. Rasoamiamanana, 1981.

23. M. Brown, 1978, p. 150.

27 juillet 1828, il mourut à l'âge de trente-six ans, ce qui mit brutalement fin à un règne riche en succès.

Ranavalona I^{re} (1828-1861) : réaction ou stabilisation ?

La reine Ranavalona I^{re} était la première épouse et la cousine de Radama I^{er}. Elle monta sur le trône grâce à l'appui des nobles et des chefs de l'armée que Radama avait écartés de postes importants²⁴. Le nouveau régime allait donc essayer de mettre à l'écart les personnalités les plus proches du défunt roi, et de les remplacer par d'autres qui n'avaient ni adhéré ni participé à la politique de Radama. La reine avait pour principaux conseillers Rainimahary et Andriamihaja; mais les deux hommes furent éliminés l'un après l'autre. Finalement, les personnalités les plus importantes qui partagèrent le pouvoir avec la reine furent Rainiharo et Rainijohary. Le premier venait du clan tsimiamboholahy, et le second du clan tsimahafotsy, qui avaient tous deux aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIII^e siècle. Ces deux clans, issus pour l'essentiel de roturiers, donnèrent naissance à la classe moyenne hova, qui, en appuyant la monarchie, acquit peu à peu un tel pouvoir économique, administratif et politique qu'elle en vint à se poser en rivale de la monarchie et à en saper l'autorité.

La politique de Ranavalona visa notamment à sauvegarder l'indépendance de Madagascar, et, surtout à préserver les institutions, les traditions et les coutumes nationales de l'influence étrangère. Cela signifiait, en politique étrangère, prendre ses distances avec l'Angleterre, en particulier du point de vue politique et religieux. En décembre 1828, le gouvernement de la reine déclara à Robert Lyall, le nouveau résident britannique, qu'il ne réintroduirait pas le commerce des esclaves; mais qu'il ne souhaitait pas maintenir le traité, et qu'il ne considérait plus sa présence dans la capitale comme nécessaire. Le commerce entre Madagascar, l'île Maurice et la Réunion fut proscrit. Le général Brady, qui avait été naturalisé Malgache et élevé à la noblesse par Radama I^{er} fut forcé de partir en 1829. Les désillusions de Madagascar vis-à-vis des puissances étrangères furent encore renforcées, quand, en 1829, Charles X, le roi de France, désireux d'accroître son prestige dans son pays, ordonna le bombardement et l'occupation de Tintingue et de Tamatave, après une série de malentendus avec les Malgaches à propos de la présence française à Tintingue, face à l'île Sainte-Marie. Les Malgaches repoussèrent les envahisseurs à Foulpointe. Cette attaque injustifiée fut désavouée par Louis-Philippe, le successeur de Charles X; mais elle laissa de profondes blessures chez les Malgaches. Les prétentions françaises à l'égard de Madagascar devinrent l'un des traits permanents des relations franco-malgaches au XIX^e siècle. Cela conduisit parfois à une réaction probritannique et explique

24. Voir S. Ayache, 1963, et A. Délivré, 1974, sur le poids de la tradition orale dans son investiture et le rôle de Rainimahary, compagnon d'Andrianampoinimerina. Il y eut quelques exécutions, mais la reine Ranavalona fut rapidement acceptée par le peuple.



16.5. *Andrianampoinimerina, mort en 1810.*



16.6. *Le roi Radama I^{er} 1810-1828.*



16.7. *La reine Ranavalona I^{re}, 1828-1861.*



16.8. *Le roi Radama II, 1861-1863.*



16.9. *La reine Rasoherina, 1863-1868.*



16.10. *La reine Ranavalona II, 1868-1883.*

[Source: P. M. Mutbiwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres. Photos: Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

pourquoi, en dépit de la politique d'indépendance culturelle, il s'écoula encore six ans avant le départ forcé des missionnaires anglais.

Les chefs malgaches appréciaient l'aide technique que les missionnaires britanniques leur offraient; mais ils voulaient avant tout une éducation laïque, non religieuse. La reine n'eut donc pas une attitude de rejet systématique, bien qu'elle fût au premier abord moins enthousiaste à l'égard du christianisme que son prédécesseur. Le grand sujet de préoccupation des nouveaux dirigeants — qui devait les amener par la suite à combattre l'influence grandissante du christianisme — était que cette religion mettait en péril les traditions et les institutions malgaches en général, et la monarchie en particulier. Les rites chrétiens faisaient concurrence aux cérémonies du culte royal. En décourageant l'adoration des *sampimoanja-kana* (*sampy*), divinités royales garantes de la prospérité du pays, le christianisme ébranlait les bases de la puissance royale. Par ses principes égalitaires, il était aussi en conflit avec la hiérarchie traditionnelle des castes²⁵. Le christianisme était en train de changer les traditions du pays et de transformer les Malgaches en adorateurs de Jésus-Christ, qu'ils considéraient comme l'ancêtre des Blancs. En 1830, il y avait environ 200 convertis, prêts à mourir pour leur foi; le gouvernement ne pouvait rester indifférent à ce « nouveau pouvoir surgi dans le pays »²⁶. Quand les missionnaires refusèrent de mener leur action éducative si on ne leur permettait pas de prêcher leur religion, la rupture avec la reine devint inévitable. Le baptême fut d'abord interdit en 1832. Trois ans plus tard, il fut interdit à tous les sujets de la reine de devenir ou de rester chrétiens. La diffusion du christianisme fut également défendue, mais cette interdiction ne s'appliquait pas à l'enseignement laïque. Expliquant les raisons de sa décision, la reine déclara aux missionnaires anglais qu'elle avait réunis dans son palais le 26 février 1835 que: « Tout en les remerciant des bons services qu'ils avaient rendus au pays, et tout en les laissant libres d'observer leurs propres coutumes religieuses, elle ne permettrait pas à ses sujets d'abandonner leurs anciennes coutumes [...]. Elle permettait l'enseignement des arts et des sciences, mais pas celui de la religion²⁷. »

Les premiers martyrs, Rasalama et Raqarilahy-Andriamazok, moururent respectivement en août 1837 et février 1838, et les missionnaires partirent en exil. Suivit une période de terrible persécution des chrétiens malgaches, dont plusieurs centaines périrent de mort violente. Mais, loin de perdre du terrain, le christianisme semble avoir connu un renouveau pendant cette période.

Il se propageait en secret; ses adeptes se réunissaient clandestinement dans des grottes (par exemple, dans le Vonizongo, près de Fihaonana, au nord-ouest de l'Imerina) ou dans des maisons particulières, même à Antananarivo. Un groupe de chrétiens s'enfuit en Grande-Bretagne; de là, ils préparèrent leur retour au pays comme missionnaires. Les jésuites, de leur côté, organisèrent une mission aux Petites Iles (Nosy Be, Nosy Faly et Mayotte

25. M. Brown, 1977.

26. Voir W. E. Cousins, 1895, p. 83 et suiv.

27. Cité par P. M. Mutibwa, 1974, p. 26-27.

au nord-ouest, Sainte-Marie à l'est), d'où ils tentèrent de s'infiltrer dans leur pays, notamment par la baie de Faly, qu'ils furent obligés de quitter en 1857. Certains auteurs ont décrit cette période comme « la plus sombre du règne de Ranavalona »²⁸, qui valut à cette dernière les surnoms de « reine Marie de Madagascar », de « Messaline moderne » ou de « Néron féminin ». Mais même dans ces conditions, la cour malgache tenait à éviter la rupture totale avec l'Angleterre, de peur que la Grande-Bretagne et la France ne fassent cause commune contre elle.

Les chefs malgaches savaient bien que leur pays avait besoin d'une ouverture sur le monde extérieur pour s'approvisionner en produits manufacturés européens, en particulier en fusils et en munitions. Ils voulaient acheter des produits de luxe, comme des tissus et de l'alcool, et augmenter leurs exportations — surtout de bétail et de riz — vers l'île Maurice et l'île de la Réunion, de manière à pouvoir payer les importations dont ils avaient besoin. La reine chercha donc un *modus vivendi* avec les Européens, de manière à permettre à son pays de se développer sans craindre de conflit ni de guerre avec les Européens. Pour y parvenir, Ranavalona et ses conseillers décidèrent, en 1836, d'envoyer une mission en France et en Angleterre, pour discuter de nouveaux traités d'amitié et de commerce fondés sur le respect de la culture et de l'indépendance malgaches, ainsi que sur la reconnaissance de Ranavalona I^{re} comme reine de Madagascar²⁹. La mission malgache — la première à être envoyée en Europe — était constituée de six fonctionnaires et de deux secrétaires, et était dirigée par Andriantsitchaina³⁰. Son séjour à Paris n'apporta aucun résultat, et elle se rendit alors à Londres. Le roi William IV lui accorda une audience, ainsi que la reine Adelaïde; mais les conversations avec lord Palmerson furent peu satisfaisantes. Le gouvernement britannique insistait sur la liberté de commerce et de navigation, ce qui contredisait le désir de Madagascar de contrôler son propre commerce et de le canaliser par les ports dominés par le gouvernement central.

L'impossibilité d'arriver à conclure des traités avec la France ou l'Angleterre augmenta la méfiance des Malgaches vis-à-vis des étrangers; de fait, ces craintes étaient bien fondées. En 1845, une escadre anglo-française attaqua Tamatave, sur l'ordre des autorités britanniques de l'île Maurice et des autorités françaises de la Réunion. Le prétexte de cette attaque fut la proclamation, en mai, d'une loi malgache qui faisait obligation à tous les étrangers d'obéir aux lois du pays; ce qui signifiait, selon les Anglais, qu'ils pouvaient être astreints à des travaux publics, réduits en esclavage, et jugés par ordalie (*tangena*). Les Malgaches furent abasourdis par cette agression. Ils parvinrent à la repousser, et les troupes anglo-françaises furent obligées d'évacuer Tamatave, laissant derrière elles les cadavres de leurs hommes tombés au combat, dont les têtes furent tranchées par les Malgaches et empalées sur des pieux,

28. M. Brown, 1978, p. 177; A. Boudou, 1940-1942; voir aussi P. Rabary, 1957; J. T. Hardyman, 1977.

29. Mais une autre raison était que des rumeurs circulaient à l'époque, selon lesquelles l'Angleterre allait attaquer Madagascar à partir de la baie d'Isly, près de la baie de Saint-Augustin, où les Malgaches avaient vu quelques vaisseaux anglais. Voir R. E. P. Wastell, 1944, p. 25.

30. Pour plus de détails, voir J. Valette, 1960.

en guise d'avertissement pour d'éventuels envahisseurs du royaume. Bien que l'attaque fût désavouée par les gouvernements français et britannique, le mal était fait. La reine Ranavalona réagit en expulsant tous les négociants étrangers et en interdisant tout commerce extérieur, notamment l'exportation de riz et de viande vers l'île Maurice et l'île de la Réunion. Toutefois, le commerce avec les États-Unis d'Amérique se poursuivit.

Cette réaction était typiquement malgache : si l'Europe ne voulait pas coopérer avec l'île, celle-ci était prête à compter sur ses propres forces et sur ses propres initiatives. Si la reine et l'oligarchie, tout particulièrement le clan des Andafiavaratra, purent résister aussi ouvertement aux étrangers, c'est qu'en dépit de révoltes sporadiques elles contrôlaient économiquement les provinces les plus importantes, détenant notamment le monopole du commerce de la viande de bœuf. De là, la volonté de continuer à promouvoir l'éducation à l'occidentale et de créer des industries pour produire les biens dont elle avait besoin, mais qui ne pouvaient maintenant plus être importés de l'extérieur. Pour le maintien des contacts commerciaux avec le monde extérieur, la reine employa les services d'un Français appelé de Lastelle, qui s'était établi à Tamatave, et d'un Nord-Américain, William Marks, installé à Majunga. Avec l'aide de de Lastelle, des plantations de canne à sucre furent introduites sur la côte orientale ; on établit, à Mahela, une fabrique qui produisait du sucre et du rhum³¹. La reine engagea Jean Laborde, un aventurier français, arrivé en 1832 à Antananarivo « comme une sorte de chef de travaux ». Il créa d'abord une fabrique à Ilafy, à dix kilomètres au nord d'Antananarivo, avant de se déplacer à Mantasoa, en bordure de la forêt orientale, région riche en cours d'eau mais peu attrayante pour les travailleurs malgaches. À Mantasoa, il installa, grâce à des aides publiques, un complexe industriel qui employait quelque 20 000 personnes et produisait différentes marchandises, allant des fusils et des canons au verre et au savon. Peut-être l'œuvre la plus importante et la plus durable de Laborde fut-elle le palais en bois de la reine, plus tard recouvert de pierre par Cameron, qui domine de nos jours Antananarivo. De Lastelle et Laborde devinrent des citoyens malgaches, et furent intégrés à l'oligarchie régnante³².

La reine Ranavalona poursuivit l'expansion commencée par Radama I^{er}, et s'efforça de consolider son administration dans les territoires conquis. Les besoins d'équipement militaire, notamment, l'incitèrent à poursuivre des échanges avec l'étranger afin d'obtenir des munitions, et à encourager la fabrication de fusils dans l'usine de Laborde. La reine leva également des impôts spéciaux, destinés à financer l'effort de guerre. La ville de Fianarantsoa fut créée en 1831, en tant que capitale régionale, et la province de Betsileo fut réorganisée. De Fianarantsoa, des expéditions furent lancées vers le sud dans les années 1830, certaines sous le commandement de Rainiharo, et traversèrent les pays bara, mahafaly et masikoro. L'une d'elles atteignit la baie de

31. F. Nicol, 1940.

32. S. Ayache, 1977 ; O. Caillon-Fillet, 1978.



16.11. *Le palais de la reine à Antananarivo, commencé en 1839 par Jean Laborde à la demande de la reine Ranavalona I^{re}.*

[Source: P. M. Mutibwa, *The Malagasy and the Europeans*, 1974, Longman, Londres.

Photo: Direction de la Presse et de la Publication, Ministère de l'information, Madagascar.]

Saint-Augustin en 1835³³. À l'ouest et au nord, les Sakalava et les Antankara continuèrent à résister à l'autorité du gouvernement central. Quand les forces de la reine battirent les chefs sakalava Tsiomako et Tsimiharo, ces derniers s'enfuirent avec leurs partisans dans les îles voisines de Nosy Be, de Nosy Faly et de Nosy Mitsio, d'où ils envoyèrent des messages aux autorités françaises de la Réunion, plaçant leurs territoires sous la protection de la France. En 1841, l'amiral de Hell, gouverneur de la Réunion, accepta leurs requêtes, et les traités conclus entre les Français et les chefs sakalava rebelles en exil formèrent la base des prétentions françaises sur les territoires occidentaux de Madagascar³⁴.

Avec la mort, en 1852, de Rainiharo, qui avait dirigé le gouvernement depuis les années 1830, une nouvelle génération d'hommes plus jeunes vint au pouvoir. Elle était dirigée par Rainivoninahitrinony et son jeune frère Rainilaiarivony, les deux fils de Rainiharo, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. De plus, cette nouvelle génération de dirigeants était soutenue par Rakoto Radama, le fils de la reine Ranavalona I^{re} et prince héritier. Ces jeunes gens, auxquels

33. H. Deschamps, 1960, p. 170; S. Rakotomahandry, 1981; R. Decary, 1960.

34. C. Guillain, 1845; R. Decary, 1960.

il faut ajouter le prince Rakoto, avaient reçu une certaine éducation des missionnaires, et étaient plus ouverts à l'extérieur que l'ancien groupe de Rainiharo et de ses associés. Il est vrai que Rainijohary, l'homme qui avait partagé le pouvoir avec Rainiharo, était toujours là, encore considéré comme le premier ministre, et qu'il était opposé à toute modification de la politique du gouvernement. Mais la présence du prince héritier, qui appelait Jean Laborde, l'ingénieur français, « mon père », ne pouvait que conduire à une réorientation de la politique menée par la reine. En 1853, la prohibition du commerce entre Madagascar, l'île Maurice et l'île de la Réunion fut levée, après que les marchands des deux îles — et plus particulièrement de Maurice — eurent payé en compensation 15 000 dollars à Ranavalona. La reine ouvrit les portes de l'île à certains étrangers. En 1856, elle permit au révérend W. Ellis, de la LMS, de se rendre à Antananarivo; celui-ci apportait des lettres du gouvernement anglais protestant de son amitié pour Madagascar. Deux prêtres catholiques, les pères Finaz et Weber, furent clandestinement introduits dans la capitale, le premier comme secrétaire d'un homme d'affaires français nommé Lambert, et le second comme assistant du médecin attiré du frère de Rainijohary³⁵.

Joseph Lambert était arrivé à Antananarivo en 1855. C'était un négociant-plantateur de l'île Maurice qui avait affrété un navire pour commercer avec Madagascar et qui, cette année-là, avait rendu de grands services à la reine en ravitaillant la garnison de Fort-Dauphin, que des rebelles bloquaient au sud-est. Il fut donc bien accueilli à la cour. Grâce à l'influence que Laborde exerçait sur Rakoto Radama, Lambert convainquit le prince de lui octroyer une charte qui lui donnait le droit d'exploiter les ressources minérales et agricoles du pays. On affirme également que le prince demanda à la France de lui accorder un statut de protectorat. Mais l'empereur Napoléon III était trop préoccupé par la guerre de Crimée pour suivre à Madagascar une politique qui l'aurait fatalement opposé à l'Angleterre, son alliée; de fait, la demande du prince fut rejetée par Paris.

Bien que la reine se montrât de plus en plus amicale avec les étrangers, les espoirs des Français et des Anglais reposaient sur le prince héritier qui avait clairement montré ses tendances pro-européennes. C'est en grande partie pour cette raison que Lambert, lors de son retour à Antananarivo en 1857, prépara un coup d'État. Pour renverser la vieille reine et placer le prince sur le trône, il obtint l'appui de Laborde, de de Lastelle, du clan de Rainiharo et d'autres Malgaches modernistes, en particulier les communautés chrétiennes clandestines qui avaient constitué un réseau d'amitiés et étaient proches du prince héritier. Le complot fut découvert avant que les conjurés n'eussent eu le temps de le mettre à exécution, et Lambert et de Lastelle furent expulsés de Madagascar³⁶. Cela amplifia à Madagascar, et aussi en Europe, les rumeurs selon lesquelles la France se préparait à envahir l'île; rumeurs que l'on prit

35. A. Boudou, 1940-1942.

36. A. Boudou, 1943.

au sérieux même à Londres³⁷. La reine fut blessée et déçue par la trahison de son fils et par la déloyauté des deux Français qu'elle considérait comme ses propres fils. Vieille et inquiète, Ranaivalona vécut dans un triste isolement jusqu'à sa mort, le 18 août 1861, après avoir désigné Rakoto Radama comme son successeur. Rainijohary et ses partisans « conservateurs » essayèrent de mettre sur le trône Rambossalama, le neveu de la reine. Mais Rainivoninahitriniony et son jeune frère Rainilaiarivony soutinrent l'héritier désigné par la reine, dont ils partageaient les idées progressistes, si bien que le prince héritier put accéder sans encombre au trône, sous le nom de Radama II. Rainivoninahitriniony resta premier ministre, et Rainilaiarivony commandant en chef de l'armée. Leur famille — les Andafiavaratra — exercèrent dès lors « une forte emprise sur le gouvernement, qui allait durer aussi longtemps que la monarchie elle-même »³⁸.

Que peut-on dire du règne de la reine Ranaivalona I^{re} dans l'histoire de Madagascar? Pour les Européens, ce fut le règne de la terreur, comme l'a écrit un auteur moderne³⁹. Pour beaucoup de peuples assujettis, l'hégémonie merina apparut aussi comme un régime d'exploitation et de tyrannie. On connaît les révoltes des populations du Sud-Est et la répression brutale qu'elles provoquaient. Raombana, historien malgache moderne, a donné un tableau saisissant de la désolation qui s'ensuivit. Des peuples comme les Antanosy émigrèrent à l'ouest, vers la vallée de l'Onilahi, pour échapper à l'autorité merina. Mais de gros progrès industriels furent réalisés; l'éducation prit un réel départ; et le processus de modernisation, entrepris dans de nombreux domaines, ne devait jamais s'interrompre. Qui plus est, pour beaucoup de ses sujets, Ranaivalona fut un symbole du nationalisme malgache et un bastion contre les influences étrangères qui menaçaient la culture et les traditions du pays⁴⁰.

La politique de la porte ouverte : le roi Radama II, 1861-1863

Le bref règne de ce souverain, très orienté vers l'Europe, fut marqué avant tout par une tentative précipitée pour renverser la politique du régime précédent, du moins en ce qui concerne les relations avec l'extérieur, d'où sa brièveté sans précédent.

L'ambition de Radama II était de moderniser son pays en attirant les marchands étrangers, les investisseurs et les missionnaires à Madagascar. Il permit avec enthousiasme l'enseignement du christianisme; les missionnaires

37. Note verbale de Cowley à Thouvenel, 19 février 1860, Ministère des affaires étrangères, Archives (noté ci-après, M. A. E.), Quai d'Orsay, Paris, Madagascar Series, tome IV.

38. M. Brown, 1978, p. 189.

39. *Ibid.*, p. 188.

40. S. Ayache, 1975; Raombana, 1980; M. Brown, 1978, p. 168 et 188. Sur l'influence marquante des missionnaires britanniques lors de cette période, voir B. A. Gow, 1979.

res et les chrétiens malgaches en exil furent rappelés. Le roi fit revenir ses vieux amis, Laborde et Lambert, ainsi que d'autres Européens. Vers la fin de l'année, il envoya Lambert en mission diplomatique à Paris et à Londres, pour obtenir que ces deux puissances le reconnaissent comme roi de Madagascar: le libre-échange qu'il proposait d'instaurer entre l'île et le reste du monde exigeait une telle reconnaissance.

Les deux puissances européennes réagirent rapidement. Elles acceptèrent d'envoyer des missions de conciliation et de nommer des consuls à Antananarivo. Le gouvernement anglais désigna Conolly Pakenham pour le représenter à Madagascar et s'engagea à respecter l'indépendance de l'île⁴¹. Le gouvernement français nomma consul Jean Laborde, le grand ami de Radama, qui vivait à Madagascar depuis 1832, dans l'espoir de tirer parti de sa grande connaissance du pays et du prestige dont il jouissait dans la capitale malgache. Les Français reconnurent également Radama comme roi de Madagascar, bien que, dans sa lettre à Radama II, l'empereur Napoléon III fit vaguement allusion aux « droits anciens » que la France avait sur l'île. Mais le gouvernement français expliqua clairement à son consul qu'il n'avait pas l'intention de s'emparer de l'île, ni d'entrer en rivalité avec les Anglais pour y obtenir des privilèges particuliers⁴².

Des missionnaires gagnèrent Antananarivo peu après les représentants diplomatiques européens. La mission catholique, dirigée par le père Jouen, arriva en septembre 1861, suivie, en avril 1862, par les missionnaires de la LMS, sous la conduite du révérend W. Ellis, qui s'était rendu dans la capitale en 1856. Le fait qu'Ellis était porteur d'une série de lettres du gouvernement anglais pour Radama convainquit les chefs malgaches que la LMS était bien une antenne du gouvernement britannique; ce qui explique en partie la grande influence qu'Ellis exerça dans la capitale malgache.

Les Européens profitèrent de ce retournement de situation pour négocier de nouveaux traités d'amitié et de commerce. Le traité avec la France fut signé le 12 septembre 1862, et celui avec l'Angleterre le 4 décembre 1862. Ils suscitèrent toutefois une certaine inquiétude dans la noblesse malgache. Rainivoninahitrinony, le premier ministre, et ses collègues n'étaient pas satisfaits, parce que ces traités stipulaient, entre autres choses, que les étrangers pouvaient acquérir et posséder des terres à Madagascar, ce qui était contraire aux traditions malgaches. Les traités exemptaient également les résidents étrangers du paiement des taxes d'exportation et d'importation, qui constituaient la principale source de revenus des fonctionnaires malgaches, auxquels le gouvernement ne versait pas de traitement régulier. De plus, Radama avait ratifié, en septembre 1862, la charte qu'il avait octroyée à son ami Lambert en 1855, et qui permettait à celui-ci d'exploiter les ressources minérales et agricoles des territoires du nord-ouest de l'île. Une autre conces-

41. Russel à Pakenham, 10 mai 1862, PROFO 48/9. Pour plus de détails, voir P.M. Mutibwa, 1974, p. 58 et suiv.

42. M. A. E., vol. V, Thouvenel à Laborde, 24 avril 1862, et lettres de l'empereur Napoléon III à Radama II, 22 avril 1862.

sion, qui concernait la région de Vohemar, fut accordée à un Anglais de l'île Maurice, Caldwell.

Le Conseil royal s'opposa unanimement à la signature de ces conventions qui donnaient tant de privilèges aux étrangers. De plus, le 28 septembre 1862, Commodore Dupré, le négociateur français, persuada Radama de signer un traité secret par lequel le roi reconnaissait les droits de la France sur certaines parties de l'île⁴³. Bien que le gouvernement français eût désavoué cette convention secrète, les ministres de Radama en furent informés; d'où leur méfiance accrue pour un roi qui paraissait prêt à signer des documents sans discernement, même lorsqu'ils menaçaient l'indépendance nationale.

En décembre 1862, Radama paraissait avoir mené à bien son projet d'ouvrir le pays à l'influence étrangère. Mais ces seize mois avaient constitué, pour ses sujets, une période sans précédent. Il s'était produit trop de choses en trop peu de temps, et la population n'avait pu se faire à des changements si nombreux, et qui contrastaient si fortement avec la politique de l'ancien monarque. Les traités et les chartes qu'il avait signés avaient choqué les hommes qui l'avaient aidé à monter sur le trône. L'influence des missionnaires et des autres étrangers grandissait si vite que nombre de fonctionnaires influents commencèrent à s'inquiéter. Les nouvelles orientations politiques provoquaient un tel mécontentement qu'au cours de l'épidémie de *ramanenjana*, les malades se disaient possédés par l'esprit de la défunte reine. La situation devint intenable lorsque Radama décida d'écarter du pouvoir Rainivoninahitriniony, le premier ministre, Rainilaivivony, son jeune frère, et Rainijohary — les membres suprêmes des deux clans de Tsimiamboholahy et de Tsimahafotsy, qui, comme nous l'avons vu, avaient aidé Adrianampoinimerina à fonder le royaume merina. Le plan de Radama consistait à remplacer cette oligarchie par ses amis d'autrefois: ceux-ci se donnaient le nom de *mena maso* (littéralement, « yeux rouges ») et étaient menés par des nobles de Vakinisinaony — région des antiques capitales merina, qui arguaient de leur ancienneté et de leur supériorité sur les Avaradrano d'Antananarivo⁴⁴.

Surtout, Radama semblait faire plus confiance aux étrangers qu'aux Malgaches pour diriger le pays. La mission de reconnaissance qu'il envoya en Europe n'était pas conduite par des fonctionnaires malgaches comme en 1836-1837, mais par Lambert, l'aventurier français. Il recourait trop aux conseils d'Ellis et, à la mort de Rahaniraka, en novembre 1862, il nomma William Marks, un Nord-Américain, et Clément Laborde, le fils du consul français, secrétaires d'État aux affaires étrangères. Cette décision, comme celle de s'appuyer sur les *mena maso*, fit comprendre aux deux fils de Rainiharo et à leurs partisans (y compris Rainijohary) que le roi s'apprêtait à les éliminer. Ils décidèrent donc d'agir préventivement. Quand Radama refusa de lâcher les *mena maso* — et menaça même de punir ceux qui s'opposaient à sa volonté —, le groupe du premier ministre décida de l'écarter du pouvoir. À l'aube du

43. M. A. E., vol. V, Dupré à Drouyn de Lhuys, 23 octobre 1862.

44. Sur les origines ethniques des partisans de Radama, voir S. Ellis, 1980.

12 mai 1863, Radama fut étranglé avec une écharpe en soie, de manière à éviter de verser le sang royal, ce qui aurait été contraire à la tradition malgache. Selon le commentaire succinct de Mervyn Brown : « La faiblesse de caractère fut la cause principale de la chute de Radama. Sa bonté naturelle, son intelligence incontestable et ses excellentes intentions n'étaient pas complétées par l'autodiscipline, l'application ou un jugement sûr; il se révéla incapable de maîtriser l'opposition que le brutal renversement de presque toutes les options politiques de sa mère avait provoquée dans certains milieux⁴⁵. »

La révision de la politique de Madagascar : 1863-1868

Le successeur de Radama II fut son épouse, Ravodozakandriana, qui prit le nom de Rasoherina. Elle était la cousine germaine de Radama I^{er}, et la succession restait donc dans la lignée d'Andrianampoinimerina. Elle fut *invitée* — il vaut la peine de souligner ce terme — à devenir reine par l'oligarchie qui avait renversé son mari et qui, désormais, était la véritable maîtresse du pays. Il est important de souligner que Rainivoninahitri-ny, Rainilaiarivony et leurs associés n'étaient opposés ni aux Européens ni à la modernisation de leur pays. Certes, la fraction « conservatrice », dirigée par Rainijohary, était encore là et poussait à un renversement complet de la politique de Radama II. Mais le groupe pro-européen du premier ministre avait la majorité au Conseil royal⁴⁶. Ce que les nouveaux dirigeants désapprouvaient, c'était la manière dont Radama avait mené sa politique pro-européenne. Ils estimaient que la modernisation ne devait pas se faire aux dépens de leurs traditions et de leur indépendance.

Le nouveau gouvernement resta entre les mains de Rainivoninahitri-ny jusqu'en juillet 1844, date à laquelle celui-ci fut remplacé par Rainilaiarivony, son jeune frère, commandant en chef de l'armée. Rainilaiarivony allait garder le contrôle du pays pratiquement jusqu'à la fin du siècle. Le nouveau gouvernement voulait poursuivre la politique extérieure de Radama, mais avec d'importantes modifications. Les chartes de Lambert et de Caldwell, qui menaçaient l'indépendance du pays, furent révoquées. Les traités avec la France et l'Angleterre furent révisés de telle manière que les articles offensants qui autorisaient les étrangers à posséder des terres à Madagascar et les exemptaient des taxes à l'exportation et à l'importation furent abro-

45. M. Brown, 1978, p.195. Peu après la mort de Radama II, des rumeurs commencèrent à circuler selon lesquelles il était encore vivant; ces rumeurs coururent pendant plus de deux ans. De nombreux Européens, y compris le révérend W. Ellis, de la LMS, et Laborde, le consul français à Madagascar, ajoutèrent foi à ces rumeurs et essayèrent d'entrer en contact avec le souverain déchu. Raymond Delval a écrit une étude dans laquelle il est en effet démontré que Radama II survécut et s'enfuit dans la partie occidentale de l'île, où, après une tentative manquée de reprise du pouvoir, il vécut comme une personne ordinaire jusqu'à sa mort, à la fin du siècle. Voir R. Delval, 1964.

46. Cet examen de la ligne politique du Conseil de la reine est fondé sur le compte rendu que Jean Laborde a fait à Drouyn de Lhuys le 25 mai 1865, M. A. E., vol. VII.

gés. En ce qui concerne la politique intérieure, le christianisme continuerait d'être enseigné, mais les coutumes du pays qui interdisaient aux étrangers de se rendre dans des villes comme Ambohimanga ou d'y prêcher seraient désormais respectées. Les étrangers désireux d'aider au développement de Madagascar étaient bienvenus dans le pays. Le gouvernement malgache expédia des lettres aux autorités françaises et britanniques de la Réunion et de l'île Maurice, pour leur expliquer ce qui s'était passé à Madagascar et définir sa politique. En novembre 1863, il envoya une mission en Angleterre et en France pour expliquer la nouvelle politique de Madagascar et obtenir la révision des traités de 1862. Cette mission était dirigée par Rainifringia, accompagné de Rainavidriandrana.

L'Angleterre et la France réagirent de manière différente au renversement de Radama II. Lord John Russell, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, comprenait les difficultés que rencontrait Madagascar dans ses rapports avec les gouvernements étrangers. Tout en regrettant que le nouveau gouvernement eût abrogé un traité international, il accepta la demande de révision de l'ancien traité, et refusa de se laisser entraîner dans un conflit avec Madagascar à propos de la suppression de la charte de Caldwell⁴⁷. Le gouvernement britannique accueillit donc chaleureusement la mission malgache à son arrivée à Londres, en mars 1864. Il fut convenu d'un nouveau projet de traité incorporant la plupart des propositions malgaches, sous réserve que les négociations se poursuivent à Antananarivo après le retour de la mission à Madagascar. Lorsque ces négociations commencèrent finalement en 1865, des difficultés surgirent, car les Anglais demandaient que leurs ressortissants puissent posséder des terres dans l'île, et que les taxes à l'exportation et à l'importation soient de 5 %, alors que les Malgaches réclamaient 10 %. Mais le gouvernement d'Antananarivo fut intraitable sur ces points, et les Anglais finirent par accepter toutes les propositions malgaches. Le traité fut signé dans la liesse, à Antananarivo, le 27 juin 1865.

La réaction française fut différente. Les Français n'adhèrent pas à la politique du nouveau régime. Ils étaient très irrités par la chute de Radama II, qui, à Paris et à Saint-Denis, fut attribuée à l'influence des missionnaires britanniques, et en particulier du révérend William Ellis. Le gouvernement français refusa donc l'abrogation de son traité de 1862 et de la charte de Lambert, tous deux ratifiés par l'empereur Napoléon III. La charte de Lambert avait été préparée sous le patronage direct de l'empereur, et une compagnie avait déjà été formée pour exploiter les concessions. Pour les Français, par conséquent, l'acceptation de l'abrogation de la charte et du traité aurait été un rude coup. Dans ces conditions, ils préféraient rompre les relations diplomatiques en septembre 1863⁴⁸.

À Paris, de vives pressions étaient exercées sur le gouvernement français pour qu'il fasse respecter le traité et la charte par la force; il refusa, toute-

47. Voir Codore à Drouyn de Lhuys, 28 novembre 1863, M. A. E., vol. VI, et Russell à Cowley, 7 juin 1864, F. O. 48/6.

48. Voir Pakenham à Russell, 30 septembre 1863, PROFO 48/10, dans lequel la conduite de l'envoyé spécial français à Madagascar, Commodore Dupré, est bien discutée.

fois, de monter une expédition contre Madagascar et accepta d'envisager la révision du traité, à *condition* que Madagascar paie une indemnité de 1 200 000 francs (240 000 dollars) pour l'abrogation de la charte. Cette décision fut communiquée aux émissaires malgaches alors qu'ils se trouvaient encore en Europe. Leur visite à Paris, en juillet 1864, fut donc inutile. L'empereur Napoléon refusa même de les recevoir. Tout ce qu'ils obtinrent, ce fut un sermon amical, mais énergique, de Drouyn de Lhuys: le ministre français des affaires étrangères mit l'accent sur la nécessité de respecter les conventions internationales et fit clairement savoir que, pour son gouvernement, le règlement rapide de l'indemnité demandée était la condition *sine qua non* du rétablissement de relations amicales entre les deux pays.

À leur retour à Madagascar, les ambassadeurs informèrent le gouvernement que, pour les Français, l'abrogation de la charte de Lambert et du traité était une affaire de la plus grande gravité. Soucieux de se défaire des obligations imposées par ces deux conventions, les Malgaches acceptèrent de payer l'indemnité, d'autant plus que le gouvernement britannique ne paraissait guère enclin à intervenir en leur faveur. L'indemnité fut donc payée à Tamatave, le 1^{er} janvier 1866, et des négociations s'engagèrent entre les deux pays en vue de la conclusion d'un nouveau traité. Toutefois, au lieu d'adhérer simplement à une version française du traité anglo-malgache de juin 1865, comme le gouvernement d'Antananarivo s'y attendait, les Français continuèrent d'exiger que leurs ressortissants aient le droit d'acquérir et de posséder des terres dans l'île; ce que, naturellement, les Malgaches refusèrent. Le gouvernement français, placé dans une position qu'il jugeait embarrassante, demanda au gouvernement britannique de faire amender son propre traité, de manière que les ressortissants français et anglais puissent obtenir des terres dans l'île. Mais les manœuvres françaises échouèrent, car les Britanniques se refusèrent à amender un traité déjà ratifié. Finalement, les Français durent accepter le traité anglo-malgache comme base d'un nouveau traité franco-malgache, dans lequel il fut stipulé que les ressortissants français n'auraient pas le droit d'acquérir ni de posséder des terres à Madagascar. Ce traité fut signé, le 8 août 1868, à Antananarivo.

Les cinq années qui suivirent la mort de Radama II furent fertiles en événements pour Madagascar. L'île avait connu de grandes difficultés avec la France, à propos de l'abrogation des conventions signées par Radama II. Les Malgaches avaient appris une chose importante: tandis que la Grande-Bretagne restait bienveillante et peu exigeante, la France se montrait hostile et inamicale. On craignait même à Antananarivo que les Français envahissent l'île. Lors de la signature du traité anglo-malgache en 1865, le gouvernement d'Antananarivo, selon le consul français, «remercia tous les Anglais — c'est-à-dire les missionnaires de la LMS résidant dans la capitale — de s'être aimablement associés au gouvernement pour obtenir les modifications qu'il demandait»⁴⁹. Cette attitude fut considérée comme le ciment de l'amitié anglo-malgache, qui dura jusqu'à la fin du siècle. En revanche, la

49. Laborde à Drouyn de Lhuys, 29 juin 1865, M. A. E., vol. VII.

politique hostile de la France porta un coup sérieux aux relations entre les deux pays. Les Britanniques l'avaient emporté sur les Français, et, dans le contexte politique de l'île, c'était là un événement important dans l'histoire de Madagascar.

Évolution interne, 1861-1880

Jusqu'à présent, notre étude de cette période a été essentiellement politique et diplomatique. Elle a concerné l'évolution politique du pays de 1800 aux années 1880, ainsi que les rapports diplomatiques de l'île avec la France et l'Angleterre. Il est à présent d'autant plus nécessaire d'étudier l'évolution administrative et socio-économique de Madagascar que les événements qui se sont produits dans ces domaines allaient se révéler essentiels lorsque Madagascar lutta pour sa survie, en tant qu'État indépendant, pendant la période de la « ruée » des Européens.

L'un des événements les plus importants de cette période — et qui allait avoir un impact énorme sur l'histoire ultérieure, fut la conversion au christianisme, en février 1869, de la reine Ranavalona II et de son premier ministre, Rainilaiarivony (qui était également son époux). Le zèle avec lequel les missionnaires œuvrèrent, après leur retour dans l'île en 1861, montrait clairement qu'une révolution religieuse allait se produire dans le pays. En 1863, il y avait déjà près de 5 000 chrétiens dans la capitale malgache, sur une population totale de 60 000 âmes. À la fin de 1868, la LMS regroupait à elle seule 10 546 membres et 153 000 adhérents à Madagascar⁵⁰. Il fallait désormais compter avec le groupe chrétien, dont un grand nombre de hauts fonctionnaires étaient membres. On ne pouvait plus employer la persécution pour éliminer le christianisme : utilisée dans les années 1830 et 1840, la méthode avait échoué. En 1870, on aurait, en persécutant les chrétiens, mis à l'écart l'élément le plus influent de la population. Les adeptes de la LMS avaient trouvé un chef en la personne de Rainimaharavo, le ministre malgache des affaires étrangères et le rival déclaré de Rainilaiarivony, qui se trouvait également être pro-anglais. Pour neutraliser Rainimaharavo et éviter une révolution chrétienne radicale, qui aurait pu aller jusqu'au remplacement de la reine Ranavalona II par le prince Rasata, un protégé de la LMS, la reine et son premier ministre décidèrent de se convertir⁵¹. Cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'ils ne croyaient pas au christianisme ; mais cela explique pourquoi et comment cette conversion se produisit à ce moment précis.

Le fait que les chefs malgaches aient embrassé le protestantisme — la religion des Anglais — plutôt que le catholicisme fut important à bien des égards pour l'avenir de Madagascar. Les Malgaches avaient tendance à considérer le protestantisme comme la religion des dirigeants et l'associaient au pouvoir — d'autant qu'en dehors de l'Imerina et du Betsileo le christia-

50. Voir la chronique de la LMS et les rapports de la LMS pour les années 1860 et 1870.

51. D. Ralibera, 1977.

nisme ne faisait d'adeptes que dans les postes fortifiés des colons merina, où le gouverneur était souvent aussi un peu évangéliste. Les catholiques étaient très actifs dans le pays betsileo, parmi les peuples assujettis, chez qui se développa une sorte de christianisme populaire, parallèlement à la religion officielle. En réaction contre le pouvoir, on vit même renaître les religions traditionnelles, malgré la destruction publique des *sampy* [idoles] qui accompagnait la propagation du christianisme. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les prêtres les plus éminents du culte des *sampy* devinrent les meneurs de l'opposition à l'autorité royale⁵².

La conversion au protestantisme des dirigeants de Madagascar eut lieu peu après la conclusion du traité franco-malgache de 1868, qui avait été précédée, nous l'avons vu, par des conflits et même des menaces de guerre de la part de la France. C'était l'époque où les Britanniques apparaissaient — et *s'affirmaient* — comme les vrais amis et alliés de Madagascar, et où les missionnaires anglais ne manquaient pas de souligner cette position sans relâche. Grâce à des hommes comme James Cameron, la LMS avait fourni une importante assistance technique aux Malgaches; et Rainilaivony et ses collègues croyaient que, en embrassant le credo de la LMS, ils cimenteraient davantage cette amitié. De fait, en se convertissant au protestantisme, ils se rapprochaient des Anglais et pouvaient supposer que ceux-ci seraient de leurs côtés au cas où des problèmes avec la France se manifesteraient de nouveau. Les Français virent également dans cette conversion des Malgaches au protestantisme un signe de leur engagement aux côtés des Britanniques; ils considérèrent que la conversion de la reine marquait le rejet de l'influence et de la culture françaises, et un virage en faveur des Anglais.

Les missionnaires britanniques, une fois la guerre religieuse gagnée, exploitèrent leurs nouveaux avantages dans la capitale pour étendre leurs activités à tout le reste de la grande île. Même les catholiques, qui n'avaient pas d'influence politique directe à Antananarivo, purent faire du prosélytisme dans d'autres parties du pays⁵³. Nous avons dit précédemment que les catholiques dominaient l'évangélisation du pays betsileo. D'autres missions arrivèrent par la suite, et, dans le dernier quart du XIX^e siècle, on vit se dessiner diverses zones d'influence — la Norske Missionary Society dans le Vakinankaratra, la Society for the Propagation of the Gospel (SPG) à l'est et la FFMA (Friends Foreign Mission Association) à l'ouest. Grâce à leur propre contribution et à l'alliance étroite entre les missionnaires anglais et le gouvernement malgache, de grands progrès furent réalisés dans les domaines de l'éducation et de la médecine. On a déjà évoqué les progrès de l'alphabétisation et l'existence d'une littérature. De nombreux bouleversements devaient s'ensuivre, notamment l'abandon du calendrier traditionnel lunaire pour le calendrier grégorien, introduit par les missionnaires britanniques en 1864. L'architecture aussi fut influencée surtout par la construction effrénée d'églises et de divers monuments aux martyrs, qui visait à faire d'Antana-

52. M. Esoavelomandroso, 1978*b*; S. Ellis, 1980.

53. A. Boudou, 1940-1942.



16.12. *Le palanquin de la reine Rasoherina, devant une case vénérée datant du règne d'Andrianampoinimerina. À l'arrière-plan, le temple protestant élevé sous les règnes de Rasoherina et de Ranavalona II.*

[Source: H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, 1960, Berger-Levrault, Paris.
Photo reproduite par la Bibliothèque nationale, Paris.]

narivo une ville sainte supplantant Ambohimango⁵⁴. De fait, ce fut à cause de ces remarquables progrès, en particulier dans le domaine éducatif, que les Malgaches gagnèrent pendant cette période l'admiration du « monde civilisé ». Cela, à son tour, contribua à fomenter une révolution sociale dans le pays.

Les missionnaires britanniques avaient ouvert les premières écoles, à Antananarivo, en 1820. Quand le christianisme fut interdit et que les missionnaires quittèrent le pays, l'éducation laïque fut poursuivie par les garçons malgaches qu'ils avaient formés. Lorsque les missionnaires revinrent après 1861, le développement de l'éducation s'accéléra considérablement, à tel point qu'en 1880 il y avait plus de 40 000 élèves dans les écoles des missions et du gouvernement. Le premier ministre décréta que « tous les enfants de plus de sept ans devaient aller à l'école »⁵⁵. En 1881, le principe de la scolarité obligatoire fut inscrit dans le Code de 305 articles, et, en 1882, des agents de l'inspection publique commencèrent leurs tournées dans les écoles de l'Imerina. Les écoles secondaires furent créées dans les années 1870, mais elles ne se développèrent réellement qu'après 1880. De nombreux garçons, y compris deux des fils du premier ministre, furent envoyés à l'étranger pour poursuivre leurs études, notamment en Angleterre et en France. Le développement de l'éducation fut facilité par le nombre élevé d'imprimeries fondées par les missions, qui publiaient des livres, des revues et des journaux. Dans la mesure où le champ de l'éducation était dominé par l'influence des missionnaires, il n'est pas surprenant de constater que l'enseignement technique était en retard sur l'enseignement littéraire : les missionnaires s'intéressaient davantage à la création de congrégations qu'aux travaux publics. Le niveau d'éducation littéraire atteint par Madagascar est clairement attesté par la correspondance diplomatique malgache de l'époque, rédigée en anglais et en français.

Les premiers services médicaux furent créés dans l'île avec l'inauguration en 1862, par la LMS, d'un dispensaire à Antananarivo ; trois ans plus tard, un hôpital fut ouvert à Analakely, au centre de la capitale. En 1875, le gouvernement malgache organisa lui-même ses propres services médicaux, avec un personnel salarié. En 1880, Madagascar disposait de ses premiers médecins qualifiés, le D^r Andrianaly et le D^r Rajaonah (un gendre du premier ministre), qui avaient passé neuf ans à étudier à la Faculté de médecine d'Édimbourg⁵⁶.

Dans le domaine de l'évolution constitutionnelle et administrative de Madagascar depuis l'époque de Radama I^{er}, le changement le plus important fut le remplacement du monarque merina, en tant que chef du pays, par une oligarchie hova, dirigée par la famille de Rainiharo. Ce mouvement en direction d'une monarchie constitutionnelle commença dans les années

54. F. Raison, 1970, 1977, 1979.

55. M. Brown, 1978, p. 212. Voir aussi B. A. Gow, 1979, chapitre 4, dans lequel le travail médical et éducatif des missions anglaises est fort bien examiné.

56. V. Ramanakasina, s. d.

1820, quand la reine Ranavalona I^{re} fut obligée de partager le pouvoir avec Rainiharo et Rainijohary, deux hommes appartenant à d'importantes familles hova, initialement modestes qui avaient acquis pouvoir et influence et qui avaient aidé Andrianampoinimerina à fonder le royaume merina à la fin du XVIII^e siècle. Traditionnellement, le souverain de l'Imerina exerçait un « pouvoir personnel », gouvernait son royaume comme bon lui semblait et ne consultait ses conseillers qu'à sa convenance. Après la mort de Radama I^{er} cependant, le pouvoir de la monarchie merina fut de plus en plus miné par la montée de la classe moyenne hova. Les Hova jouèrent un rôle déterminant dans la fondation et la consolidation du royaume en expansion. Au fil des années, ils profitèrent de cette position pour s'enrichir commercialement et occuper des postes clefs dans l'armée et dans l'administration. Bien que la classe des Andriana continuât à jouer un rôle important dans le pays, le pouvoir réel, l'armée et le gouvernement étaient à présent entre les mains des Hova. Mais le changement le plus important se produisit après l'assassinat du roi Radama II, en 1863, quand la nouvelle reine, Rasoherina, fut reconnue officiellement comme monarque constitutionnel et que le pouvoir passa dans les mains de l'oligarchie hova, qui avait renversé son mari. Avant son couronnement, Rasoherina dut, à la demande du premier ministre et de ses partisans, « signer une série d'articles dans lesquels elle s'engageait, entre autres choses, à ne pas boire d'alcool, à ne pas prononcer de condamnation à mort sans l'avis des membres du Conseil, à ne promulguer aucune loi sans l'accord du Conseil qu'à présent ils contrôlaient »⁵⁷.

Les pouvoirs du gouvernement étaient en fait partagés initialement par les deux frères Rainivoninahitriniony et Rainilaiarivony, qui devinrent respectivement premier ministre et commandant en chef de l'armée. Quand, en juillet 1864, le premier ministre Rainivoninahitriniony fut renversé et remplacé par Rainilaiarivony, celui-ci devint à la fois premier ministre et commandant en chef de l'armée. C'était la première fois que les deux fonctions étaient exercées par une seule et même personne⁵⁸. Quand Rainilaiarivony épousa la nouvelle reine — bien qu'elle eût plus de 50 ans, et 15 de plus que lui —, le nouveau premier ministre fut l'homme le plus puissant du pays. Rainilaiarivony devint le maître et, en fait, le roi sans couronne de Madagascar. Il renforça encore sa position en épousant aussi la reine qui succéda à Rasoherina. Le pouvoir passa donc du souverain et du groupe des Andriana au premier ministre, qui était le chef de l'oligarchie hova⁵⁹.

Pour assurer l'ordre public et le fonctionnement des organes administratifs de l'État, un Code de 101 articles fut promulgué en 1868; d'autres articles y furent ajoutés chaque année, jusqu'à atteindre, en mars 1881, le nombre de 305. Le fondement général de ce Code était que les coutumes et les traditions du pays pourraient rester en vigueur tant qu'elles ne feraient pas obstacle au progrès. Le Code de 101 articles, qui fut imprimé et mis en circulation, était sévère dans son application; il représentait cependant

57. B. A. Gow, 1979, p. 41.

58. M. Brown, 1978, p. 199-200.

59. P. M. Mutibwa, 1974, p. 88; M. Brown, 1978, p. 207.

une amélioration des anciennes coutumes à bien des égards. Il réduisait le « nombre de délits passibles de la peine de mort de 18 à 13 — le premier était le crime volontaire, et les douze autres diverses formes de rébellion contre l'État ». Il abolissait également la notion de responsabilité familiale, selon laquelle les femmes et les enfants pouvaient être punis pour les crimes du mari et du père. Les lois n'étaient pas appliquées de la même manière dans les provinces, où les châtiments étaient en général moins rigoureux. En 1873, Ranavalona II avait même publié un code spécial de 118 articles pour le pays betsileo⁶⁰.

En 1876, le gouvernement malgache créa trois hautes cours (il n'en existait qu'une auparavant) qui jugeaient les différents types de délits, chacune avec treize juges, dont onze étaient des fonctionnaires du palais. Dans les villages, des magistrats et des chefs (*sakaizambohitra*) furent nommés pour exercer la justice; de fait, au niveau local, le *fokon'olona* fut réorganisé de telle manière que les chefs de village obtinrent davantage de responsabilités. Ils devaient maintenir l'ordre, assurer le respect de la loi et exercer la justice. Mais qu'il s'agisse d'affaires portées devant les tribunaux de village ou devant les trois cours de justice de la capitale, la décision finale appartenait toujours au premier ministre. Cette centralisation, bien qu'elle concentrât toutes les responsabilités dans les mains d'un seul homme, permettait cependant au gouvernement d'Antananarivo de savoir ce qui se passait dans les provinces.

En mars de la même année, une réorganisation plus complète de l'appareil gouvernemental fut entreprise, avec la création d'un cabinet comprenant huit ministres, respectivement responsables de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre, de la justice, de la législation, du commerce et de l'industrie, des finances et de l'éducation. La création de ces ministères faisait partie du nouveau Code de 305 articles, qui devint la base des autres systèmes juridiques de Madagascar introduits jusqu'à la fin du siècle, et même sous la domination coloniale. Ce Code marquait, comme l'a observé un spécialiste, « un pas de plus vers un système plus humain, même si de nombreux châtiments restaient très sévères et si le Code conservait un caractère essentiellement malgache »⁶¹. Cela montrait une fois de plus que les Malgaches voulaient moderniser leur pays et rejoindre le « concert des nations ».

L'armée, elle aussi, connut de profonds changements. Les réformes que Radama I^{er} avait introduites dans ce domaine avaient été abandonnées par ses successeurs. Mais, en 1872, le premier ministre entreprit de nouveau de moderniser l'armée. Avec l'aide d'un instructeur britannique, le gouvernement commença à recruter, à équiper et à former une plus grande armée professionnelle. La fabrique de Jean Laborde, à Mantasoa, qui produisait des armes légères, avait cessé de fonctionner quand Laborde avait quitté le pays. Le gouvernement songea à importer des armes d'Europe, en particulier

60. Voir M. Brown, 1978, p. 214-215, ouvrage dont nous nous sommes largement inspirés dans l'analyse qui suit; voir aussi E. Thébault, 1960.

61. M. Brown, 1978, p. 216.



16.13. *Campement de Ranavalona II, à son retour de Fianarantsoa, 1873.*

[Source: F. Raison-Jourde, *Les souverains de Madagascar*, 1983, Karthala, Paris.

Photo: Fonds Grandidier du Musée des collections scientifiques, Tsimbazaza, Antananarivo.]

d'Angleterre, et des États-Unis d'Amérique. Mais cela coûtait cher, et Madagascar manquait d'argent et de devises. Il fallait donc tenter de fabriquer localement de l'armement léger.

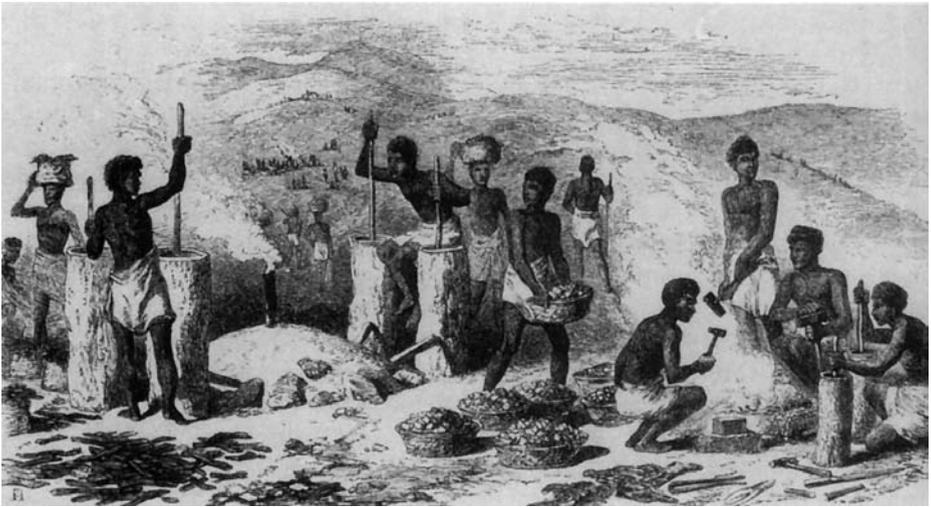
En 1876, d'autres réformes furent introduites dans l'armée. À partir de cette date, les soldats furent soumis à un examen médical annuel; on interdit l'achat des « honneurs » et des exemptions; les abus du système des aides de camp furent éliminés. En 1879, le service militaire obligatoire fut adopté pour une période de cinq ans. Chacune des six provinces d'Imerina dut lever 5 000 hommes; ce qui permit la création d'une puissante armée professionnelle de 30 000 soldats. Dans les années 1870, des expéditions soigneusement préparées furent lancées pour réprimer des soulèvements des Sakalava (en particulier de Menabe) et des Bara au sud. L'expédition menée contre les Bara, en 1873, fut victorieuse; la région passa enfin sous le contrôle du gouvernement d'Antananarivo. Mais, à l'approche des années 1880, il devint de plus en plus évident que le rôle de l'armée malgache n'allait plus être de réprimer des révoltes dans l'île, mais d'assurer la défense du pays contre les interventions françaises.

Pour rehausser son image à l'étranger, Madagascar interdit le trafic de l'alcool — notamment du rhum. De fait, en 1863, croyant que la consommation d'alcool expliquait la conduite de Radama II, le nouveau gouvernement avait décrété que le souverain ne devait pas boire de boissons fortement alcoolisées.

Des coutumes comme le *tangena* [jugement par ordalie] furent abolies sous le règne de Radama II. Le commerce des esclaves resta interdit à Madagascar; mais certains marchands étrangers, généralement anglais et français, continuaient à transgresser cette loi, particulièrement sur la côte ouest de l'île. En 1877, le gouvernement malgache libéra aussi les Makoa, ou *Masombiky* (comme les appelaient les Merina), c'est-à-dire tous les esclaves ou descendants d'esclaves amenés d'Afrique dans l'île. À défaut d'abolir l'esclavage lui-même, le décret de 1877, qui signifiait une grande perte économique pour les propriétaires des quelque 150 000 esclaves libérés, constituait une importante révolution sociale et montrait que le pays était décidé à se moderniser⁶².

Le développement économique⁶³

Antérieurement à l'intégration de Madagascar dans le commerce international, et en particulier avant les années 1860, époque où les Européens commencèrent à arriver en grand nombre dans l'île, les Malgaches avaient une « économie de subsistance ». La majeure partie de la population s'occupait uniquement d'agriculture, essentiellement pour subvenir à ses besoins; et le riz était la principale nourriture, surtout sur le plateau central. Les Malgaches s'étaient tellement spécialisés dans la culture du riz que, selon



16.14. *Fonte et forgeage du fer à Madagascar, dans les années 1850.*

[Source : W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

62. Voir *Extracts from Report by Rear-Admiral W. Gore-Jones*, PROFO 48/34.

63. Voir P. M. Mutibwa, 1972. L'exposé qui suit emprunte beaucoup à cet article.

un observateur, « le caractère industriel et l'habileté des Malgaches ne se montrent nulle part mieux que dans la culture du riz »⁶⁴. Outre l'agriculture, l'économie de Madagascar dépendait de l'élevage du bétail, notamment chez les Sakalava, dans l'ouest, et chez les peuples du sud de l'île. On élevait également des moutons et des porcs dans l'Imerina, et le poisson constituait l'un des aliments principaux des Malgaches. Les Merina ne purent se rendre maîtres du commerce sur la côte ouest; ils étaient pratiquement absents dans le Sud et se heurtaient à la concurrence des Antalaotra dans le Nord-Ouest. Sur la côte est, toutefois, ils arrivèrent à mettre en place un réseau commercial efficace.

Deux industries étaient très développées: le filage et le tissage d'un côté, les mines et la métallurgie (surtout le fer) de l'autre. Les Malgaches fabriquaient des étoffes et toute une série d'articles en métal pour leur propre usage. Telle était la base de l'éducation technique qu'ils reçurent des Européens. Nous avons déjà mentionné les produits de la fabrique de Laborde, à Mantasoa, à une quarantaine de kilomètres au sud-est d'Antananarivo. Alfred Grandidier, le fameux explorateur français de Madagascar au XIX^e siècle, nous apprend que, à Mantasoa, « Laborde produisait de l'acier pur, du ciment, des canons et des mortiers; toutes sortes d'armes et de munitions; des articles de tannerie; des verres et des poteries; des pots et des plats; des briques et du carrelage [...] des savons de toutes les couleurs; des bougies, du papier et de l'encre; de la potasse, de l'alun ordinaire et des acides sulfuriques; et, après 1843, il éleva des vers à soie chinois »⁶⁵.

Beaucoup de ces produits cessèrent d'être fabriqués quand Laborde quitta Madagascar à la fin des années 1850. Mais certains des hommes avec lesquels il avait travaillé purent continuer à produire plusieurs articles nécessaires pour leur subsistance. Ce qui tua l'industrie locale, ce fut l'importation de matériaux meilleur marché (étoffes, chaussures et poteries) d'Europe et des États-Unis d'Amérique.

L'accession du roi Radama au trône, en 1810, vit le début de l'active participation de Madagascar au commerce international. Le trafic des esclaves était l'un des éléments majeurs de ce commerce; mais, après la conclusion du traité anglo-malgache de 1847, ce trafic fut interdit et ne reprit jamais dans les régions où l'autorité du gouvernement malgache était réelle. Les esclaves continuèrent à être importés d'Afrique vers la côte ouest de Madagascar et les territoires du Nord-Ouest, sous l'apparence de travailleurs contractuels. Ce trafic était quasiment le monopole des Antalaotra et des Indiens, qui bénéficiaient parfois de complicités parmi les fonctionnaires merina⁶⁶. Par ailleurs, dans les régions qui échappaient pratiquement au contrôle des autorités d'Antananarivo, quelques esclaves étaient exportés vers l'île de la Réunion, l'île Maurice, les États-Unis d'Amérique et les Antilles. Le riz et le bœuf représentaient les autres exportations importantes, tandis que divers

64. Cité par P. M. Mutibwa, 1972; voir aussi H. Florent, 1979; M. Rasoamiaramanana, 1974, 1981; G. Rantoandro, 1981.

65. Cité par P. M. Mutibwa, 1972.

66. M. Rasoamiaramanana, 1981*b*; G. Campbell, 1981.

produits (étoffes, fusils, rhum et machines) étaient importés. Le gouvernement tirait la moitié de ses recettes douanières du commerce de la viande de bœuf. Indépendamment du commerce direct avec l'Europe et les États-Unis d'Amérique, Madagascar commerçait avec la Grande-Bretagne par l'île Maurice, Zanzibar⁶⁷ et les Seychelles, et avec la France par l'île de la Réunion. Le commerce malgache était absolument essentiel pour la colonie française de la Réunion, qui obtenait de la grande île presque tout son bétail et son riz, sans parler des esclaves. C'est en partie pourquoi les colons français de la Réunion et les petits négociants de Marseille considéraient Madagascar comme leur zone naturelle d'influence.

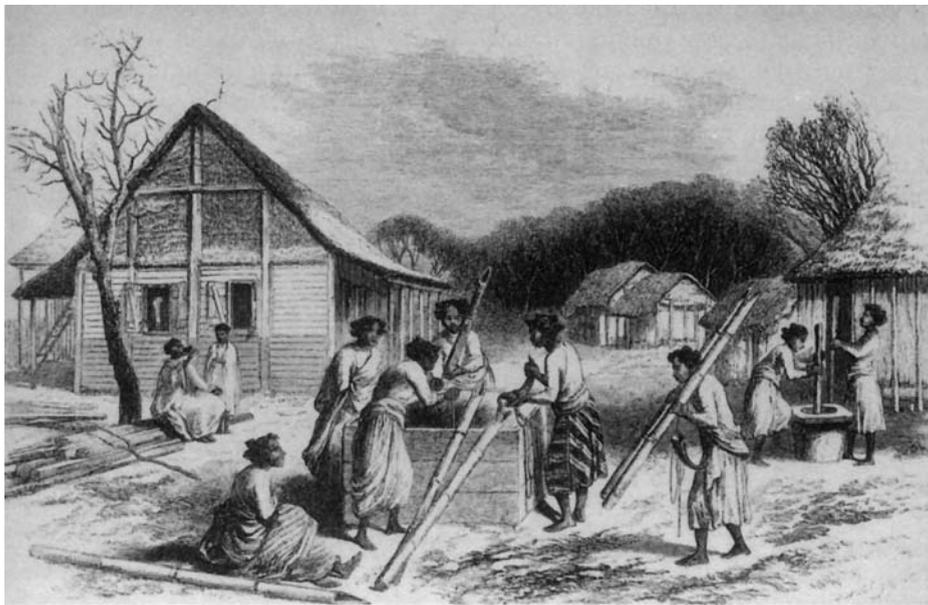
Le commerce international de l'île était fondé sur des traités d'amitié et de commerce. Nous avons mentionné, plus haut, les traités de 1862 avec l'Angleterre et la France, qui furent respectivement modifiés en 1865 et en 1868. Le premier traité avec les États-Unis d'Amérique fut signé en 1867, avec l'arrivée d'un consul américain à Antananarivo. Le gouvernement malgache installa aussi des ambassades à l'île Maurice, en Angleterre et en France, pour faciliter les échanges commerciaux⁶⁸. Le premier ministre préférait nommer comme consuls des négociants importants des capitales étrangères. Pour Londres, il choisit M. Samuel Procter, qui faisait des affaires florissantes avec Madagascar. Cette nomination semble avoir eu lieu en 1862, quand Radama II commanda à MM. Procter et Bros de Londres des uniformes pour les soldats malgaches. Pour Paris, on nomma consul général, en 1876, un marchand français bien connu et très lié à Madagascar, M. Hilarion Roux. Pour l'île Maurice, le consul malgache fut Hippolyte Lemiere, l'un des membres du Conseil législatif de l'île et un important négociant⁶⁹. En 1881, pour encourager encore le commerce, on créa le ministère du commerce et de l'industrie, généralement appelé ministère « pour l'encouragement des arts industriels et des manufactures ».

Dans le domaine du commerce international, les dirigeants malgaches stimulèrent à la fois les entreprises privées et les entreprises d'État. Les principaux fonctionnaires du gouvernement qui possédaient suffisamment de capital créaient des entreprises et commerçaient fructueusement avec l'île Maurice, la Réunion et même l'Europe. Parmi les plus actifs se trouvait Rainilaiarivony, le premier ministre lui-même. L'agent de Rainilaiarivony à l'île Maurice était le consul Lemiere, auprès duquel il avait un compte bancaire personnel destiné à acheter des produits de luxe — notamment des vêtements — de l'île Maurice et d'Europe. Le rôle des individus, cependant, ne faisait guère que compléter celui de l'État. Comme nous l'avons déjà remarqué, ce fut le gouvernement lui-même, à Antananarivo, qui établit des relations commerciales avec les puissances étrangères et les ressortissants étrangers, grâce à la signature de traités, à la création

67. H. Kellenbenz, 1981.

68. Voir, par exemple, Radama II à Lemiere, 25 septembre 1862, pièce jointe, Stenenson à Newcastle, 1^{er} novembre 1862, PROFO 167/443; cité également par P. M. Mutibwa, 1972.

69. P. M. Mutibwa, 1972.



16.15. *Femmes esclaves en train de puiser de l'eau et de piler du riz à Madagascar, dans les années 1850.*

[Source: W. Ellis, *Three visits to Madagascar*, 1858, J. Murray Publishers, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation de la British Library.]

de consulats et à l'octroi de concessions aux capitalistes étrangers, destinées à l'exploitation des ressources minérales et naturelles du pays. Les traditions et la constitution malgaches interdisaient la cession directe de terres aux étrangers, mais le gouvernement consentait à affermer des terres sur lesquelles les étrangers pouvaient établir des plantations ou exploiter des ressources naturelles. La première concession fut octroyée à Joseph Lambert, un aventurier français, par Radama, en 1855, alors qu'il était encore prince héritier; cette concession, confirmée sous forme de traité en septembre 1862, fut certes bientôt supprimée, mais le gouvernement prit l'habitude d'en accorder d'autres, surtout dans les années 1880, pour favoriser le développement du pays, tout en prenant soin d'éviter toutes les conditions qui auraient pu menacer l'indépendance du pays. De fait, le Code des 305 articles, promulgué en mars 1881, interdisait la vente de terres aux étrangers et la punissait de mort.

Conclusion

Nous avons examiné, dans cette étude, les efforts de modernisation déployés par les Malgaches pour donner une base ferme au développement de leur pays. Ce processus commença avec l'accession au trône du

roi Radama I^{er} et fut consolidé dans la première moitié du XIX^e siècle. Le retour des étrangers après 1861, l'encouragement du commerce extérieur et les influences culturelles étrangères ouvrirent une nouvelle ère pour les Malgaches. Le processus de modernisation comprenait la conversion au christianisme et l'institution d'une série de réformes destinées à mobiliser les ressources humaines et naturelles du pays, de manière à atteindre un degré supérieur de développement dans les domaines politique, social et économique. Ces réformes, réalisées par les dirigeants malgaches, surtout à partir de l'accession au trône de Radama II, en 1861, furent cruciales pour l'évolution de Madagascar. On s'obstine à prétendre que l'Afrique a été colonisée parce qu'elle était pauvre et sous-développée. Aussi mérite-t-il d'être souligné que Madagascar, pendant la période qui nous occupe, avait, quant à elle, entrepris d'importantes réformes qui, comme un amiral anglais le faisait observer, en mars 1881, avaient fait des Malgaches « une race capable de gouverner le pays, qui rendait inutile toute intervention d'une nation étrangère »⁷⁰. Cependant, quand vint le moment de la ruée « des Européens », le développement ne protégea pas Madagascar de l'ingérence étrangère. À certains égards, la modernité avait affaibli le royaume⁷¹; à d'autres, les réformes renforcèrent la résistance que les Malgaches furent capables d'opposer.

70. PROFO 48/34, *Extracts from Report of Rear-Admiral W. Gore-Jones.*

71. G. Jacob, 1977.

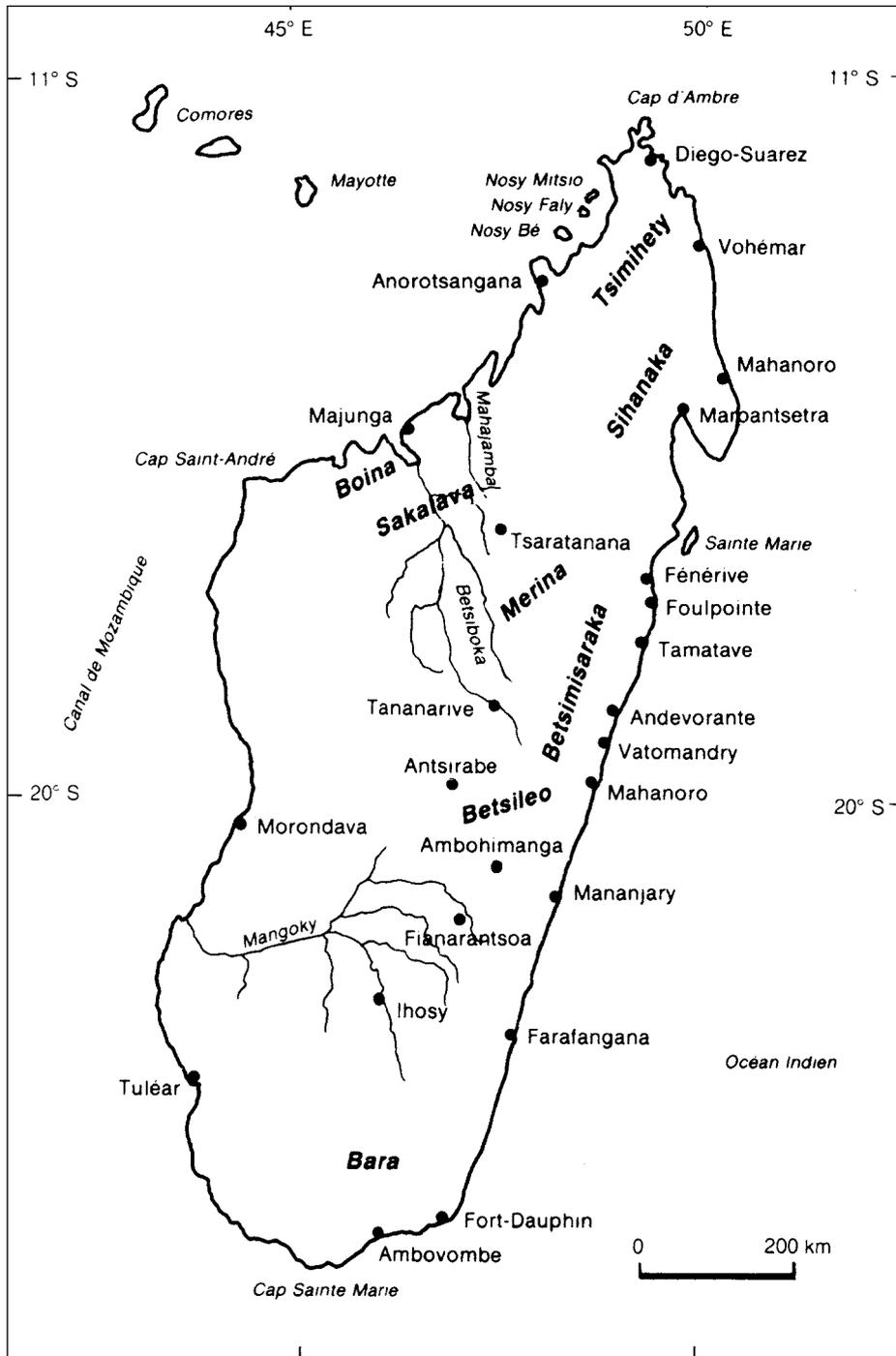
Madagascar de 1880 à 1939 : initiatives et réactions africaines à la conquête et à la domination coloniales

Manassé Esoavelomandroso

Le traité anglo-merina¹ signé le 23 octobre 1817 et ratifié en 1820, donne à Radama I^{er} le titre de « roi de Madagascar ». Aussi, le 14 février 1822, ce dernier proclame-t-il sa souveraineté sur toute l'île (voir fig. 10.1). Un royaume, soutenu par la première puissance mondiale de l'époque, fait son apparition sur la scène diplomatique, royaume dont la France commence par contester la souveraineté, qu'elle nie et combat. Il faut attendre 1862 pour que le gouvernement de Napoléon III signe avec Radama II un traité le reconnaissant comme roi de Madagascar, consacrant ainsi aux yeux des autorités de Tananarive l'existence du royaume et l'abandon des prétentions territoriales de Paris, même si le préambule réserve « les droits de la France », c'est-à-dire les droits particuliers sur ses anciens comptoirs et établissements ou sur les protectorats sakalava et antakarana.

L'assassinat de Radama II en 1863, perpétré par l'oligarchie dirigeante qui le juge trop libéral, trop favorable aux Occidentaux, crée une situation nouvelle. Rainilaiarivony, premier ministre de 1864 à 1895, adopte une politique assez souple pour faire respecter l'indépendance du royaume (fig. 10.2). Aussi, à défaut de parfaire l'unification territoriale, s'efforce-t-il d'organiser le gouvernement, l'administration et l'armée. Il réussit alors tant bien que mal à consolider son pouvoir et à tenir les régions conquises malgré les complots de ses rivaux, le mécontentement et parfois les révoltes des masses populaires.

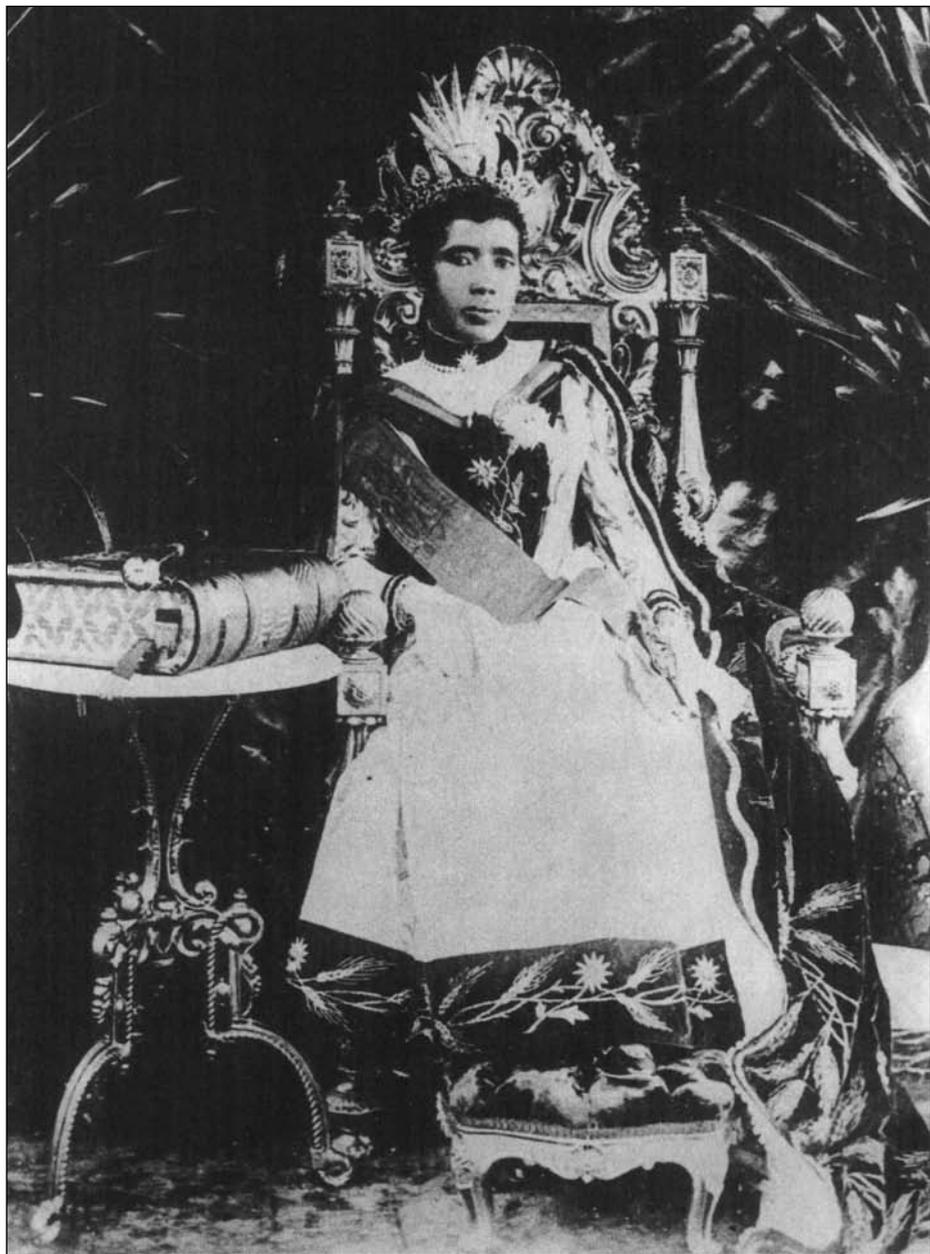
1. Les Merina sont les habitants de l'Imerina, une région des hautes terres centrales de Madagascar dont la capitale était Tananarive (devenue Antananarivo). Le royaume merina s'est donné comme tâche l'unification de Madagascar.



10.1. Madagascar à la fin du XIX^e siècle.



10.2. *Rainilaiarivony, premier ministre (1864-1895) de Madagascar, époux de Ranavalona II et III.*
[Photo: © Lapi Viollet.]



10.3. *La reine Ranavalona III (1883-1897) en costume d'apparat.* [Photo: © Harlingue-Viollet.]

Or, au même moment, se développe en Europe l'impérialisme colonial. De nouveau, la France cherche à dominer Madagascar. Les efforts diplomatiques de Rainilaiarivony pour écarter ce danger sont restés vains et les deux guerres (1883-1885 et 1894-1895) imposées par la France, aboutissent à l'éviction du premier ministre et à la suppression du gouvernement royal. Maîtres de Tananarive, les Français rencontrent très vite des résistances armées dans certaines campagnes de l'Imerina et des provinces soumises à la campagne, et découvrent dans les zones indépendantes, des rois et des chefs militaires qui mènent contre eux des luttes obstinées. Mais la supériorité technique des Français finit par arriver à bout de ces résistances non coordonnées. Cependant, un peu partout dans l'île, des hommes se lèvent, s'organisent, d'abord pour combattre les abus du régime colonial, ensuite pour recouvrer l'indépendance nationale.

Un pays divisé devant la menace impérialiste

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, la France reprend une politique d'expansion coloniale. D'abord, depuis la défaite de 1870 face à la Prusse et jusqu'en 1880, elle traverse une période dite de recueillement et garde ses forces à l'intérieur de l'Hexagone. Ensuite, de 1880 à 1890, quelques chefs républicains comme Gambetta, Jules Ferry, pensent que des conquêtes coloniales redonneront à leur patrie son rang de grande puissance. Mais une opinion hostile les oblige à adopter la politique dite des « petits paquets », politique qui, malgré tout, leur permet d'imposer un protectorat à la Tunisie dès 1881, d'envoyer des expéditions sans plan d'ensemble et avec des moyens réduits sur le continent africain, au Tonkin et à Madagascar. Enfin, à partir de 1890, les ambitions françaises se précisent, l'opinion étant en grande partie gagnée aux idées impérialistes, et les milieux d'affaires de plus en plus intéressés par les conquêtes coloniales². Aussi, Madagascar présentée par la propagande coloniale comme un vaste marché de consommation, un pays aux richesses variées, une île convoitée par les Anglais, devient-elle l'objet de bien des visées ou des prétentions. Le gouvernement de la reine Ranavalona (voir fig. 10.3) doit alors écarter ces menaces extérieures, mais en même temps il doit réduire les tensions, latentes ou déclarées, au niveau de l'Imerina, d'une part, de l'île, d'autre part.

La situation à la veille de la première guerre franco-merina³

Le regain d'intérêt que Madagascar suscite en France vient d'une propagande savamment orchestrée par les élus de la Réunion, soutenue par la droite catholique et appuyée, plus tard, par le groupe colonial. Ces différentes forces s'entendent pour rappeler et défendre les « droits historiques » de la France sur Madagascar. Cet argument, qui repose sur le souvenir de l'an-

2. G. Jacob, 1966, p. 2-3.

3. C. R. Ageron, 1978 (a), p. 114-118.

nexion prononcée sous Louis XIV et des vaines tentatives du XVIII^e siècle pour organiser une France orientale prospère et qui s'appuie sur les comptoirs du XVIII^e et de la Restauration, est développé tout au long du XIX^e siècle dans de nombreux écrits avant d'être exposé officiellement par le Parlement français en 1884. Le lobby réunionnais réclame la conquête totale de l'île, afin d'y envoyer le trop-plein de la population créole de la Réunion et de se réserver les ressources abondantes que les Anglais risquent d'exploiter. De leur côté, les missionnaires catholiques français de Madagascar, réduits à évangéliser les basses couches sociales — la majorité des nobles et des roturiers riches et puissants étant convertie au protestantisme —, réclament un appui officiel de la France pour affronter victorieusement la concurrence des protestants qu'ils présentent comme une des multiples « menées britanniques ». Cette théorie de la « perfide Albion » reçoit un écho favorable auprès de certains milieux d'affaires qui, pour conquérir le marché malgache au détriment des Anglais et des Américains, cherchent à écarter ces derniers grâce à l'annexion, et non pas à réduire les prix de revient de leurs produits. La propagande coloniale fait appel au chauvinisme et à la mission humanitaire et civilisatrice de la France. Pour préparer l'opinion publique à la conquête, le royaume de Madagascar est présenté avec une évidente mauvaise foi comme un « État barbare » dirigé par une « tribu étrangère » qui érige la « tyrannie en système de gouvernement » et continue à pratiquer la traite.

Tous ces arguments développés par les partisans de la colonisation de la grande île ne sont guère fondés. Le gouvernement royal, accusé d'être proanglais, a eu à l'égard des puissances étrangères une attitude subtile dictée par la volonté de défendre l'indépendance du royaume. Il a cherché à retirer de chacune l'appui qu'elle pouvait donner à ses ambitions⁴. Madagascar n'était donc pas inféodée à la Grande-Bretagne, mais, si l'entente entre les deux pays était solide, c'est uniquement parce que les Britanniques, contrairement aux Français, ne cherchaient pas à coloniser l'île. Ce royaume réputé « barbare », où prédomine l'« obscurantisme », est en fait dirigé par une reine et un premier ministre convertis au christianisme depuis le 21 février 1869. Ils ont reçu le baptême protestant, il est vrai, et la majorité des dirigeants et de la population ont suivi leur exemple ; mais ils n'ont ni empêché les Malgaches d'embrasser le catholicisme, ni contrecarré l'action des missionnaires français. Ce libéralisme prouve la séparation des églises et de l'État, même si, « autour du temple du Palais de la reine, le premier ministre a peut-être essayé de créer une église nationale, l'église du Palais, formée de pasteurs et d'évangélistes malgaches à sa dévotion⁵ ». Cette tentative provoqua une crainte persistante chez les jésuites et une « invincible méfiance » chez les représentants de la London Missionary Society (LMS).

En 1877, le gouvernement royal libère les esclaves masombika importés d'Afrique et prévoit leur installation sur des terres qui leur seraient attribuées. En 1878, il réaménage la justice, désormais confiée à trois tribunaux

4. F. Esoavelomandroso, 1979.

5. H. Vidal, 1970, p. 6, note 20.

qui mènent l'instruction, la décision appartenant au premier ministre. En 1881 est promulgué « le Code des 305 articles, législation novatrice, touchant à la fois le droit civil, le droit pénal, la procédure⁶ ». Toutes ces mesures, et d'autres encore, montrent la volonté de Rainilaiarivony de « moderniser » son pays, de le transformer en « État civilisé » face à l'Europe.

Tous ces efforts auraient désarmé des hommes mus par le désir de civiliser Madagascar, d'y prêcher l'évangile. En fait, les élus réunionnais appuyés par les parlementaires catholiques et le groupe colonial réclament avec constance la conquête de Madagascar. Ils saisissent trois prétextes pour pousser le gouvernement français à intervenir militairement à Madagascar en 1882.

À sa mort, à Tananarive en 1878, Jean Laborde, d'abord associé des hauts dignitaires du royaume sous Ranavalona I^{re} dans la production d'armes, de munitions et de propriétés foncières, puis consul de France à l'avènement de Radama II, laisse des biens immobiliers que ses neveux Édouard et Campan Laborde réclament en vain. Les revendications de Paris sur cet héritage s'appuient sur le traité de 1868 qui autorise les ressortissants français à acquérir des biens fonciers à Madagascar; le refus des autorités de Tananarive d'appuyer lesdites revendications repose sur la loi qui stipule que la terre appartient à la seule souveraine. Cette « succession Laborde » pose en fait un problème du « droit de propriété » qui intéresse les colons et traitants installés dans l'île: « Pourraient-ils être propriétaires des domaines qu'ils exploitaient ou tout au moins espérer obtenir des baux de longue durée⁷? »

En avril 1881, l'affaire du boutre *Toalé* envenime les relations franco-malgaches. Le patron de ce voilier — un Arabe sujet français — ainsi que trois autres musulmans sont assassinés par les hommes du roi sakalava Bakary, dans la baie de Marambitsy, une zone qui échappe au contrôle des autorités merina. Ces trafiquants d'armes, sommés de livrer leur cargaison, ouvrent le feu sur les Sakalava qui, en ripostant, les tuent. Pour cette affaire de contrebande, la France réclame une indemnité à la reine de Madagascar⁸.

La même année, deux missionnaires anglais, en tournée sur la côte du Sambirano dans le Nord-Ouest, persuadent les chefs sakalava de la région, d'arborer le pavillon merina. La France proteste, arguant des traités de protectorat signés en 1840 et 1841 avec les souverains de la région. Rainilaiarivony rappelle le traité de 1868 que le gouvernement de Napoléon III a signé avec la reine de Madagascar.

Ce dialogue sans sincérité convainc Rainilaiarivony de la mauvaise foi des Français et l'entraîne à adopter une politique impopulaire à cause des charges multiples qui s'abattent sur le peuple, afin de payer les indemnités et d'acquérir des armes et des munitions. Les difficultés avec la France ne lui laissent pas le temps de bien digérer les conquêtes de Radama I^{er} et d'obtenir l'adhésion définitive des populations soumises, encore moins de poursuivre l'unification du pays. C'est donc un premier ministre en butte à des problèmes

6. H. Deschamps, 1960, p. 181.

7. G. Jacob, 1966, p. 5.

8. P. Boiteau, 1958, p. 172.

d'ordre interne qui négocie avec le consul Baudais, lequel rompt brusquement les relations diplomatiques et quitte Tananarive le 21 mai 1882.

L'isolement des dirigeants malgaches : 1882-1894

En juin 1882, le capitaine de vaisseau Le Timbre fait enlever les pavillons merina de la baie d'Ampasindava, sans aucune résistance. Rainilaiarivony pense pouvoir encore éviter un conflit et obtenir un règlement pacifique des différends. Aussi envoie-t-il en Europe et aux États-Unis d'Amérique (octobre 1882-août 1883) une ambassade dirigée par son neveu Ravoninahitrinarivo, ministre des affaires étrangères, pour rechercher un arrangement avec Paris et obtenir l'appui des autres puissances⁹. Mais, en dehors des traités de commerce signés avec Londres, Washington et Berlin, et de la renonciation de l'Angleterre, pour ses nationaux, au droit de propriété remplacé par des baux dont la durée serait fixée au gré des parties, les plénipotentiaires malgaches n'ont rien obtenu de substantiel. La France, que ménagent les Anglais qui veulent avoir les mains libres en Égypte, refuse tout arrangement bien que les envoyés de Ranavalona II aient admis de retirer les pavillons et garnisons de la baie d'Ampasindava et accepté des baux emphytéotiques pour les étrangers. L'ambassade est encore en Europe quand la marine française bombarde Majunga en mai 1883, engageant ainsi la première guerre franco-merina (1883-1885). Ainsi, l'action diplomatique n'a pas réussi à empêcher la guerre. Les autorités de Tananarive découvrent avec amertume que les grandes puissances, soucieuses avant tout de leurs intérêts, s'entendent parfois, sinon souvent, sur le dos des petits pays. L'attitude de l'Angleterre, présentée comme la fidèle alliée, déçoit et provoque cette constatation désabusée attribuée au premier ministre: « Faire semblant de se quereller comme les Français et les Anglais. »

La marine française attaque donc un royaume isolé sur le plan diplomatique. Une petite escadre, commandée par l'amiral Pierre, bombarde les ports du Nord-Ouest et de l'Est, et occupe Tamatave. Paris exige de Rainilaiarivony la cession de la portion de Madagascar située au nord du 16^e parallèle et la reconnaissance du droit de propriété aux Français installés dans l'île. Le premier ministre tient bon tout en laissant la porte ouverte aux négociations. Au cours de cette « drôle » de guerre où les négociations sont menées plus activement que les opérations militaires, les revendications françaises changent d'objet: il n'est plus question de faire reconnaître les droits historiques de la France sur le nord-ouest de Madagascar, mais d'imposer un protectorat sur toute l'île. Quant à Rainilaiarivony, il s'en tient à sa position initiale: il se refuse à sacrifier l'indépendance de son pays. Si les dirigeants français et malgaches adoptent donc deux attitudes à première vue irréconciliables, les sujets, de part et d'autre, sont atteints par la lassitude. Du côté magache, le blocus et l'effort de guerre provoque une crise économique et un malaise politique assez grave. Du côté français, l'expédition du Tonkin ne permet pas le renforcement des troupes engagées à Madagascar; par ailleurs, l'opinion

9. P. M. Mutibwa, 1974, p. 218-246.

du ministre Freycinet, porté à la conciliation, prévaut sur celle des partisans d'une marche sur Tananarive. Les événements poussent donc les deux gouvernements à signer la paix, c'est-à-dire à se contenter d'un compromis.

L'obscur traité du 17 décembre 1885 met fin à une guerre où il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Obscur ou ambigu, ce traité de compromis sera interprété à sa façon par chacune des deux parties. La convention donne à la France le droit de «représenter Madagascar dans toutes ses relations extérieures» et d'entretenir à Tananarive un résident général avec une escorte militaire; elle accorde aux ressortissants français le droit d'obtenir des baux de longue durée (quatre-vingt-dix-neuf ans maximum), à la marine française celui d'occuper Diego-Suarez et au gouvernement une indemnité de 10 millions de francs. Cette convention où le mot «protectorat» ne figure pas, reconnaît la reine Ranavalona, souveraine de toute l'île et unique propriétaire du sol malgache. L'«Appendice», ou lettre explicative que le premier ministre demande et obtient le 9 janvier 1886 des négociateurs français avant de ratifier la convention, définit les pouvoirs du résident général, fixe la taille de son escorte militaire et fixe les limites du territoire de Diego-Suarez à 1 mille marin au sud et à l'ouest et à 4 milles au nord. Ces dispositions étaient censées limiter la portée du traité. Pour sa part, le gouvernement français ne reconnaît aucune valeur à l'«Appendice» et interprète l'accord du 17 décembre 1885 comme un traité de protectorat. En revanche, se refusant à voir dans ce document un traité établissant le protectorat sur l'île, le gouvernement malgache, dominé par Rainilaiarivony, oppose aux visées françaises une tout autre interprétation du texte. Celle-ci est fondée sur des références constantes à l'«Appendice» qui limite la portée des clauses jugées dangereuses pour l'indépendance du royaume. Les dirigeants de Tananarive s'efforcent alors d'éviter l'effectivité du protectorat en jouant sur les différences entre les textes français et malgache et les précisions apportées par le protocole additionnel¹⁰.

Ainsi, entre le premier ministre et les résidents généraux successifs s'engage une guerre d'usure et se multiplient les malentendus. Sans attendre les résultats d'interminables négociations sur la délimitation de la zone française autour de Diego-Suarez, la marine occupe une large bande de territoire au sud du port. Un deuxième conflit, celui de l'«exequatur» (document officiel par lequel le gouvernement d'un pays reconnaît un agent consulaire accrédité auprès de lui et l'autorise à remplir ses fonctions dans ce pays), a dominé les dix années du «protectorat fantôme» (1885-1895). Le résident général exige que ce soit lui qui accorde l'exequatur pour prouver que Madagascar est un protectorat; Rainilaiarivony s'y oppose pour affirmer l'indépendance du royaume. Jusqu'à la signature de l'accord franco-anglais de 1890 (la France reconnaît le protectorat anglais sur Zanzibar et en échange l'Angleterre accepte «le protectorat français sur Madagascar, avec ses conséquences»), ce dernier arrive à ne pas se départir de sa position. Ces difficultés diplomatiques sont aggravées par les problèmes économiques que connaît le royaume.

10. F. Esoavelomandroso, 1977 (b).

Pour régler l'indemnité due à la France, le gouvernement malgache contracte auprès du Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP) un emprunt gagé sur les revenus des douanes des six principaux ports (Tamatave, Majunga, Fénériver, Vohémar, Vatomandry et Mananjary). Des agents, désignés par cette banque mais appointés par les autorités royales, veillent à la perception des taxes. L'État malgache se prive ainsi d'importants revenus.

Ce besoin d'argent ainsi que les pressions de Le Myre de Vilers, premier résident général français à Tananarive, amènent le premier ministre à accorder d'immenses concessions aux Européens soit pour l'extraction des mines (cuivre dans le Betsileo, or dans le Boïna), soit pour l'exploitation forestière. La concession aurifère de Superbie dans la région de Maevatanana, tristement célèbre à cause du mauvais renom de la « corvée de l'or », a très peu rapporté au gouvernement. Elle a par contre contribué à l'affaiblissement du pouvoir à cause des travailleurs qui s'enfuient et viennent grossir les rangs des *fahavalo* ou irréguliers qui font régner l'insécurité dans le Nord-Ouest. À la même période, douze concessions forestières situées sur la côte orientale du pays ont été accordées à des étrangers. Les moyens limités des concessionnaires et l'attitude du premier ministre Rainilaiarivony peu décidé, en dépit des apparences, à faciliter leur tâche, font que les tentatives d'exploitation des forêts malgaches n'ont pas été couronnées de succès. Ces concessions n'ont pas enrichi le gouvernement royal, n'ont pas profité aux populations locales et n'ont pas rapporté — autant qu'ils l'auraient voulu — aux capitalistes étrangers¹¹.

Les produits des taxes douanières ne suffisent pas à payer les indemnités semestrielles dues au CNEP, les concessions accordées aux étrangers n'ayant pas donné les résultats escomptés pour remplir les caisses de l'État, le gouvernement royal multiplie les taxes et renforce la corvée. En plus de ses charges habituelles, le peuple doit payer un impôt d'une piastre par tête et le *fitia tsy mba hetra*, sorte de souscription générale et en principe « volontaire ». Des hommes refusent d'effectuer les tâches relevant du *fanompoana* [corvée], d'autres se livrent à des actes de brigandage et des bandes de pillards n'hésitent pas à attaquer la ville sacrée d'Ambohimanga en 1888 et même la capitale en 1890¹².

Ces troubles qui menacent les intérêts des nantis et ceux des étrangers alarment le résident général et révèlent une grave crise d'autorité dans le royaume de Madagascar. Le Parlement français profite de la situation, et envoie à Tananarive Le Myre de Vilers qui y a été résident général de 1886 à 1889, porteur d'un projet de protectorat réel. Devant le refus de Rainilaiarivony, la guerre est votée à une grosse majorité par les élus français et acceptée par le gouvernement merina pour préserver son indépendance. Seulement, les autorités royales abordent ces hostilités, en 1894, dans des conditions défavorables.

11. M. Esoavelomandroso, 1979, p. 186-193.

12. F. Esoavelomandroso, 1977 (b), p. 50.

Le royaume de Madagascar en 1894: affaibli et désorganisé

À la veille de la conquête française, des tensions internes importantes ébranlent le royaume de Madagascar. Le baptême de Ranavalona II a non seulement provoqué — du moins sur le plan officiel — le déclin du culte des ancêtres et la disparition des *sampy* [palladiums] royaux ou même locaux qui constituent les fondements politiques et religieux de l'Imerina traditionnelle, mais il a aussi entraîné la conversion souvent forcée de milliers de sujets, la destruction de certaines hiérarchies anciennes par la mise à l'écart des gardiens de *sampy* et la montée d'une élite christianisée. Le politique, l'économique et le religieux s'imbriquent. Non seulement les hommes de l'Église du Palais s'occupent des affaires de l'État (recensement, enseignement, recrutement pour l'armée et les corvées...) mais, de plus, ils profitent de leur situation et du système économique pour s'enrichir par le commerce et l'usure. Gardiens de *sampy* et notables locaux dépossédés de leurs pouvoirs traditionnels et de leurs privilèges s'opposent aux dirigeants par la fuite, le refus de construire des églises ou leur incendie¹³. En outre, l'Église officielle ne fait pas l'unanimité des Merina christianisés. Ceux qui n'y sont pas intégrés et qui pratiquent une sorte de christianisme populaire, puisant son inspiration dans la Bible et dans l'histoire et le folklore locaux, peuvent en tant qu'élite instruite se poser en leaders politiques. Ils se livrent au commerce et prennent l'habitude de propager leurs idées les jours de marché. D'autres chrétiens réagissent contre la tutelle trop pesante de l'Église officielle en se tournant vers le catholicisme, en se plaçant sous le patronage d'un notable, ou bien en luttant pour l'autonomie et la liberté de leur vie religieuse comme ces dissidents du temple d'Ambatonakanga qui, en 1893, créent leur propre église baptisée *Tranozozoro* [maison ou temple de roseaux]¹⁴. Cette dissidence qui se produit au cœur même de la capitale, bastion du christianisme, témoigne du malaise ressenti par une partie des fidèles.

Ces tensions contribuent au déclin de l'Imerina aggravé encore par les pressions étrangères, surtout françaises, et le caractère archaïque de la domination économique exercée par les grands de Tananarive, domination qui ne leur donne pas les moyens matériels nécessaires à la réalisation de leur ambition: créer un État-nation. Les officiers-marchands compensent leurs pertes en exploitant au maximum le système des corvées, dégagé du caractère d'obligation rituelle qu'il avait autrefois, en investissant dans la terre, en se livrant à l'usure. À ces grands de la capitale, fidèles de l'Église du Palais, s'oppose alors la foule de leurs débiteurs, petits cultivateurs et journaliers sur lesquels pèse le plus le *fanompoana*.

Tout cela met à nu «la [...] décomposition du corps social comme de l'appareil d'État¹⁵» et révèle l'existence d'une crise profonde à l'intérieur du royaume de Madagascar, incapable alors de résister à l'expédition française. Mais Madagascar ne se réduit pas à l'appareil d'État. Les masses populaires

13. F. Esoavelomandroso, 1980.

14. S. Ayache et C. Richard, 1978, p. 133-182.

15. G. Jacob, 1977, p. 213.

merina qui ne se reconnaissent pas en leurs dirigeants, les populations soumises qui essayent avec plus ou moins de bonheur d'échapper à l'oppression de l'oligarchie, et les royaumes indépendants de Tananarive vont les uns après les autres résister à la pénétration ou à la conquête française.

Un pays opposant des résistances non coordonnées à la conquête coloniale

La déstructuration de la société à l'intérieur du royaume de Madagascar, le bouleversement de l'ordre ancien, la domination de l'oligarchie, la crise économique et les menaces impérialistes provoquent dans la masse du peuple un désarroi moral et spirituel. On idéalise alors le passé ou l'on préconise le retour à la tradition. Très vite, on passe donc à la critique des dirigeants. La conquête coloniale (1894-1895) donne aux opposants l'occasion de s'exprimer et précipite la chute du gouvernement, déjà très contesté en Imerina comme dans les provinces conquises, ignoré ou combattu par les populations indépendantes.

La faillite des dirigeants

Alors que du côté français l'opinion et le Parlement sont décidés à soutenir à fond l'expédition, que l'armée dispose de crédits importants et d'effectifs nombreux, que le terrain étudié par des explorateurs et des militaires est bien mieux connu, du côté malgache l'État est beaucoup moins solide qu'en 1883. Rainilaiarivony vieillissant, autoritaire, devenu impopulaire et déjouant de nombreux complots dont certains sont montés par ses proches, voire ses enfants, ne peut compter totalement ni sur les hauts dignitaires du régime qui envient ses charges et espèrent le remplacer un jour, ni sur l'armée désorganisée par la multiplication des déserteurs et démoralisée à cause de la corruption et de la vénalité. Sa stratégie reste alors archaïque. Malgré des efforts d'ailleurs improvisés et désordonnés afin d'acheter des armes et des munitions, malgré des tentatives de procéder à une véritable mobilisation des forces du royaume, il ne fait confiance qu'à ses alliés, les « généraux Tazo [fièvre] et Ala [forêt] ». Comme en 1883, il espère que l'absence de route à travers la forêt difficilement pénétrable et un climat éprouvant pour l'Européen empêcheront la marche d'un corps expéditionnaire sur Tananarive.

Effectivement, la campagne a été meurtrière pour les Français, mais cela a été provoqué par l'incurie de certains services du Ministère de la guerre. Les troupes, débarquées à Majunga, devaient marcher sur la capitale en utilisant les fameuses voitures Lefèbre. On leur imposa alors la construction d'une route. Les travaux de terrassement dans les marais provoquèrent la fièvre et la dysenterie, transformant le corps expéditionnaire en une « interminable colonne, empêtrée par ses convois et ses moribonds¹⁶ ».

16. H. Deschamps, 1960, p. 230; M. Brown, 1978, p. 236-256.

L'armée royale n'engage aucune guérilla sur les flancs ou les arrières de ces troupes éprouvées. Les soldats de Ranavalona sont dispersés entre les ports. Ceux qui sont envoyés au-devant des Français élèvent des fortifications qu'ils évacuent dès qu'elles sont bombardées ou tournées. Ces soldats comme leurs officiers n'ont reçu aucune formation militaire véritable et ils ne sont point motivés; pis, ils sont désarmés. Rappelant les dissensions ou la discorde au sein de l'armée, un officier du front, Rajestera, écrit: « Le découragement était partout, aussi bien chez les soldats que les chefs, d'autant que l'on apprenait que les parents ou amis du premier ministre, en particulier son petit-fils Ratsimanisa, bien que tranquillement restés en Imerina, se partageaient les honneurs qui auraient dû échoir en bonne justice à ceux qui avaient à subir les fatigues et les dangers de la guerre. » L'annonce de l'élévation du jeune Ratsimanisa — « ce gosse qui dort déjà à peine réveillé et juste bon à faire griller des patates », disaient en se moquant les officiers — au grade de 15 honneurs, l'un des plus élevés de la hiérarchie, mit le comble à cet état d'esprit et acheva d'énervier la résistance¹⁷.

Devant cette situation, le général Duchesne, commandant en chef du corps expéditionnaire français, détache du gros de l'armée encombrée par ses malades, ses voitures et ses bagages, une colonne légère qui bouscule et met en déroute les troupes régulières de la reine avant de prendre Tananarive le 30 septembre 1895. Le *foloalindahy* [l'armée royale] n'était plus, en 1895, que l'ombre de l'armée de Radama. Si Rainilaiarivony a réussi à rabaisser les *mainity* et à écarter les *andriana* qui constituaient l'ossature des armées du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, il n'est pas parvenu à forger une grande armée bien entraînée et bien encadrée par les hommes qui lui sont fidèles, hommes respectueux des biens de l'État et jaloux de l'indépendance de leur patrie. Le premier ministre s'est entouré d'une meute de courtisans incapables de lui donner le moindre conseil utile pour la conduite des affaires de l'État et décidés à servir celui qui détient les pouvoirs. Ces hommes qui n'ont pas su défendre l'indépendance du royaume devenaient pour la plupart des colonisateurs souvent zélés, désavouaient et parfois combattaient les masses populaires qui, devant la débandade de l'armée royale et la « trahison » des dirigeants, se levaient pour combattre les Français.

Les mouvements menalamba en Imerina

Les comportements de la population merina face à la conquête s'expliquent par leurs relations avec le gouvernement monopolisé par les *andafiaravatra*, c'est-à-dire la famille et la clientèle de Rainilaiarivony, le premier ministre¹⁸.

Les six *toko* [districts] de l'Imerina n'entretiennent pas les mêmes relations avec l'oligarchie au pouvoir. Le Vakinisaony, par exemple, terre ancestrale des rois d'Imerina, et région de la première adoption de *sampy* dont Ikelimalaza, détient le privilège d'accorder la légitimité au souverain. Or, tout au long du

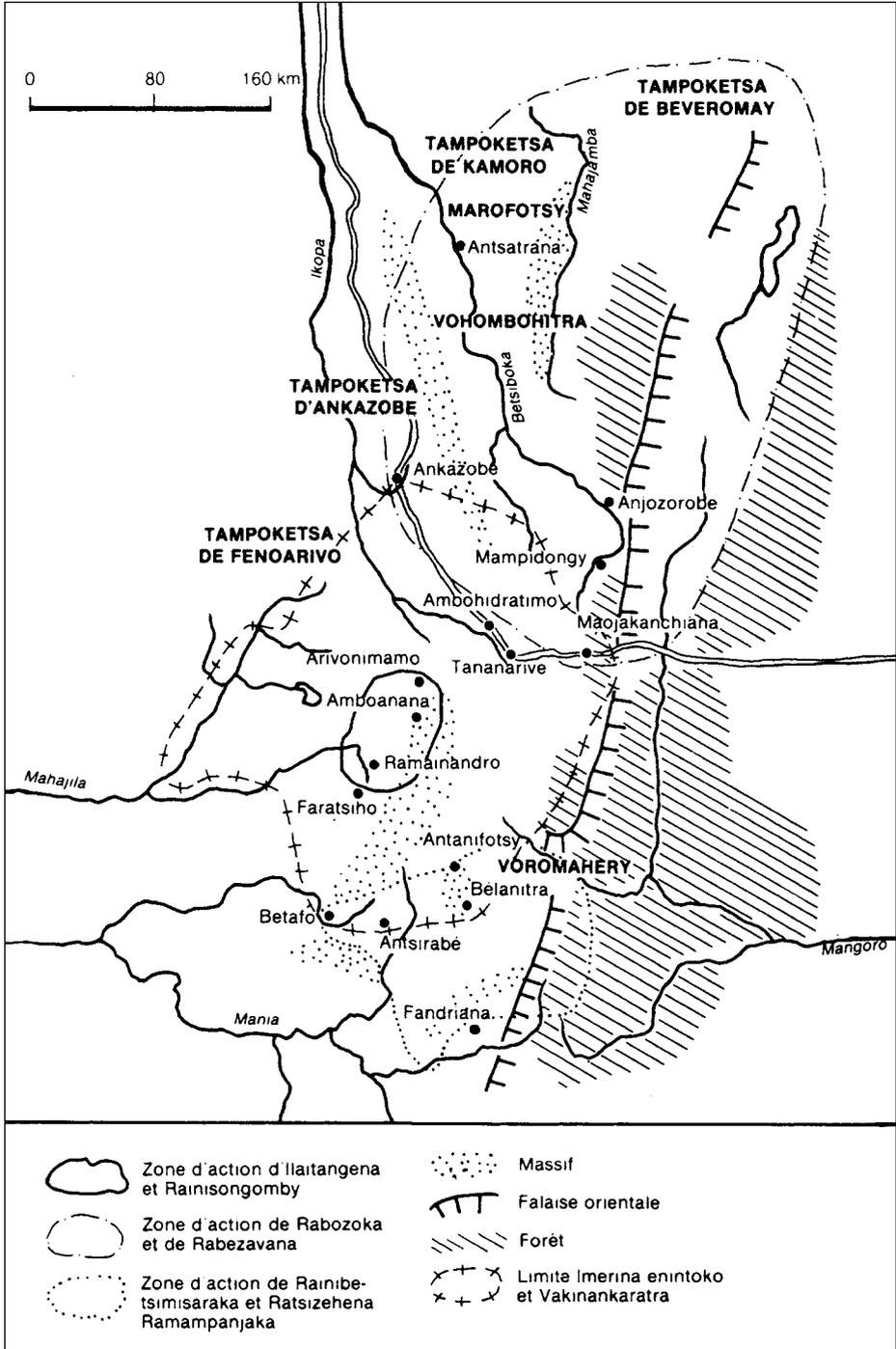
17. Cité par M. Esoavelomandroso, 1975, p. 62, note 67.

18. S. Ellis, 1980 (a), 1980 (b).

XIX^e siècle, les habitants du Vakinisaony, réputés résistants, subissent le poids des corvées et ressentent durement le pouvoir des Avaradrano — ceux qui ont soutenu Andrianampoinimerina. Les *andriana* [nobles] du Vakinisaony ont été éliminés (cas des détenteurs d'*ikelimalaza*, d'abord confisqué par Andrianampoinimerina, puis brûlé en 1869. À partir de cette date, dans le sud-Vakinisaony, l'opposition au gouvernement chrétien se cristallise autour du culte de ce *sampy*. Dans la partie nord du *toko*, on compte aussi bien des groupes respectueux de la religion traditionnelle que des chrétiens; mais chez ces derniers se produisent des scissions à l'échelle des villages, tel celui d'Ambohimalaza (nobles et esclaves en majorité catholiques, roturiers protestants). La même opposition entre partisans des cultes traditionnels et du christianisme se retrouve dans les autres districts. Dans l'Ambodirano, à Ramainandro, localité fortement christianisée et alliée à un *foko* [dème] de l'Avaradrano, Amboanana fait face, restée fidèle au culte des *sampy*.

La chute de Tananarive qui signifie la faillite du monde urbain chrétien provoque la mobilisation du monde rural pour défendre l'héritage des ancêtres. Le soulèvement d'Amboanana qui éclate le jour du Fandroana (fig. 10.4) en novembre 1895 (anniversaire de la reine et fête nationale), marque les débuts de l'opposition de la population à la conquête française. Cette grande rébellion est connue sous le nom de *Menalamba* [littéralement « toges rouges »], car les rebelles « coloraient leurs vêtements avec de la terre rouge du pays afin de ne pas être facilement reconnus de loin ». Les insurgés s'emparent d'Arivonimamo, assassinent le gouverneur ainsi qu'un missionnaire anglais et sa famille, réclament la suppression du culte chrétien, des écoles, du service militaire et de la corvée. En mars 1896, éclatent dans le nord et le sud de l'Imerina d'autres mouvements qui réclament le retour aux anciennes croyances, l'épuration de la classe dirigeante et se proposent d'imposer le départ des Français.

Les *Menalamba* récupèrent les armes des déserteurs du *foloalindahy* ou en achètent auprès des commerçants indiens et créoles — ce qui dénote des relations relativement faciles avec la côte. Ils sont organisés à l'image des troupes royales, avec une hiérarchie des honneurs et une répartition en régiments. Ils s'attaquent aux représentants du pouvoir oligarchique — pour eux illégitime et responsable de la défaite —, aux missionnaires étrangers et évangélistes malgaches — propagateurs du christianisme et donc ennemis des cultes traditionnels. Aussi brûlent-ils des églises, des écoles et remettent-ils en honneur la religion ancestrale; le culte du *sampy* Ravololona se développe, les rites anciens tels le *valirano* et le *sotrovokaka*, deux types de serment, sont pratiqués à nouveau. Mais, par certaines pratiques, les *Menalamba* s'aliènent une partie de la population. Dans leur stratégie, ils attaquent les marchés afin de frapper l'imagination, de créer la panique, de s'en prendre à une institution qui symbolise la pression et l'ordre imposés par l'oligarchie. Mais ils le font aussi afin de pouvoir se ravitailler. Ces attaques de marchés, les *razzias* menées contre des villages qui ne leur sont pas acquis afin de s'emparer de leurs récoltes, facilitent auprès des populations sédentaires la confusion entre *Menalamba* et *jirika* [pillards, brigands], confusion que les colonisateurs et leurs alliés locaux utilisent pour isoler les insurgés.



10.4. Principales zones des rébellions menalamba.

Ces mouvements *menalamba* ont eu lieu sur les marges frontalières de l'Imerina, zones d'insécurité permanente. En effet, elles sont : *a*) éloignées de Tananarive et deviennent ainsi les refuges des irréguliers et des déserteurs ; *b*) en contact avec les Sakalava au Nord-Ouest, et les Betsimisaraka au Sud-Est, ce qui facilite le ravitaillement en armes ; *c*) difficiles d'accès (les Tampoketsa dénudés et désolés au Nord-Ouest, la forêt à l'Est). Ces zones sont habitées par les gardiens des bœufs des dirigeants de la capitale, gardiens qui jouissent d'une relative liberté face au pouvoir central. Enfin, ces régions sont les théâtres de la corvée de l'or, d'où le mécontentement de la population à l'égard du pouvoir central.

Ainsi, des gouverneurs de petits postes comme Rabazavana et Rabozaka dans le nord de l'Imerina, ou des notables locaux arrivent sans trop de peine à lancer ces irréguliers, ces mécontents, ces indépendants contre les étrangers et leurs alliés responsables des bouleversements économiques, sociaux, politiques et religieux qui secouent le *tanindrazana* [terre des ancêtres]. En fait, les comportements des esclaves émancipés varient d'une région à l'autre, et à l'intérieur d'une même région. En Imerina centrale où la proportion de la population servile est importante, enthousiasme, conversion au catholicisme (présentée comme une allégeance à la France), et retour vers leurs régions d'origine sont des réactions assez fréquentes. En revanche, sur les marges de l'Imerina, moins peuplées, les esclaves libérés sont confrontés à des problèmes matériels et se rangent du côté des insurgés.

Les *Menalamba* sont composés de groupes hétéroclites dont l'attitude devant certains problèmes semble ambiguë. Ils honnissent et en même temps vénèrent la capitale. Citadelle du christianisme, siège d'autorités contestées, la ville symbolise tout de même le royaume et reste dans l'imagerie populaire la capitale d'Andrianampoinimerina. Sa chute laisse présager le chaos qu'il faut éloigner. Quand les *Menalamba* menacent Tananarive, c'est à la fois pour manifester leur désaccord à l'égard du monde urbain et leur souci de rester en contact avec la « capitale du royaume ». Leur attitude est encore plus ambiguë quand ils cherchent à distinguer Ranavalona III — reine légitime selon eux — de Rainilaiarivony — premier ministre et illégitime — alors que la première a été choisie et désignée par le second. Il en est de même quand ils s'ingénient à démarquer certains dirigeants du reste de l'oligarchie. Ainsi, si l'opposition entre les *Menalamba* et les étrangers est claire et tranchée, l'antagonisme entre eux et l'oligarchie l'est moins car il est tout en nuances.

La sévérité de la répression, et surtout le manque de coordination entre les différents mouvements ainsi que leur autonomie par rapport aux insurrections qui se déclenchent dans les autres régions de Madagascar, expliquent l'échec de la résistance populaire en Imerina.

L'opposition populaire dans les régions soumises à l'autorité royale

Dans certaines régions, les réactions des populations à la conquête française résultent d'une influence des *Menalamba*. Dans le Nord-Ouest (région de Mampikony), en 1896, Rainitavy, ancien gouverneur merina, recrute une troupe hétérogène de déserteurs merina, de pasteurs sakalava, et ravitaille

en armes achetées dans le nord-ouest les *Menalamba* de Rabozaka. L'insurrection qu'il organise est le seul mouvement *menalamba* dans lequel le mobile commercial tient une place fondamentale. En effet, le but est le contrôle du commerce régional sur lequel les Créoles et les Indiens exercent un véritable monopole; d'où les attaques lancées contre eux. Dans les régions voisines de l'Imerina, les relations entretenues par les leaders *menalamba* avec les rois et les notables locaux ont aidé à la diffusion de quelques-unes de leurs idées. Ainsi, le Tanala Rainimangoro déclare avoir reçu des ordres de Tananarive pour chasser les Français¹⁹.

Ailleurs, ces relations n'existent point. Dans les provinces les mieux tenues et par conséquent les plus exploitées, la chute de Tananarive (septembre 1895) donne le signal à des attaques contre les Manamboninahitra (officiers marchands pour la plupart), les Merina immigrés et les étrangers. Dans la province de l'Est, par exemple²⁰, la révolte des Vorimo — groupement clanique du bas Mangoro — donne le signal, en décembre 1895, d'une série de soulèvements qui, durant l'année 1896, y entretiennent un climat d'insécurité. Ces révoltes sont, dans un premier temps, dirigées uniquement contre l'oligarchie merina. Jusqu'en octobre 1895 où le gouverneur général de la province, Rainandriamampandry, est rappelé à Tananarive, des Betsimisaraka dévastent les rizières des soldats, refusent de ravitailler les troupes royales, ou encore désertent. À partir de décembre de la même année, ils s'attaquent ouvertement aux postes militaires et prennent l'initiative des raids ou des opérations menés contre des plantations merina. Les révoltés épargnent les étrangers, croyant à tort que les Français sont venus les débarrasser de leurs oppresseurs. Or la répression très sévère, menée par des détachements de l'armée d'occupation, surprend d'abord les Betsimisaraka, et ensuite leur fait croire que les Français sont plutôt les amis des Merina que les leurs. Dès lors, les insurgés multiplient leurs actions et s'attaquent aussi bien aux Merina qu'aux Français. La révolte ne s'atténue qu'en décembre 1896 pour ensuite disparaître, avec les mesures prises par le général Gallieni qui remplace les représentants de l'oligarchie par des chefs locaux.

L'opposition des populations des régions soumises à la conquête française était donc multiforme.

La résistance des populations indépendantes

Au départ, les Français pensaient qu'en s'emparant de Tananarive ils contrôlaient la grande île. Or, après avoir maté les mouvements *menalamba* et donc après avoir occupé l'Imerina, ils découvrent qu'ils doivent faire la conquête des régions indépendantes. Les populations insoumises à l'autorité royale repoussent, les armes à la main, la pénétration française.

Dans l'Ambongo — exemple d'une région caractérisée par sa division et son émiettement politiques —, les Français ont utilisé plusieurs procédés

19. S. Ellis, 1980 (b), p. 212.

20. M. Esoavelomandroso, 1979, p. 346-352.

pour la contrôler. Tout en cherchant à nouer des ententes avec les principaux chefs ou rois du littoral comme de l'intérieur, dès 1897 ils installent des postes de milice dans les gros villages afin de tenir le pays²¹. Or, dès le début de l'année 1899, des troubles dus à la même volonté de refuser la domination coloniale, de défendre l'indépendance, éclatent sous la direction des principaux chefs. Ces mouvements affrontent en ordre dispersé et successivement les tirailleurs conduits par les Français. À aucun moment ces derniers n'ont eu à combattre deux ennemis à la fois. Au contraire, ils ont pu librement frapper qui et où ils voulaient. Les groupes de résistants sont donc isolés les uns des autres, incapables de s'unir devant l'ennemi commun. Les responsables de cet état de fait sont avant tout les chefs qui, à cause de leur incurie et de leur égoïsme, n'ont pas su favoriser le développement des luttes populaires pour défendre l'indépendance sakalava.

La conquête du Menabe — grand royaume organisé — débuta en 1897 et devait être la traduction en acte de la politique élaborée par Gallieni qui répondait à un « triple objectif: isoler et réduire l'ennemi principal, le pouvoir centralisé merina; favoriser contre lui l'autonomie politique des grandes régions de l'île, selon le principe "diviser pour régner"; profiter de cette autonomie pour effectuer la colonisation aux moindres frais²² ». Le roi Toera et ses principaux chefs, réunis à Ambiky, se seraient apprêtés à rendre les armes, mais le commandant Gérard, qui dirigeait les opérations, préféra, plutôt que d'accepter cette soumission, investir la capitale et « massacrer tous les Sakalava qui ne purent s'enfuir, y compris le roi Toera ». Cet acte cruel et déloyal a affermi la volonté de résistance des Sakalava. Aussi, une résistance bien organisée, commandée par Ingereza — frère et successeur de Toera — éclate dans tout le Menabe et dure jusqu'en 1902.

Les populations du Sud (Antandroy et Mahafale) s'opposent elles aussi à la pénétration française et ne se soumettent qu'en 1904.

Par sa politique de la tache d'huile et après une longue période, Gallieni peut se dire, vers 1904, que l'unification territoriale de l'île est faite. En effet, aucune partie de l'île n'échappe à l'autorité de Tananarive; toutes les régions reconnaissent le pouvoir des colonisateurs. Mais cette unité dans la commune soumission à la France crée une situation nouvelle qui explique les différentes formes d'actions que les Malgaches entreprennent pour améliorer leur sort, voire pour recouvrer leur indépendance.

Un pays uni à travers la soumission à la France et contestant la domination coloniale

L'année 1904 clôt la période dite de « pacification » de l'île. Les réactions malgaches à la conquête ou à la pénétration coloniale se sont toutes soldées par des échecs en 1904. Officiellement, les opérations militaires sont

21. M. Esoavelomandroso, 1981.

22. B. Schlemmer, 1980, p. 109.

terminées, et les différents rouages de la colonisation — rouages administratifs, économiques ou culturels — mis en place par Gallieni, vont pouvoir fonctionner et permettre à la France d'établir son emprise d'une manière définitive. Seulement, cette même année 1904 est aussi le début d'une nouvelle période marquée par les luttes des populations malgaches contre l'oppression coloniale.

De la colonisation à l'éveil du mouvement national

Pour le Malgache, la situation coloniale signifie la perte de la liberté et de la dignité. Même si parfois il trouve quelque continuité entre le XIX^e et le XX^e siècle, il sent et vit comme une agression perpétuelle la présence de l'étranger qui l'exploite et l'opprime, après lui avoir ravi le pouvoir et l'avoir transformé en sujet. La France décide de « civiliser » ce Malgache, de l'« assimiler », donc de l'obliger à devenir un autre homme, en un mot de l'aliéner. Cette tentative de destruction de sa personnalité et les transformations de ses conditions d'existence provoquent chez lui diverses réactions.

Sur le plan administratif, l'entreprise coloniale brise les cadres politiques anciens. En Imerina, Gallieni abolit la monarchie le 28 février 1897, et les privilèges de l'aristocratie le 17 avril; mais ailleurs, il ne supprime pas les différentes dynasties — du moins sur le plan juridique. Au contraire, dans un premier temps, il cherche — comme le lui prescrit le ministère — à combattre l'hégémonie merina et à pratiquer sa « politique des races » expérimentée auparavant au Soudan (Afrique-Occidentale française) et en Indochine. D'anciens souverains ou leurs fils sont alors associés à l'administration en tant que « gouverneurs indigènes » et des « protectorats intérieurs » sont créés dans l'Ouest et le Sud-Ouest, là où se trouvaient des royaumes étendus. Mais le système n'a pas donné satisfaction et, dès 1905, on augmente démesurément le nombre des auxiliaires merina, jugés plus aptes que les autres populations « au progrès et à l'adaptation ». Finalement, Gallieni fait venir des colons français et des ouvriers asiatiques, provoquant ainsi un mouvement important d'aliénation de la population indigène. On étend partout « la synthèse franco-merina de Gallieni avec ses pièces maîtresses, le *fokonolona*, communauté villageoise collectivement responsable et la corvée, codifiée comme “prestations” en 1907 et généralisée entre 1908 et 1915²³ ». Cela entraîne *de facto* l'abandon de la « politique des races », la suppression en 1909 des deux écoles régionales côtières (la troisième étant installée à Tananarive) — Analalava sur la côte Nord-Ouest et Mahanoro sur la côte Est — créées par Gallieni pour être les pépinières des fonctionnaires, et la liquidation des « protectorats intérieurs ». L'uniformisation de l'administration (entre 1927 et 1932, trois réformes tentent de délimiter les circonscriptions); la généralisation en 1902 du *fokonolona* administratif, courroie de transmission du pouvoir; la mise en place d'un système contraignant avec l'institution, en 1901, du « code d'indigénat » — base de la justice administrative qui confond le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif — consacrent l'unification territoriale de Madagascar.

23. J. Fremigacci, 1980, p. 2.

Si pour l'Imerina, ces mesures se situent dans la droite ligne des réformes de Rainilaiarivony, et révèlent une certaine continuité entre le XIX^e et le XX^e siècle, ailleurs, elles représentent autant de ruptures, entraînant des transformations profondes, pas toujours comprises par les Malgaches, et donc combattues par eux.

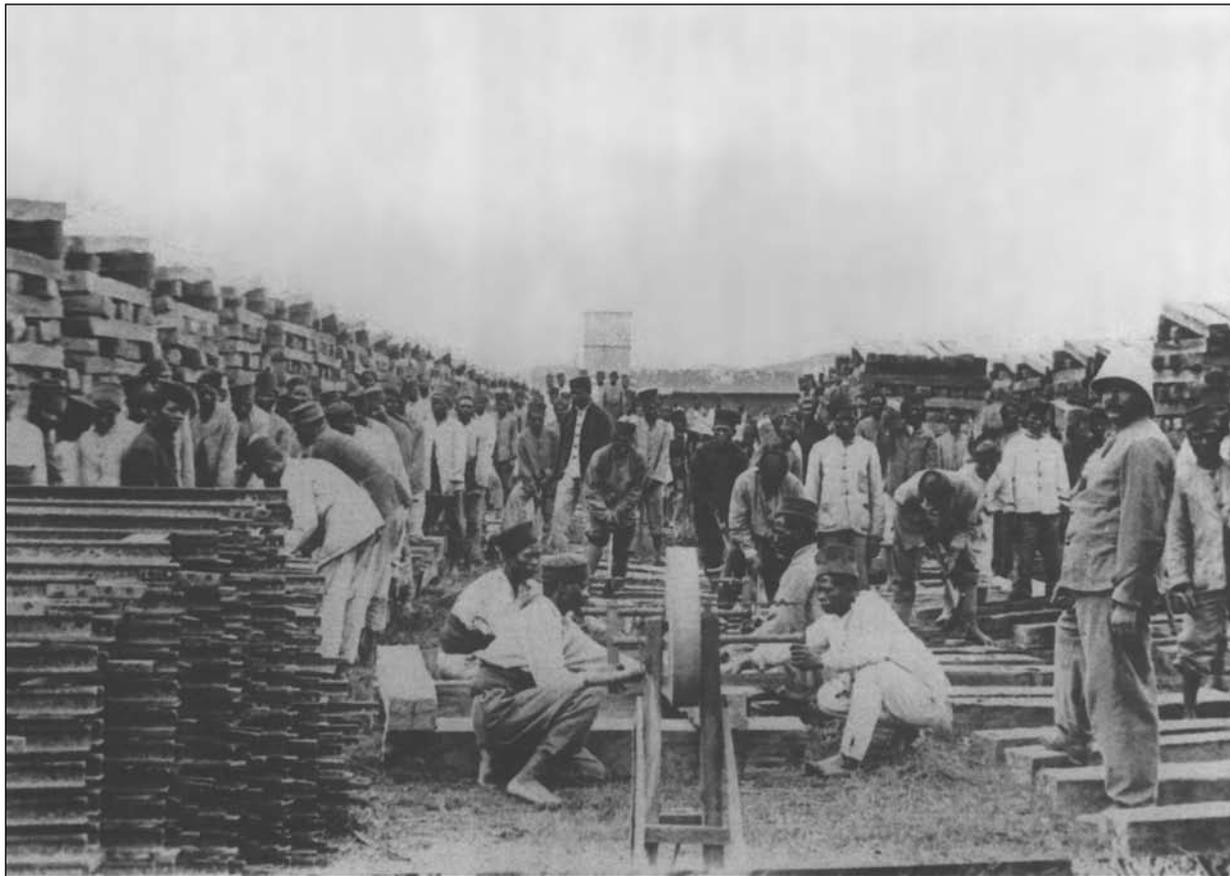
Pour le Malgache, la colonisation signifie aussi l'exploitation économique de Madagascar par la minorité étrangère. Cette prétendue « mise en valeur » de la colonie se heurte très tôt au problème de la main-d'œuvre. Après la réutilisation du *fanompoana* royal méridional et sa généralisation décidées par Gallieni, en 1896 et 1897 — astreignant tout Malgache de sexe masculin, de 16 à 60 ans, à cinquante jours de prestations gratuites par an —, l'Office central du travail chargé de faciliter le recrutement de travailleurs pour les entreprises privées est créé en 1900. Devant la résistance des Malgaches à tout recrutement, l'administration intervient en instituant en 1926 le « Service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général (SMOTIG) » qui oblige les conscrits non retenus par le service militaire à travailler pendant trois ans (durée réduite à deux ans par la suite) sur les chantiers de la colonie (fig. 10.5). Le SMOTIG, perçu par les Malgaches comme un « esclavage déguisé », est durement ressenti non seulement par les recrutés, mais aussi par les travailleurs « volontaires » qui perdent alors leur travail.

Cette oppression coloniale est encore aggravée par la spoliation des terres, distribuées aux colons. Par un décret de 1926, l'État se déclare propriétaire de tous les terrains « vacants et sans maître » non bâtis, ni enclos, ni concédés au jour de la promulgation du décret²⁴. Dès lors, les bonnes terres sont accaparées par l'administration, les colons empiètent sur les réserves indigènes et les Malgaches n'ont plus aucun droit de propriété sur leurs terres ancestrales. La côte Nord-Ouest et la côte Est sont les plus touchées par cet accaparement des terres qui provoque le ressentiment des Malgaches.

Ces mutations économiques et les bouleversements politiques ne manquent pas de provoquer des transformations socioculturelles. Attaquées dans leur essence, les sociétés claniques des régions côtières sont menacées de décomposition ou de déstructuration. La confiscation des meilleures terres, la lourdeur de la fiscalité obligeant des populations entières — comme les Antandroy, dès 1921 — à émigrer vers les plantations de la Réunion et du Nord-Ouest, les déplacements des travailleurs, la diffusion de l'instruction et du christianisme, le départ en France des soldats malgaches pour participer à la première guerre mondiale, l'abolition de l'esclavage et l'abaissement des groupes nobles bouleversent les structures sociales, provoquent l'éclatement de certains clans et bousculent certaines valeurs ou pratiques ancestrales. En Imerina, la multiplication des écoles et le recrutement massif de fonctionnaires locaux dans l'administration subalterne provoquent des déceptions dans les rangs de l'ancienne oligarchie, privée du pouvoir par la conquête, et chez la nouvelle élite formée dans les écoles coloniales, mais qui a « l'impression d'être délibérément écartée des postes de responsabilité par le système colonial²⁵ ».

24. L. Rabearimanana, 1980, p. 58.

25. A. Spacensky, 1970, p. 24.



10.5. *Madagascar: personnel employé à la construction du chemin de fer Tananarive-Tamatave.* [Photo: © Harlingue-Viollet.]

Ainsi l'oppression coloniale — même si ses manifestations varient d'une région à l'autre — touche indistinctement les différentes couches du peuple malgache. Les réactions de ce dernier sont diverses, elles aussi.

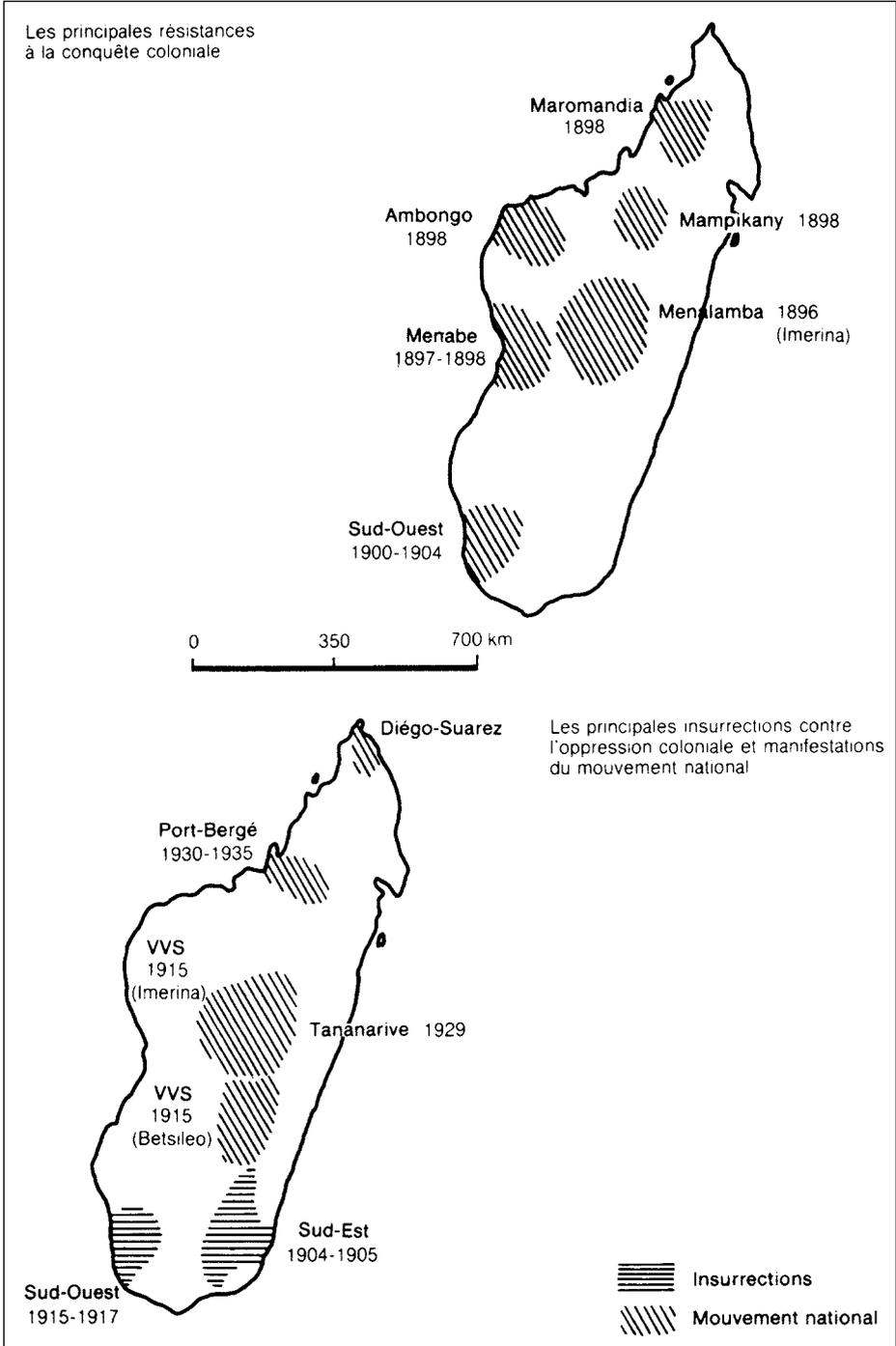
Les premières réactions d'opposition au système colonial

En 1904, au moment où ils considèrent l'occupation terminée, les colonisateurs sont conscients de la précarité de la situation. Leur crainte a été confirmée cette même année par l'insurrection de 1904-1905 dans le Sud-Est. L'insurrection qui éclate en novembre 1904 dans la province de Farangana s'étend très vite vers l'Ouest, grâce à des contacts traditionnels historiques entre les populations de l'Est et les Bara (fig. 10.6). Si les solidarités claniques devant un ennemi commun expliquent l'extension rapide du mouvement, les conditions géographiques (forêts, falaise), elles, rendent compte des difficultés rencontrées par les forces de répression. Les insurgés, conduits par des chefs appartenant aussi bien aux clans bara (comme Befanoha) qu'à ceux du Sud-Est (Mahavelo groupe Masianaka, ou Resohiry de la région de Vangaindrano) ou par des miliciens dissidents (comme le caporal Kotavy), attaquent les postes militaires (Ampanihy, Begogo, Esira) des concessions, assassinant le lieutenant Conchon (propriétaire de *L'Émeraude*). Des tirailleurs désertent leurs postes (Tsivory, Bekitro) ou entrent en rébellion (Antanimora).

Gallieni explique l'insurrection par la mentalité de la population locale, à l'« humeur belliqueuse » et ayant « une conception séduisante du désordre et de la rapine », et Augagneur — son successeur — par les « excès de l'administration » (augmentation des impôts, abus dans la perception, tyrannie des chefs de poste ou des colons isolés...). Ces explications sont insuffisantes, car elles passent sous silence un aspect essentiel de l'insurrection (lutte pour recouvrer la liberté) et la capacité d'organisation des insurgés qui se sont attaqués à tous ceux qui représentent l'administration coloniale (l'occupant français comme le fonctionnaire ou l'instituteur malgache). Concluant son étude sur le mouvement de 1904, Jacob écrit qu'« il a, incontestablement, une double signification : combat pour l'indépendance et lutte contre l'exploitation coloniale²⁶ ». La répression de cette première révolte contre l'oppression administrative oblige les Malgaches à adopter d'autres formes de lutte.

La résistance passive est l'une des formes de la contestation coloniale la plus répandue : refus de se conformer aux ordres, à tout ce qui est considéré comme « civilisation » mais étroitement lié à la colonisation, à la présence étrangère ; refus d'envoyer les enfants à l'école, considérée dans certains milieux comme une simple « corvée coloniale » ; refus de rester dans les villages créés le long des routes pour regrouper les populations dans le Sud... Ces refus ne représentent aucun danger aux yeux du colonisateur qui, depuis 1905, pense que la paix est enfin établie à Madagascar. Mais voici qu'en 1915 la révolte des *sadiavahe* [surnom donné aux insurgés] éclate dans le

26. G. Jacob, 1979, p. 17.



10.6. Résistance, insurrection et nationalisme à Madagascar, 1896-1935.

Sud-Ouest, et la police découvre à Tananarive l'existence d'une société secrète — *Vy, Vato, Sakelika* ou *vvs* [Fer, Pierre, Ramification] (fig. 10.6).

Le mouvement *sadiavahe* (1915-1917) est une révolte armée paysanne qui éclate à Ampotaka, sur la rive gauche du fleuve Menarandra, au début de février 1915, et s'étend très vite dans les districts d'Ampanihy et de Tsihombe²⁷. Les *sadiavahe* volent des bœufs, attaquent des villages, coupent les fils télégraphiques, et vivent dans des repaires éloignés des postes contrôlés par l'administration. Ils s'organisent en bandes de dix à quarante membres au maximum, extrêmement mobiles, et sillonnent une grande partie du Sud. La pauvreté quasi chronique, en raison des pluies rares, mais violentes, dans laquelle vit la population, l'institution de l'impôt sur les bœufs, les répercussions de la première guerre mondiale (mobilisation de réservistes et augmentation des taxes, difficultés de ravitaillement, insuffisance de numéraire pour régler les impôts) expliquent pourquoi des villages entiers aident, ouvertement ou non, les *sadiavahe*.

À Tananarive sept étudiants de l'École de médecine, seul établissement préparant au diplôme le plus élevé alors accessible aux Malgaches, créent la *vvs*, en juillet 1913, juste après la publication d'une série d'articles écrits par le pasteur Ravelojaona, et intitulés « Le Japon et les Japonais »²⁸. L'élite malgache prend pour modèle ce Japon où se marient si bien modernisme et tradition. Employés de commerce et instituteurs rejoignent les étudiants. L'anticléricisme d'Augagneur (gouverneur général de 1905 à 1910) et la lutte menée contre les missions redonnent une nouvelle vigueur à la *Tranozozoro* dont les pasteurs revendiquent aussi bien dans leurs sermons que dans leurs écrits « une église libre dans un pays libre²⁹ ». Contre l'athéisme français, contre la « fausse francisation », « l'intelligentsia affirme comme tradition nationale un protestantisme que ses structures démocratiques pouvaient transformer en refuge de la résistance³⁰ » et prend conscience de l'originalité malgache (renaissance littéraire, remise en honneur de certaines périodes du passé national, réutilisation de rites d'initiation anciens pour entrer dans la société secrète). Bien que clandestine, la *vvs* s'exprime ouvertement dans des journaux en appelant les Malgaches à se sacrifier pour leur patrie afin que celle-ci avance, progresse et vive dans la liberté et la dignité. Cette société secrète, porteuse d'un projet national, ne peut être tolérée par l'administration, surtout en période de guerre. La répression, très dure (condamnation aux travaux forcés, déportation au camp de Nosy Lava, interdiction des journaux dont les rédacteurs étaient impliqués dans l'affaire, renvoi de la fonction publique, remaniement des programmes scolaires avec suppression de l'histoire — discipline qui véhicule des idées trop spéculatives de liberté et d'égalité —, place plus grande accordée au français, revalorisation des dialectes locaux pour amoindrir l'influence du dialecte merina imposé quelques années auparavant comme langue nationale...), montre combien

27. F. Esoavelomandroso, 1975, p. 139-169.

28. F. Esoavelomandroso, 1981, p. 100-111.

29. S. Ayache et C. Richard, 1978, p. 176.

30. J. Fremigacci, 1980, p. 11.

les colonisateurs ont pris conscience de l'éveil d'un nationalisme dont ils craignent les conséquences au sein de l'élite. Le résultat de cette répression est d'amener les Malgaches à renoncer à l'action clandestine. Ils passent alors ouvertement à la revendication politique par des campagnes de presse, par la constitution de syndicats...

Les luttes pour recouvrer la dignité

La décennie qui suit la première guerre mondiale est importante dans l'évolution d'une prise de conscience au niveau du pays dans la préparation et la consolidation d'un mouvement national. Le retour à Madagascar des anciens combattants amorce ce tournant décisif dans l'histoire malgache.

Les combattants, auréolés de gloire et convaincus d'avoir servi la France au même titre que les Français, revendiquent les droits dont bénéficient ces derniers. Bon nombre de leurs compatriotes les appuient. Devant l'attitude des journaux et de la Chambre de commerce, opposés à une naturalisation en masse, ils arrivent à distinguer deux France : l'une lointaine mais généreuse, et l'autre présente mais injuste. Aussi entament-ils sous la direction de Ralaimongo une longue lutte pour l'obtention de la citoyenneté française.

Ralaimongo (1884-1942), successivement instituteur protestant, employé de commerce, étudiant à Paris, ancien combattant, socialiste franc-maçon, est le véritable fondateur du mouvement national. Les milieux qu'il a fréquentés à Paris (pacifistes, socialistes, radicaux, et surtout les hommes de la Ligue des droits de l'homme) ont exercé sur lui une profonde influence. De retour à Madagascar, en 1922, il s'installe à Diego-Suarez, terrain de propagande idéal grâce à la présence des ouvriers de l'arsenal et à la complexité des problèmes de terres dans la plaine de la Mahavavy et la région d'Antalaha. Jusqu'en mai 1929, c'est Diego-Suarez et non Tananarive qui est le pôle d'impulsion du mouvement national qui, au-delà de la lutte pour l'égalité des droits, dénonce les abus intolérables du système colonial : « vol de terres » dans le Nord-Ouest et autour du lac Alaotra, absence de libertés, despotisme et arbitraire administratif, ségrégation raciale dans la lutte contre la peste apparue à Tamatave et sur les hautes terres, en 1921. L'originalité de l'action de Ralaimongo apparaît dans la nouveauté de ses méthodes. La lutte ouverte contre le système colonial est placée sous le signe de la légalité et de la légitimité, en avançant qu'à Madagascar, déclarée colonie française par la loi d'annexion du 6 août 1896, toutes les lois françaises devraient être appliquées. L'action auprès du milieu commerçant, plus dynamique que celui des fonctionnaires craignant la répression administrative, porte ses fruits : les commerçants, plus particulièrement ceux de la capitale, financent le mouvement.

Le groupe de Ralaimongo, étoffé par Ravoahangy — un ancien de la vvs — par Emmanuel Razafindrakoto, Abraham Razafy (secrétaire de la section SFIO de Tananarive) et Jules Ranaivo, reçoit l'adhésion de plusieurs Européens de gauche tels l'avocat Albertini, Dussac, Planque et Vittori. Pour présenter et défendre les thèmes de leurs revendications, ils publient à partir de 1927 deux journaux : *L'opinion* à Diego-Suarez et *L'aurore malgache* à Tananarive, qui ont dû subir des tracasseries administratives de toutes sortes. Sur le plan politique,

ils réclament « la gestion des intérêts généraux du pays par un Conseil général à pouvoirs étendus », la suppression du gouvernement général, et la représentation de Madagascar au sein du gouvernement français³¹.

Parallèlement à l'action du groupe Ralaimongo rebondit l'agitation religieuse du culte *Tranzozoro*. De nouvelles contestations entre fidèles malgaches et pasteurs européens se terminent en 1929 par un arrêt du Conseil du contentieux reconnaissant la mission indigène de *Tranzozoro*. Dès lors, sous couvert d'un mouvement d'indépendance religieuse, la secte se livre à des menées autonomistes, ses principaux dirigeants étant des adeptes de Ralaimongo et de Dussac.

Ayant mis sur pied la « Pétition des indigènes de Madagascar » réclamant la citoyenneté française, la suppression du régime de l'indigénat, l'application de l'œuvre sociale et culturelle de la III^e République avec Ralaimongo et Ravoahangy, Dussac arrive à Tananarive en mai 1929 pour expliquer les buts de la pétition. Une conférence prévue pour le 19 mai, mais interdite aux « sujets malgaches », se transforme en un défilé dans les rues de Tananarive où des milliers de participants scandent des slogans séditionnels : « Vive la Liberté ! Droit de réunion ! À bas l'indigénat ! » Cette première manifestation de masse marque une étape décisive dans l'évolution du mouvement nationaliste (fig. 10.6). Le 19 mai 1929 représente à la fois l'aboutissement de la lutte pour l'égalité et le point de départ de la revendication de l'indépendance. Il marque aussi le début d'un véritable militantisme politique (campagnes de propagande, création de cellules ou de partis politiques, presse abondante et variée). Ralaimongo, exilé à Port Bergé, pousse les paysans vers une résistance de type gandhiste. En 1931, il formule ouvertement l'idée d'indépendance, réponse au discours de Paul Reynaud, ministre des colonies, qui rejette la thèse de la naturalisation en masse. Dans *L'opinion* du 20 juillet 1934, Ravoahangy évoque le « droit naturel et imprescriptible de constituer une nation libre et indépendante ». De nouveaux journaux, dont le nationalisme est avoué, paraissent dès 1935 : *Ni firenena malaqasy* [La nation malgache], *Ny rariny* [La justice] ne cessent de clamer que Madagascar doit être libre. Mais le mouvement est en perte de vitesse. En effet, « les commerçants frappés par la crise économique ont retiré leur soutien [...] Les fonctionnaires ont peur de se compromettre et de perdre leur place. Les pasteurs sont gênés par l'évolution politique et se replient sur leurs temples. Enfin, la bourgeoisie malgache, dans son ensemble, est terriblement attentiste et préfère le bénéfice direct et individuel de la citoyenneté française³² ». Il faut le Front populaire pour relancer le mouvement.

Conclusion

Les résistances armées, mais dispersées et non coordonnées, des populations malgaches à la conquête n'ont pas empêché l'établissement du système

31. A. Spacensky, 1970, p. 30.

32. F. Koerner, 1968, p. 18.

colonial. Mais la logique coloniale et le traumatisme des Malgaches menacés de perdre leur personnalité poussent ces derniers à recourir à plusieurs formes de lutte pour recouvrer leur dignité. Les combats contre l'oppression coloniale ont favorisé l'éclosion et l'affermissement du mouvement national même si, en 1935 comme en 1940, trop de divisions (régionales, religieuses, sociales) empêchent une prise de conscience nette du fait colonial et expliquent la position, apparemment solide, de l'administration.

Madagascar¹

À Madagascar, la colonisation française s'était heurtée d'emblée à une résistance organisée, et certaines régions du Sud n'avaient rendu les armes qu'au bout d'une dizaine d'années. Avant même la première guerre mondiale, s'était créée à Tananarive (Antananarivo) une société secrète nationaliste, la VVS, initiales des mots malgaches *vi, vato, sakelika* [fer, pierre, ramifications]². Dans l'entre-deux-guerres, la lutte du mouvement national consista principalement à réclamer l'égalité des droits entre les sujets malgaches et les citoyens français. Les Français étaient disposés à accorder la pleine citoyenneté à certains Malgaches bien plus généreusement qu'il n'était alors de règle dans les colonies britanniques voisines sur le continent africain. Mais cette politique d'assimilation française, si elle réussit momentanément à créer une élite malgache docile et collaboratrice, se révéla infructueuse en tant que stratégie à long terme, comme le prouve le fait que la VVS a survécu et s'est transformée après la seconde guerre mondiale, à l'instar d'autres associations secrètes, en une structure politiquement beaucoup plus solide. En fait, le colonialisme français à Madagascar suscita, dans la population locale, un nationalisme culturel que seul peut-être égala en intensité, dans les territoires sous domination britannique du continent africain, celui des insurgés mau-mau du Kenya. Mais les Français ne furent pas les seuls artisans de ce jaillissement nationaliste; à leur insu, ils prolongeaient la renaissance culturelle qu'avait connue Madagascar au XIX^e siècle (voir à ce sujet le chapitre 10 du volume VII). Ce fut toutefois la seconde guerre mondiale qui permit la convergence du nationalisme de l'élite et du mécontentement populaire.

Il y eut à cela diverses raisons. Le conflit mondial fut une expérience traumatisante dont les effets se firent sentir dans toutes les colonies européennes en Afrique, mais qui se trouvèrent exacerbés à Madagascar par l'humiliation de la défaite. En 1940, l'administration française de l'île se rallia au régime de Vichy et Madagascar devint aussitôt un objectif pour les Britanniques et les forces de la France libre. En 1942, elle fut envahie et, bien que le poste de gouverneur général eût été confié à une personnalité choisie par de Gaulle, les forces britanniques demeurèrent dans l'île jusqu'en 1946, ce qui porta un grave préjudice au prestige colonial de la France. De surcroît pour l'habitant moyen de l'île, il y avait un abîme entre les dures réalités de la vie quotidienne et les grands discours qui marquèrent la période d'après Vichy. Toutes les colonies européennes en Afrique

1. Cette section est le fruit d'une collaboration entre M. Twaddle et L. Rabearimanana; les vues qu'elle exprime sont essentiellement celles de L. Rabearimanana et s'inspirent principalement des études de J. Tronchon, 1983; L. Rabearimanana, 1980*a* et *b*; R. Litalien, 1975; C. Cadoux, 1969; P. Boiteau, 1982; A. Spacensky, 1970; R. W. Rabemananjara, 1952.

2. *Vi, vato*, c'est-à-dire fer, pierre, symboles de la pureté et de la fermeté que les fondateurs de l'organisation voulaient donner à celle-ci. La société était en outre ramifiée en *sakelika*, c'est-à-dire en branches ou en sections, d'où le sigle VVS. Voir A. A. Boahen (dir. publ.), 1987, p. 268.

souffrirent, pendant la seconde guerre mondiale, d'une pénurie des produits d'importation et de l'inflation qui en résulta mais, de par sa situation d'île occupée après 1942, Madagascar connut en outre des problèmes de devises étrangères. En 1943-1944, l'île fut en proie à une grave famine. Le riz, produit alimentaire de base, atteignit des prix vertigineux. L'Office du riz devint extrêmement impopulaire, certains agriculteurs devant déboursier des sommes énormes pour racheter ce qu'ils avaient eux-mêmes produit et précédemment vendu à des cours nettement inférieurs. Alors même que l'on parlait beaucoup, après la Charte de l'Atlantique de 1941 et la conférence de Brazzaville de 1944, d'améliorer le sort des colonies, les dirigeants nationalistes malgaches de l'après-guerre n'eurent aucun mal à se faire entendre lorsqu'ils affirmaient que « la colonisation n'était qu'une exploitation³ ».

Il est vrai qu'au lendemain du conflit, le système haï de l'indigénat et du travail obligatoire fut aboli et que Madagascar, comme d'autres colonies françaises, se vit accorder une représentation politique à Paris. À cet égard, les Français se montrèrent bien plus généreux que leurs homologues britanniques en Afrique orientale (il est difficile d'imaginer Jomo Kenyatta, par exemple, élu à cette époque représentant parlementaire du Kenya à Londres !). Mais, s'ils étaient disposés à aller encore plus loin dans le droit fil des traditions généreuses de la « plus grande France », au-delà d'un certain point et dès lors qu'il était question d'indépendance, les Français de la métropole devenaient beaucoup plus intransigeants que les Britanniques, qui avaient déjà accepté cette idée d'autonomie. Or, c'est l'indépendance que les délégués malgaches au Parlement français exigèrent après la seconde guerre mondiale. L'accord Sainteny-Hô Chi Minh de mars 1946 qui reconnaissait « la République démocratique du Viet Nam comme un État libre, ayant son gouvernement, son Parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération d'Indochine au sein de l'Union française », incita les deux députés malgaches à Paris à déposer une proposition de loi visant à faire aussi de Madagascar « un État libre au sein de l'Union française ayant son gouvernement, son Parlement, son armée, ses finances⁴ ».

Cette proposition de loi fut aussitôt taxée d'« anticonstitutionnelle » et sombra dans l'oubli avec la dissolution de la première Assemblée constituante. Mais elle créa un précédent et donna aussi l'occasion d'illustrer l'intransigeance des Français, ce qui convainquit de nombreux nationalistes malgaches que toutes les réformes de l'immédiat après-guerre n'étaient que poudre aux yeux : « L'Union française n'était donc qu'un "replâtrage" de l'empire colonial français⁵. »

Le contexte local et la situation internationale issue de la seconde guerre mondiale concoururent donc l'un et l'autre à intensifier les revendications nationalistes : à partir de 1945 et jusqu'en 1960, les nationalistes luttèrent

3. Cité par J. Tronchon, 1983, p. 125.

4. N. Hesceltine, 1971, p. 174; J. Tronchon, 1983, p. 127.

5. J. Tronchon, 1983, p. 129.

pour l'obtention de l'indépendance. Cette aspiration n'était pas le seul fait des militants politiques de Tananarive ou d'autres villes, elle gagna aussi bien le centre du pays que les régions côtières, les couches sociales aisées que les milieux populaires. Elle s'exprimait surtout dans le cadre d'un parti, le Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM). Ce parti était né à Paris, en février 1946, sous l'impulsion des deux députés élus à l'Assemblée nationale française en 1945 par le second collègue, c'est-à-dire par les électeurs autochtones de Madagascar, dans le cadre d'un suffrage restreint. Mais il se répandit rapidement dans tout Madagascar, dans les villes comme dans les campagnes et dans tous les milieux sociaux. Ce succès est surtout dû au fait qu'il présentait son programme comme pouvant être immédiatement réalisé. Cependant, il se produisit peu à peu un divorce entre la base et le sommet du MDRM dans la mesure où les députés parlaient d'un État libre au sein de l'Union française. Cette situation entraîna l'adhésion de certains de ses militants aux sociétés secrètes : le Jiny⁶ et le PANAMA (Parti national malgache) qui étaient organisés par les nationalistes, persuadés que la France n'accorderait pas facilement l'indépendance et qu'il faudrait la gagner par la force des armes. Le MDRM n'en obtint pas moins un succès électoral croissant dans tout le pays, ce qui ne laissa pas d'inquiéter les notables des régions côtières attachés à la France et au régime existant. Ils fondèrent, en juillet 1946, le Parti des déshérités de Madagascar (PADESM).

Le PADESM recrutait ses membres parmi les notables de la côte et s'opposait très vigoureusement au MDRM. Assimilant volontairement le MDRM aux Hova, c'est-à-dire essentiellement aux habitants de la région de Tananarive, le PADESM s'adressait aux dix-sept autres ethnies de Madagascar, qui lui fournissaient ses militants. L'administration française, inquiète de la montée du nationalisme malgache tel que l'incarnait le MDRM, s'empressa de soutenir activement le PADESM.

Dès la fin de l'année 1946, après l'élection à l'assemblée législative de trois députés issus du MDRM, la répression s'abattit sur ce parti. La diffusion de ses journaux fut entravée, ses militants et dirigeants furent arrêtés sous les prétextes les plus fallacieux. Se jetant eux aussi dans la mêlée, les colons français des régions côtières maltraitèrent les travailleurs affiliés au MDRM et n'hésitèrent pas à molester les dirigeants locaux du parti. Les élections provinciales de janvier-février 1947 se déroulèrent ainsi dans une ambiance survoltée. La tension fut encore aggravée par les interventions de l'administration coloniale dans les opérations. Malgré cela, la majeure partie des conseillers provinciaux élus provint du MDRM. Dès lors, les conflits entre tendances politiques divergentes s'exacerbèrent. Les rumeurs faisant état d'une insurrection imminente se multiplièrent. Quand celle-ci éclata effectivement, le 29 mars 1947, l'administration française ainsi que l'opinion publique malgache n'en furent qu'à moitié surprises.

Le 29 mars 1947, des soulèvements éclatèrent dans l'est de l'île, à Moramanga, à Manakara et ailleurs... Mais l'action fut désamorcée dans des

6. Le *jiny* est un oiseau nocturne. En prenant ce nom, cette société secrète formée pendant la guerre marquait clairement sa volonté de tromper la surveillance des autorités politiques.

villes comme Tananarive, Fianarantsoa, Diégo-Suarez (Antseranana). Dans la région de la falaise orientale en revanche, l'insurrection fit rapidement tache d'huile. Jusqu'en juillet 1947, les insurgés gagnèrent du terrain et maîtrisèrent une grande partie du pays tanala et bezzabozano. Cependant, en raison des difficultés de liaison entre eux et de l'encercllement dont ils étaient victimes, ils furent obligés de se cantonner sur une position défensive à partir du mois d'août. L'insurrection fut finalement réprimée par les troupes coloniales françaises en novembre 1948.

Les causes du soulèvement de 1947 étaient multiples : il y avait, certes, les épreuves de la guerre qui non seulement accrurent les souffrances du peuple mais convainquirent également les nationalistes malgaches qu'ils pouvaient revendiquer l'indépendance et l'obtenir grâce à une aide étrangère, britannique ou américaine notamment⁷. Mais il y avait surtout la montée irrésistible de l'aspiration à l'indépendance chez un nombre toujours croissant de Malgaches au lendemain de la guerre et leur adhésion au MDRM.

Le succès politique remporté par ce parti et l'inquiétude qu'il suscita dans l'administration coloniale française furent tels que, dès le début de l'insurrection, les dirigeants du territoire lui imputèrent la responsabilité des événements. Cette conviction était partagée par les colons français ainsi que par le PADESM. Les habitants de la région de Tananarive, les Hova, étaient également accusés d'être les instigateurs de l'insurrection : ils étaient les seuls, faisait-on valoir, à la vouloir vraiment, et l'ont exploitée afin de s'emparer du pouvoir. Autant d'allégations qui faisaient fi de la réalité et ignoraient l'aspiration des Malgaches de toutes origines sociales et ethniques à l'indépendance. Parmi les colons blancs, beaucoup entreprirent de faire justice eux-mêmes dans les campagnes. Pourtant, dès que l'insurrection éclata, les députés du MDRM dégagèrent leur responsabilité de la préparation comme du déclenchement des troubles. De même, les journaux nationalistes défendirent les Hova et rappelèrent que ces derniers avaient toujours été des auxiliaires de la colonisation. En outre, ils s'empressèrent de déclarer l'attachement des Malgaches à la civilisation française⁸.

La répression s'abattit sur tout le pays dès le lendemain du déclenchement de l'insurrection : les dirigeants et même de simples militants du MDRM furent arrêtés, le parti fut dissous le 10 mai 1947. De surcroît, tous les autres partis (y compris le PADESM) furent interdits. Des tribunaux siégèrent dans toute l'île. Le procès de Tananarive de novembre 1948, le plus célèbre, prononça six condamnations à mort, dont deux frappèrent les députés MDRM Joseph Raseta et Joseph Ravoahangy, et plusieurs condamnations aux travaux forcés à perpétuité.

Quels étaient les véritables instigateurs de l'insurrection ? L'administration coloniale, les colons français et les membres du PADESM étaient convaincus de la responsabilité du MDRM. Pour les membres de ce parti et

7. J. Tronchon évoque longuement les causes de l'insurrection. La thèse (non publiée) de C. Guérin du Marteray sur les causes lointaines de l'insurrection (Nice, 1977) éclaire aussi sur le caractère insupportable de l'exploitation coloniale à Madagascar.

8. L. Rabearimanana, 1980a, p. 143.

ses partisans français en métropole, les événements de 1947 et 1948 avaient été délibérément provoqués par une administration coloniale décidée à tout mettre en œuvre pour anéantir ce parti gênant. En revanche, pour les acteurs mêmes de l'insurrection, dont l'historien Jacques Tronchon a exposé la thèse, il s'agissait d'un mouvement nationaliste authentique né de la volonté de certains Malgaches déterminés à chasser de l'île le colonisateur français — des Malgaches persuadés en outre que seule la lutte armée leur permettrait de parvenir à cette fin.

Il est couramment admis que le nationalisme fut écrasé dans l'île par cette répression colonialiste, qui fit près de 100 000 victimes parmi les Malgaches⁹, mais cela n'est pas exact. L'insurrection de 1947 s'est certes soldée par un échec cuisant, mais les nationalistes malgaches ne s'avouèrent pas vaincus. Même entre 1948 et 1956, alors que la répression était particulièrement sévère, le désir d'indépendance ne s'éteignit pas. Il se manifestait principalement dans les journaux de la capitale qui publièrent des articles exigeant le statut souhaité et l'amnistie pour les nombreuses victimes de la répression.

Peu nombreuses au lendemain de l'insurrection, les voix revendiquant le statut d'État libre se multiplièrent au fur et à mesure que la situation politique locale se calmait et que la répression se faisait moins rigoureuse. Les déboires de la France dans d'autres contrées de l'Union française, au Viet Nam et en Afrique du Nord notamment, contribuèrent aussi à enhardir les nationalistes malgaches. Le soutien le plus spectaculaire apporté à la cause du nationalisme malgache a certainement été celui de la hiérarchie catholique qui, en novembre 1953, reconnaissait officiellement la légitimité des revendications d'indépendance du peuple malgache. Cette déclaration fut suivie d'un soutien concret au mouvement nationaliste, soutien accordé à ses éléments modérés afin de déjouer les menées des sympathisants communistes. À partir de là, le parcours du mouvement nationaliste devint de plus en plus erratique. Il n'existait aucune structure de rassemblement et des rivalités de personnes, plus que des divergences idéologiques, divisaient les courants politiques. La situation changea cependant en 1956 avec l'issue de la guerre au Viet Nam, le début de la lutte de libération nationale en Algérie, l'écho de la conférence de Bandung de 1955 et l'avènement des socialistes au pouvoir en France. Sous l'effet de la loi-cadre adoptée en 1956, modifiant le statut des colonies françaises, un certain nombre de partis politiques furent créés à l'échelon local.

Parmi les partis modérés qui virent le jour à cette époque, émergea le Parti social-démocrate (PSD) fondé à Majunga, en décembre 1956, par Philibert Tsiranana et André Resampa. Implanté d'abord dans l'ouest et le nord du pays, le PSD couvrit bientôt toute l'île de ses sections grâce à la bienveillance d'une administration prête à aider un parti issu de l'aile gauche du PADESM, qui se satisfaisait des réformes institutionnelles apportées par la loi-cadre. Quant à l'Union démocrate et sociale de Madagascar (UDSM)

9. Chiffre donné par le haut commissaire de Chévigéné lors d'une conférence de presse en 1949.

d'Antoine Zafimahova, dont l'audience s'étendait au sud-est de l'île et à la région de Fianarantsoa, c'était un parti très modéré dans ses revendications politiques et qui insistait surtout sur les réalisations sociales nécessaires aux régions côtières.

L'échiquier politique était particulièrement vaste à Madagascar entre 1956 et 1960. Les rivalités entre partis n'en étaient que plus violentes et les campagnes électorales plus passionnées. La reconstitution en 1958, par le père R. Andrianamanjato, d'un parti extrêmement radical, l'AKFM (Ankotonny Kongreiny Fahaleovantenan Madagasikara, Parti du congrès de l'indépendance), accrut encore l'ardeur militante pendant cette période¹⁰. Les autorités coloniales locales ne cessèrent de proclamer leur non-intervention dans les élections. Mais, partout, des irrégularités furent commises par les membres subalternes de l'administration tandis que des menaces d'excommunication étaient proférées à l'encontre de ceux qui voteraient pour les communistes. Malgré cela, les nationalistes remportèrent la majorité des sièges dans quelques communes : Tananarive, Tamatave (Toamasina), Diégo-Suarez, Tuléar (Toliary). En revanche, aux élections provinciales de mars 1957, ils enregistrèrent un recul ; imputable à l'administration coloniale française, aux autorités religieuses et aux colons blancs, cette défaite était aussi due aux rivalités entre nationalistes.

Lorsqu'en septembre 1958, le général de Gaulle organisa un référendum sur le maintien ou non de Madagascar dans la Communauté française, ce fut le oui qui triompha. Le non était majoritaire dans la capitale et obtint des suffrages honorables à Tamatave et à Diégo-Suarez. Mais les pressions de l'administration française et des dirigeants modérés étaient telles que les partisans d'une véritable indépendance furent vaincus. En juin 1960, quand Madagascar devint enfin indépendante, le grand vainqueur était le Parti social-démocrate de Philibert Tsiranana. Ceux qui avaient milité pour une « véritable indépendance » se trouvèrent relégués dans les partis d'opposition, dont l'AKFM et le Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar¹¹.

Une évaluation correcte du combat pour la souveraineté politique de Madagascar implique que l'on fasse intervenir un modèle d'analyse permettant d'examiner les points forts et les points faibles du nationalisme malgache et du colonialisme français, mais aussi de rendre compte de façon intelligente de leurs interactions successives. Certaines initiatives utiles ont déjà été prises dans ce sens¹², mais il y a encore beaucoup à faire en ce qui concerne tant Madagascar que les régions proches du continent africain et les îles voisines.

10. Dans l'entre-deux-guerres, l'AKFM était affilié au Parti communiste français, il fut interdit en même temps que ce dernier lors de la seconde guerre mondiale. Bien que révolutionnaire, l'AKFM de 1958 essayait de ne pas passer pour marxiste. Voir V. M. Thompson et R. Adloff, 1965, p. 87 et p. 105.

11. Ce parti fut fondé en novembre 1958 par Monja Jaona. D'abord implanté dans le Sud, il s'étendit par la suite dans tout le pays.

12. Outre les sources déjà citées, il faut signaler les recherches effectuées à l'Université d'Antananarivo sur la société secrète Jiny ; voir aussi R. Archer, s. d.

Tableau 15.1. Gouvernements des États africains, 1962-1982

Pays	Nom colonial	Date d'indépendance	Capitale	Chefs depuis l'indépendance	Coups d'État
Algérie	Algérie	1962	Alger	Ahmed Ben Bella, 1962-1965 Colonel Houari Boumediene, 1965-1978 Chadli Bendjedid, 1978-1992 Mohammed Boudiaf, 1992 ‘Ali Kafi, 1992-	1965
Afrique du Sud	Union sud-africaine (1910-1961)	1910	Pretoria (administrative) Le Cap (législative)	Jan Smuts, 1939-1948 D. F. Malan, 1948-1954 J. G. Strijdom, 1954-1958 Hendrik Verwoerd, 1958-1966 B. J. Vorster, 1966-1978 P. W Botha, 1978-1989 F. W. De Klerk, 1989-	
Angola	Angola	1975	Luanda	D ^r Agostinho Neto, 1975-1979 José Eduardo Dos Santos, 1979-	
Bénin	Dahomey	1960	Porto-Novo (officiellement) Cotonou (en fait)	Hubert Maga, 1960-1963 Général Christophe Soglo, 1963-1964 Sourou-Migan Apithy (président), Justin Ahomadegbe (vice-président), 1964-1965 Tahirou Congacou, 1965 Général Christophe Soglo, 1965-1967 Lieutenant-colonel Alphonse Alley (président), 1967-1968 D ^r Émile Zinsou, 1968-1969 Commandant Kouandete, 1969 Hubert Maga, 1970 Sourou-Migan Apithy, 1971	1963 1965 1965 1967 1969

				Justin Ahomadegbe, 1972 Commandant (puis colonel) Matthieu Kerekou, 1972-1991 Nicéphore Soglo, 1991-	
Botswana	Bechuanaland	1966	Gaborone	Sir Seretse Khama, 1966-1980 D ^r Quett Masire, 1980-	
Burkina Faso	Haute-Volta	1960	Ouagadougou	Maurice Yameogo, 1960-1966 Lieutenant-colonel (puis général) Sangoulé Lamizana, 1966-1980 Colonel Saye Zerbo, 1980-1982 Commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, 1982-1983 Capitaine Thomas Sankara, 1983-1987 Capitaine Blaise Compaoré, 1987-	1966 1980 1982 1983 1987
Burundi	Partie du Ruanda-Urundi	1962	Bujumbura	Mwami Mwambutsa IV, 1962-1965 Colonel Michel Micombero, 1966-1976 Lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza, 1976-1987 Commandant Pierre Buyoya, 1987-	1966 1976 1987
Cameroun	Cameroun français et Cameroun britannique	1960	Yaoundé	Ahmadou Ahidjo, 1960-1982 Paul Biya, 1982-	
Cap-Vert	Îles du Cap-Vert	1975	Praia	Aristides Pereira, 1975-1991 Antonio Mascarenhas Monteiro, 1991-	
Comores	Comores	1975	Moroni	Ahmed Abdallah, 1975 Alī Soilih, 1975-1978 Ahmed Abdallah et Mohammed Ahmed (co-président), 1978-1989 Said Mohammed Djohar, 1989-	1975 1978
Congo	Congo	1960	Brazzaville	Abbé Fulbert Youlou, 1960-1963 Alphonse Massemba-Debat, 1963-1968 Capitaine (puis commandant) Marien Ngouabi, 1968-1977 Colonel Joachim Yhombi-Opango, 1977-1979 Colonel (puis général) Denis Sassou-Nguesso, 1979-1991 Général Denis Sassou-Nguesso (président), 1991-1992 Premier ministre: André Milongo, 1991-1992 Pascal Lissouba (président), 1992-	1968

Pays	Nom colonial	Date d'indépendance	Capitale	Chefs depuis l'indépendance	Coups d'État
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	1960	Abidjan	Félix Houphouët-Boigny, 1960-	
Djibouti	Somalie française (Territoire français des Afars et des Issas)	1977	Djibouti	Hassan Gouled, 1977 Hassan Gouled Aptidon, 1977-	
Égypte	Égypte	1922	Le Caire	Roi Fārūq, 1937-1952 Général Muḥammad Naguib, 1952-1954 Lieutenant-colonel Gamāl 'Abd al-Nasser, 1954-1970 Muḥammad Anwar al-Sādāt, 1970-1981 Hosni Moubarak, 1981-	1952
Éthiopie	Éthiopie	Depuis l'Antiquité	Addis-Abeba	Empereur Haïlé Sélassié, 1932-1974 Général Aman Andom, 1974 Général Teferi Bante, 1974-1977 Lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam, 1977-1991 Ato Meles Zenawi, 1991-	1974
Gabon	Gabon	1960	Libreville	Léon Mba, 1960-1967 Albert-Bernard (puis Omar) Bongo, 1967-	
Gambie	Gambie	1965	Banjul	Sir Dawda Kairaba Jawara, 1965-	
Ghana	Gold Coast (Côte-de-l'Or)	1957	Accra	Kwame Nkrumah, 1957-1966 Lieutenant-général J. A. Ankrah, 1966-1969 Général A. A. Afrifa, 1969 D ^r Kofi Busia, 1969-1972 Colonel (puis général) I. K. Acheampong, 1972-1978 Général Frederick Akuffo, 1978-1979 Capitaine Jerry J. Rawlings, 1979 D ^r Hilla Limann, 1979-1981 Capitaine Jerry J. Rawlings, 1981-	1966 1972 1978 1979 1981

Guinée	Guinée française	1958	Conakry	Ahmed Sékou Touré, 1958-1984 Général Lansana Conté, 1984-	1984
Guinée-Bissau	Guinée portugaise	1973	Bissau	Luís de Almeida Cabral, 1973-1980 Commandant João Bernardo Nino Vieira, 1980-	1980
Guinée équatoriale	Fernando Poo et Río Muni	1968	Malabo	Francisco Mariás Nguema, 1968-1979 Lieutenant-colonel (puis général) Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 1979-	1979
Kenya	Kenya	1963	Nairobi	Jomo Kenyatta, 1963-1978 Daniel T. Arap Moi, 1978-	
Lesotho	Basutoland	1966	Maseru	Chef Leabua Jonathan, 1966 Roi Moshoeshoc II, 1966-1990 Roi Letsie III, 1990-	Détrôné
Libéria		1847	Monrovia	William V. S. Tubman, 1944-1971 William R. Tolbert Jr, 1971-1980 Sergent-chef (puis général) Samuel K. Doe, 1980-1990 Prof. Amos Sawyer, 1990-	1980
Libye	Provinces italiennes de Cyrénaïque, Tripolitaine et Fezzân	1951	Tripoli	Roi Idrīs, 1951-1969 Colonel Muammar el-Kadhafi, 1969-	1969
Madagascar	Madagascar	1960	Antananarivo	Philibert Tsiranana, 1960-1972 Général Gabriel Ramanantsoa, 1972-1975 Colonel Richard Ratsimandrava, 1975 Capitaine (puis amiral) Didier Ratsiraka, 1975-	1972
Malawi	Nyasaland	1964	Lilongwe	D ^r Hastings Kamuzu Banda, 1964-	
Mali	Soudan français	1960	Bamako	Modibo Keita, 1960-1968 Lieutenant (puis général) Moussa Traoré, 1968-1991 Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, 1991-1992 Alpha Oumar Konare, 1992-	1968 1991
Maroc	Maroc	1956	Rabat	Roi Mohammed V, 1956-1961 Roi Hassan II, 1961-	

Pays	Nom colonial	Date d'indépendance	Capitale	Chefs depuis l'indépendance	Coups d'État
Maurice	Maurice	1968	Port-Louis	Premier ministre: sir Seewosagur Ramgoolam, 1968-1982 Anerood Jugnauth, 1982-1992 Cassam Uteem (président), 1992- Premier ministre: Aneerood Jugnauth, 1992-	
Mauritanie	Mauritanie	1960	Nouakchott	Moktar Ould Daddah, 1960-1978 Lieutenant-colonel Mustapha Ould Mohammed Salek, 1978-1979 Lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouccif, 1979 Lieutenant-colonel Mohammed Khouna Ould Haidalla, 1979-1984 Colonel Maaouya Ould Sid ?Ahmed Taya, 1984-	1978 1984
Mozambique	Mozambique	1975	Maputo	Samora Machel, 1975-1986 Joaquim Alberto Chissano, 1986-	
Namibie	Sud-Ouest africain	1990	Windhoek	<i>De jure</i> : Conseil des Nations Unies pour la Namibie <i>De facto</i> : Afrique du Sud Sam Nujoma, 1990-	
Niger	Niger	1960	Niamey	Hamani Diori, 1960-1974 Lieutenant-colonel Scyni Kountché, 1974-1987 Général Ali Saibou, 1987-	1974
Nigéria	Nigéria	1960	Lagos (Abuja depuis 1991)	D ^r Nnamdi Azikiwe (président) 1960-1966 Premier ministre: sir Abubakar Tafawa Balewa, 1960-1966 Général J. T. A. Aguiyi-Ironsi, 1966 Lieutenant-colonel (puis général) Yakubu Gowon, 1966-1975 Général Murtala Muhammed, 1975-1976 Général Olusegun Obasanjo, 1976-1979 Shehu Shagari, 1979-1983 Général M. Buhari, 1983-1985 Général Ibrahim Babangida, 1985-	1966 1966 1975 1983 1985
Ouganda	Ouganda	1962	Kampala	Milton Obote, 1962	

					Roi Mutesa II, 1963-1966	
					Premier ministre: Milton Obote, 1963-1966	
					Milton Obote (président), 1966-1971	1966
					Général (puis maréchal) Idi Amin Dada, 1971-1979	1971
					Yusuf Lule, 1979	
					Godfrey Binaisa, 1979-1980	
					Paulo Muwanga, 1980	1980
					Milton Obote, 1980-1985	
					Tito Okello, 1985-1986	1985
					Général Yoweri K. Museveni, 1986-	1986
République centrafricaine	Oubangui-Chari	1960	Bangui		David Dacko, 1960-1966	
					Lieutenant-colonel (plus tard empereur)	
					Jean-Bedel Bokassa, 1966-1979	1966
					David Dacko, 1979-1981	1979
					Général André Kolingba, 1981-	1981
République démocratique de Somalie	Somalie italienne et Somalie britannique	1960	Muqdisho		Aden Abdulle Osman (président), 1960-1967	
					Premier ministre: Abdi Rashid Alī Shirmarke, 1960-1964	
					Abdi Razaq Hussen, 1964-1967	
					Abdi Rashid Alī Shirmarke (président), 1967-1969	
					Premier ministre: Mohammed Haji Ibrāhīm Igal, 1967-1969	
					Général Mohammed Siad Barre, 1969-1990	1969
					Alī Mahdi Mohammed, 1990-	
Réunion	Réunion	DOM*	Saint-Denis		Président de la République française	
Rwanda	Partie du Ruanda-Urundi	1962	Kigali		Grégoire Kayibanda, 1962-1973	
					Général Juvénal Habyarimana, 1973-	1973
Sahara occidental	Sahara espagnol	(1975)	El-Aiun		Disputé par le POLISARIO et le Maroc	
São Tomé- et Principe	Îles de São Tomé et Principe	1975	São Tomé		Manuel Pinto da Costa, 1975-1991	
					Premier ministre: Miguel Trovoada, 1975-1978	
					Miguel Trovoada, 1991-	

*DOM: Département français d'outre-mer.

Pays	Nom colonial	Date d'indé- pendance	Capitale	Chefs depuis l'indépendance	Coups d'État
Sénégal	Sénégal	1960	Dakar	Léopold Sédar Senghor, 1960-1980 Abdou Diouf, 1981-	
Seychelles	Archipel des Seychelles	1976	Victoria	James Mancham, 1976-1977 France-Albert René, 1977-	1977
Sierra Leone	Sierra Leone	1961	Freetown	Sir Milton Margai, 1961-1964 Sir Albert Margai, 1964-1967 Siaka Stevens, 1967 Général David Lansana, 1967-1968 Général Andrew Juxon-Smith, 1968 Siaka Stevens, 1968-1985 Général Joseph Saidu Momoh, 1985-1992 Capitaine Valentine Strasser, 1992-	1967 1968 1992
Soudan	Soudan anglo- égyptien	1956	Khartoum	Isma'îl el-Azhari, 1956 Abdallah Khalil, 1956-1958 Général Ibrâhîm Aboud, 1958-1964 Sayyid Sir el-Khatim el-Khalifa, 1964-1965 Mohammed Ahmed Mahgoub, 1965-1969 Colonel (puis général) Dja'far al-Nimayrî, 1969-1985 Général Abdulrahman Swareldayhab, 1985-1986 Ahmed Alî al-Marghani, 1986-1989 Général Omer Hassan Ahmed el-Bashir, 1989-	1958 1964 1969 1989
Swaziland	Swaziland	1968	Mbabane	Roi Sobhuza II, 1921-1982 Reine mère Indlovukazi Dzeliwe, 1982 Régente Indlovukazi Ntombi, 1983-1986 Roi Mswati III, 1986-	
Tanzanie	Tanganyika et Zanzibar	1961 1963	Dar es-Salaam (doit être transfé- rée à Dodoma)	Julius K. Nyerere, 1961-1985 Ali Hassan Mwinyi, 1985-	

Tchad	Tchad	1960	N'Djamena	François Ngarta Tombalbaye, 1960-1975 Général Félix Malloum, 1975-1979 Goukouni Oueddei, 1979-1982 Hissène Habré, 1982-1990 Idriss Déby, 1990-	1975 1979 1982 1990
Togo	Togo	1960	Lomé	Sylvanus Olympio, 1960-1963 Nicolas Grunitzky, 1963-1967 Lieutenant-colonel (puis général) Étienne Gnassingbe Eyadema, 1967-1991 Général Étienne Gnassingbe Eyadema (président), 1991- Premier ministre: Joseph Kokou Koffigoh, 1991-	1963 1967
Tunisie	Tunisie	1956	Tunis	Habib Bourguiba, 1956-1987 Zine el-Abidine Ben Ali, 1987-	
Zaïre	Congo belge	1960	Kinshasa	Joseph Kasavubu (président), 1960-1965 Premier ministre: Patrice Lumumba, 1960 Joseph Ileo, 1960-1961 Cyrille Adoula, 1961-1964 Moïse Tshombé, 1964-1965 Évariste Kimba, 1965 Général (puis maréchal) Mobutu Sese Seko, 1965- Maréchal Mobutu Sese Seko (président), 1992- Premier ministre: Étienne Tshisekedi, 1992-	1960 1965
Zambie	Rhodésie du Nord	1964	Lusaka	Kenneth D. Kaunda, 1964-1991 Frederick J. Chiluba, 1991-	
Zimbabwe	Rhodésie du Sud	1980	Harare	Président Rév. Canaan Banana, 1980-1987 Robert G. Mugabe, 1987-	

[Source: A. A. Mazrui et M. Tidy, 1984, mis à jour par l'UNESCO, 1992.]